# REVUE

DES

# DEUX MONDES

LX^e ANNÉE. — TROISIÈME PERIODE

TOME CENT DEUXIÈME

PARIS
BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES
RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1890

11.712

054
R3274
1890, v.6

# SACRIFIÉS

PREMIÈRE PARTIE.

## I.

Rien n'est moins religieux ni moins solennel que ce qu'on est convenu d'appeler à Paris un *grand mariage*.

Tout est faux dans cette exhibition : l'église, qui n'est plus l'église avec son mobilier de circonstance, qu'on enlèvera tout à l'heure pour le remplacer par des tentures de deuil; ces massifs d'arbustes et de fleurs rares, ces toilettes excentriques, ces parfums mondains contre lesquels la fumée de l'encens n'arrive pas à prévaloir, et les visages d'une assistance qui voudraient vainement simuler le recueillement, la joie, une sérénité sans mélange, et qui réussissent mal à cacher leur hâte fiévreuse d'en finir avec cette épouvantable corvée.

Et quelle absence de poésie! Au dehors, la rue remplie de bruit et de plaisanteries indécentes, la ville noyée d'indifférence, les passans goguenards, un bout de ciel gris entre de hautes maisons tristes, — au dedans, des prêtres inconnus, empruntés un peu partout pour officier, des fauteuils et des tapis loués à l'heure, des jardiniers embusqués derrière leurs plantes, afin de pouvoir les emporter plus vite, tout le monde pressé, et, dans cette bousculade, rien qu'ennui et fatigue, aucune note franche, ni vraie joie,

ni effusion, pas une pensée pour Dieu, pas même une émotion humaine.

C'est cependant à Paris que tiennent à se marier les gens qui pourraient le plus aisément s'en dispenser. Ainsi, pourquoi les vieilles familles de l'aristocratie française, de la vraie, qui n'ont plus aucune place dans le Paris cosmopolite de cette fin de siècle, ne songent-elles pas à revenir aux anciens usages en allant chercher au village, au milieu des paysans admiratifs, la bénédiction du vieux prêtre qui conserve encore le respect du château et qui saurait mettre tout l'élan de son cœur et de ses prières à unir leurs destinées? Combien la religion, autant que la poésie, y trouveraient mieux leur compte!

Ces réflexions assiégeaient l'esprit d'un jeune capitaine de chasseurs à pied qui, l'air ennuyé, se dirigeait vers Saint-Pierre de Chaillot, se frayant difficilement un chemin, dans le bout de méchante rue où s'ouvre cette église si pauvre d'aspect, parmi les voitures immobilisées dans un embarras inextricable et les valets de pied encombrant l'étroit trottoir, repoussés eux-mêmes du parvis par la nuée de badauds et de mendians, invités de rencontre de toutes les cérémonies parisiennes.

Il s'agissait cette fois d'un mariage qui unissait deux grandes familles du faubourg Saint-Germain, du petit nombre de celles qui disent encore : *le faubourg* et y croient, qui, vivant en plein Paris, passent toujours à côté du mouvement parisien, ne lisent que les feuilles de bon ton et de doctrine irréprochable, ne connaissent des théâtres que l'Opéra-Comique, des Églises que la leur, du monde que les raouts de Carême, des romans que ceux qui n'en sont point, et des ouvrages sérieux pas seulement les titres.

Le capitaine vicomte Jean de Vair appartenait à cette race, mais lui, portait allègrement le poids de sa descendance.

La taille bien prise dans sa tunique sombre, la tête droite, le regard haut, l'œil bleu, tantôt humide d'une grande douceur, tantôt glacé par une âpre énergie, la moustache blonde très relevée, les cheveux taillés à l'ordonnance sous son képi porté très réglementairement, la main nerveuse dans le gant de Suède blanc pendant qu'il écartait la foule, le jarret tendu sous le rebondissement du sabre, — toute sa personne accusait l'autorité d'un grand passé jointe à la vaillance d'un fier avenir.

Fils unique de parens ayant toujours vécu retirés sur leurs terres, il avait poussé au grand air, jusqu'à l'âge où les nécessités de son éducation avaient exigé qu'on le mît au plus voisin collège de jésuites. La prison, après la liberté absolue, c'était dur; il ne s'y était jamais accoutumé.

Dès qu'il revenait aux champs, pâli et maigri, il ne tardait pas à s'y épanouir à nouveau par la chasse, par le cheval, par de folles randonnées au fond des bois, à travers la lande, aspirant avec ivresse les senteurs de sève des grands arbres, des mousses grasses, avec leur pullulement de champignons roux, toute la saine et fortifiante odeur du terroir natal.

Puis, quand il lui fallait, après deux mois, quitter de nouveau ses chères habitudes de plein air, et, qu'ayant franchi la porte de sa prison scolaire, il s'y retrouvait emmuré pour dix longs mois, un nuage de tristesse s'étendait sur son âme, — qui se repliait. Trop franc pour dissimuler sa souffrance, trop fier pour s'en plaindre, il ne cherchait ni les confidences, ni les conseils, préférant rester impénétrable à cette foule d'indifférens, maîtres ou camarades, qui ne l'eussent pas compris. Travailleur par besoin d'activité, autant que par émulation, il se défendait, sans aucune affectation, mais obstinément, contre les idées dont on prétendait lui imposer la formule toute faite, laissant entendre à ses professeurs qu'il réclamait d'eux un simple bagage scientifique, et qu'au surplus il comptait former seul ses appréciations, loin de leurs jugemens disciplinés et intéressés. Aussi les pères l'aimaient-ils peu : ils lui reprochaient de manquer de confiance, d'être infesté de toutes les rêveries malsaines de libre examen et de tolérance, de vouloir tout contrôler par lui-même, ce qui témoignait d'un orgueil condamnable, et, bien que reconnaissant qu'il était impossible d'articuler contre l'élève un grief précis, ils ne le trouvaient pas, pour l'avenir, assez défendu par les pieuses traditions de sa famille.

Si Jean de Vair eût été un homme ordinaire, sitôt son baccalauréat passé, il eût cédé aux instances des siens et fût revenu à Vair. Ses chevaux, ses chiens l'y attendaient, et aussi cette existence de gentilhomme campagnard, qu'il ne tenait qu'à lui de ne jamais plus interrompre, puisque, étant fils unique, tout l'invitait, après s'être marié, à y faire souche ainsi qu'avait fait son père. Mais le jeune homme ne croyait pas qu'on pût vivre de la sorte, tranquille et indifférent en son coin, sans se soucier de son temps, de son pays, de la France et de ses destinées. Il estimait qu'un homme robuste, instruit et sain d'esprit, sans charge de famille, se doit à son pays et que, descendant d'une longue suite d'aïeux qui tous avaient porté l'épée, ce serait en plus un crime de lèse-hérédité que de se dérober à si fière obligation.

Il tourna donc le dos à Vair et vint à Paris se préparer à Saint-Cyr. Telle était bien la voie qui lui convenait. Saint-cyrien, il l'avait reconnu à son premier défilé ; officier, il sentait grandir sa passion pour ce métier des armes, à mesure qu'il en comprenait mieux la grandeur et qu'il en sentait mieux les lourdes responsa-

bilités. Jusqu'ici, sauf le regret d'être arrivé à trente ans sans avoir fait campagne, aucune déception ne l'avait effleuré.

Ses parens, en revanche, voyaient la leur s'augmenter chaque jour en constatant davantage que ce fils unique semblait perdu pour eux, autant que pour les goûts et les idées qu'ils eussent souhaité lui inculquer.

Pour le reconquérir, sa mère, maintenant, n'espérait plus rien que du mariage ; et tous ses efforts tendaient à trouver la jeune fille qui le ramènerait au bercail. Seul, ce grand projet avait le don de l'émouvoir ; elle y consacrait toutes ses facultés, elle n'eût rien épargné pour en hâter la réussite. Aussi, tandis qu'elle faisait l'appel de ses relations, même les plus oubliées, qu'elle relevait soigneusement les pistes matrimoniales, quêtant des renseignemens un peu partout, tenant état des partis les plus avantageux, dans chacune de ses lettres, elle revenait à l'assaut :

— Je suis donc bien vieux ! pensait Jean de Vair, que ma pauvre maman me sonne ainsi la retraite !

Cependant, quoi qu'on fît pour le séduire aux joies d'hyménée et quelque avantageux que fussent les partis auxquels on l'engageait à songer, il ne se laissait pas tenter. Et il avait fallu le sentiment très réel du vif chagrin que sa mère éprouvait de sa résistance pour le décider à venir juger par ses yeux d'une adorable jeune fille dont on ne cessait de lui vanter les charmes. C'était pour l'apercevoir qu'il avait saisi le prétexte de ce mariage à Saint-Pierre de Chaillot, étant parent éloigné du marié, et qu'il se hâtait vers l'église avant que le cortège n'y eût fait son entrée.

Celui-ci se formait par couples. A première vue, on ne distinguait qu'un grouillement de têtes ahuries et de chapeaux balancés au bout des cannes, les femmes craignant pour leur toilette, les hommes pour leur coiffure. A chaque nouvel arrivant, un remous, — puis on se tassait davantage : le suisse, immuable sous le porche, attendait les mariés ; un monsieur en habit, armé d'un nez formidable, comme d'un rostre, fendait cette foule avec importance, agitant un papier au-dessus de sa tête, appelant des noms, distribuant des avis, indiquant les rangs.

Peu de personnes encore avaient pris place dans la nef, et, le dos tourné à l'autel, elles ne s'occupaient que du mouvement de l'entrée. Avec son premier rang de fauteuils et ses alignemens de chaises, le chœur avait une tournure de distribution de prix ; on en comptait aisément les lumières ; tout avait été calculé au plus juste et sans fracas. L'ensemble n'avait ni grandeur, ni élégance, ni charme : c'était ce qu'on est convenu d'appeler une décoration de bon ton.

Jean de Vair s'était arrêté perplexe devant cette cohue qui lui

barrait le passage, quand tout à coup l'orgue éclata en une marche triomphale, le suisse frappa trois coups de sa hallebarde, ouvrant la route aux mariés, et, preste à saisir le moment, notre capitaine de chasseurs prit résolument de l'avance et vint se réfugier auprès d'un autre uniforme, par sympathie de métier.

Avant qu'il eût eu le temps de dévisager son voisin, celui-ci lui étreignait affectueusement la main et murmurait rapidement :

— Comme tu arrives bien, de Vair; tu es ma bouée de sauvetage; j'étais tellement perdu dans ce grand monde qu'il me paraissait impossible d'attendre la fin de la cérémonie !

Jean de Vair avait eu de la peine à contenir une exclamation joyeuse en retrouvant un des camarades de promotion qu'il affectionnait le plus dans le beau capitaine de dragons qui l'accueillait avec cette effusion.

— C'est moi qui ai du bonheur, mon cher Lacombe, riposta-t-il gaîment, je suis à Paris pour deux jours et je tombe sur toi et cela dans l'endroit où je serais venu le moins te chercher.

— Le fait est que si on avait raconté au père Lacombe, lorsqu'il vendait ses moutons à Château-Thierry, qu'un jour son fils serait d'une noce de marquise, il eût cru à une mauvaise plaisanterie, mon pauvre vieux père! Et cependant il aurait eu tort, car je suis ici invité tout comme toi, appuya le capitaine Lacombe, et cela par la magique vertu du service militaire obligatoire. Ne ris pas; sans notre loi de recrutement, M. de Sultour, frère de la mariée qui s'avance en ce moment, ne serait pas sous-lieutenant de réserve dans mon escadron, et ne produirait pas au mariage de sa sœur son capitaine commandant.

Les deux jeunes gens se turent, car la mariée arrivait effectivement à leur hauteur. Sans être jolie, elle était gracieuse. Avec son air de douceur, ses yeux de pervenche, ses bandeaux à la vierge, sous le tulle blanc qui l'ennuageait de la tête aux pieds, dans sa toilette simple, on eût dit plutôt la novice faisant ses adieux au monde que la jeune fille qu'on va consacrer pour y entrer.

— Dommage seulement qu'elle ne soit pas plus grande, pensa Lacombe... Mais une stupéfaction envahit ses traits à la vue du marié.

Il venait, donnant le bras à sa mère ou plutôt appuyé sur elle, tout fluet, étriqué, tout étroit des épaules, serré de la poitrine, tout dansant dans ses habits qui battaient flasques et découragés sur sa maigre personne, le masque terreux, les yeux vides, les cheveux pauvres, et les spectateurs pouvaient se demander si le souffle ne lui manquerait pas avant qu'il atteignît son prie-Dieu. Sa mère le soutenait, rayonnante pour eux deux. L'on comprenait, à voir son air de triomphe, la diplomatie entêtée, la rouerie patiente,

subtile et passionnée qu'elle avait dû déployer pour placer cette ruine de progéniture.

— Voilà un gaillard qui a dû voler le recrutement, chuchota Lacombe, et qui le roulera encore dans sa descendance!

Et le défilé continuait interminable. Il était venu des parens de province qui, tout en accomplissant un devoir familial, n'étaient pas fâchés de s'exhiber aux Parisiens dans une aussi flatteuse circonstance. On les reconnaissait à leur air de santé.

Cependant la famille prenait possession des places réservées, non sans pompe, et l'évêque *in partibus*, dont la principale fonction consiste à bénir les unions du grand monde, adressait les conseils d'usage aux jeunes époux, avec l'onction mêlée d'aigreur qu'il apporte souvent à ce délicat ministère.

Le regard navré que Jean de Vair promenait sur l'assistance disait assez ses pensées. Toutes ces figures correctes et dignes, mais dépourvues de passion et d'énergie, avaient le don de l'exaspérer. Pour lui, si vivant, si avide et impatient d'action, il y avait souffrance à constater que ceux auxquels il tenait par droit de naissance étaient rayés sans appel de la scène de ce monde. Il eût souhaité leur découvrir quelque supériorité, fût-ce celle d'un vice. Mais non, ni sommet, ni abîme, tout était d'une honnête platitude; toute suprématie leur échappait à la fois jusqu'à celle de l'élégance et du bon goût. D'étoffe lourde et durable, aux plis rigides, sans drapés artistiques, les robes qu'il voyait là sortaient d'un couvent de la rive gauche, où on les obtenait à très bon compte, moyennant un retard d'un ou deux ans sur la mode. Si, par-ci, par-là, une toilette du grand faiseur jetait une note de suprême élégance, elle appartenait à quelque baronne de la finance ou à une de ces mondaines de grande adresse qui ont un pied dans tous les mondes, même dans le plus ennuyeux, quand il s'agit d'en tirer ostentation.

A passer en revue cette société éteinte, il semblait au capitaine de Vair que son esprit errât parmi des ruines. En vain appelait-il à son aide les glorieux souvenirs du passé; la médiocrité du présent, par contraste, l'en accablait davantage. Il les prenait en bloc tous ceux qui étaient là sous ses yeux, il les pesait par la pensée et il les trouvait légers comme des ombres, puis cherchant à s'expliquer comment toute cette classe, née pour diriger, n'était plus capable d'une résolution audacieuse, il les passait en revue un à un, et alors, sous leur correction apparente, il les sentait affreusement vides, ennuyeux et passés. Un monde de disparus! Et c'est dans cette nécropole qu'il lui faudrait à son tour s'endormir du sommeil intellectuel s'il consentait à l'union rêvée par sa mère!.. Propriétaire rural, président du conseil de fabrique, peut-

être maire, tel serait son avenir. En vérité, quelle que fût sa piété filiale, il ne pouvait.

Que lui importait dès lors une investigation incapable d'aboutir, qu'avait-il à étudier une jeune fille à laquelle il ne saurait prétendre ? Eût-elle le rayonnement de la beauté et le charme de la bonté, c'était toujours le commencement de la fin, l'extinction du souffle ardent qui palpitait en lui, le dessèchement lent de ses facultés généreuses, la correction tuant l'élan, la convention supprimant le cœur... Plutôt qu'en venir là, il renoncerait à se marier; tout valait mieux qu'une telle vie.

Dès lors, il évita de porter ses regards vers une petite capote or et bleu marine qu'il avait réussi, non sans peine, à découvrir dans l'assistance et il arriva qu'une jeune fille très née fut délaissée précisément à cause de sa naissance, ce qui n'est pas l'habitude.

Maintenant, la cérémonie touchait à sa fin, les gens quittaient leurs chaises pour se rapprocher de la sacristie, les conversations se donnaient carrière sans aucune retenue, et Jean de Vair, après avoir fait signe à son ami de ne pas le perdre, s'engouffrait avec le flot pour offrir ses félicitations et ses vœux.

Peu de temps après, les deux officiers descendaient les Champs-Élysées, enchantés de s'être retrouvés, d'avoir expédié leur corvée mondaine et de pouvoir causer à cœur ouvert. Jean de Vair y joignait l'impression d'un sentiment de détente, de ceux qu'on éprouve quand on vient d'échapper à un désastre.

— Va, disait-il à son ami, tu me représentes assez en ce moment mon caniche lorsqu'on le sort du tub. Cette réunion très aristocratique t'a fait l'effet d'une douche monumentale et tu secoues intérieurement tes illusions. Ne te gêne pas, en vérité, ce que tu me révèleras de ta déception n'atteindra jamais la mienne.

— Mais non, reprenait Lacombe se défendant mollement, je les trouve au contraire d'ensemble fort décent. Par exemple, je n'y ai vu nulle figure originale, nulle individualité, pas un type accusé, sauf au point de vue hilare. Ces nobles personnes m'ont paru un reflet du passé; elles ne vivent pas. A l'inverse de Péter Schlemihl qui avait perdu son ombre, ce sont des ombres qui ont perdu leurs corps.

— Des ombres malheureusement qui n'ont pas passé le Styx! murmura de Vair.

— Oh! tu es dur pour les tiens... Les voudrais-tu donc tous à la Trappe?

— Je les voudrais consciens de leur état et se tenant dignement à l'écart, répliqua Jean de Vair avec animation. Je souffre à les voir piteusement quêter les faveurs d'un suffrage universel qu'ils réprouvent, exhiber leur ignorance et leur inintelligence devant les

nouvelles couches qui les toisent avec supériorité et laisser ainsi bafouer le prestige que leurs aïeux leur avaient transmis à travers des siècles. Parbleu ! moi aussi je suis un aristocrate, seulement à cette différence des autres que je suis trempé pour la lutte, c'est-à-dire décidé à vivre en pleine France vivante, tandis qu'eux, ils croient que l'héritage de leurs traditions et de leurs noms se lègue avec des parchemins, se porte les mains dans les poches et se conserve comme une momie dans ses bandelettes !

— Enfin, ce que tu leur reproches le plus, remarqua le capitaine Lacombe en souriant, c'est d'avoir abdiqué, c'est d'être rentrés dans le tas, de n'avoir pas continué à dominer les nouvelles couches par leur intelligence, comme autrefois ils en usaient par privilège. Eh ! mais, avec tout ton modernisme, tu as raison de te taxer d'aristocrate, car tu l'es terriblement, et je suis grandement honoré de t'avoir conduit jusqu'ici...

— Tu as donc fait vœu de ne pas dépasser l'obélisque ? interrogea de Vair un peu railleur.

— Pas tout à fait, mais ton hôtel est sur le boulevard et tu dois partir ce soir; mes dragons sont au quai d'Orsay et je veux profiter de ce que je suis en tenue pour aller voir ce qu'ils font. A ton prochain voyage à Paris, n'attends pas pour me retrouver un autre mariage du grand monde, j'ai peu l'habitude de ces déplacemens-là, viens me demander à dîner, tu seras sûr de faire plaisir à un vieil ami.

Les deux jeunes gens se serrèrent la main et le capitaine de Vair se hâta de regagner son hôtel. Arrivé au terme de sa permission, il lui fallait songer à ses préparatifs de départ. Une chose pourtant le préoccupait avant de quitter Paris, c'était d'annoncer à sa mère, tout en ménageant ses illusions, le résultat négatif de l'examen auquel il venait de se livrer. Quoiqu'il redoutât de lui porter un coup sensible par son refus de s'associer à ses vues, il jugeait préférable de s'exécuter tout de suite au lieu d'entretenir l'anxiété de la pauvre femme, en remettant sa réponse à sa rentrée dans sa garnison. Son parti pris, il lui fit part de sa résolution dans les lignes suivantes :

« Chère mère,

« Je suis venu, j'ai vu et je m'en retourne sans essayer de vaincre.

« Votre sollicitude maternelle avait espéré un autre résultat et, en m'arrachant du fond des Basses-Alpes pour passer ces quelques heures à Paris, sur le désir que vous m'en aviez exprimé, j'avais le ferme dessein d'en amener un plus conforme à vos vues.

« Ma résolution n'a pas tenu devant la brutalité du fait : le mariage de convenance m'a fait peur.

« C'est là la cause, l'unique cause de ma déroute. Mlle de C... n'y est pour rien, vous auriez tort de supposer un instant que mon examen lui ait été défavorable. Elle doit être charmante, au contraire, d'abord parce qu'elle a votre suffrage et aussi par le peu que j'en ai vu. Qui sait même si, placée sur mon chemin de telle sorte que j'eusse pu apprécier les exquises qualités qu'elle doit posséder, elle n'eût pas réalisé la femme de mon choix?

« Malheureusement, en amour on ne peut supposer le problème résolu comme en géométrie; c'est un contre-sens, suivant moi, qu'épouser d'abord pour aimer après. Le mariage est acte trop grave pour ne pas l'aborder tous les atouts en main, et le plus gros de tous ne peut être que le plus fort sentiment de l'humanité.

« Ne dites pas que vous l'écartez sous prétexte qu'il est fragile. A supposer qu'il vienne à décroître, même à s'user, ne laisse-t-il pas après lui une accoutumance de tendresse confiante, garantie d'un bonheur durable qu'il est seul à pouvoir promettre?

« En regardant attentivement dans mon âme, j'ai compris qu'elle entendait se donner tout entière et qu'il n'y avait que ce don absolu de moi-même qui pût engager saintement mon avenir. J'attendrai donc qu'elle se soit prononcé; autrement je ne me marierai jamais.

« Vous n'insisterez pas, chère mère, pour modifier une décision dont dépend le bonheur et peut-être l'honneur de votre enfant.

« Celle que je vous présenterai pour fille doit être la plus heureuse, la plus adorée des femmes. Laissez-moi être sûr de moi-même avant de me lier pour la vie, sûr de garder la foi jurée aussi absolument, aussi passionnément qu'elle m'est commandée par la conception sublime que j'ai du mariage. »

## II.

Après avoir grimpé péniblement la côte qui commence pas loin de Digne, dès que la route quitte la Bléone, le courrier de Colmars-les-Alpes arrivait enfin tout en haut, au petit col d'où l'on descend sur Châteauredon. Sa capote bossuée, enfouie sous un demi-pied de poussière et piquant du nez à chaque cahot, la vieille voiture jaune s'avançait disloquée dans ses ais, grinçant de ses ferrailles disjointes, de sa lanterne dessoudée, de la boîte aux lettres en fer-blanc qui lui battait au flanc, et des deux grelots fêlés du

collier de la triste rosse grise, laquelle mettait en mouvement ce branlant appareil.

D'ordinaire, deux personnes y trouvaient place un peu serrées, à moitié abritées, et le conducteur, assis sur une simple planche, menait, les pieds sur les brancards, les jambes tout contre la croupe du cheval. Pour cette fois, n'ayant qu'un voyageur, l'homme avait pris sans façon place à côté de lui sous la capote.

Il était cinq heures du matin. L'horizon s'empourprait d'or sous la lente montée du soleil derrière les montagnes, l'ombre dans la vallée ne diminuait pas encore et bleuissait le lit pierreux de la Bléone, à l'Orient le sommet du Cousson résistait à l'envahissement de la lumière, et cependant les chênes verts, les arbres à fruits suspendus à ses pentes, les aubépines rosées, jusqu'aux simples trèfles des champs semblaient se redresser, épanouissant le bouquet de leurs feuilles comme pour mieux aspirer les chauds rayons qu'ils sentaient venir.

Poussée par la voiture, la grise s'était laissée aller à prendre son allure vive, moitié trot, moitié galop, la croupe toujours très sautillante à cause de deux éparvins secs qui la disgraciaient fort en ses mouvemens, et l'on passait sous Châteauredon, abandonnant à droite la route de Toulon, laquelle file vers le sud, au long de l'Asse et par Mézel, qu'on apercevait pas bien loin tout ramassé autour de son clocher.

« — Un vrai pays à fruits que ce Châteauredon, » fit le conducteur, désignant de son fouet une masse de pruniers de tout âge ; les vieux, noirs, tannés et craquelés, les bras noueux, comme cassés par de trop longs efforts ; les jeunes, tout lisses et argentés, leurs rameaux droits vers le ciel ; mais tous chargés de prunes mûrissantes. « Dommage tout de même, capitaine, qu'on ne puisse pas emporter quelques-uns de ces arbres à Colmars ! »

Le capitaine de Vair, après vingt heures de chemin de fer, avait sauté à Peyruis de son compartiment dans la diligence de Digne. Là, une soirée très prolongée avec ses camarades s'était ajoutée à la fatigue du voyage, et l'air frais du matin, autant que les secousses du berlingot, avaient quelque peine à compléter son réveil. Il avait encore la perspective d'une longue journée de route avant d'atteindre Colmars ; cela seul eût suffi à calmer tout entrain.

En garnison à Digne depuis un peu plus d'un an, son bataillon détachait deux compagnies que se distribuaient les vieilles fortifications des Basses-Alpes. La sienne était une de celles-ci. Son lieutenant, avec une section, était au fort Tournoux, lequel garde la route de l'Ubaye, en face du col de l'Argentière ; lui, avec l'autre, restait, seul officier, à Colmars, vieux village pourvu d'une en-

ceinte qui barrait une route frontière au temps de Louis XIV et qui aujourd'hui, séparé de l'Italie par la vallée du Var et les Alpes-Maritimes, ne doit d'avoir vu respecter ses murs qu'à la manie collectionneuse de notre génie militaire.

L'hiver, lorsque la montagne l'avait repoussé de tout l'amoncellement de ses neiges, il se rappelait s'en être pris à elle du lourd ennui qui l'avait étreint doublement dans son isolement absolu et son inaction forcée. Maintenant, loin de lui peser, chaque jour il l'aimait davantage, depuis qu'il la voyait vivante, poétique, embaumée.

Aussi, il lui revenait joyeux, l'esprit tout à ses chasseurs et aux courses invraisemblables qu'il méditait, le cœur léger au souvenir de sa fuite de Paris, comme doit l'avoir l'oiseau que le piège a frôlé et qui monte au plus haut du ciel pour mieux entonner son hymne d'amour à la liberté.

La merveilleuse journée qui se préparait le mettait aussi en gaîté, et l'expansion lui revenant à mesure que le dernier engourdissement du sommeil se dissipait, il interrogeait l'homme du courrier sur les ravages des torrens dont la montagne portait au flanc les traces profondes et dont les pierres entraînées menaçaient toujours la route de leur avalanche, il lui expliquait la nécessité des reboisemens pour retenir sur les roches les parcelles de terre végétale qui les couvraient encore, blâmant le manque de surveillance des chèvres si meurtrières au jeune plant, expliquant par la destruction des forêts la dépopulation du pays, si facile à constater en se reportant aux récits de Vauban et de Berwick. Et l'homme s'étonnait de le trouver si entendu en ces questions, il s'émerveillait de le voir au courant des cultures, prônant surtout la vigne que la concurrence étrangère n'arracherait jamais à la France, il se prenait de sympathie à l'écouter parler des Alpes avec la passion d'un vrai montagnard et la science consommée d'un alpiniste.

Bien qu'il fût toujours par les routes, il n'ignorait rien de ce qu'on racontait du jeune capitaine, non-seulement à Colmars, mais jusqu'en Castellane, comment il commandait très ferme sans jamais punir, au point que la salle de police serait restée sans emploi, depuis son arrivée, si on n'y avait emmagasiné la provision de pommes de terre de la compagnie. Pour sûr, il avait comme un charme qui le faisait adorer des gens, car voilà ceux de la montagne qui s'étaient pris à l'aimer au moins autant que ses soldats. C'est qu'il avait une manière si polie, lorsqu'il traversait une propriété, d'en demander la permission, de faire compliment sur le bétail, d'interroger sur le pays et d'en vanter la rude beauté. Il n'en était pas un d'Allos, de Thorame, de Beauvezer et de Villars, aussi bien que de Colmars, qui ne lui tirât son chapeau du plus

loin qu'il l'apercevait et n'en reçût en échange un affectueux bonjour, et il ne serait jamais venu à l'idée des gars de la *bravade*, lorsqu'ils se rendaient parader dans les villages, qu'ils pussent se dispenser d'aller lui faire honneur, sous sa fenêtre, avec leur clairon et leurs deux tambours. Lors de la fête du pays, il avait accepté le déjeuner du maire à l'ermitage de Saint-Pancrace, il avait bu à l'hospitalité des gens de Colmars et, le soir, il avait offert un bal à la jeunesse, sur le préau, contre l'école, pour lequel l'épicier avait donné toutes ses fines bougies et l'aubergiste les meilleures de ses bouteilles cachetées. Ah! les oreilles lui sonnaient encore de ce qu'on lui en avait rabâché de ce bal, car pour lui, depuis qu'il était seul à faire le service, il vivait les nuits sur son siège tout comme les journées, et, lorsqu'il lui restait deux ou trois heures sur les vingt-quatre, c'était encore au lit qu'il aimait le mieux les passer.

Mais ce qu'il admirait surtout, parce qu'il l'avait vu de ses yeux, c'était la crânerie décidée avec laquelle le capitaine, au pas gymnastique, suivi de tous ses hommes, était accouru lors de l'incendie du mas de Pierre Renault. Il les apercevait encore, tout blancs dans la nuit, les petits chasseurs, avec leur veste et leur pantalon de treillis, balançant leurs coudes en cadence, sautant légèrement sur la pointe des pieds, montant la côte sans une parole, dans un ordre admirable! Elle semblait glisser sur le sol, la petite colonne, puis tout à coup: *Halte! Front!* et l'immobilité la plus absolue, tandis que la voix du capitaine s'élevait brève et impérieuse dans l'imposant silence:

« Première escouade à la scierie, pour en débarrasser les planches les plus rapprochées de l'incendie! »

« Deuxième escouade au puits pour organiser la chaîne avec les pompiers! »

« Les moniteurs de gymnase, les sapeurs et les porteurs d'outils avec moi, pour abattre la charpente de l'étable et faire la part du feu! » Puis, sans autre explication, les gradés, dressés à l'initiative par leur chef, étaient partis, suivis de leur troupe, et le travail avait commencé. Et lui était partout, surtout où il faisait le plus chaud et où les autres ne voulaient plus aller, et si la scierie avait été épargnée, si le logis n'était point trop endommagé, on pouvait bien dire que ça lui revenait pour la plus grosse part.

Seulement, ce n'était pas tout, car voilà qu'au moment où il reformait ses hommes pour s'en aller, il avait entendu la Renault qui sanglotait à fendre le cœur, parce que sa vache, sa seule, venait d'être retrouvée étouffée dans l'étable. Oh! il n'avait pas été long à réfléchir, il avait tiré un calepin de sa poche et, l'œil franc et doux, il avait regardé chacun et il avait dit: « Il faut rendre sa

vache à la pauvre femme. Je souscris pour cent francs. » Dame, l'effet ne s'était pas fait attendre, chacun y était allé de sa pièce blanche, et la Renault, tout en disant que la bête qu'on lui rendrait ne vaudrait point l'autre, avait bien été obligée de se consoler tout de même.

A force de se remémorer ces choses, le conducteur en oubliait son cheval, et la route, remontant l'Asse, s'allongeait toujours plus morne entre deux murailles de montagnes grises, sans un arbre, sans une végétation, sans rien qui rappelât la vie.

Après avoir fumé deux cigares pour tromper sa faim, le capitaine de Vair crut prudent d'appeler l'attention de son voisin sur la perspective du déjeuner :

— Vous savez que ça creuse, insinua-t-il, et puisque vous relayez à Barrême, ce qui n'est pas de trop, entre nous soit dit, vous devriez bien persuader à votre pur-sang de prendre son allure des dimanches.

— La pauvre bête est comme nous, capitaine, elle a bonne envie d'arriver, répondit le conducteur; mais ça monte à continuer depuis Châteauredon, et, dame! elle n'a plus les poumons très frais.

Il la réveilla pourtant d'un coup de fouet, et, une heure après, le courrier entrait dans Barrême.

Le temps de déjeuner, de se déraidir un peu, de substituer au cheval gris un rouge d'allure tout aussi dolente, et le coucou, sa capote toujours sursautant, roula vers Saint-André.

La route y atteint le Verdon et s'y bifurque en plusieurs directions : au sud, elle descend sur Castellane; à l'est, elle va sur Annot et Entrevaux; au nord, elle s'élève vers Colmars et Allos, où elle cesse.

Cette vallée est plus vivante que celle de l'Asse; la montagne y atteint des altitudes de 2,000 mètres. Sur beaucoup de points, elle est couronnée de sapins et de mélèzes; les villages sont assez rapprochés et les cultures se montrent partout où l'implacable et incessante pluie de pierres leur laisse un coin de terre et de soleil.

Chaque site nouveau éveillait une réflexion. Les bois avaient mis la conversation sur la chasse, et le conducteur avait souvenance d'un vol de bécasses qui s'était abattu, un jour de neige, tout proche de la route, contre un massif de genévriers. Et puis, sans parler des chamois, qui ne se montraient guère avant Colmars, c'était un fier coup de fusil que le coq de bruyère, le vrai tétras, au plumage noir, avec des miroitemens bleuissans comme des scintillemens d'acier; mais, par exemple, on ne l'approchait pas facilement, surtout dans la saison où il se perchait. Si le capitaine avait

des jambes, il trouverait à s'amuser après les lagopèdes et les lièvres de montagne, lesquels ne sont blancs que la neige venue, mais ne quittent jamais les sommets. Ça ne valait pas les lièvres de plaine, ni les perdreaux rouges, à beaucoup près; pourtant, c'était encore du vrai gibier, sans compter le plaisir de le tuer si haut.

Toujours devisant, le chemin s'abrégeait.

A partir de Thorame-Haute, de Vair en connaissait dans leur plus petit détail les environs, qu'il avait explorés maintes fois avec ses chasseurs. En revoyant la vieille fabrique de draps de Beauvezer, il lui sembla qu'il était arrivé, et il n'en douta plus lorsqu'il eut franchi le pont de Villars, bien qu'il n'aperçût pas encore Colmars, enfoui dans son creux, entre ses petits forts de Savoie et de France.

## III.

Le lendemain, dès quatre heures du matin, la caserne des chasseurs était très animée. Les hommes achevaient de boire leur café, une vraie lavasse ce jour-là, par la faute du cuisinier, qui s'était levé trop tard, comme si, le capitaine sitôt revenu, il ne fallait pas s'attendre à une grande expédition dans la montagne!

On parlait peu, les yeux encore gros de sommeil, tout à la bousculade des derniers préparatifs. Dans la cour, les clairons sonnaient l'*assemblée*; on se hâtait de rentrer le pantalon dans les guêtres, de mettre sac au dos, d'ajuster la bretelle du fusil; un sergent distribuait aux chefs d'escouade des cartouches à blanc; le fourrier, encore en caleçon, le dernier prêt, le plus rossard, un plumitif de malheur, montrait, par l'entre-bâillement de la porte, sa tête ébouriflée, cherchant un homme de bonne volonté pour lui essuyer son fourniment, et chacun gagnait le lieu du rassemblement, les premiers tout lentement, comme ennuyés de leur avance; les derniers, pressés, maladroits, dérangeant trois camarades avant de trouver leur place.

L'appel avait commencé, le silence s'était fait absolu, d'autant que le capitaine s'avançait sur son arabe gris de fer et qu'on savait qu'il ne badinait pas sur la tenue et l'immobilité. Il passait devant le rang, très sérieux et attentif, inspectant tout l'homme de la pointe des cheveux à celle des souliers, exigeant qu'on le regardât bien droit dans les yeux et, lorsqu'il voulait marquer sa satisfaction, il inclinait imperceptiblement la tête.

Depuis le commencement de la belle saison, il emmenait ses hommes régulièrement, deux ou trois fois la semaine, dans la montagne, les entraînant à la marche, les rompant au passage des

obstacles, les exerçant à l'appréciation des distances, parfois au tir en terrain inconnu, car il partait de ce principe qu'on forme le soldat plutôt en pleine campagne que sur la place d'exercices. Avant tout, il fallait l'intéresser, lui indiquer le but poursuivi, l'associer à la conception du chef. Même là, avec l'effectif si réduit de sa troupe, il trouvait moyen, en la fractionnant entre deux partis adverses, de combiner de petites opérations.

Ce jour-là, les quinze hommes qui figuraient l'ennemi, sous le commandement du sergent-major, étaient partis une demi-heure d'avance, avec mission de défendre le pont de Beauvezer, en opérant sur la rive droite du Verdon. Le capitaine devait marcher par la rive gauche.

Son détachement avait de suite gagné les hauteurs, utilisant les bois, coupant les ravins à leur origine, se masquant de tous les obstacles. D'abord pénible, tant qu'il avait fallu monter, la marche était devenue facile sur les sommets; l'air était très pur, la vue portait loin. Par ce long couloir du Verdon, il y avait une belle échappée de pays. A gauche, on voyait s'allumer, aux feux du soleil levant, les neiges du sommet de la Mole, du Petit-Coyer et du sommet du Carton, si serrés les uns contre les autres qu'on eût dit qu'ils émergeaient d'une même base. En avant, au contraire, une barre de roches noires fermait l'horizon : c'était la crête du Pasquier, qui venait mourir à pic sur le Verdon, tranché net par la rivière.

De toutes ses anfractuosités, la montagne exhalait les vivifiantes senteurs de ses mousses, de ses oronges, de ses framboises; l'eau sourdait en filets argentés entre l'herbe drue et courte, mais très gentiment, regagnant discrète le lit du torrent voisin; partout se devinait la folle poussée de sève qui prenait sa revanche des emprisonnemens de l'hiver; les blocs de roc, les amoncellemens de pierres erratiques, envahis par un duvet de folles graminées ou pris dans un enlacement de lianes, semblaient vouloir, eux aussi, rompre leur immutabilité glacée pour s'associer à cette fête de la vie.

Quoique cheminant en silence, les chasseurs, insensibles à l'éveil de la nature, n'avaient d'yeux que pour la rive droite de la rivière et en fouillaient du regard tous les accidens, espérant y découvrir quelque indice de l'ennemi. Quelquefois, on signalait un chasseur dévalant par un sentier, on assurait voir reluire son fusil; mais, après avoir fixé l'homme avec sa lorgnette, le capitaine secouait la tête et déclarait que c'était un paysan.

Cependant, l'avant-garde, après avoir reconnu le pont de Beauvezer, fit annoncer qu'il était gardé et impossible à aborder sans essuyer longtemps, en plein découvert, la fusillade de l'ennemi.

Les renseignemens ajoutaient qu'à un kilomètre en amont du village le Verdon se divisait, formant une petite île, et qu'en ce point on le passerait sans trop de difficulté.

C'est ce dernier parti qu'adopta le capitaine, et, après avoir rapproché sa troupe le plus possible du point de passage sans la faire voir, il l'abrita dans un ravin. Il avait avisé des peupliers abattus non loin du bord. On pouvait donc prendre un de ces arbres, le jeter d'une rive à l'autre, en passant par-dessus l'îlot, et ménager ainsi une rampe aux hommes contre l'entraînement du courant.

Quatre chasseurs eurent vite fait d'ôter leur veste, de façon à n'être pas reconnus, et, l'arbre choisi, de l'amener jusqu'au Verdon. Alors l'un d'eux, entrant dans l'eau, en maintint la tête dans la direction de l'îlot, qui devait servir de point d'appui, tandis que les autres le poussaient par le pied jusqu'à ce qu'il eût touché l'autre rive. Quelques grosses pierres aux extrémités l'assujettirent suffisamment. Aussitôt le passage commença et s'effectua sans accident, malgré la force du courant; les hommes, mouillés jusqu'au ventre, trébuchant sur les pierres roulantes, les pieds presque arrachés du sol par la violente poussée de l'eau, mais retrouvant toujours à temps le rempart protecteur du peuplier. A mesure qu'ils arrivaient sur l'autre rive, ils se reformaient, cherchant à s'orienter du côté de Beauvezer, d'où leur mouvement n'avait pu manquer d'être surpris.

Comprenant qu'il fallait au plus vite sortir du lit de la rivière, où l'on se trouvait, sans abri, exposé au feu de l'adversaire, le capitaine de Vair, avant même d'avoir passé, cria :

— A la campagne des Sorguettes!

Ni ferme ni villa, bastide si l'on veut, la maison des Sorguettes était d'une construction solide, comme on les fait dans la montagne, au toit lourd et écrasé, sans un brin de coquetterie. Elle appartenait, disait-on, à un riche négociant marseillais; mais on ne l'y avait jamais vu. Les paysans qui en avaient la garde habitaient les dépendances. Comme leur paresse de gens non surveillés n'avait opposé aucun obstacle à l'intrusion de la flore sauvage, peu à peu celle-ci avait si bien masqué le côté de l'habitation opposé à la cour, celui où l'on n'allait jamais, qu'elle en avait rendu l'abord impénétrable. Autour de l'enclos, totalement isolé sur ce mamelon inculte, les rosiers des Alpes et les framboisiers sauvages avaient fermé leur investissement au point d'empiéter sur le chemin d'arrivée. Si bien que la maison qui, nue et massivement campée, eût été lourdement disgracieuse au coin d'une rue de village, ici toute embroussaillée de lianes et de clématites, toute rongée de la mousse fleurie du silène rose, avec l'encadrement de son grand bois de mélèzes et son lointain d'abruptes roches grises, apparaissait ori-

ginale et gaie, très vivante surtout de toute cette vie de la montagne qui l'étreignait jusque dans ses pierres.

Les chasseurs la connaissaient bien, cette maison des Sorguettes; ce n'était pas la première fois qu'ils y prenaient position. A l'indication du capitaine, ils n'hésitèrent donc pas. D'une course le découvert fut franchi, le mamelon contourné en vue de se défiler de l'ennemi; on souffla, puis l'escalade commença, en tirailleurs, de manière à laisser à chacun la liberté de ses mouvemens. Il y avait intérêt à ne pas perdre de temps, l'ennemi cherchant à gagner de vitesse les Sorguettes et disposant du seul chemin qui y conduisait. La rencontre en ce point devenait donc inévitable et l'avantage assuré aux premiers qui couronneraient la crête.

Tous rivalisaient d'entrain, s'accrochant aux aspérités des rochers, aux tiges des rhododendrons, tantôt s'enlevant par un rétablissement sur les bras, tantôt arc-boutés sur une jambe jusqu'à ce que le pied libre eût trouvé un nouveau point d'appui. L'on n'entendait pas un mot; seulement, de temps à autre, le choc d'une arme contre le roc ou un bruissement de terre et de cailloux détachés sous le poids d'un corps. Chacun y allait de tout cœur, comme si c'eût été pour de bon. On ne comptait plus l'essoufflement, les tempes qui battaient, les gouttes de sueur si pressées qu'elles brouillaient les yeux presque autant que des larmes, ni les meurtrissures aux mains, ni les contusions aux genoux, ni le déluge de pierres roulantes que la pente égrenait sous cette avalanche humaine; on voulait arriver avant les autres, et les regards, élevés parfois vers la crête, trahissaient la seule préoccupation des esprits, celle d'y être distancés par l'ennemi.

Cependant, un sergent et un clairon touchent au sommet et crient, tout haletans :

— Nous les tenons, ils sont encore à six cents mètres!

— Les armes basses! commande le sous-officier; les deux premières escouades en avant de la maison!

Et les chasseurs de s'égailler, comme disaient les gars du Bocage, chacun bien embusqué, l'un derrière un pan de mur, la tête seule dépassant, l'autre contre un mélèze, l'épaule gauche appuyée et la droite effacée, prêt à mettre en joue; celui-ci au long de la pente, le buste relevé sur les deux coudes; tous l'œil au guet, la main à la cartouchière, l'oreille au commandement.

— Attention sur la gauche! A trois cents mètres, commencez le feu! prononça lentement le capitaine.

Et le crépitement d'une vive fusillade ébranla les échos des vieux rochers, qui se la renvoyèrent de toutes les profondeurs de leurs sonorités.

Toutefois, les échos ne répondirent pas seuls à ce dérangement

matinal. Une clameur effrayée secoua toute la maison, les fenêtres grincèrent, les volets claquèrent et des têtes ensommeillées, falotes en leurs couvre-chefs, les yeux lourds et papillotans dans la brusque surprise du jour, la bouche ouverte pour une question que l'effarement faisait rentrer, parurent soudain à toutes les ouvertures du logis abandonné.

L'air terrifié de toutes ces bonnes faces, plus bronzées au feu des fourneaux qu'à celui des batailles, eût été d'un effet irrésistiblement comique, si la surprise éprouvée par les chasseurs devant ces habitans tombés du ciel n'eût tempéré leur gaîté, en même temps qu'elle arrêtait le combat sur toute la ligne.

Non moins étonné que ses hommes, mais comprenant qu'il n'avait plus qu'à évacuer une propriété privée dont il venait de troubler le repos, le capitaine de Vair se mettait déjà en devoir de les rassembler, quand une ravissante apparition s'encadra dans une fenêtre du premier étage.

Toute blanche, dans un peignoir de cachemire dont les plis amples, serrés à la taille par une cordelière de soie, ne parvenaient pas à dissimuler une forme triomphante, le buste cambré dans une attitude légèrement hautaine, des yeux tout enveloppans, de grands yeux d'un bleu profond de Méditerranée calme, que connaissent seules les filles de Provence, en ce moment interrogateurs et railleurs, la bouche étincelante de rire, en dépit d'une affectation de très grand sérieux; on eût dit, à la voir nimbée dans les flots tombans de sa chevelure de soleil et caressée par les folles balancées d'une nappe de volubilis échappés du toit, la belle et fière druidesse de ces dolmens géans, de ces menhirs grandioses, semés à profusion dans cette nature bouleversée.

Quelque aguerri qu'on soit et rebelle à l'émotion, l'imprévu à trop haute dose a raison du plus magnifique sang-froid.

Jean de Vair restait muet. Quoique souffrant de son silence, il lui semblait que toute parole qu'il prononcerait allait rompre un enchantement qu'il ne retrouverait plus. Oui, il restait très désorienté, le képi à la main, devant cette jeune fille blonde et rieuse qui surgissait très poétiquement, il faut l'avouer, en pleine solitude alpestre, mais qui n'en était pas pour cela une péri en rupture de féerie, ni une vierge échappée du Walhalla. D'abord, était-ce une jeune fille? C'est si maladroit de débuter en se trompant sur l'appellation! Bah! plus il réfléchissait, moins il pouvait douter qu'il avait devant lui une vraie jeune fille, avec toute son audace, sa fierté et sa lumineuse gaîté de jeune fille. Mais il avait trop réfléchi... sans trouver; voilà qu'on prenait l'offensive :

— Ce réveil en détonations n'est pas précisément, monsieur, dans nos habitudes, disait une voix légèrement moqueuse; il nous

a fait un peu sursauter ce matin. Cependant, si c'est la coutume ici, nous nous y ferons.

— Vous me voyez, mademoiselle, tout interdit de ma mésaventure, répondit de Vair, et, avant de me retirer, je vous présente toutes mes excuses pour un fait qui ne se renouvellera pas.

— Oh! je ne suis pas la châtelaine; réservez vos excuses pour ma sœur, qui descend et qui sera très heureuse de vous pardonner.

La porte de la maison s'ouvrait, en effet, pour laisser passer une jeune femme d'une beauté accomplie. Encore plus régulièrement belle que sa jeune sœur, Mme Marbel ne lui ressemblait que juste assez pour accuser ce qu'on est convenu d'appeler l'air de famille. Avec son profil de camée, ses cheveux d'une teinte incertaine, son sourire calme, ses yeux très doux, elle n'avait rien de la fougue qui éclatait chez l'autre, ni la flamme de son regard, ni l'arc noir de ses sourcils contrastant avec l'or de ses cheveux, ni la folie sonore de son rire, ni cette ardeur de vivre qui faisait explosion hors de son être. La jeune fille forçait l'admiration avant qu'un examen attentif eût surpris les légères incorrections de ses traits, la jeune femme attendait, au contraire, de cet examen même l'hommage extasié que ne pouvait manquer de lui attirer la perfection absolue des siens.

Souriante, Mme Marbel s'avançait, vêtue d'une matinée de foulard rouge, les cheveux tordus en une grosse natte qui lui tombait plus bas que la ceinture, et, sans le moindre embarras, elle dit au capitaine :

— Arrivées cette nuit seulement dans cette solitude, je ne vous cache pas que nous avons été un peu surprises, ma sœur et moi, de ce bruyant réveil; mais nous ne saurions vous en vouloir, monsieur, puisqu'il nous prouve que notre abandon n'est pas si complet et, en tout cas, que nous sommes sous bonne garde.

— Votre indulgence, madame, répliqua de Vair, me rend encore plus inconsolable de ma maladresse. Notre seule excuse est dans l'abandon prolongé des Sorguettes...

— Oui, je sais, la *maison déserte,* comme on l'appelle ici... Vous doutiez-vous seulement qu'elle eût un propriétaire?

— Je suis mieux informé que vous ne supposez, fit en riant l'officier, et votre nom est assez connu dans tout le Midi pour que je n'aie pas grand mérite à l'avoir retenu.

— Comment! vous connaissez mon nom? s'écria la jeune femme; mais c'est une grosse supériorité que vous avez sur moi.

— Pardon, en effet, madame, d'avoir tant tardé à me présenter. Je suis le vicomte de Vair, et j'ai l'honneur de commander une compagnie de chasseurs.

Déjà conquise par les allures d'homme du monde de son inter-

locuteur, Mme Marbel, après cette présentation, ne pouvait qu'entrevoir l'avantage d'une relation inespérée s'offrant à point pour rompre le terrible ennui dont elle était menacée. Sa sœur, survenant au moment où de Vair se nommait, eut l'esprit traversé de la même idée, et, désignant les chasseurs rassemblés, immobiles sous les armes :

— Il faut absolument, monsieur, dit-elle gaîment, que vous leur permettiez de boire à notre bienvenue...

Et comme il s'en défendait un peu :

— C'est dit, ajouta-t-elle; aussi bien les bouteilles sont commandées, et les voici qui arrivent...

Un maître d'hôtel, rouge de l'émotion du réveil et de la bousculade qui y faisait suite, s'agitait en effet, aidé par deux femmes de chambre, et, sur une table, devant la porte, s'alignaient verres et bouteilles.

— Mireille, ton idée est charmante, s'écria Mme Marbel toute joyeuse. Vous ne pouvez pas, monsieur, tout de suite nous chagriner par un refus... Et puis n'êtes-vous pas un peu notre prisonnier?

De Vair aurait-il eu une objection à formuler qu'il l'eût vivement refoulée, tant cette aventure commençait à le captiver.

Il fit donc former les faisceaux et rompre les rangs.

On avait apporté un immense samovar qui chantait gaîment, des théières et une armée de récipiens de toutes formes et de tous calibres, et Mireille abordait chaque chasseur avec une tasse, étonnée, presque chagrine de la voir rebutée. En vain elle levait un regard suppliant vers le capitaine comme pour implorer l'explication de son insuccès; celui-ci, très rêveur ce jour-là, se demandait encore comment de ces broussailles foulées par lui chaque jour il était sorti deux femmes exquises, qu'il avait encore une certaine peine à ne pas prendre pour des apparitions prêtes à s'évanouir. A la fin il eut l'intuition de cet embarras :

— Oh! mademoiselle, dit-il vivement, les chasseurs à pied ne connaissent le thé qu'à l'infirmerie. Voulez-vous me permettre de vous éclairer sur leurs goûts?

Et il fit passer les bouteilles que les hommes se partagèrent avec empressement. Puis s'approchant d'elle :

— Il ne sera pas dit, mademoiselle, que tous les chasseurs vous auront refusé cette tasse de thé, je la prends pour moi, si vous voulez bien me l'offrir.

Il s'empara de la tasse, malgré les protestations de la jeune fille, qui répétait qu'un lunch avait été servi pour lui à l'intérieur, et qu'il la désobligerait en buvant son thé dehors.

D'ailleurs le moment de partir était arrivé. Le soleil se faisait

très haut, en effet, et il ne fallait pas moins de deux heures, par la route, pour regagner Colmars.

A un signe de leur capitaine, les hommes avaient reformé leurs rangs et remettaient sac au dos, tandis que, lui, prenait congé de Mme Marbel et de sa sœur, promettant sa visite pour un jour très prochain, c'est-à-dire avec le ferme propos de ne pas la différer au-delà du lendemain.

— A quand notre nouvelle prise d'assaut? disait en riant la jeune femme.

Mais Mireille, saisie d'une inspiration, s'était précipitée dans la maison. Elle ressortit toujours courant, agitant triomphalement au-dessus de sa tête une immense boîte de havanes.

— Tu sais, Miette, cria-t-elle à sa sœur, tu peux écrire à ton mari qu'il s'en apporte d'autres. Les chasseurs ne les refuseront pas comme mon thé.

Elle ne voulut rien entendre des observations de M. de Vair, qui lui remontrait la folie d'un tel gaspillage et s'offrait de distribuer à ses hommes, à la place, tout le bureau de tabac de Colmars, et malgré les signes désespérés de sa sœur, qui savait combien M. Marbel tenait à ses partagas, elle commença bravement la distribution, les prenant à poignées, et sa main toute mignonne se faufilant gentiment entre toutes ces mains rudes qui se tendaient vers elle.

— La, c'est fait, il n'en reste plus un, vous pouvez les emmener, mon capitaine, dit-elle enfin, en retournant d'un air mutin sa boîte vide.

— Si les chasseurs ne vous acclament pas de toute la vivacité de leur reconnaissance, mademoiselle, c'est qu'ils sont sous les armes, mais je lis dans leurs yeux qu'ils en ont une fière envie, prononça de Vair, déjà en selle, et, abaissant son sabre pour saluer, il prit la tête de sa troupe.

Elle fut longtemps en vue, la petite compagnie, si alerte avec sa vive cadence rythmée par les coups de langue brefs des clairons, d'abord dévalant la pente et serpentant au hasard des lacets de la route, puis se perdant peu à peu dans la vallée bleuâtre, toujours plus rapetissée, bientôt simple point noir.

Elle fut longtemps en vue, et une belle jeune fille ne la quitta pas des yeux, tant qu'il en resta vestige à l'horizon.

## IV.

Cette année-là, il avait éclaté terrible, dans le Midi, le choléra, s'attaquant, comme d'habitude, principalement aux centres populeux, aux agglomérations d'hommes.

Comment il était venu, c'est ce qu'on n'aurait pu déterminer

exactement. Quel bateau avait pris ce sinistre passager? On en désignait plusieurs revenant de l'extrême Orient, puisque c'est là que le fléau retrempe sans cesse sa puissance homicide aux noires pestilences des marécages des basses terres, aux eaux empoisonnées des fleuves, cimetières mouvans rejetant à la lumière les cadavres confiés à leurs profondeurs. Il s'était faufilé, trompant les surveillances, déjouant les quarantaines, hissé peut-être dans le pavillon jaune de la santé; un beau jour il était sorti du sac d'un matelot décédé, dont les effets vendus aux enchères l'avaient dispersé aux quatre vents du ciel, et maintenant tout lui était complice pour le propager, l'eau surtout, qui touche à tout ce qui se mange, se mêle à tout ce qui se boit.

A Marseille, à Toulon, chaque jour il atteignait des victimes par centaines. Et, comme elle est inséparable de toute calamité publique, la panique avait fait l'horreur plus grande. Les bruits les plus absurdes trouvaient créance; les rues étaient désertes, les magasins fermés, point d'affaires, les gens s'évitaient; tous ceux qui l'avaient pu avaient fui.

M^me^ Marbel, emmenant avec elle sa jeune sœur, était ainsi partie dans le tas. Désirant la soustraire le plus possible à la contagion, son mari s'était aussitôt souvenu de ce coin perdu des Sorguettes, dont il avait hérité la maison sans avoir jamais pu ni l'habiter, ni s'en défaire; il avait pensé, non sans raison, que, par ce temps d'épidémie, ce désert lointain serait le plus sûr des asiles. Lui était resté à Marseille. Oh! ce n'était pas qu'il fît le brave! Ça c'est un mot aux gens du Nord. En Provence, sa signification a totalement dévié, probablement parce qu'au juste on n'en avait pas l'emploi. Naturellement, on n'y est pas « brave, » mais on y fait son devoir comme ailleurs. Et le devoir d'un négociant de Marseille est de ne pas abandonner son bureau, tant qu'il y reste des affaires à expédier. M. Marbel, une fois sa femme en sûreté, avait soigné son régime, fait bouillir son eau, mais n'avait pas eu la moindre idée qu'il pût gagner aux champs, laissant à d'autres le soin d'encaisser ses traites et de payer ses échéances.

En acceptant l'internement des Sorguettes, M^me^ Marbel n'avait tout d'abord pas songé que son séjour dût y être long et sa réclusion absolue. Lorsqu'elle eut fait le tour de son domaine, exploré l'horizon, interrogé les paysans, elle comprit que ces murailles de rochers infranchissables allaient l'étreindre comme un tombeau et, lorsqu'elle eut mesuré les chances de durée de ce choléra, qui ne faisait qu'apparaître et dont les journaux lui apportaient les tables funèbres toujours plus effrayantes, elle fut prise d'une noire mélancolie et, n'eût été la volonté expresse de son mari qu'elle y restât, elle eût déserté cette montagne qui lui faisait horreur.

Celui que le hasard avait mis sur son chemin, Jean de Vair, devait entreprendre de la lui faire aimer. Il s'y appliqua avec son élan accoutumé et sa nature très droite qui ne faisait rien à demi. Sa montagne, il la connaissait trop bien, avec ses surprises, ses enchantemens, sa puissance captivante, pour douter un instant de la magie de sa séduction sur les plus récalcitrans! Il suffirait qu'on voulût bien aller à elle. A cela Mireille se chargeant de décider sa sœur, le débat ne pouvait pas s'éterniser.

Sur les natures méditerranéennes, l'action et le mouvement ont des attirances particulières. Si Mme Marbel n'était pas femme à prendre aisément son parti du changement d'existence radical qu'on lui avait imposé, à elle, la mondaine élégante et agitée, elle avait trop de ressort pour ne pas rebondir sous la torpeur d'un premier découragement, et surtout elle aimait sa sœur trop passionnément pour résister à ses désirs. Et quand un beau matin, par une claire soleillée d'été, deux petites mules noires, bâtées à la mode du pays et pomponnées de rouge, firent leur entrée dans la cour, elle fut vive à revêtir son amazone et pleine d'entrain à se mettre en selle.

Dès lors la partie était gagnée. Ainsi que de Vair l'avait prévu, quelques jours eurent raison des premières difficultés et des fatigues d'un entraînement obligé, et bientôt la montagne s'empara des deux jeunes femmes et les posséda jusqu'à l'enthousiasme.

La situation voulait que Jean de Vair devînt promptement l'hôte assidu des Sorguettes. Peu à peu ses promenades à cheval prirent donc uniformément la route de Beauvezer. Non moins uniformément, lorsqu'il vint à passer en vue de l'habitation, il estima de sa politesse d'y entrer pour s'enquérir des deux jeunes femmes, de leur santé, de leurs projets d'excursion. Comme circonstance atténuante, il savait que de là-haut l'on surveillait perpétuellement la route, dont les rares passans constituaient l'unique distraction du pays. Devant la maison, à l'angle d'une plate-forme surplombant la vallée, avait été aménagée une jolie tonnelle tout échevelée de lianes et de capillaires : Mireille en avait fait sa retraite favorite.

Elle aimait à lire et à rêver en face de cet horizon de pics neigeux, bercée par le sourd grondement du Verdon. Du plus loin que de Vair l'apercevait encadrée dans son observatoire de feuillage, il enlevait son cheval et gravissait la montée au petit galop. S'il ne disposait que de peu de temps, il s'arrêtait au pied de la plate-forme et engageait une conversation aussi suivie qu'elle peut l'être à dix mètres en contre-bas. Ces fois-là ne comptaient pas comme visites.

Les autres jours, et c'était le plus souvent, le capitaine, quoique

toujours pressé, poussait jusqu'à la cour, remettait son cheval au fermier, en lui recommandant de se borner à le promener en main. Puis les minutes s'ajoutaient les unes aux autres et l'animal se retrouvait fatalement à l'écurie, jouant avec les dernières brindilles du foin dont l'homme lassé avait garni sa crèche en désespoir d'attente.

Pendant ces longues visites, Mme Marbel, lorsque le soin de sa maison ou de sa correspondance l'appelait ailleurs, ne voyait aucun inconvénient à laisser les deux jeunes gens tête-à-tête.

Elle sentait confusément que leur intimité grandissait, mais en tout cas si discrète, si voilée, que le moment où il lui faudrait y regarder de plus près lui paraissait indéfiniment reculé. Tant qu'elle les voyait si peu embarrassés, si expansifs, si rieurs, elle était tranquille; l'amour naissant n'a point ces apparences de franche camaraderie.

Oh! elle ne méconnaissait aucun de ses devoirs de grande sœur; elle en était pénétrée au point de vue général d'abord. Au point de vue particulier aussi, et celui-ci se résumait dans l'intention très arrêtée chez leur père de marier Mireille au fils d'un de ses amis, armateur comme lui. Fortune, milieu, intérêts d'affaires, tout s'accordait dans ce projet. Seule de la famille, Mireille ne s'en doutait pas. Mais nos usages français ont si bien appris aux jeunes filles à savoir faire cadrer leur sentimentalité avec les nécessités d'utilité pratique qu'on ne les consulte qu'au moment d'acheter la corbeille, tant leur consentement fait peu question! Mme Marbel s'était mariée d'après ces idées, pouvait-elle supposer sa sœur susceptible d'y échapper?

Ce jour-là, l'après-midi s'annonçait très orageux; les nuages accouraient de l'est avec des airs de bataille, comme des troupes qui se massent, et se fondaient dans une nuée d'un noir livide, laquelle, déjà trop pesante, s'appuyait sur les cimes, prête à se rompre. Le calme plat qui précède le vent d'orage avait fait la chaleur suffocante.

En bas, à mi-côte, partout où s'apercevait une nappe verte, les gens se hâtaient pour leurs foins menacés; déjà il n'était plus temps de les rentrer, à peine pouvait-on espérer de les mettre en tas pour les défendre un peu.

Le facteur, au lieu de s'arrêter, comme d'habitude, pour casser méthodiquement une croûte, en l'arrosant de plusieurs verres de vin, avait pris sa course vers Beauvezer, disant :

— Le tonnerre va secouer la vallée à en faire danser toute la pierraille. On risquera sa peau aujourd'hui à flâner par la montagne.

De son poste habituel, Mireille, le front soucieux, inspectait

l'horizon. En d'autres circonstances, l'orage ne l'eût pas effrayée; au contraire, elle y eût pris intérêt. Elle songeait, en cet instant, aux chasseurs à pied de Colmars, partis pour Barcelonnette, par le col d'Allos, et que la tourmente pouvait surprendre dans un passage difficile; sa pensée allait surtout à leur chef, chez qui elle devinait un mépris du danger poussé jusqu'à la témérité. Elle savait que le détachement était sorti de Colmars à une heure du matin; cette nuit même, il y devait rentrer, car son absence ne pouvait se prolonger au-delà de vingt-quatre heures. C'était plus qu'une marche forcée, c'était un tour de force. Il était à craindre que le capitaine ne bravât les élémens plutôt que de se mettre en faute, en retardant son retour.

Depuis longtemps cette marche d'entraînement avait été décidée par lui, afin de réunir à Barcelonnette, durant une matinée, les deux fractions de sa compagnie séparées depuis longtemps. La section qui tenait garnison à Fort-Tournoux se trouvait à treize kilomètres seulement du rendez-vous assigné, tandis que le détachement du capitaine devait en fournir soixante-dix, aller et retour compris. Et quel chemin! Cela allait encore à peu près en quittant Allos, où cesse la route entretenue : le sentier longeait le Verdon jusqu'à sa source, puis il se perdait dans les prairies qui montent vers le col. Celui-ci franchi, ce n'était plus qu'une simple entaille au flanc de la montagne, sans parapet ni défense contre l'abîme.

Dans ces parages désolés, que la neige recouvre pendant huit mois de l'année, les avalanches sont terribles. Sous leur poids, les perches jalonnant la direction se couchent, et le voyageur, éperdu au milieu de cette immensité blanche, contraint, sous peine de mort, à ne point s'arrêter, ne sait s'il marche vers son tombeau. Et pourtant quelques masures ont poussé dans une anfractuosité de la montagne déserte. C'est le hameau de Morjuan où, faute de communications, vivans et morts ne se quittent plus tant que dure l'hiver, ceux-ci couchés en travers du toit qui abrite les autres.

Enfin, avant de dévaler par des rampes fortes et raboteuses jusqu'au Bachelard, qui lui ouvre l'accès de Barcelonnette, le chemin court sous les ombrages mystérieux de cette belle forêt de la Malune, dont les mélèzes séculaires, pressés les uns contre les autres, dérobent en partie leur feuillage pâle et soyeux aux indiscrétions du soleil.

Cependant le vent, après un sifflement strident, venait de déchaîner l'orage dans toute sa fureur, la nuée avait crevé, et la vallée paraissait écrasée sous une trombe. Les éclairs volaient sur les cimes, précurseurs d'un tonnerre lointain, dont toute la montagne commençait déjà à gémir sourdement. De sa fenêtre, Mireille dominait cette scène de désolation grandiose; ses yeux se portaient

tristement, du sol bouillonnant sous l'averse, aux murailles noires des grands monts se renvoyant, les unes aux autres, des torrens de lumière aveuglante. Jamais elle ne s'était senti au cœur pareille angoisse à penser qu'il y a des voyageurs qui battent les routes, des navires qui courent la mer par ces nuits de tempête et d'effroi.

L'on vint la prévenir que le dîner était servi; elle se mit à table et ne mangea pas. Sa préoccupation était si visible que sa sœur finit par la plaisanter sur cette frayeur de l'orage qu'elle ne lui connaissait pas. Elle convint d'une sensation d'énervement général dont elle n'était pas la maîtresse et en prit prétexte pour se retirer.

Rentrée dans sa chambre, elle revint à la fenêtre et interrogea fiévreusement le ciel, tout chargé de ténèbres, où la foudre, comme une épée de feu, traçait des sillons effrayans. L'orage n'était pas près de finir, hélas! elle s'en rendait trop compte. Elle éprouvait comme une oppression invincible qui lui serrait la poitrine, desséchant sa gorge, lui amenant du sang aux tempes. Elle se déshabilla pourtant et s'apprêta à se coucher. A ce moment la tourmente redoubla d'horreur, la maison trembla sur sa base comme secouée par un épouvantable cyclone, un craquement de tout l'édifice fit bondir Mireille hors de son lit, et, à travers les persiennes closes, elle crut voir passer un globe embrasé qui, après avoir touché la colline, la franchit d'un bond formidable et s'abîma dans la vallée.

Alors, affolée, éperdue, elle s'enfuit et vint tomber comme privée de sentiment dans les bras de sa sœur.

— Je t'en prie, ma chérie, s'écria M^me^ Marbel prise de peur, en l'enveloppant de ses bras, calme-toi, la foudre vient de tomber là, tout proche, Dieu nous a préservées. Reste auprès de ta Miette, nous attendrons ensemble la fin de l'orage.

— Oh! pour moi, est-ce que j'y pense seulement! murmura Mireille comme se parlant à elle-même; mais eux, perdus dans la montagne par cette nuit terrifiante, que Dieu les protège!

— M. de Vair, reprit M^me^ Marbel, n'a certainement rien à craindre de l'orage que nous essuyons ici; et, à supposer qu'il ait été surpris par un autre, tu le sais assez prudent et avisé pour être sûr qu'il a mis sa troupe à l'abri.

Mireille ne répondit pas et resta pensive, pelotonnée contre la poitrine de sa sœur. Celle-ci l'observait, réfléchissant sur les paroles qui lui étaient échappées, et se disant qu'un cœur de jeune fille est décidément plus sujet qu'elle ne l'avait imaginé à prendre la poste pour la région des rêves. . . . . .

. . . . . .

Pressentimens d'amour, qui pourrait douter de votre infaillibilité? Précisément, dans ces premières heures de nuit, la petite

troupe des chasseurs à pied, redescendant vers le col d'Allos, s'était heurtée à un violent orage qui eût pu lui être fatal. Autour d'elle les ténèbres s'étaient tout à coup épaissies, au point qu'il devint impossible de discerner le sentier. L'on venait d'ailleurs d'atteindre un passage difficile : la moindre erreur de direction pouvait conduire au précipice. La pluie torrentielle emportait les pierres, ravinait les terres, menaçait d'entraîner les hommes blottis contre la montagne. Chacun sentait que l'heure était grave, aucune parole n'était prononcée, on n'entendait que le tumulte des élémens. Et les pierres détachées continuaient à rouler, passaient d'un bond par-dessus les têtes et retombaient au gouffre avec un bruit mat. . . . . .

. . . . . .

Quand l'orage vint à cesser, les chasseurs, figés dans la boue, ruisselans de l'averse, à peine remis de leur angoisse, se demandèrent anxieusement si tout le monde était présent.

Les caporaux firent l'appel : personne ne manquait.

La prière de Mireille leur avait sans doute porté bonheur.

## V.

Jean de Vair n'était pas de ceux qui analysent patiemment leurs sentimens, ni qui les dissimulent. Sans méconnaître que le séjour de Colmars serait au-dessus de ses forces du jour où M^me^ Marbel et sa sœur auraient quitté les Sorguettes, il ne se rendait pas un compte très exact de la place immense qu'elles avaient prise dans sa vie. Aussi, s'abandonnant sans arrière-pensée au charme de ces deux femmes d'élite et comprenant toute l'étendue du sauvetage moral opéré par elles en sa personne, qui se noyait dans cette rustrerie de canton bas-alpin, il n'avait su ni mettre des restrictions dans son empressement à accepter leur bienfait, ni leur doser sa reconnaissance.

Vaguement il sentait que leur séduction l'enveloppait chaque fois davantage, mais il croyait la subir en bloc, sans incliner vers l'une plutôt que vers l'autre.

Le danger pouvait-il venir de Mireille? Vraiment, son expérience de Saint-Pierre de Chaillot ne l'avait pas acheminé sur la route du mariage, et, si sa fantaisie l'y eût ramené, il n'était pas sans savoir que le moment était mal choisi pour faire agréer à ses parens, désappointés de leur échec, une union qui ne pouvait manquer de froisser leur susceptibilité patricienne.

Était-ce de M^me^ Marbel qu'il était à redouter?

Il ne l'admettait pas. Élevé dans l'ancien respect de la femme du monde, il la voyait très haut, comme une demi-divinité, et ne con-

cevait pas qu'on pût monter jusqu'à elle autrement que dans l'agenouillement d'un culte. De même il croyait en elle. A ceux qui avaient essayé de la salir dans son esprit, il avait toujours opposé la plus dédaigneuse incrédulité, et, si un scandale éclatait sur lequel il était impossible de fermer les yeux, il se contentait de penser qu'il en est comme des monstruosités de la nature, qui n'empêchent pas sa beauté.

Cet idéal de la femme du monde, qu'il avait gardé religieusement, eût défendu Mme Marbel contre les tentations de son imagination au moins autant que les préjugés de sa famille élevaient une barrière entre Mireille et lui.

C'est fortifié et rassuré par tant de raisonnemens impeccables qu'il apprenait de jour en jour davantage à connaître le chemin des Sorguettes, au point qu'il avait sacrifié à ce pèlerinage une bonne partie de ses anciennes occupations.

Peut-être quelqu'un de plus expérimenté, et aussi de moins intéressé, eût-il objecté que les infiltrations d'amour déroutent toute clairvoyance, jusqu'au jour où l'inondation est maîtresse? Peut-être aussi qu'une sympathie, née d'une rencontre en pleine solitude, où rien ne vient la traverser ni la dévier, est fatalement destinée, par le milieu où elle se développe, à grandir jusqu'à la passion, emportant, comme fétus de paille, les plus solides vouloirs, les plus sages résolutions? Il l'avait pourtant bien pu voir, lorsqu'il errait par les monts, comment d'un col naît un ruisselet, si fluet, si timide, qu'il trébuche à chaque motte de gazon, prêt à s'abîmer sous la terre; puis, la pente gagnée, le chétif s'enhardit, et le voilà, dévalant à grands bonds d'impatience, déjà grondant et écumant lorsqu'il atteint la vallée où, torrent, il roulera ses fureurs sans admettre de résistances.

Par la grande passion qu'il professait pour le ciel et la terre de Provence, l'officier avait plu tout de suite à la jeune fille. L'enfant du Midi goûtait le délicat hommage de cet homme du Nord, de ce Breton oubliant les rudes ajoncs, les bruyères de sa lande mélancolique, sa mer verte, aux transparences d'opale, sa côte noyée d'embrun, si méchante avec ses rochers noirs, pour ne se souvenir que des montagnes rosées au soleil du soir, du sol et des plantes aux colorations ardentes, des folies de lumière, de fleurs et d'azur de la côte méditerranéenne.

D'abord ce gentil nom de Mireille l'avait séduit tout de suite, avant même qu'il eût connu les trésors de poésie qu'il porte en soi. Elle, peu à peu, les lui avait appris, l'œuvre immortelle de Mistral à la main. Tous ces lieux, désormais illustres depuis que la poésie les a touchés : la Crau, la Camargue, Arles la Romaine, les Saintes-Maries, ils les avaient parcourus en imagination, ils s'y

étaient arrêtés avec délices au point que, dans leur souvenir, leur rêve prenait les proportions d'une réalité.

Mireille revenait surtout à cette étrange Camargue, pétrie du limon d'un fleuve, où maintes fois elle avait accompagné son père, qui y possédait une chasse dans le they de Roustan, cette île extrême, sertie entre le vieux et le grand Rhône, la dernière conquise sur la mer.

Combien elle aimait à évoquer ces voyages, l'embarquement au quai de la Joliette, les ports dans toute l'intensité de leur mouvement et de leur vie, les sifflemens des vapeurs, le halètement des machines, le martèlement des grues et les pesans chalands s'abouchant avec les lourds camions pour échanger les produits du monde entier; puis, au-dessus de la clameur montante du travail humain, les envolées de prières des cloches de la cité phocéenne criant à pleine voix à tous ces navires rassemblés de tous les coins du globe la catholicité de la terre de France.

Et l'on partait; et, à mesure qu'on s'éloignait, tout se fondait à l'horizon : la ceinture de montagnes dans le bleu infini; les hauts quartiers, découpés tout blancs, dans les clartés matinales; la ville basse, dans la brume fumeuse de ses innombrables fabriques. Seuls, planant sur l'ensemble déjà noyé, les clochetons de la cathédrale byzantine émergeaient encore quelque temps comme des récifs d'or sur une mer floconneuse.

Quand la ville avait fui, les regards s'intéressaient à la côte rocheuse, dentelée de caps, avec son air de vieille enceinte moyen âge, et voilà que tout à coup cette côte de blocs entassés vers le ciel s'aplatissait, s'enfonçait dans la mer, et la tour Saint-Louis apparaissait avec ses cases blanches, ses bouquets sombres de hauts micocouliers, comme une cité coloniale fraîchement éclose, pimpante dans sa nouveauté, avec des coquetteries de jeune ambitieuse qui a sa fortune à faire.

Ensuite Mireille racontait la descente, en barque, du Rhône jaunâtre et écumeux, roulant presque des vagues, avec l'importance d'un fleuve fier d'atteindre à la mer. Et à côté de ce maître impérieux, la terre assujettie à ses caprices, très basse, très humble, poussant son herbe rase, ses salicornes et ses tamarix jusque contre le flot qui les dévorera en un jour de colère. L'homme a disparu; cependant, dans l'onde, sur terre et dans l'air, c'est une vie intense.

Un troupeau de cavales sauvages s'abreuve aux eaux tumultueuses et toutes, encolure et jarrets tendus, aspirent le vent qui souffle tantôt des grandes Alpes, tantôt de la large mer, vent des hautes altitudes et des espaces sans bornes, vent de liberté qu'elles

accueillent d'un fier hennissement pour s'échapper ensuite au plus profond des joncs, ces rudes pâturages dont s'accommode leur ombrageuse indépendance.

Plus loin, cheminant fièrement par la dune âpre et nue, se profile sur la clarté du ciel un noir taureau camarguais. Tête fine, cornes droites et hautes, regard chargé d'éclairs, à le voir ainsi musclé et nerveux, la poitrine large, la croupe saillante, on devine une race de courses et de combats.

Et, pendant que les loups et les dorades, dans leurs bonds de gaîté, frappent les bordages de la barque de leur queue bleuâtre, derrière un rideau de tamarix monte un grave héron, ses échasses repliées et son col rigide, ou bien la fusée éclatante d'un vol de flamants, traînée de pourpre sur l'azur du ciel.

Jean écoutait longtemps, charmé, remué dans ses instincts de chasse, de pêche, de plein air, par la description de cette contrée sauvage et neuve, belle d'une beauté orientale comme un coin de la terre d'Égypte.

En jouissant de le conquérir si complètement à sa Provence, Mireille se doutait-elle que sa gentille personne y aidait quelque peu? Elle n'en laissait, du moins, rien paraître. Seulement ce qu'elle savait, à n'en pas douter, c'est que, de tous les êtres qu'elle avait croisés dans sa vie, nul ne lui avait paru vibrer à l'unisson de son âme comme cet étranger rencontré, grâce à un de ces hasards de l'existence qui seraient inexplicables, si la Providence ne travaillait à nos destinées un peu plus que nous ne laissons d'y croire.

— Ah! si vous connaissiez le poète! — lui répétait Mireille chaque fois qu'ils relisaient ensemble le poème incomparable dont elle tenait son nom, apothéose radieuse de toute la poésie de Provence, avec ses ferrades, ses légendes gracieuses, ses farandoles et ses cours d'amour. Et elle aimait à le dépeindre tel qu'il lui était apparu à la fête des félibres, sa belle tête puissante coiffée d'un feutre légèrement campé de côté, sa fière démarche, sa physionomie rayonnante de chaleur communicative et de bonté. Et chaque fois qu'on fermait le livre, Jean se prenait à penser :

— C'est vrai que personne n'a chanté la nature comme ce maître des maîtres! Quelle voix d'or pour vous prendre le cœur! Ah! si un jour il laissait l'églogue pour la sombre poésie des batailles, quel barde il nous serait pour nos futures victoires!

Toutefois, depuis l'aveu échappé à sa sœur, M^me^ Marbel n'était pas sans défiance à l'endroit de ces beaux semblans de poésie. En femme avisée, elle avait compris que la nature méridionale de Mireille avait marché plus vite que celle du gentilhomme breton, et que, de ce côté-là, il était encore temps d'intervenir. Il lui paraissait d'ailleurs bien préférable d'ouvrir une contre-mine au lieu

de resserrer sa surveillance autour des deux jeunes gens, en se mettant constamment en tiers dans leurs entretiens.

A partir de ce moment, elle se trouva fréquemment sur le chemin du capitaine, lorsqu'il venait aux Sorguettes, et, sous prétexte de le consulter sur certains aménagemens urgens, elle le retenait assez longtemps loin de sa sœur, qui s'en dépitait d'autant plus qu'elle ne voulait pas en convenir vis-à-vis d'elle-même. De plus en plus elle faisait naître les occasions de lui parler de sa vie de mondaine très vide, très lassante, et aussi de l'interroger sur celle qu'il avait menée avant d'échouer dans ces Basses-Alpes, s'y employant avec cette liberté de curiosité que les femmes du monde d'aujourd'hui apportent à soulever tous les voiles, même quand ils recouvrent les détails les plus extramondains.

Cela avait l'air parfaitement innocent et ne l'engageait pas autrement. Si de Vair, mordant un peu trop fort à l'hameçon, lui eût rendu la retraite nécessaire, elle y eût procédé le plus aisément du monde sans rien abandonner à l'ennemi. Mais, pénétrant bien son caractère, elle le classait dans la catégorie très rare des hommes à passions qui s'enflamment malaisément, éclatent comme un incendie et brûlent sans se lasser, tandis que le commun des mortels, gens à caprices et à sensations, s'allument et s'éteignent comme des flambées de paille. Et elle se disait que la fin du choléra lui rouvrirait les portes de Marseille avant l'incendie!

## VI.

Or ce matin-là, le capitaine de Vair, très agité par la réception qu'il préparait, bousculait son ordonnance, qui, la veste ouverte, la figure ruisselante, frottait et cirait les deux pièces habitées par son supérieur avec l'ardeur d'un gabier s'acharnant au pont de son navire. Quelques étoffes algériennes appendues aux murs, des peaux de bêtes, souvenirs de chasse, recouvrant le carreau trop nu, des fleurs dans les vases, des panoplies reluisantes comme décoration, une table drapée d'une portière de Caramanie et disposée pour un lunch, donnaient à ce logis, sinon une note élégante, du moins un air de fête qui le faisait très hospitalier.

Depuis si longtemps qu'il annonçait sa venue, M. Marbel s'était enfin décidé à arriver aux Sorguettes. Son séjour devait y être fort court, il avait manifesté l'intention de faire sans tarder une belle excursion. Prévenu la veille de ce projet par M^me^ Marbel, de Vair avait aussitôt répondu en proposant l'ascension du col des Champs, lequel ouvre une communication muletière entre le Verdon et le haut Var et qu'on gravit en partant de Colmars.

Celui-ci attendait donc ses visiteurs, si désireux de leur procurer

une halte confortable dans son modeste appartement que rien ne parvenait à le satisfaire dans les dispositions qu'il avait arrêtées. Ses perplexités eussent pu s'éterniser si l'avis que ses invités étaient en vue ne fût venu l'arracher à ses préparatifs et son chasseur à des présomptions de fièvre chaude.

Mme Marbel et sa sœur approchaient rapidement au pas relevé de leurs mules. Loin derrière arrivait, armé d'un gigantesque alpenstock, une lorgnette en sautoir et vêtu d'un complet de chasse loutre, un monsieur très rouge, fort soufflant, probablement très novice à la marche et en tout cas, pour l'instant, absolument hors de course. Ce ne pouvait être que l'infortuné Marbel, dont la détresse passait inaperçue, les deux jeunes femmes ayant accaparé l'attention générale. Les chasseurs, qui s'étaient portés à la rencontre des arrivans, étaient là, sans qu'il en manquât un seul, et saluaient d'un air fin de connaissance. Tout ce qui, dans Colmars, n'était pas aux champs faisait partie de cette sortie en masse.

Très amusées de l'effet qu'elles produisaient, Mme Marbel et Mireille s'étaient arrêtées au milieu d'un cercle toujours grossissant. De Vair les rejoignit en cet instant, s'excusant d'être ainsi en retard. On échangea des poignées de main, on procéda à la présentation des deux hommes et quelques minutes après, Jean de Vair faisait les honneurs de chez lui avec sa grâce un peu gauche de garçon. M. Marbel, rafraîchi par de copieuses ablutions et confortablement assis, s'occupait surtout du lunch, en homme qui se reprend à la vie et cherche à l'assurer pour quelque temps.

Le soleil filtrait discret par les fentes des persiennes, baignant d'une lumière très douce les fleurs des Alpes pressées dans les grands vases, déjà penchées dans la détresse de leurs altitudes perdues, mais toujours éclatantes de couleur sous cette caresse d'or de leur dernier matin. Une brise chargée de printemps se glissait légère comme une aile d'oiseau, agitant faiblement les toiles de Gênes, murmurant dans les feuillages et jouant avec les boucles folles des deux jeunes femmes. La rue avait son silence habituel; la chambre, si pimpante dans sa verdure et sa fraîcheur, semblait éclose d'un caprice de fée au fond de cette maison noire, vieille de deux siècles comme le mur d'enceinte auquel elle s'appuyait; tout était reposant et calme.

Silencieuse contre son habitude, Mireille regardait à la dérobée Jean de Vair, tout heureuse de connaître son logis de garçon, de se sentir chez lui, d'inspecter ses livres, ses bibelots, tous ces riens qui gardaient comme un parfum de sa vie.

Sa sœur, en revanche, ne tenait plus en place. Ses gants boutonnés, son stick à la main, elle exigeait qu'on se mît en route,

craignant que la longueur du repas ne fît tort à l'excursion. Mais M. Marbel, rentré enfin dans la peau d'un homme heureux de vivre, ne l'entendait pas ainsi. Une bouteille d'excellent bourgogne lui avait rendu, avec ses forces, sa faconde méridionale. Il gesticulait, déclarant que le parcours des Sorguettes à Colmars, par un soleil de plomb, sur un chemin hérissé de cailloux comme le lit d'un torrent, constituait un véritable tour de force dont un négociant, homme aux besognes assises, n'ayant d'autre entraînement qu'une promenade quotidienne à la Bourse, avait certainement le droit de s'enorgueillir. Il citait tous ses amis de Marseille, les défiant d'en faire autant, et c'étaient des rires inextinguibles lorsqu'un nom lancé évoquait une silhouette poussive ou trop pansue, vouée à la congestion pulmonaire ou cérébrale. Néanmoins, lorsqu'il devint urgent de se décider à partir, la prudence naturelle aux races du Midi reprenant le dessus, M. Marbel jugea superflu de consacrer davantage son renom d'alpiniste et il échangea volontiers son alpenstock contre le cheval du capitaine.

La petite troupe, accrochée à la montagne, suivit longtemps l'âpre sentier du col des Champs sans qu'on cessât d'en bas de l'apercevoir, puis elle se perdit tout à fait dans un grand bois de mélèzes, juste au-dessus des dernières bergeries.

Jean de Vair, à pied, la guidait d'un pas alerte, coupant au court dès qu'il en trouvait l'occasion, cueillait une fleur qui l'attirait, puis la nommait à Mireille en la lui offrant. Il la connaissait si bien, cette flore des Alpes : asters au cœur d'or nimbés de violet, campanules barbues aux clochettes mauves ou blanches, hauts chardons bleus aux découpures symétriques, roses fleurettes de la valériane, et les spirales des pédiculaires au feuillage si finement ouvragé, et toutes les globulaires à tête poilue! A mesure qu'on s'élevait apparaissaient le beau lis partagon, les étoiles bleues des gentianes mouchetant le sol.

Sans retenir aucun de leurs noms, Mireille se laissait couvrir de fleurs. Après en avoir piqué à son corsage, à son feutre, ne sachant plus où en mettre, elle les accumulait sur ses genoux, les retenant avec ses deux mains sans se soucier de son mulet qui cheminait à sa guise. Elle était poétiquement jolie, le visage animé par l'air vif des sommets; lui qui la devançait, s'étant retourné, ne put s'empêcher de lui crier :

— Ah! madame la fée aux fleurs, j'ai rêvé de vous quand j'étais petit enfant, mais vous êtes encore plus belle que mon rêve.

— Bah! la poésie des grandes altitudes! pauvre fée, qu'on l'oubliera vite quand elle redeviendra Mireille, se disait la jeune fille avec mélancolie. S'est-il aperçu seulement que je suis jolie depuis plus d'un mois qu'il me voit tous les jours? M'a-t-il une seule fois

laissé entendre que je ne lui déplaisais pas? Pauvre moi qu'il regarde comme un oiseau curieux, d'un babil amusant, d'une fréquentation supportable! L'été passera, l'oiseau changera de cage, le capitaine de garnison, et l'oubli roulera entre eux son flot impassible!

Tandis qu'elle s'abandonnait à cette philosophie décevante, elle vit l'officier quitter le sentier et se laisser glisser vers le précipice. Sans doute il s'agissait d'une fleur encore. Bien qu'elle le sût coutumier de s'exposer ainsi, elle s'était approchée du bord et suivait ses mouvemens un peu anxieuse, se demandant où il s'arrêterait. Son beau-frère et sa sœur l'avaient rejointe. Maintenant, de Vair touchait vraisemblablement à son but, car il ne descendait plus; il gagnait sur la droite, rampant vers une petite excavation herbeuse qu'on apercevait au-delà d'une grande plaque de terre jaunâtre. Cette terre sablonneuse et mouvante repoussait le jeune homme, menaçant de s'effondrer avec lui dans l'abîme. Elle avait déjà cédé sous son effort et un léger éboulement s'était produit après qu'il y eût enfoncé les doigts pour s'y retenir. L'on devinait, d'ailleurs, qu'il avait reconnu le péril et qu'il hésitait sur le parti à prendre.

— Remontez donc, finit par crier M. Marbel, n'y tenant plus.

Mais au même instant, de Vair, cessant de faire face à la montagne, lui présenta le flanc, franchit en deux bonds cette bande de terre traîtresse qui se désagrégeait derrière lui et vint saisir à temps une pointe de rocher, proche le creux où nichait la fleur convoitée. Cette fois il la tenait; sa ténacité bretonne satisfaite, il remonta sans se presser.

Au moment où il achevait de se hisser jusqu'au sentier, il se trouva devant M^me^ Marbel, et, encore à genoux, il lui tendit la *reine des Alpes*, qu'il venait de cueillir.

— C'est la plus belle et la plus rare de la montagne et elle vous revient de droit, dit-il gracieusement.

En voyant cette fleur, qu'elle se croyait destinée, passer aux mains de sa sœur, Mireille avait légèrement pâli et ses traits si rians jusque-là s'étaient allongés en une moue boudeuse.

Du coup, l'excursion avait perdu pour elle tout son charme. Une longue conversation qui s'engagea entre sa sœur et le capitaine acheva de l'exaspérer. La compagnie de son beau-frère, cheminant très terne à ses côtés, brisé maintenant par le cheval, après avoir été rompu par la marche, n'aurait pu, du reste, qu'aggraver son humeur. Elle poussait donc rageusement sa monture, semant le sol de toutes ces fleurs qu'elle conservait tout à l'heure avec un soin jaloux.

— Il peut bien les ramasser pour les offrir à ma sœur, pensait-elle presque haut, et mon imbécile de beau-frère, qui ne s'aperçoit

même pas que le duo finit par tourner à l'inconvenance! Allons! toujours les femmes mariées, c'est plus commode. Monsieur de Vair, vous êtes comme les autres, un peu moins franc cependant, avec votre mise en scène de paladin!

On marchait sur un tapis de fleurs. Le sol, détrempé par l'eau du dégel, attendait, pour pousser son gazon fin et dru, de s'être raffermi, mais il s'était couvert en une nuit de nappes de pensées sombres et de gentianes bleu ardent. Par-ci par-là la neige restait plaquée aux fissures des rochers, accumulée au fond du ravin; elle reculait devant cette flore qui la pourchassait, pressée de reprendre cette terre qu'on lui avait dérobée si longtemps.

A différentes reprises, de Vair s'était rapproché de la jeune fille, mais il l'avait trouvée distraite, répondant à peine à ses questions.

L'on finit par atteindre le col; il y faisait très froid et l'on voyait mal; sous un nuage noir qui la dérobait en partie, la vallée du Var paraissait sombre, désolée, étrangement ravagée. L'heure, d'ailleurs, pressait pour le retour. L'on se remit en route. En rentrant à Colmars, Mireille n'avait pas recouvré la parole, et M. Marbel n'était plus qu'un paquet effondré à la discrétion de sa monture.

## VII.

Fatigue ou mauvaise humeur, la rentrée aux Sorguettes, qui se fit en voiture, fut fort silencieuse. Le dîner ne rendit même pas à M. Marbel la force de se plaindre de sa chevauchée, et, après l'avoir couvert de compresses aux endroits trop entamés par la selle, son valet de chambre le coucha.

Prétextant plus de lassitude qu'elle n'en ressentait, Mireille aussi avait gagné sa chambre, et, heureuse de se retrouver enfin seule, assise près de la fenêtre, elle laissait courir ses pensées, tout en promenant ses regards distraits sur la vallée, que la lune, s'élevant par-dessus les monts, drapait par places d'une gaze d'argent ou noyait ailleurs d'une buée laiteuse. Vers celui qu'elle se commandait d'oublier, tout la ramenait malgré qu'elle en eût. La vieille roue de l'usine de Beauvezer claquait l'eau à intervalles égaux, comme sur les landes bretonnes les battoirs des lavandières dont il lui avait conté les légendes. N'étaient-elles pas ces formes blanches qui semblaient s'élever du Verdon, loin là-bas, où il fait un coude pour disparaître et s'échapper derrière la haute roche noyée d'ombre et gardant dans son enfoncement un air méchant, au milieu de l'illumination générale? Oh! si elle en eût été certaine, comme, sans hésitation, elle fût accourue vers elles, les pâles sœurs qui battent le linge des morts et ne souffrent pas que le vivant qui les approche revoie la lumière du soleil! Qu'avait-elle besoin d'une vie

qui débutait si mal qu'à son premier élan répondait une désespérance, au premier sourire de son être un lugubre désenchantement? Pourquoi, dans sa candeur, avoir donné son âme à qui ne lui rendait rien autre que le tribut obligé d'une politesse mondaine? Ames de jeunes filles, âmes éprises d'idéal, énamourées d'extase et de poésie, vous ne soupçonnez rien des tendresses infinies dont vous êtes remplies qu'au jour où elles débordent pour le bien-aimé, mais, si, dans leur épanouissement, elles viennent à être repoussées, toute cette fleur d'amour qui était en vous se flétrit sous un vent de détresse qui brise parfois jusqu'à la tige qui l'avait formée!

Oui, il avait été le but des pensées de toute sa vie, elle s'en rendait bien compte maintenant. Toujours elle l'avait voulu très différent des autres, le plus noble, le plus droit, le meilleur. Dans ses songeries d'enfant, elle l'avait nommé le beau Percinet des contes de fée, plus tard, elle l'avait armé chevalier et lui avait confié la défense de toutes les saintes et grandes causes. Au plus avant dans la mêlée, bardé d'acier bruni, panache et pennon au vent, elle le suivait des yeux; c'était lui qui moissonnait les infidèles; c'était lui, dans les tournois, qui venait, visière baissée, frapper l'écu du vainqueur, par défi, et quand sonnaient les fanfares des hérauts d'armes, lui toujours qui, ferme en selle, couchait l'autre dans la poussière. Jeune fille, elle l'avait attendu, elle ne l'avait pas cherché autour d'elle, elle savait bien qu'il n'était pas là, dans un tel milieu, mais elle était sûre qu'il viendrait d'autre part. Et il était venu et il s'en retournait sans prendre garde à elle; il la délaissait avec son rêve brisé, son pauvre amour détruit, ses chères joies envolées.

Maintes fois, elle avait cru être sur le chemin de ce cœur ardemment convoité, elle le devinait à un plus grand abandon, à un certain attendrissement, à cet amollissement révélateur de l'être, d'autant plus significatif lorsqu'il se manifeste sur une nature mieux trempée. Il lui paraissait impossible que lui ne s'attachât pas à elle, dût-il être simplement touché en la voyant si attachée à lui. Et tant d'idées échangées entre eux, qui toutes s'étaient mêlées dans une si sainte harmonie, cela ne comptait-il donc pour rien!

Apparemment cela n'avait aucune signification, puisqu'il avait suffi du manège d'une coquette pour faire évanouir tous ces souvenirs!

On le lui avait volé sans amour, par pure distraction, par simple gloriole de plaire, et cette coquette, c'était sa sœur, car tout était pour l'accabler en son triste roman...

Quant à cette âme si fière, inaccessible aux liaisons de contrebande, un seul regard de femme, un peu plus chargé de langueur

qu'à l'ordinaire, en avait eu raison ! Et c'était là son héros, le promis de ses rêves, qu'elle attendait depuis tant d'années !

Et prise de colère devant cette fête de la nuit qui, sans pitié pour le deuil de son cœur, continuait à chanter son cantique d'amour, elle ramena les persiennes, ferma la fenêtre et commença à se dévêtir.

Découragée, elle laissait tomber, un à un, ses vêtemens, puis s'arrêtait, hésitant à terminer, inquiète à la pensée de ce lit, où le sommeil ne la visiterait pas, et, en même temps, prise de peur devant cette grande clarté du dehors, qui la poursuivait comme une ironie. Cependant, lentement elle s'était deshabillée. Maintenant elle restait assise sur son lit, sans pouvoir se décider à y pénétrer ; ses cheveux, dénoués pour la nuit, étaient retombés sur l'une de ses épaules, sa chemise légèrement descendue découvrait l'autre, elle se voyait tout entière, à travers l'obscurcissement des larmes, dans la grande glace surmontant la cheminée, et elle était tentée de les trouver belles ces torsades fauves qui la drapaient comme d'un manteau royal, belle cette chair de lait qui émergeait de la batiste, beaux aussi ces grands yeux profonds, même éteints par la douleur.

— Oh ! non, je ne suis pas belle ! cria-t-elle, dans un sanglot, puisque je n'ai pas su le retenir ! — Et secouée par un accès de désespoir, elle s'abîma la tête dans les draps et pleura convulsivement jusqu'à ce que, brisée, épuisée, un sommeil lourd s'abattît sur elle, et la terrassât jusqu'au matin.

En s'éveillant, elle retrouva sa peine et l'incident qui l'avait provoquée se retraça douloureusement à sa mémoire. Rapproché de certains longs tête-à-tête, le don de cette fleur dans de telles conditions gardait à ses yeux la portée d'un aveu. Désormais, elle saurait s'effacer et ne les gênerait plus, sa résolution était prise. Lorsqu'elle descendit, sans sa pâleur et une teinte bistrée qui cernait ses yeux, rien n'eût transpiré de son sacrifice, ni du deuil de ses espérances.

Le soir, M. de Vair vint dîner. Il parla des chamois qui descendaient chaque nuit près de la Roche-aux-Moines, dans une petite luzerne qu'il connaissait bien. Mais M. Marbel goûtait médiocrement un affût à deux heures du matin ; sa rude journée du col des Champs suffisant à le poser à la Bourse, il préférait éviter de nouveaux exercices à se rompre les os. Il plaisanta sur les chamois, qui n'existent que dans les *Bædeker*, et confessa gaîment ses répugnances à violer les vieux usages marseillais, qui tiennent pour dormir au chaud, manger à ses heures et se voiturer à l'aise. Aussi bien, le lendemain avait été fixé pour son départ et il regardait comme impossible toute modification à ses projets.

L'idée de reprendre le chemin du retour l'avait rendu plus expansif encore qu'à l'ordinaire, il ne tarissait pas. M. de Vair avait peine à glisser de temps à autre une approbation polie. Mme Marbel, nerveuse, paraissait gênée de l'exubérance de son mari. Mireille n'écoutait pas, savourant l'âpre joie de s'isoler dans son chagrin.

Bien qu'elle fût loin de la réalité, Mme Marbel avait pressenti, dès la veille, l'orage qui grondait chez sa sœur. Méconnaissant toutefois cette nature violente et absolue et la jugeant trop d'après la sienne, elle ne voulait voir dans cette crise qu'un caprice sans portée, qu'il fallait traiter sans ménagement, comme un enfantillage.

— Le remède opère, pensait-elle ; l'idée que M. de Vair peut avoir des yeux pour une autre l'a révoltée, mais la colère n'a qu'un temps, et, quand la raison calme sera revenue, elle me saura gré d'avoir déjoué à temps ce petit roman montagnard.

Et Mme Marbel, enchantée de sa diplomatie, songeait au moyen d'en compléter le succès. Seule en ce moment, — les deux hommes retenus dehors par leurs cigares, et Mireille ayant demandé à se retirer, comme incapable de résister à sa migraine, — elle pouvait donner libre cours à ses réflexions.

Cependant, trouvant que son isolement se prolongeait trop, et séduite tout à coup par la beauté du clair de lune, elle s'enveloppa la tête d'une dentelle et sortit sur l'esplanade, où elle croyait rejoindre son mari et M. de Vair. Celui-ci s'y trouvait seul.

— Où donc est M. Marbel? demanda-t-elle.

— Envolé pour quelques minutes seulement, madame, répondit l'officier en riant. Il s'est souvenu qu'il possédait une importante propriété dans les Alpes, et il a voulu confier à son fermier ses idées sur l'amélioration des cultures!

— Il aurait bien pu, en tout cas, riposta Mme Marbel, prendre une autre heure pour ses confidences agronomiques, afin de ne pas nous ménager un tête-à-tête nocturne!

— Qui sait? reprit de Vair moqueur, les races méridionales sont si sûres d'elles-mêmes...

— Croyez-vous donc que l'impertinence des Parisiens ait sujet de troubler leur sécurité?

— Tout au plus prendrait-elle à tâche d'endormir leur vigilance! continua l'officier, toujours persifleur.

— De mieux en mieux, s'écria Mme Marbel, vous ne vous contentez pas d'être agressif, vous tournez à l'inconvenance, je n'ai plus qu'à vous laisser à votre cigare et à votre solitude, et je rentre.

Et Mme Marbel s'échappa sans écouter les protestations de repentance dont son interlocuteur la poursuivait.

De sa fenêtre, Mireille avait vu sans entendre; sa pauvre tête, si montée déjà, s'était exaltée davantage. A ses yeux, ce rendez-vous ne pouvait être que combiné d'avance, tout le prouvait, la rapidité de l'entretien, cette bizarre sortie de sa sœur, au moment même où son mari quittait le capitaine, puis sa brusque rentrée, comme si elle eût craint qu'on ne surprît leur tête-à-tête. Lorsqu'une imagination méridionale est partie sur une piste, rien ne l'arrête : cet emportement produit les grandes actions et aussi les grandes bêtises. Mireille ne pensait plus maintenant qu'elle dût réfugier son chagrin sous un masque d'indifférence dédaigneuse, il lui était commandé d'intervenir au plus vite; il s'agissait en effet fort peu maintenant de M. de Vair, sa conscience était en cause et lui imposait le devoir de sauver sa sœur. Elle parlerait donc dès le lendemain, dès que son beau-frère serait parti, elle parlerait sans colère, en immolant ses propres sentimens, avec l'autorité d'une tendresse vigilante qui a reconnu le péril et veut se mettre en travers. Sa résolution prise, elle éprouva un grand apaisement et pria avec ferveur, afin d'obtenir la grâce de réussir.

Le départ de M. Marbel occupa la matinée du lendemain, son impatience à guetter la patache de Digne témoigna, à défaut d'autres assurances, que la montagne l'effrayait encore plus que le choléra. Il affirma néanmoins son intention de revenir, si ses affaires le lui permettaient, et, comme on souriait avec incrédulité, il promit surtout de rappeler les exilés dès que le fléau déclinerait. L'on échangea de rapides adieux, le voyageur se hissa sous la capote, serra encore les mains qu'on lui tendait; et le bidet, enveloppé dans un claquement de fouet, reprit son allure déhanchée, trot devant, galop derrière.

— Si nous ne remontions pas tout de suite aux Sorguettes, insinua Mireille, en prenant le bras de sa sœur, nous avons encore deux heures avant le dîner et le temps est admirable.

Et comme M^me^ Marbel se laissait persuader, elle l'entraîna par un mignon sentier qui montait très capricieusement, entre des entassemens de rochers, jusqu'à un bois de sapins poussé là on ne sait comment, car tout le versant, à cette exception près, apparaissait à perte de vue exactement dénudé.

— J'avais à te parler, ma chérie, à te parler sérieusement, dit la jeune fille, fixant ses yeux dans ceux de sa sœur, dès qu'elles furent assises sur un tapis de mousse fine.

— Je m'en doutais un peu, pensa M^me^ Marbel.

— Écoute, Miette, aucun malentendu ne doit se glisser entre nous; je t'en supplie, sois franche comme je le serai moi-même. Depuis quelques jours je fais un rêve, un rêve affreux, j'ai besoin de te le confesser; je veux espérer que ce funeste cauchemar, tu le

dissiperas; pourtant, s'il en était autrement... si c'était la triste vérité, j'aurais encore droit à un aveu loyal. Ta manière d'être vis-à-vis M. de Vair s'est modifiée, ne le nie pas; tu le recherches d'une façon significative, tu le dérobes aux autres avec un soin jaloux, tu l'accables de prévenances où la femme a plus de part que la maîtresse de maison; tout cela, l'observateur le plus superficiel, qui ne serait pas un mari toutefois, le remarquerait; ne t'étonne donc pas que je m'en sois aperçue...

— Ma chère Mireille, interrompit sèchement Mme Marbel, puisque tu te poses en juge d'instruction, laisse-moi te faire observer que si tu n'étais pas quelque peu partie en un tel débat, tu ne l'aurais pas soulevé. T'es-tu donc privée de causer sans tiers avec M. de Vair, et y ai-je mis obstacle? Que viens-tu maintenant me reprocher d'avoir fait comme toi et, si tu n'as pas le monopole des apartés avec les officiers de l'armée française, où prends-tu ce droit de haute police à l'égard de ceux qui t'entourent?

— Tu oublies que ce qui n'entache pas une jeune fille condamne une femme mariée. M. de Vair m'eût-il fait la cour, j'étais libre de l'écouter... tandis que toi... Mais pourquoi ne réponds-tu rien? poursuivit Mireille s'exaltant de plus en plus, dis-moi donc qu'il n'en est rien, que je suis folle, que tu n'as rien à te reprocher?..

Et des yeux elle dévorait sa sœur toujours impassible.

— Non, je ne réponds pas à une sommation insultante, articula Mme Marbel avec hauteur, je méprise des insinuations dictées par une méchante envie.

— Des insinuations, oh! non, car voilà des faits! Ce n'est pas M. de Vair qui t'a recherchée, c'est toi... C'est toi qui t'es jetée à sa tête. Tu pensais sans doute qu'avec un homme de cette haute réserve, il fallait brûler ses vaisseaux, et tu pensais bien, car l'intrigue est nouée et elle marche...

— Quelle misérable invention!

— Oui, elle marche à ravir, elle marche sous les yeux de tes domestiques, sous les miens, excepté pour ceux de ton imbécile de mari qui s'est éloigné hier soir avec un à-propos délicat de manière à vous ménager un rendez-vous aux étoiles.

— Mireille, reprit très froidement Mme Marbel, cette instruction à laquelle tu t'es livrée contre ta sœur pèche par la base, et tu as de vilaines idées que tu regretteras tout à l'heure.

Un peu décontenancée par le calme de sa sœur, Mireille reprit:

— Ose me dire que je ne vous ai pas vus ensemble, hier soir, sur la terrasse?

Sans même répondre à cette question, Mme Marbel poursuivit:

— Tu m'accorderas, bien que les rôles soient aujourd'hui étrangement intervertis, qu'en qualité de sœur aînée, j'avais charge de

veiller sur toi. Une circonstance fortuite nous a fait connaître M. de Vair : notre commun isolement, autant que ses qualités personnelles, lui ont ouvert tout de suite notre intimité. Ici, nous étions si loin du monde et de tout ce qui s'y rapporte, qu'il ne m'est pas venu à l'idée qu'une situation de ce genre amènerait ses conséquences ordinaires. Mon erreur était d'autant plus déplorable que les circonstances concouraient au contraire à hâter un dénoûment contre lequel j'avais à te prémunir. Chaque jour tu voyais M. de Vair, vos entretiens restaient d'autant plus libres qu'aveuglée, comme je l'étais tout d'abord, je vous laissais l'un à l'autre dans un tête-à-tête à peine interrompu. Lorsque tardivement la lumière s'est faite dans mon esprit, vous nagiez déjà en plein roman ; j'ai dû y pourvoir. J'ai essayé de m'y prendre en femme du monde, plutôt qu'en gouvernante anglaise. N'étant pas plus qu'une autre dénuée de séduction, j'ai pensé, sans verser hors des conventions du *flirt* le plus permis, à m'attribuer le rôle de dérivatif jusqu'au jour où nous serions rendues à notre existence habituelle. Alors, suivant la loi des séparations d'ici-bas, le temps, l'absence et la distraction eussent achevé mon ouvrage... Actuellement tout ce petit échafaudage est par terre. Est-ce parce que la combinaison n'en était pas heureuse, ou bien plutôt parce que le mal était fait lorsqu'on s'est avisé du remède? C'est à toi de m'éclairer. Tu ne m'as jamais inspiré qu'une tendresse sans bornes, et je ne crois pas que mon cœur ait manqué d'éloquence pour te la crier en toute occasion. Peut-être ce souvenir aurait-il dû déconseiller l'outrage de tes soupçons et, en tout cas, en atténuer l'emportement...

Elle ne put achever. Deux bras l'étreignaient violemment, et Mireille lui sanglotait ce seul mot : — Pardon !

Elle fut longtemps à se calmer. Chaque fois qu'elle tentait d'ouvrir la bouche, les larmes submergeaient ses pauvres paroles repentantes et elle se replongeait dans le sein de sa sœur, où elle restait écrasée sous son désespoir. Enfin, sa joue contre celle de Miette et sans la regarder, elle parvint à articuler ces mots :

— J'étais folle et indigne, pardonne, tu sais, je ne suis pas comme une autre, tout chez moi est premier mouvement, colère ou amour, pourtant je ne suis pas mauvaise. Comment en suis-je venue-là ! Rien n'a arrêté la déraison de ma pauvre tête folle, rien, pas même l'horrible pensée de t'outrager jusqu'au fond de l'âme, ma pauvre et chère bien-aimée qui m'as enveloppée de tant d'amour patient et dévoué ! Je voudrais m'expliquer mon sacrilège et je n'ose pas regarder au fond de moi, il y a là un inconnu qui m'épouvante; qui suis-je donc pour que cette monstrueuse accusation ait pu y germer !..

Et toute secouée par des pleurs convulsifs, elle s'abattit de nouveau sur l'épaule de Mme Marbel. Émue de ce désespoir, celle-ci s'employait à la consoler avec des paroles très tendres, comme autrefois, quand Mireille était un petit enfant, et, les larmes venant à couler plus douces, elle lui murmura dans un baiser :

— Pourquoi, au lieu de te noircir à plaisir, ne pas me dire que tu l'aimes, chérie, fougue d'amour chez fille de Provence excuse tous les emportemens, et, le tien étant oublié pour jamais, nous pourrions causer un peu de la nouvelle maladie qui te tient.

— Quoi! tu voudrais!.. balbutia Mireille, le visage presque éclairé à cette ouverture.

— Oui, je veux, et j'exige toute ta confiance à présent, pour te punir d'en avoir manqué si longtemps. Il le faut, d'autant que la situation n'est rien moins que limpide, et toute ma faiblesse pour toi, j'en ai peur, n'arrivera peut-être jamais à la débrouiller. Ah! pauvre petite, tu verras que j'avais encore plus de raisons que tu n'en aperçois, pour chercher à couper les ailes à ton roman! Enfin, laissons les regrets, puisque je ne suis pas arrivée à temps et qu'il a déjà pris son vol!

Et quand Mireille eut laissé déborder son cœur, elle apprit de nombreuses choses qu'elle n'avait pas soupçonnées : qu'on marie souvent les jeunes filles sans consulter leurs goûts, qu'on tenait déjà en réserve un fiancé à son usage, ce qui diminuait beaucoup les chances de celui de son gré, que les siens ne seraient peut-être pas encore l'obstacle le plus difficile à vaincre, attendu que la noblesse a toujours répugné à entr'ouvrir sa caste aux filles de roture, et que son triste amour, dût-il être partagé par celui qui l'inspirait, allait à l'encontre de cruels rebuts et d'obstinées résistances.

## VIII.

L'on était à la veille de l'Assomption. Une bande rieuse de jeunes filles dévalait, à grandes enjambées, de la montagne, par le chemin qui, des Sorguettes, vient aboutir à Beauvezer. A leur tête galopait Mireille, animée, rouge et décoiffée à plaisir, son large chapeau de paille descendu sur son dos.

Cette moisson fleurie était pour la fête du lendemain. En vue de la rendre plus belle, on avait mis tout à contribution, et les rustiques jardins des mas d'alentour, et les vieilles broderies et les flambeaux d'argent découverts un peu partout, et les feuillages aux tons si variés, dont la montagne est si prodigue. Car la procession devait éclipser tout ce qu'on avait vu jusqu'ici dans le pays. A Mireille revenait l'honneur de ces vastes projets; maintenant elle

en surveillait l'exécution, dirigeant les préparatifs, communiquant à tous son entraînante ardeur, excitant l'admiration par son adresse à manier les fleurs, à en composer des bouquets, à en former des gerbes élancées, ou à en tresser des guirlandes, autant que par l'art exquis qu'elle apportait en tout ce qu'elle arrangeait. Autour d'elle s'étaient groupées toutes les filles du pays, qui lui obéissaient autant qu'à une reine. En cet instant, après un arrêt aux Sorguettes pour la répétition des cantiques, l'on s'acheminait, ployant sous les ramures, vers le village, où les squelettes des reposoirs attendaient leur verte parure.

Comme la bande folâtre débouchait sur la grand'route, Mireille, quoique emportée par sa course, ne put s'empêcher de prêter attention au trot d'un cheval qui se rapprochait rapidement. Elle s'arrêta perplexe. M. de Vair n'avait-il pas déclaré la veille qu'il l'abandonnait à ses préparatifs pour toute la journée et qu'il ne reparaîtrait qu'au dîner du lendemain? Cela l'intriguait de le voir revenir sitôt et d'un tel train.

Cependant, de loin le cavalier lui faisait signe qu'il avait à lui parler, et comme il trottait à se rapprocher vite, bientôt il fut devant elle, et avant d'arrêter son cheval :

— Joyeuse nouvelle, cria-t-il, mon bataillon troque les Alpes contre Marseille dès la fin des grandes manœuvres et, comme celles-ci commencent dans quinze jours, je rentre à Digne avec tout mon monde. Nous partons dès demain.

Très pâle, maintenant Mireille le regardait sans répondre. La joie la faisait défaillir. Elle se cacha la tête dans les fleurs qu'elle apportait, les embrassant passionnément comme pour leur confier son hymne de reconnaissance pour la Vierge, à qui elles étaient destinées.

Enfin, un peu remise :

— Montez vite le dire là-haut, cela fera tant de plaisir à ma sœur, je n'ai pas besoin d'appuyer longuement sur celui que j'éprouve, acheva-t-elle en le regardant très souriante.

Elle lisait dans les yeux du jeune homme une félicité si vraie qu'elle en était émue.

Les choses avaient si bien tourné comme le souhaitait son cœur durant cette dernière quinzaine! Quand, débarrassée de ses détestables chimères, elle était redevenue enjouée et gaie comme devant, poétisée par ce sentiment nouveau qui emplissait tout son être, quand elle était apparue encore plus attirante dans sa beauté transfigurée, de Vair avait rouvert son âme, un instant refermée devant d'inexplicables froideurs, au charme de ces causeries intimes qui l'avaient déjà touché plus profondément qu'il ne voulait se l'avouer.

Ses anciennes résolutions avaient fondu sous l'ardente tendresse qui le pénétrait chaque jour plus profondément. S'il était toujours muet sur ses sentimens, il n'était plus impénétrable, ses regards trahissaient ce que ses paroles ne disaient pas encore, mais le moment venait où l'aveu ne pourrait plus se contraindre. Depuis qu'elle se devinait aimée, Mireille pouvait attendre. Elle n'eût rien fait pour hâter le triomphe de ses espérances; ne lui suffisait-il pas de cheminer dans son rêve radieux puisqu'à sa fantaisie elle en pouvait faire une non moins radieuse réalité? Pourtant un nuage avait plané parfois sur cette félicité. L'été prenait fin et, avec la saison froide qui commence tôt dans la montagne, autant qu'avec le choléra dont on signalait le déclin, l'heure des adieux se faisait inévitablement proche.

Au-delà l'avenir se voilait. Pouvait-elle mesurer la durée de la séparation qui se préparait et la série d'épreuves destinées à en augmenter l'amertume?

Aussi avec quelle joie elle saluait ce changement de garnison qui aplanissait en apparence bien des difficultés!

Le lendemain, le hasard voulut que la procession de Beauvezer croisât le détachement de chasseurs du capitaine de Vair, en marche vers Thorame-Basse, sa première étape.

Un reposoir, dressé à l'entrée du village, barrait à moitié la route. Dans l'enroulement de leurs longues files, les congréganistes vêtues de blanc, les pénitens à la noire cagoule, la troupe rouge des enfans de chœur, l'enserraient presque entièrement et, au-dessus de son dôme à nappe retombante de volubilis pâles, flottaient les bannières bleues brodées d'or, au chiffre de Marie.

Dans un nuage d'encens et sous une pluie de fleurs, le dais de velours s'avançait. Vivement ployés en colonne de pelotons, les chasseurs avaient fait halte, baïonnettes au clair, clairons sonnant aux champs. Et lorsque le prêtre éleva l'ostensoir d'or au-dessus de la foule courbée des fidèles, il l'inclina avec émotion vers ce détachement de soldats français, genou en terre, à qui Dieu avait voulu ménager, au moment de quitter le pays, l'adieu touchant de cette bénédiction. . . . . .

. . . . . .

Lui et elle se virent cette dernière fois dans les Alpes, leurs regards se rencontrèrent pleins d'une ardente promesse de revoir, et les chasseurs continuèrent leur étape, tandis que la procession reformée serpentait encore autour du village avant de s'engouffrer dans l'église.

***.

*(La deuxième partie au prochain n°.)*

LES

# INDES NOIRES

## LE VOYAGE DE M. STANLEY. — L'EUROPE ET LA FRANCE EN AFRIQUE (1).

On entend dire communément que cette fin de siècle est vide et pâle, qu'elle laissera dans l'histoire une trace inaperçue. C'est l'effet d'une injustice habituelle aux hommes de tous les temps, quand ils se jugent eux-mêmes; ils regardent leur époque par le petit bout de la longue-vue qui leur sert à grossir les choses du passé; et ces hommes, si souvent enclins à s'exagérer la valeur de leurs œuvres individuelles, déprécient presque toujours leurs œuvres collectives. N'est-il point admis que les caractères ont faibli, que

(1) Je n'ai pas voulu encombrer ces pages de notes et de renvois justificatifs. Ces derniers se seraient multipliés hors de toute mesure, au bas d'un travail qui a pour objet de résumer des relations de voyages, des ouvrages spéciaux, des documens diplomatiques. Autant que possible, j'indique dans le texte les principales sources d'où j'ai tiré mes assertions. Je dois citer ici les deux livres dont je me suis le plus fréquemment servi : *l'Afrique et la Conférence géographique de Bruxelles*, 1878, *le Partage politique de l'Afrique*, 1888, par M. Émile Banning, directeur au ministère des affaires étrangères de Belgique (Bruxelles ; Librairie européenne). Je renvoie à ces excellens ouvrages les personnes désireuses de connaître à fond les sujets auxquels j'ai dû toucher rapidement. — Pour les déterminations géographiques, j'ai suivi de préférence la plus récente des grandes cartes allemandes, celle de R. Lüddecke.

la besogne humaine a rapetissé, depuis les géans qui élargirent l monde à la fin du xv^e siècle? Cependant l'histoire établira un rapprochement entre ce temps et le nôtre. Elle dira que l'Afrique découverte, conquise en grande partie par des moyens pacifiques, c'est un exploit aussi beau et d'aussi grosse conséquence que la trouvaille de l'Amérique, suivie d'un dépècement sanglant. Elle datera une ère nouvelle de Victoria, de Guillaume II, de Léopold, d'Humbert, comme elle en a daté une d'Isabelle la Catholique, de Ferdinand le Conquistador, d'Henri le Navigateur; et si elle ne décerne à M. Carnot aucun de ces surnoms, la mode en ayant passé, elle fera une large part à la France dans la mission civilisatrice.

Il est probable qu'en toutes choses les morts tiennent trop de place et qu'ils abusent de leur situation. La sonorité des noms les plus glorieux se fait de leur répétition constante, de leur passage sur les lèvres des enfans, où l'idéalisation s'achève naturellement et pour jamais. On paraîtrait manquer de mesure, aujourd'hui, si l'on égalait nos explorateurs à ces héros consacrés : Barthélemy Diaz et Vasco de Gama, Colomb et Magellan, Pizarre et Cortez. L'imagination des hommes a travaillé quatre siècles pour mettre ces figures au point. On prononcera un jour avec autant d'admiration ces autres noms : Caillié, Barth, Gordon, Livingstone. Je ne cite que des morts, et les plus marquans : quelle liste on pourrait dresser avec les vivans! Ils sont trop, ceci encore leur nuit. Nous retrouvons dans l'entreprise africaine ce qui caractérise toutes les œuvres contemporaines, l'effort multiple et méthodique substitué à l'effort individuel et fortuit des vieux âges; la gloire du résultat est plus indivise, moins concentrée sur quelques têtes, partant moins saisissante pour l'imagination. Si un jeu de la nature abaissait demain le Mont-Blanc, le Mont-Rose, quelques autres cimes fameuses, et relevait du même coup toutes les crêtes des Alpes au niveau des sommets du deuxième ordre, l'altitude totale de la chaîne serait considérablement accrue. Cependant la foule s'écrierait : « Les Alpes ont diminué de hauteur! » C'est le raisonnement singulier que nous appliquons à nos travaux, quand nous les comparons à ceux des âges héroïques.

Un autre préjugé nous cache la grandeur de cette entreprise africaine. On ne s'exalte point pour un « débouché économique. » Des négocians qui vont placer leurs cotonnades, chercher en échange l'ivoire et le caoutchouc, voilà, pensons-nous, un maigre sujet d'enthousiasme, en regard des conquérans épiques qui faisaient voile pour la Castille d'Or. Nous oublions que ceux-ci furent des compagnons fort rapaces; à l'exception de Colomb, ils obéirent tous à des convoitises brutales. Sans doute, un mobile idéal, le

prosélytisme religieux, se joignait aux mobiles d'intérêt; mais ils l'entendirent de façon si barbare qu'on en peut comparer les résultats aux méfaits actuels de l'Islam sur la terre d'Afrique. Aujourd'hui, sous des apparences mercantiles, l'esprit et le sentiment tiennent cent fois plus de place dans nos préoccupations. C'est l'amour désintéressé de la science qui a poussé tous ces explorateurs dans le continent noir. Les missions religieuses ont suivi leurs traces; d'un cœur vraiment chrétien, cette fois, avec intelligence et douceur. La répression de la traite donne aux tentatives communes de l'Europe un caractère de moderne croisade. Lors même que la politique et le négoce poursuivent des desseins pratiques, les idées d'humanité et de civilisation s'y mêlent pour une forte part; ce sont elles qui entraînent l'assentiment des masses; l'Europe a la conscience d'accomplir un grand devoir, encore plus que de réaliser une opération fructueuse.

Si l'on met en balance les qualités morales des aventuriers, — en prenant ce mot dans sa plus belle acception, — combien ceux du XIX^e siècle nous apparaissent supérieurs! Y a-t-il dans l'épopée américaine des figures comparables à celles d'un Gordon, d'un Livingstone? Ce dernier a ressuscité de nos jours le type des apôtres qui civilisèrent le monde barbare, qui reçurent pour ce bienfait le nom de *saints*, à l'époque où les peuples traduisaient ainsi leur reconnaissance. Si nous n'avions pas perdu le sens de ce beau titre, qui exprimait si bien la vénération de l'humanité pour ses meilleurs exemplaires, Livingstone y aurait autant de droit que Boniface, le convertisseur des Germains; Cyrille, l'éducateur des Slaves; Grégoire, « l'illuminateur » des Arméniens. Elle ne déparerait point les *Acta sanctorum*, la scène sublime qui se passa le 1^er mai 1873, sur la rive déserte du lac Banguéolo, dans cette cabane où l'apôtre consomma son sacrifice. Seul, oublié du monde, terrassé par la fièvre après trente ans d'étude et de prédication, il avait senti venir l'heure. Il n'appela personne, il ferma son livre, se mit à genoux, et mourut en priant pour son Afrique; ses noirs trouvèrent au matin leur rédempteur agenouillé, doucement endormi dans sa prière. Nous allons civiliser cette terre en la soumettant à nos grandes forces matérielles, et le vulgaire estimera qu'elles ont tout fait; mais pour ceux qui croient au pouvoir mystérieux des forces morales, il était indispensable que l'Afrique fût d'abord rachetée à prix d'âmes, par les dévoûmens d'un Livingstone et de ses émules obscurs, missionnaires ou savans.

Ils ont semé, la moisson lève. Elle mûrit avec une rapidité qui confond l'imagination. En un quart de siècle, sur ces cartes qui passaient toutes blanches sous nos yeux d'enfant, nous avons vu

surgir un monde inconnu, lacs, fleuves, montagnes, forêts. Il y a cinq ans, les délégués de l'Europe se réunissaient à Berlin pour constituer ce monde; ils organisaient ce qu'on peut appeler l'équilibre africain. Leur œuvre est déjà caduque, l'Europe vient de la reprendre avec plus de largeur et d'audace. La fameuse bulle d'Alexandre VI, qui divisait l'univers entre l'Espagne et le Portugal, aura eu son pendant en 1890. MM. de Caprivi, Salisbury, Crispi, Ribot ont imité le Borgia : ils ont partagé des empires situés on ne sait pas bien où. Les sultans du Sokoto et du Bornou ne se doutent pas que d'illustres inconnus, — on est toujours l'inconnu de quelqu'un, — débitent à cette heure leurs états par grandes tranches. Rien n'avertit de leur bonheur les millions de sujets noirs qui pâtissent sous ces princes; rien ne leur dit qu'on en a pris la charge dans des capitales dont ils ignorent l'existence; et qu'ils figurent déjà, comme contribuables futurs, sur des budgets de prévision qu'ils ne discuteront pas de sitôt.

Si les symptômes de la fièvre africaine se réduisaient à ces tractations diplomatiques, les potentats du Niger et du Châri pourraient dormir tranquilles. Mais cette fièvre gagne partout l'opinion, qui éperonne les gouvernemens. A Hambourg, à Manchester, à Anvers, à Livourne, un même mirage captive tous les regards. Dans les bureaux de rédaction parisiens, dans les cafés de Bordeaux et de Marseille, le lac Tchad est un sujet courant d'entretien. (Tsâdé est la transcription exacte, d'après les personnes qui entendent le kanouri et le haoussa; mais ces personnes sont peu nombreuses : gardons au mot la physionomie sous laquelle il a fait une si rapide fortune.) Vous compteriez sur les doigts d'une main les voyageurs blancs qui ont entrevu le lac Tchad; au bruit qu'il fait dans le monde, vous pourriez le croire plus fréquenté que le lac de Vincennes. Nous n'aurons point, paraît-il, tous les royaumes qui l'avoisinent; à ce déni de justice, de braves gens s'attristent et prennent feu comme si l'on nous rognait un morceau de la Beauce. C'est le lac Tchad qu'il nous faut, dirait-on volontiers sur un air de l'autre saison. Il y a gros à parier qu'une dame le représentera, dans quelque revue de fin d'année, avec très peu de feuillage sur les bords.

Cet engouement peut faire sourire; mais n'oublions pas qu'on parlait ainsi du Darien et de l'empire des Amazones, vers 1500, sur la Triana de Séville, dans les comptoirs de Palos et de San-Lucar. Les récits fabuleux et les rêves d'alors devinrent promptement une réalité. Le même branle a ressaisi les imaginations et réveillé l'esprit d'entreprise, en un temps où tout marche très vite. Chacun pressent qu'avant peu d'années, les parties décisives pour la gran-

deur des peuples européens se joueront en Afrique. Là sonnent déjà les dés de fer du Destin, comme disait celui qui ne les secoue plus.

Le voyage retentissant de M. Stanley a été l'une des causes, la plus apparente au moins, de cette obsession générale. Le public européen s'est passionné pour ce roman d'aventures, doublé d'un roman politique et agrémenté d'un énorme vaudeville. Si l'on peut aujourd'hui parler de l'Afrique avec l'espoir d'intéresser tout le monde, si l'on peut épargner les développemens géographiques à des lecteurs familiers avec la carte, c'est à M. Stanley qu'on le doit; et si les compétitions des cabinets sont devenues plus vives, si elles ont abouti aux récens partages, c'est que les copartageans avaient pris l'éveil en apprenant les négociations énigmatiques du grand courtier en provinces. Tandis que nous lisions le livre de l'Hérodote américain, les journaux enregistraient chaque matin un procès-verbal de délimitation, un départ d'explorateur, un projet de colonisation ou de chemin de fer. Projets sérieux : ceux qui nous concernent vont être soumis aux délibérations de ce qu'on appelle par euphémisme « les pouvoirs publics; » comme s'il y avait dans notre pays un autre pouvoir public que la poussée irrésistible d'une idée, vraie ou fausse, lorsqu'elle est mûre et qu'elle a séduit les masses. Le problème africain est posé devant nous, avec ses données infiniment complexes; nous ne pouvons plus y échapper. De graves décisions vont engager l'avenir de la France; car on engage aussi l'avenir par des décisions négatives; l'affaire d'Égypte, hélas! l'a trop montré.

J'ai dû élargir le cadre de ce travail, pour y faire entrer le résumé des faits acquis et des opinions probables, l'examen des positions prises par nos rivaux et de celles que nous avons le droit de retenir, la recherche de ce qui est le plus convenable à nos intérêts dans les efforts qu'on demande à notre patriotisme. A la veille d'un déplacement de l'axe du monde, on répondrait mal à l'attente du lecteur en ne lui faisant voir que M. Stanley dans toute l'étendue de l'Afrique. Arrêtons-nous un instant devant la statue qui se dressera quelque jour dans un square de Léopoldville : nous regarderons ensuite au-delà.

## I.

« Dès mon arrivée au Caire, je cherchai une maison retirée pour y écrire le récit de mes aventures pendant les trois dernières années, *Dans les ténèbres de l'Afrique*... Semblable à Elihou, j'étais

plein de mon sujet, et je voulais soulager mon âme en écrivant. Ma main avait oublié sa dextérité, une longue désuétude m'avait fait perdre l'art de la composition. J'opposai une digue à la foule trop pressée des réminiscences; pages après pages échappèrent à ma réflexion laborieuse; tandis qu'un jour ma plume courait sur le papier à neuf feuillets par heure, d'autres fois elle n'arrivait qu'à une centaine de mots. Enfin, après cinquante jours de travail acharné, et obéissant à une impulsion irrésistible, j'arrive au folio 903 de mon manuscrit, non compris 400 lettres et 100 télégrammes. »

C'est ainsi que le Napoléon des reporters nous initie à la genèse de son livre. Bien des gens admireraient davantage ses hauts faits s'il ne les eût pas écrits. En France du moins, ce livre si impatiemment attendu n'a été goûté qu'à demi. Les lettrés y ont repris une boursouflure fatigante, ce tintamarre de cymbales foraines les a assourdis. Les âmes discrètes eussent souhaité plus de modestie chez le héros, moins d'âpreté à administrer sa propre gloire. La masse des lecteurs a été désorientée par les aspects changeans de cet homme équatorial; tant de dévoûment et tant de dureté, le lyrisme et l'astuce, le mysticisme d'un prophète et le sens pratique d'un traitant, c'en était trop pour notre psychologie française. Elle est simpliste, et devant des pages où les actions de Fernan Cortez semblaient retracées par le crayon de Mangin, elle a jugé tout d'une pièce, avec humeur, elle ne s'est souvenue que du crayon.

La prévention générale m'avait gagné, quand j'ouvris ce livre; elle est tombée rapidement. J'ai trouvé une étrange saveur aux manifestations de cette nature originale; je les crois toutes sincères. Mais ces âmes d'une autre race sont encore plus obscures, encore plus neuves pour nous que la forêt de l'Itouri. Lisez cet échantillon de négociation commerciale, la lettre du missionnaire baptiste, qui refuse net les propositions de M. Stanley au sujet d'un vapeur à noliser :

« Cher monsieur Stanley, j'ai pour vous personnellement une grande estime, quoique je n'ose approuver toutes vos actions. Je suis très fâché de ne pouvoir donner mon assentiment à votre requête. C'est hier seulement que j'ai pu arriver à une décision... Je n'ai pas le moindre doute qu'Emin ne soit sain et sauf. S'il n'a pas fini son œuvre, il sortira vainqueur de cette épreuve. Il semble que Dieu vous ait donné une âme élevée, qui, pour le moment, se voile de péchés et d'erreurs funestes, et je voudrais vous voir vous repentir et croire à l'Évangile, le croire réellement, pour vivre désormais et toujours dans le bonheur, la joie, la lumière. *Ici*,

tout délai serait pour vous plus dangereux que les délais qui pourraient retarder l'aide apportée à Emin. — Votre fidèle ami, ROBERT ARTHINGTON. »

On ne comprend pas ces gens-là, si on les mesure à notre toise : et M. Stanley moins que tout autre. Ses effusions religieuses, qui ont paru équivoques ou déplacées, jaillissent du fond même de l'homme. Il lit la Bible entre deux coups de carabine, comme la lisent les flibustiers de l'Orégon, mais il en est imprégné jusqu'aux moelles. Il a des visions. A la veille d'une bataille avec le roi Mazamboni, il s'endort sur le verset où Moïse exhorte Josué : « Fortifie-toi et sois vaillant homme ; ne crains point et ne les redoute point, car l'éternel Dieu t'accompagne ; il ne te délaissera point et ne t'abandonnera point. » La nuit, une voix lui rappelle ces paroles. Il discute avec elle ; la voix insiste : « Fortifie-toi et sois vaillant homme : marche avec assurance, car je te donnerai ce pays et le peuple qui l'habite. » — « Tout ceci, ajoute l'écrivain, *je le rapporte en stricte confidence.* » Cette confidence tirée à deux cent mille exemplaires, c'est le reporter qui reparaît ; mais l'étrangeté même de l'association d'idées prouve qu'il est sérieux. — Un jour, M. Stanley obtient un miracle, un vrai, le miracle de l'oiseau. La petite colonne était au dernier degré de la misère et du découragement ; le chef essayait de remonter ses officiers, exténués, à demi morts de faim. « Nous avons souffert, mais jamais à ce point. Si ceux-ci meurent, qu'adviendra-t-il de nous ? Le temps des miracles est passé, dit-on. Pourquoi ? Le savent-ils, ceux qui le disent ? Moïse fit jaillir de l'eau du rocher d'Horeb pour les Israélites : de l'eau, nous en avons, et à revendre ! Au torrent de Kérith, Élie fut nourri par des corbeaux ; mais il n'y a pas un seul corbeau dans toute la forêt ! Le Christ fut servi par des anges : s'il nous en descendait un du ciel ! — Au moment où je prononçais ces mots, nous entendîmes le vol d'un gros oiseau qui battait l'air de ses ailes. Randy, mon petit terrier, lève le nez, avance la patte : nous nous retournons ; à l'instant même, l'oiseau tombait sous la dent de Randy, qui, ayant happé sa proie, la tenait serrée comme dans un étau. — Voyez, enfans, les dieux nous protègent : le temps des miracles n'est point passé ! — Et mes camarades, agréablement surpris, examinaient l'oiseau, une pintade belle et grasse. » — Mahomet ne parlait pas autrement. Conviction intime ou nécessité d'agir sur les imaginations ? Les deux peut-être. Quand il s'agit de Mahomet, les historiens les plus sagaces hésitent sur le titre de cet alliage. L'inspiré le sait-il lui-même ?

Le miracle perpétuel de M. Stanley, c'est sa réussite, obtenue par sa foi en lui-même, par son indomptable énergie. Nul, parmi les grands meneurs d'hommes, n'a possédé à un plus haut

degré le génie du commandement. Ce don va rarement avec la sensibilité. L'explorateur a la carabine un peu vive, il est joyeux quand « les winchesters ont fait merveille. » Il fait brancher un de ses Zanzibaris pris en faute : « Avant qu'il fût tout à fait mort, nous avions levé le camp et la caravane était en route. » Pour lui, comme pour tous ceux qui marchent à un but avec de la peine physique, les hommes sont des outils qu'il faut tenir en bon état, et le bonheur de ces outils consiste à être en bon état. Un de ses porteurs se blesse d'un coup de feu, on l'ampute, il guérit. M. Stanley, qui vient de l'appeler « le malheureux éclopé, » se reprend dans une note : « Était-il bien malheureux? Je payai à Ougarrououé treize mois de pension, j'envoyai le jeune homme aux chutes Stanley, et de là, par le Congo et par Madère, à Zanzibar, où il arriva gras comme beurre, m'écrivit-on. » Elle revient sans cesse dans le récit, cette conception fondamentale du bonheur : « gras comme beurre. » Elle est commune aux voyageurs qui ont beaucoup pâti et aux chefs militaires qui ont fait campagne.

Le plus beau trait de M. Stanley, ce qui me donnerait le plus de confiance en lui comme homme d'action, c'est son incapacité à comprendre les natures très différentes de la sienne. L'indécision et le manque de caractère le plongent dans la stupéfaction. Tout le secret de ses procédés envers Emin réside dans le mépris croissant que lui inspire cet autre exemplaire humain : un savant allemand, indécis sur le parti qu'il doit prendre, s'arrangeant tant bien que mal avec ses soldats indisciplinés, préoccupé par-dessus tout de ses collections d'insectes. « Le pacha est un matérialiste, » conclut M. Stanley. Un pareil homme est une énigme indéchiffrable pour notre Américain. Comment, il est le chef, et il ne fait pas marcher son monde, il ne sait pas ce qu'il veut? Le réquisitoire rédigé contre Emin marque avant tout l'étonnement devant un phénomène aussi curieux. Même note dans les jugemens sur les officiers de l'arrière-garde, le major Bartelott et le lieutenant Jameson, l'un assassiné, l'autre mort de maladie après des mois d'atroce misère. Ils n'ont pas suivi point par point les instructions données. M. Stanley les plaint, mais il ne saurait les comprendre et les absoudre. Comment n'ont-ils pas vu clair? — « Ah! si une heure seulement j'avais pu être au milieu d'eux, quand les cinq officiers en dérive, pour ainsi dire, et éloignés de tout contact avec la civilisation, étaient réunis pour discuter ce qu'il y avait à faire. A faire?.. Lutter de tout cœur et de toute âme contre l'obstacle, marcher la tête haute et le regard assuré à la rencontre du monstre, le saisir à la gorge et l'étreindre de toute sa vigueur, suer sous l'effort, aujourd'hui et demain et toujours, jusqu'à ce que l'œuvre soit terminée. C'est le *En avant* du soldat; c'est la foi d'un homme

qui se sait né pour agir. Demain suffira à sa besogne. Celle d'aujourd'hui, parachevez-la, puis couchez-vous et dormez dessus... L'Occasion les avait touchés du coude, et ils n'y avaient pas pris garde, ils ne l'avaient pas vue!.. Voilà du fantastique assurément; on dirait quelque diablerie dépassant les conceptions et l'entendement d'un simple mortel. » Les récriminations continuent sur ce ton, des pages et des pages; tout cela parce que ces malheureux ont hésité un instant.

On peut rêver sans doute un ensemble de qualités plus aimable; on ne saurait trop admirer ce magnifique composé d'énergie, d'assurance mystique et de bon sens pratique. M. Stanley a le droit, dont il use, d'en tirer une grosse vanité et de gros profits. Quand il reproduit, à la fin de son livre, tous les câblogrammes de félicitations adressées à « Stanley Africanus, » — depuis ceux des têtes couronnées jusqu'à la dépêche des compagnons de Londres qui le nomment ébéniste honoraire, — on pense involontairement à ces sauveteurs de bains de mer qui font étalage de leurs médailles, par amour de la gloire et aussi pour engager le client. Mais que nous importe? Tout change, même le type des héros; et c'est précisément le propre des héros de renouveler ce type, de l'adapter aux conditions de leur temps, seul moyen pour accomplir de grandes choses. Gordon était plus conforme au modèle des héros classiques, il satisfaisait à toutes nos exigences esthétiques; il a échoué. M. Stanley choque ces exigences; il a réussi.

Rappelons-nous d'ailleurs que pour être équitables envers lui, nous devons tenir compte de ses découvertes antérieures et le juger sur l'ensemble de ses longs voyages. Le dernier a fait plus de bruit; les précédens furent bien autrement féconds en résultats. Que l'enlèvement d'Emin ait rendu à la barbarie des territoires où la civilisation avait pénétré, c'est un fait malheureusement trop certain. Au point de vue géographique, cette nouvelle traversée du continent offre moins d'intérêt que les autres. En remontant le Congo, en redescendant vers la mer des Indes par les grands lacs, l'explorateur retrouvait l'empreinte de ses pas, sur des voies déjà ouvertes par lui. Il a ajouté à la carte, sur une longueur de cinq degrés, le cours supérieur de l'Arruwîmi et les branches originelles de ce fleuve, l'Ihourou, l'Itouri. Il a relevé l'altitude et la direction générale des monts Rouwenzori, corrigé ses anciennes observations sur le lac Édouard-Albert et le Victoria-Nyanza. Ce serait beaucoup pour tout autre; c'est peu pour M. Stanley, parce que, dans cette région, M. Stanley ne s'était laissé presque rien à faire.

On connaît les préliminaires et l'objet de l'expédition « de secours. » Emin-Pacha (de son vrai nom le docteur Schnitzler) avait été détaché par Gordon à Ouadelaï, sentinelle avancée de l'Égypte.

Il occupait la province équatoriale avec 4,000 hommes, Égyptiens ou Soudanais. Après l'investissement de Khartoum, en 1884, le pacha fut coupé de ses communications; il se trouva prisonnier dans son gouvernement, entre les mahdistes qui le menaçaient au nord, les populations hostiles de l'Ouganda qui lui barraient la route au sud. Il fit connaître à plusieurs reprises sa situation, demandant qu'on vînt lui donner la main, le ravitailler d'hommes et de munitions. Un comité de secours se forma en Angleterre, sous la présidence de sir William Mackinnon. — Ici, j'ouvre une parenthèse. Sir William préside, d'autre part, la Société coloniale anglaise de l'Est africain. Les dépêches échangées dès 1885 entre lord Granville et le prince de Bismarck nous apprennent que cette Société « a le dessein de créer un établissement britannique dans la région située entre la côte et les lacs d'où sort le Nil Blanc. » — Les fonds nécessaires à l'expédition de secours furent souscrits pour moitié par le khédive; M. Stanley consentit à tenter l'aventure; il reçut de M. Mackinnon des instructions dont la suite des affaires nous permet de deviner la teneur. Ayant choisi six officiers anglais pour encadrer sa troupe, il arriva en février 1887 à Zanzibar, où il engagea six cents porteurs indigènes. De Zanzibar, il écrivit à Emin-Pacha une lettre qui donne fort à réfléchir; le gouvernement égyptien y est représenté comme l'unique promoteur de la mission; il n'est pas dit un mot du comité de secours et de l'initiative prise en Angleterre.

Instruit des dangers qu'il rencontrerait sur la route directe, de la côte orientale à l'Équatoria, M. Stanley conçut un plan habile et audacieux. Il résolut de prendre l'Afrique à revers, en partant de l'Atlantique, — c'était le seul moyen d'éviter la désertion en masse de ses Zanzibaris, — et d'arriver jusqu'à Emin par les solitudes inconnues d'où nul ne s'attendrait à le voir déboucher. La petite armée fut transportée par le Cap aux bouches du Congo et débarquée dans cette Afrique belge dont M. Stanley peut se dire à bon droit le créateur. On remonta le fleuve sans trop de peine jusqu'à son confluent avec l'Arruwîmi; sur cette rivière, les vapeurs qui portaient l'expédition atteignirent Yambouya. C'était le point au-delà duquel commençaient les régions inexplorées. M. Stanley renvoya les bâtimens et prit ses dispositions pour la marche. Une moitié de la troupe fut laissée là en réserve d'arrière-garde, sous le commandement du major Bartelott; elle était confiée à la sollicitude douteuse de Tippou-Tib. Sachant que le fameux traitant arabe était le véritable maître de cette partie du Congo, M. Stanley avait frappé un coup de politique hardie; puisque la Belgique n'était pas en mesure de faire à Tippou-Tib le sort qu'il méritait, c'est-à-dire de le faire pendre, il avait nommé Tippou-Tib gouverneur, pour

la Belgique, du district de Stanley-Falls, avec des appointemens qui devaient garantir le loyalisme de ce marchand d'hommes. Ayant ainsi pourvu à la sécurité de sa base d'opérations, le chef choisit les plus solides de ses porteurs, répartit entre eux les caisses de munitions destinées à Emin, et, à la tête de cette colonne de trois cent soixante hommes, il se lança en avant, dans l'inconnu.

L'inconnu, c'était la forêt vierge, « la sylve mystérieuse, » comme la nomme M. Stanley, où il devait marcher pendant cent soixante jours sans apercevoir la lumière du soleil. Il n'est personne qui ne connaisse, au moins par des extraits, le récit dramatique de cette marche. On aurait voulu que l'écrivain nous donnât moins de phrases et plus de détails précis sur la forêt, sur les espèces végétales et les populations qu'elle recèle. A la vérité, il s'étend avec complaisance sur les merveilleux pygmées qu'il y a rencontrés; il a oublié seulement de nous rapporter une preuve à l'appui de ses dires, ne fût-ce que le squelette d'un des « sylvains. » Heureusement pour notre curiosité, MM. Schweinfurth et Miani avaient mieux pris leurs précautions : le dernier avait ramené et montré à l'Europe deux de ces mêmes nains, en 1873; car ils ne sont autres, sans doute, que les Akkas, trouvés par le voyageur allemand un peu plus au nord. Coïncidence que M. Stanley oublie également. Ne soyons point trop exigeans; alors même qu'il serait convaincu d'omissions ou d'exagérations, ce dont on le soupçonne quelquefois, l'auteur pourrait nous répondre que son affaire n'est point la botanique, ni l'ethnographie, mais l'héroïsme ; et, sous ce rapport, il nous a fait bonne mesure. Ses trois traversées de la forêt, — il revint sur ses pas pour chercher les misérables restes de l'arrière-garde et les conduire à l'Albert-Nyanza, — représentent une somme de souffrances et d'efforts qui aurait dépassé l'endurance de tout autre homme qu'un Stanley. La fatigue des marches dans la brousse et dans les humides ténèbres, la fièvre, la famine continue, les flèches empoisonnées des cannibales, les erreurs de route, les angoisses de la responsabilité, la désertion et l'incurie de ces pauvres Zanzibaris, qu'il faut sauver malgré eux; — on se demande comment un être de chair a pu supporter, pendant de longs mois, une pareille accumulation d'épreuves, sans cesser un instant de donner l'exemple de l'énergie, de l'empire sur soi-même et sur les autres. Cortez n'est pas plus admirable dans les récits de Bernal Diaz.

Non-seulement il soutient le moral de sa poignée d'agonisans, mais il en impose aux partis de trafiquans arabes rencontrés sur l'Arruwîmi, qui guettent une défaillance pour se jeter sur cette proie. Retenons ce témoignage capital, afin de le joindre à ceux que nous rassemblerons tout à l'heure : M. Stanley a constaté la marche progressive des chasseurs d'hommes dans le bassin du

Congo; s'il a dû lutter contre des indigènes ensauvagés, c'est parce que les malheureux noirs ont appris à considérer l'étranger comme une bête féroce. Les congénères de Tippou-Tib, aidés par les métis qui se forment à leur école, étendent leurs razzias sur une aire chaque jour plus vaste. Razzias d'hommes et d'ivoire; l'ivoire, le triste ivoire, se paie en chair humaine; d'après les calculs de M. Stanley, chaque bille de nos billards coûterait une vie.

La petite troupe débouche enfin sous le ciel, dans le « Pays aux Herbes. » Là, elle doit combattre encore contre les Balegga qui lui barrent le passage. Quand, en février 1889, après sa troisième traversée de la forêt, M. Stanley réunit les tronçons de sa colonne sur la rive du lac Albert, elle est réduite de plus de moitié. Mais qu'importe? Toutes les misères sont oubliées, le but est atteint, on a rejoint le pacha.

Ici la comédie succède au drame. Pour en faire saisir la beauté, il faudrait citer tous les entretiens de M. Stanley et d'Emin, toutes les lettres échangées entre eux. Cela ne s'analyse pas. Notre regretté Labiche eût seul réussi à dégager l'idée maîtresse de la pièce. Voici un homme, sauveteur de son état, déjà breveté dans la grande affaire Livingstone. Il a fait des milliers de kilomètres et brave les plus terribles dangers pour venir sauver un malheureux qui se noie; l'Europe anxieuse attend qu'on lui ramène l'objet de son intérêt. — Ce personnage bizarre ne désire pas être sauvé. — Stupéfaction, puis colère du sauveteur. Au moment de toucher sa prime, si bien gagnée, il est menacé de la perdre, et par qui? par la victime récalcitrante. Est-il admissible qu'il trompe l'attente de l'Europe en y rentrant les mains vides? Le terre-neuve peut-il revenir au rivage sans son noyé, dût-il, pour y parvenir, achever ce noyé d'un coup de dent?

On ne s'expliquerait pas la conduite de M. Stanley, si l'on perdait de vue ce mobile psychologique; c'est la raison capitale de son obstination; les intérêts politiques dont on lui a confié la garde ne viennent qu'en seconde ligne. Ces intérêts, il nous est maintenant facile de les deviner, ainsi que les instructions de sir William Mackinnon : Emin a dû les discerner sans trop de peine, après le premier ahurissement que lui causa le jeu de combinaisons diverses étalé devant lui. On lui offrait de se mettre, lui et sa province, au service de la Belgique, ou de l'Allemagne, ou de l'Angleterre. Cette dernière proposition était la seule sérieuse; aucun argument solide n'appuyait les autres, destinées à lui faire prendre le change.

Quelles étaient les dispositions de l'israélite allemand, pacha au service de l'Égypte? On peut les démêler, au travers de ses irrésolutions et de ses réticences. Il avait demandé secours, il avait désiré partir, quand les mahdistes le menaçaient du même sort

que Gordon. Peu à peu, il s'était habitué à ce voisinage incommode, qui le laissait tranquille pour le quart d'heure. L'Équatoria était irrévocablement perdue pour l'Égypte; mais en prolongeant la fiction de la suzeraineté égyptienne, le gouverneur de cette province y demeurait seul maître chez lui, avec deux bataillons à ses ordres. Ordres mal obéis, à la vérité, mais qui ne le seraient plus du tout le jour où il voudrait rapatrier ses soldats. Ceux-ci avaient pris goût à la vie indépendante, à leurs harems, à leurs plantations. Emin lui-même s'était attaché à ce pays; il y avait amassé de l'ivoire pour une somme considérable. M. Stanley a pris soin de nous avertir, en organisant son expédition, que l'ivoire du pacha en couvrirait les frais pour une bonne part; le manque de porteurs l'empêcha de mener à bien cette opération de caisse. — Évidemment le gouverneur de l'Équatoria ne désire qu'une chose : qu'on le ravitaille de munitions, qu'on le laisse ensuite à ses propres inspirations; il s'entendra avec ses hommes, à force de concessions, il poursuivra ses recherches scientifiques, tout marchera à peu près, comme par le passé, dès que la présence du redoutable sauveur ne mettra plus le feu aux poudres. D'ailleurs, que lui offre-t-on? Ou d'abdiquer ses demi-pouvoirs entre les mains d'un nouveau maître, ou de retourner chez l'ancien; en ce cas, on fait miroiter à ses yeux de fortes traites sur le trésor égyptien; mais Emin professe un scepticisme incorrigible à l'endroit de ce trésor. Et sa défiance s'accroît de toute l'incompatibilité de nature qu'il y a entre lui et son persécuteur; pour son âme faible, malhabile à prendre parti, la pression de cette volonté de fer est une souffrance insupportable. Il se replie instinctivement et refuse de bouger, comme la perdrix sous l'arrêt du chien.

Cependant la fascination opère. Ici encore, il est impossible de ne pas admirer ce triomphe de la volonté. Selon le cours ordinaire des choses, c'est M. Stanley qui devrait être le prisonnier d'Emin; il n'a d'autres moyens d'intimidation qu'une poignée de sauvages exténués; le pacha commande à des hommes dix fois plus nombreux; il est chez lui; et si même il voulait regagner la côte avec ses Égyptiens, qu'aurait-il besoin de ce secours dérisoire? L'ascendant moral renverse les rôles; M. Stanley parle en maître, il fait comparaître les officiers indisciplinés, il leur signifie ses commandemens devant le pacha humilié, et il est obéi. Dans les conversations, il devient de plus en plus pressant; c'est alors qu'il est vraiment « semblable à Élihou; » le raisonneur de la Bible ne faisait pas entendre à Job des discours plus désagréables. Un des grands argumens, c'est le calcul des années de vie qui restent au pacha, — très peu, suivant son interlocuteur, — et la folie qu'il y aurait pour lui à fonder un état qui ne survivrait pas à sa mort. Le

gouverneur n'est pas encore convaincu. — « Je me vis à bout de patience, après m'être contenu pendant cinquante-deux jours. Encore aujourd'hui ce souvenir me bouleverse. Si le pacha eût eu quelque menin à faire fouetter en son lieu et place, le pauvre garçon aurait passé un mauvais quart d'heure... A Mtsora, quand Emin s'excusa de certaines paroles inconsidérées qui lui avaient échappé, je profitai de l'occasion pour lui servir une petite conférence sur les manières qui conviennent à un pacha et à un homme qui sait vivre. — J'accepte volontiers vos excuses, pacha, mais je me plais à espérer que, d'ici à la côte, vous me permettrez de vous considérer comme le gouverneur de l'Équatoria et non comme un enfant gâté. Nous ne pouvons qu'être affligés de voir tomber en de semblables puérilités l'homme pour lequel nous sommes toujours prêts à sacrifier nos vies. » Et ainsi de suite, longtemps.

— « Ah! monsieur Stanley, je regrette de vous avoir jamais rencontré! » C'est le ton habituel des réponses dolentes que le sauvé fait à son sauveur.

L'issue du duel entre ces deux caractères n'était pas douteuse. Emin finit par céder aux suggestions du magnétiseur; il s'abandonne, avec une partie des officiers et des employés égyptiens. M. Stanley achemine sa prise sur la longue route qui conduit à la mer. C'est un exode oriental, avec l'interminable convoi des femmes, des enfans, des bagages. La caravane doit se frayer un passage à travers les populations belliqueuses de l'Ouganda et de l'Ouniamwési; le terrible homme qui la mène tient ces tribus en respect et sort sans encombre de leurs territoires. Ce sont de beaux pays, assure l'explorateur. A l'en croire, l'étranger qui n'admire pas l'Afrique « a le sang appauvri, le foie ou la rate malades. » On pourrait lui objecter que c'est souvent la faute de l'Afrique si le mauvais état de ces organes empêche de l'admirer. Chemin faisant, il distrait son captif en lui montrant les montagnes de la Lune, ces alpes africaines que l'on n'avait pas encore côtoyées d'aussi près. Après huit mois de marche, le 4 décembre 1889, le convoi atteignait Bagamoyo. Là seulement, au milieu de ses compatriotes, Emin se sent « délivré; » il échappe à son sauveur, — par la fenêtre et dans l'état que l'on sait, — il trouve un refuge à l'hôpital allemand. L'étonnement de M. Stanley est d'un prix rare. « Nous avons raison d'être surpris que l'accident du banquet de Bagamoyo ait terminé si brusquement nos relations. Nous n'avons pas reçu le moindre remercîment. » Là-dessus, il entonne son *Magnificat*, des pages curieuses qui achèvent de le peindre; et, laissant l'ingrat à sa destinée, il revient en Europe pour y jouir de l'empressement des foules et des éditeurs.

Il avait accompli son programme, s'il ne voulait que montrer une

fois de plus ses qualités uniques de prodigieux aventurier ; il en avait manqué l'essentiel, s'il entendait donner une province à l'Angleterre et rattacher cette nouvelle région à celles où il avait déjà introduit l'Europe. La province s'est refermée derrière lui, elle est aujourd'hui aussi inaccessible que le Darfour et le Kordofan. Néanmoins, on peut dire sans paradoxe que, s'il a fait rétrograder la civilisation sur un point particulier de l'Afrique, il l'a fait avancer de dix ans sur toute l'étendue de ce continent. En frappant les imaginations, en excitant les gouvernemens, il a donné une impulsion sans précédent à l'œuvre de pénétration européenne; c'est le résultat indirect, mais certain, de son dernier voyage. Il était juste de le constater avant de rappeler les origines et l'avancement actuel de cette œuvre.

## II.

Avec les navigateurs portugais du xv^e siècle, l'Europe avait pris connaissance de l'Afrique; le profil de ce vaste continent était dessiné dès lors d'une façon définitive ; sur le pourtour des côtes, les nations commerçantes avaient jeté des comptoirs qui changèrent souvent de maîtres. Après ce bel élan, il sembla que l'Europe renonçait à poursuivre sa tâche; jusqu'aux premières années de notre siècle, elle n'ajouta presque rien aux anciennes découvertes ; le voyage de Bruce fut contesté ; les cartes continuaient à reproduire les vieux portulans des marins portugais, avec des additions insignifiantes ou erronées. A nos portes, sur la Méditerranée, les régences barbaresques fermaient l'accès septentrional du continent depuis le Maroc jusqu'à l'Arabie. On devait aller chercher les points de contact aux bouches du Sénégal, dans le golfe de Guinée, sur les côtes portugaises et hollandaises de l'Afrique australe. A quelques journées de marche des établissemens maritimes, les notions positives cessaient. L'Europe ne méritait pas alors d'en connaître davantage. Régences barbaresques et comptoirs européens offraient de tristes ressemblances; c'était comme autant de petites ventouses appliquées sur l'épiderme de ce grand corps inconnu, pour en tirer un peu d'or et surtout du « bois d'ébène ; » ces cargaisons d'esclaves que les musulmans envoyaient à leurs coreligionnaires d'Asie, les chrétiens à leurs coreligionnaires d'Amérique. Les musulmans continuent de nos jours ; nous leur reprochons ce trafic détestable, nous allons tout mettre en œuvre pour l'empêcher. C'est fort bien ; mais il ne faut pas oublier que ce beau zèle nous est nouveau et que les noirs n'échappaient jadis aux filets des Arabes que pour tomber dans les filets des chrétiens. Les premiers étaient les moins terribles; la domesticité chez le pacha turc est une con-

dition douce, en comparaison de ce qui attendait le gibier chrétien dans les longues traversées de l'Atlantique et sous le fouet du planteur. Il ne faut pas oublier ces précédens de la civilisation, ne fût-ce que pour mesurer un progrès réel de la pauvre humanité.

La pénétration obstinée de l'Afrique n'a commencé qu'avec notre siècle. Dès le début, ce triangle irrégulier est entamé à ses trois extrémités. C'est d'abord Bonaparte, l'initiateur universel, qui saisit l'Égypte, l'attire dans notre orbite, la livre à l'étude de ses savans. Depuis lors, l'Égypte est redevenue ce qu'elle était dans le monde antique, un appendice naturel de l'Europe; — on a pu dire pendant la première moitié du siècle, on devrait dire encore sans nos fautes, — un appendice de la France. Ce fut aussi la France, un peu plus tard, qui reprit pied dans les vieilles provinces romaines, à l'autre bout de la Méditerranée. Notre établissement algérien assurait à la civilisation son point de départ le plus nécessaire; on en sera d'autant plus persuadé, que l'on considérera cet établissement, non comme une colonie lointaine, mais comme le prolongement et la chair même de la patrie. A la pointe méridionale du triangle, l'Angleterre remplaçait en 1815 les Hollandais; elle fondait au Cap cet empire qui englobe peu à peu toute la région australe, qui prétend remonter sans interruption jusqu'aux bouches du Nil.

Par ces trois grandes portes, par les petites ouvertures pratiquées de vieille date sur les côtes de Guinée, une légion d'explorateurs se jeta dans l'intérieur. Mungo-Park les avait précédés sur le Niger, d'où il n'était pas revenu; il avait inauguré le long martyrologe des voyageurs africains. L'invasion pacifique commença après 1815. Elle ne s'est pas faite, comme on pourrait le croire, d'une façon continue et régulièrement progressive; on y distingue deux périodes, la première suivie d'un temps d'arrêt, presque d'un recul. Quelques-uns des plus beaux voyages d'Afrique, des plus féconds en révélations, ont été accomplis entre 1815 et 1830. Au moment où notre monde s'apaisait, les énergies sans emploi se jetaient sur un autre, portées encore par les souffles violens qui venaient de soulever tant d'âmes. Caillaud visite la Haute-Nubie, Mollien parcourt les bassins de la Sénégambie, Tuckey pénètre dans l'estuaire du Congo. Les frères Lander remontent le Niger jusqu'à Boussang. Le major Laing, parti de Tripoli, atteint ce fleuve, et périt avant d'arriver à la côte occidendale. Denham et Clapperton voient les premiers le lac Tchad; on apprend par eux qu'il existe au Soudan des royaumes maures, des populations denses groupées autour du bassin central, dans la région la plus opulente et la plus saine du continent. Leur itinéraire serait le plus hardi de cette période, si nous ne pouvions revendiquer

celui de René Caillié, le premier Européen qui rapporta une description de Tombouctou. Laing y était entré, mais il avait été massacré à la sortie. Depuis Caillié, Tombouctou n'a revu que deux chrétiens, Barth et Lenz; des intervalles d'un quart de siècle ont séparé chacun de ces voyages; le charme a été rompu l'an dernier, nos canonnières ont mouillé au-dessous de la ville légendaire. Un long temps devait aussi s'écouler avant qu'on renouvelât l'autre exploit du voyageur de 1828; Caillié traversa le Sahara, du Niger à la Méditerranée. Il allait, mendiant chez le nègre et chez l'Arabe. « Le pèlerin de la science, dit M. Élisée Reclus, pauvre, déguenillé, malade, se traînant d'étape en étape, ne devait réussir que grâce à sa misère, au mépris des hommes et à la pitié des femmes. » Il appartenait à l'espèce, assez commune chez nous et particulière à notre pays, des voyageurs qui s'aventurent dans l'inconnu sans ressources, qui font misérablement et à petit bruit les grandes découvertes, refaites ensuite par de plus habiles avec beaucoup d'argent, de mise en scène et de fracas. D'habitude, la gloire est pour ces derniers. Cependant le nom de Caillié a survécu; ses imitateurs ne prononcent ce nom qu'avec respect.

De 1832 à 1848, on constate une relâche dans l'ardeur des explorateurs. Je ne vois guère à signaler que les patientes investigations de MM. d'Abbadie, Rochet d'Héricourt et Lefebvre en Abyssinie. La France emploie toutes ses forces à réduire l'Algérie. Dans l'Europe de Metternich et de l'école de Manchester, les grandes initiatives individuelles semblent endormies. Elles ne se réveillent qu'après la secousse de 1848. Avec la seconde moitié de notre siècle, la marche en avant recommence pour ne plus s'arrêter.

Dès 1849, des missions catholiques se fondent sur le Haut-Nil, au sud de Khartoum; les missions protestantes de Zanzibar recherchent la source du fleuve et s'avancent jusqu'aux « montagnes de la Lune. » En cette même année, l'Anglais Richardson, les Allemands Overweg et Barth organisent leur expédition commune au Soudan. C'est le voyage capital pour la connaissance de l'Afrique intérieure au nord de l'équateur. Richardson et Overweg n'en revinrent pas; Barth fut assez heureux pour refaire sain et sauf, à travers le désert saharien, en 1855, ce chemin des caravanes arabes qui l'avait conduit de la Tripolitaine au Soudan, en 1850. Durant ces cinq années, il avait parcouru toute la région située dans le bassin du Niger et du Bénoué, entre le lac Tchad et Tombouctou. Henri Barth était un Allemand de la vieille race, savant, candide, content de peu, consolé de toutes les misères par un spectacle pittoresque ou une impression poétique. Aujourd'hui encore, si l'on veut se former une idée exacte de ce merveilleux Sou-

dan, de cette civilisation arabe implantée au cœur de la Nigritie, c'est à la relation de Barth qu'il faut recourir; elle fait aimer cet homme énergique et doux, qui garde un cœur si simple dans la souffrance et dans le triomphe. Ses compatriotes Vogel et Beurman lui succédèrent sur le lac Tchad et complétèrent ses travaux. Ils périrent tous deux, assassinés dans le Ouadaï; mais une partie de leurs notes fut sauvée pour le monde savant. Au moment même où Barth traversait le premier les eaux du Bénoué supérieur, au-dessus de Yola, le capitaine Baikie remontait ce grand affluent du Niger. Burton visitait le pays des Achanti, ouvrant les routes à l'armée anglaise qui allait bientôt y faire campagne. Notre colonie du Sénégal, languissante jusqu'alors, prenait un essor vigoureux sous l'administration du général Faidherbe; des missions d'études, parmi lesquelles il faut citer en premier lieu celle de Mage et de Quintin, devançaient nos colonnes sur le haut fleuve et jalonnaient le chemin que ces colonnes devaient suivre plus tard, aux bords du Niger occidental. Une autre colonie française naissait sous l'équateur, avec les explorations de Du Chaillu aux bouches du Gabon et de l'Ogowé. Dans le Sahara, M. Duveyrier pénétrait chez les Touareg, aux replis du grand désert; il attachait son nom à des études si nécessaires pour les maîtres de l'Algérie. M. Gerhard Rohlfs préludait, dans la même région, aux voyages qui lui ont conquis une juste célébrité. — Vers 1860, le plus gros de la besogne était déjà fait dans toute l'Afrique du nord-ouest, de la Méditerranée au golfe de Bénin, de l'Atlantique au lac Tchad.

A ce moment, la passion des explorateurs et la curiosité du public se tournèrent vers l'Afrique orientale; vers ces mystérieuses sources du Nil qui occupaient depuis l'antiquité l'imagination des hommes. Il n'était plus permis de confondre, comme on l'avait fait si longtemps, le bassin du grand fleuve égyptien et celui du Niger; mais la confusion persistait encore, pour tout le régime des eaux équatoriales, entre le Nil, le Zambèze et le Congo. Livingstone la débrouilla pour le Zambèze; dans ses deux premiers voyages, de 1853 à 1864, il découvrit la chute et les sources de ce fleuve, détermina exactement son bassin, traversa de part en part le continent austral. Dans sa troisième expédition, il releva les origines d'un puissant cours d'eau, alimenté par une série de vastes lacs, du Banguéolo au Tanganyka; il croyait tenir les sources du Nil : c'était le Congo. D'autres voyageurs venus par deux routes différentes, les uns partis de la côte orientale, les autres remontant le Nil avec les missions égyptiennes, atteignaient à la même époque les vrais lacs nilotiques. Burton, Speke et Grant y arrivaient de Zanzibar; le pavillon anglais, qui avait paru pour la première fois sur le Tanganyka le 13 février 1858, flottait bientôt

après sur le Victoria-Nyanza. L'expédition reconnaissait l'Ouganda et faisait sa jonction avec sir Samuel Baker, venu du nord, par le fleuve. M. Baker achevait de résoudre le problème en suivant le Nil jusqu'à l'Albert-Nyanza. — On tenait enfin les principaux fils de l'écheveau ; le nourricier de l'Égypte puise ses eaux dans les grands réservoirs situés sous l'équateur ; au-delà, de faibles relèvemens de terrain rejettent vers l'ouest et le sud les effluens des réservoirs voisins, qui vont grossir d'une part le Congo, de l'autre le Zambèze, par le canal du Chiré.

L'Égypte conclut de ces découvertes qu'elle devait posséder tout le bassin de son fleuve ; le khédive multiplia les expéditions géographiques et militaires, sous la conduite de Baker, de Gordon, de Chaillé Long, de Piaggia ; un instant, il parvint à rétablir dans son intégrité l'empire méridional des anciens Pharaons, si, comme le croyait Mariette, Touthmès a régné jusqu'à l'équateur. L'Europe a condamné en bloc les fautes et les prodigalités d'Ismaïl-Pacha : sur un point au moins, l'avenir réformera cette condamnation. Ceux qui ont vécu au Caire, dans ces années brillantes où tout y respirait les larges ambitions et les vastes espérances, ceux-là ne peuvent pas oublier que l'Égypte était alors la terre promise des explorateurs, le principal foyer des découvertes géographiques. En poursuivant au Soudan oriental ses vues politiques, Ismaïl-Pacha rendait un service inappréciable à l'œuvre de la civilisation, si brusquement ruinée après sa chute.

Depuis 1870, les voyageurs ont sillonné l'Afrique en si grand nombre qu'il faut renoncer à les énumérer. Il suffira de rappeler leurs travaux les plus marquans, jusqu'au moment où l'action politique des grands états se substitua aux recherches scientifiques. Dans la région australe, le lieutenant Cameron continua les entreprises de Livingstone, qu'il était allé secourir ; sa traversée du continent, de Zanzibar à Benguela, fut l'un des plus beaux exploits de cette période ; elle lui permit de reconnaître le système général des affluens méridionaux du Congo. Le major Serpa Pinto lui succéda de ce côté, avec la même hardiesse et le même bonheur. Sur la côte orientale et dans le bassin du Nil, avant le jour où l'irruption des mahdistes ferma le fleuve, la carte d'Afrique fut complétée par les missions égyptiennes, par Linant, Gessi, Munzinger, Emin-Pacha. M. Stanley réussit à rejoindre Livingstone ; il commençait sa renommée en naviguant sur les grands lacs, il levait les derniers doutes qui nous restaient sur leur situation, leurs formes et leurs rapports. Entre les rives du Tanganyka, du Victoria et de l'Albert-Nyanza, les missions catholiques et protestantes multiplièrent leurs stations. Le pays des Niam-Niam et des Monbouttou s'ouvrit devant MM. Schweinfurth et Piaggia. En Abyssinie, au

Choa, le marquis Antinori et d'autres pionniers de l'Italie refirent les routes si souvent parcourues par nos voyageurs, par Caillaud, Lejean, MM. d'Abbadie et Borelli. Nachtigal reprit au Soudan l'itinéraire de Barth, et peu d'explorateurs rendirent à la science de plus signalés services : il revit le lac Tchad, les royaumes avoisinans, pénétra au Ouadaï, au Darfour, revint à la Méditerranée par les montagnes jusque-là vierges du Tibesti. M. Gerhard Rohlfs rentrait simultanément dans les solitudes du Sahara oriental et septentrional, il les parcourait à nouveau, de l'Égypte au Maroc. Notre Sahara français, où la longue liste de nos éclaireurs est trop souvent un nécrologe, était étudié par Largeau, Dournaux-Dupéré, Soleillet, Flatters. Le docteur Lenz prenait en écharpe le grand désert à son extrémité occidentale et descendait du Maroc à Tombouctou.

La plupart de ces voyageurs ne faisaient qu'étendre et coordonner les découvertes de leurs devanciers. Dans cette Afrique si vaillamment attaquée, un seul problème restait entier : qu'était-ce que le Congo, le grand fleuve du centre équatorial? On n'en connaissait que l'embouchure; ceux qui en avaient vu les sources et les affluens, comme Livingstone et Cameron, hésitaient sur l'attribution de ces eaux qu'ils n'avaient pas pu suivre. Nos compatriotes essayèrent d'arriver au fleuve par l'Ogowé; Marche et Compiègne furent arrêtés, M. de Brazza y parvint, et ses campagnes ont eu pour résultat de transformer notre petite colonie du Gabon en une province plus étendue que la mère patrie, le Congo français. Mais l'honneur d'avoir résolu le dernier des grands problèmes africains revient pour la plus large part à M. Stanley; grâce à ses explorations réitérées, de 1871 à 1877, le Congo fut enfin reporté sur les cartes à sa vraie hauteur, il s'ouvrit au-dessus des chutes à la navigation européenne; et l'on put s'aventurer sur ses grands affluens de la rive droite, l'Oubangui, l'Arruwîmi. L'inventaire de l'Afrique s'enrichissait d'un réseau fluvial peut-être unique dans le monde, 10,000 kilomètres d'eaux profondes serpentant à travers les forêts vierges et les terres végétales de l'équateur.

Tels étaient les résultats acquis il y a dix ans, quand les diplomates s'avisèrent à leur tour de découvrir l'Afrique centrale. Nous allons les voir à l'œuvre.

## III.

L'Europe, telle qu'elle est sortie des événemens de 1870, a été travaillée après dix années de paix par un mouvement d'expansion coloniale dont je n'ai point à rappeler les causes économiques. Des causes morales y contribuaient; les vainqueurs cédaient à la tenta-

tion d'étaler sur le monde leur nouvelle grandeur; les vaincus se rejetaient vers le seul champ d'activité encore ouvert à leurs ambitions; les autres nations suivaient pour ne pas se laisser distancer; l'Angleterre redoublait ses efforts accoutumés, afin de maintenir contre les nouveaux concurrens, dans toutes les parties du globe, l'hégémonie traditionnelle qui fait le juste orgueil de cette puissance. Les profondeurs vides de l'Afrique, sondées enfin par les explorateurs, devaient fatalement absorber ce trop-plein de l'activité européenne.

Je n'enregistre que pour mémoire l'établissement du protectorat français sur la Tunisie, en 1881, et l'occupation exclusive de l'Égypte par les Anglais, l'année d'après. Ces événemens ne marquaient pas une politique nouvelle; ils ont leur place dans l'histoire du littoral méditerranéen et ne se rattachent qu'indirectement à notre sujet, la pénétration de l'intérieur africain. Il faut, d'autre part, limiter ce sujet en écartant les faits qui concernent les régions australes, au-dessous du fleuve Orange et de la baie Delagoa. Dans ces régions, la Grande-Bretagne étendait depuis longtemps son domaine colonial. Des conventions commerciales préparent l'absorption des enclaves qui la gênent; les délégués des états de l'Afrique méridionale, réunis en 1888 à la conférence du Cap, ont décidé en principe l'extension du réseau ferré qui aboutit à cette ville et la constitution d'un Zollverein sud-africain.

Le signal des entreprises pratiques dans le pays neuf est parti de Belgique. Grâce à l'initiative habile et passionnée de son roi, notre petite voisine va jouer au-delà des mers le grand rôle tenu jadis par la Hollande. Théoriquement, elle possède le cœur de l'Afrique, le noyau central autour duquel se développent les établissemens des autres peuples. Ce domaine lui est échu par une suite d'évolutions diplomatiques très curieuses. En 1876, le roi Léopold réunissait à Bruxelles un simple congrès géographique, qui lui décernait la présidence d'une « association internationale pour l'exploration et la civilisation de l'Afrique. » Ce n'était encore qu'une création platonique; elle ne tarda pas à se préciser en devenant « l'Association internationale du Congo. » L'association continua de justifier son titre en faisant appel à des pionniers de toute nationalité; mais elle limita son activité aux immenses territoires découverts par M. Stanley, avec l'appui financier du roi des Belges; vis-à-vis des gouvernemens, le souverain personnifiait de plus en plus la société qu'il patronnait. Le nom d'état du Congo passa peu à peu dans l'usage, pour désigner le champ d'action de la société. Le nouvel état reçut l'existence officielle à la conférence de Berlin, en 1885. Cette conférence a défini le régime im-

posé à l'Afrique équatoriale, sous la garantie commune des puissances : le bassin du Congo constitue une zone neutre, ouverte à la navigation et au commerce de tous les peuples, en franchise de tous droits d'entrée ou de transit. L'acte de Berlin a étendu les mêmes stipulations au bassin du Niger. — Une dernière clause de cet acte date l'ère nouvelle qui commence pour l'Afrique ; désormais, toute nation qui s'attribuera une parcelle de ce continent sera tenue de notifier son acquisition à l'aréopage européen. L'Afrique cesse d'être une *terra incognita*, abandonnée aux fantaisies du premier occupant ; elle devient un acquêt du patrimoine commun, soumis au contrôle de toute la famille. — Le 1er août de la même année 1885, à la suite de conventions particulières avec plusieurs puissances, le roi Léopold notifiait à tous les cabinets le vote des chambres belges, qui l'autorisait à prendre le titre de souverain de l'état indépendant du Congo. L'union entre cet état et la Belgique devait être exclusivement personnelle. Le caractère transitoire de cette restriction apparut très vite ; les chambres ayant consenti des sacrifices pécuniaires pour le Congo, un arrangement intérieur, sanctionné cette année par les puissances garantes, a reconnu à la Belgique un droit de préemption sur le domaine de son roi. Aujourd'hui, pour qui ne s'embarrasse point des subtilités de protocole, l'état du Congo, le Congo belge, comme l'on dit couramment, est une annexe coloniale de Bruxelles ; il participe en Afrique aux obligations et aux privilèges que la qualité d'État neutre comporte en Europe pour sa métropole. La Belgique est sans doute destinée à nous montrer la première comment le poids des intérêts africains va incliner les ressorts de la politique européenne. Selon toutes probabilités, elle deviendra dans l'avenir le satellite de l'énorme empire qu'elle s'est donné ; si cet empire prospère et prend une grande importance, les convoitises qu'il éveillera décideront au prochain siècle le sort de la Flandre et du Brabant. — Nous n'en sommes pas là. Les Belges ont occupé l'étroit couloir par où l'état du Congo prend jour sur l'Atlantique ; ils ont des établissemens réels jusqu'au Stanley-Pool. Au-delà, tout est encore à faire ; le pavillon bleu à l'étoile d'or flotte sur quelques stations précaires ; les agens européens ne s'éloignent pas des rives du fleuve ; Tippou-Tib est le véritable maître du cours supérieur.

La conférence de Berlin était le signe et le résultat de préoccupations toutes nouvelles en Allemagne. En 1884, des négocians de Hambourg et des explorateurs commissionnés par le gouvernement impérial avaient attaqué l'Afrique sur trois points fort distans : en face de Zanzibar, sur la côte orientale ; au nord du fleuve Orange, à Angra-Pequeña, sur l'Atlantique ; enfin dans le golfe de

Guinée, au Cameroun et à Togo. Ces premières tentatives coloniales enflammèrent les imaginations allemandes; le grand chancelier leur prêta un appui résolu; les cartographes, gens fort indiscrets dans l'emploi des couleurs, trahirent vite les ambitions de leur pays. Sur la carte de Liebenow, dressée à Berlin en 1886, on remarquait déjà de larges bandes roses, — le rose est la couleur germanique, — prolongées sur toute la partie orientale de l'Afrique médiane, jusqu'aux limites de l'état neutre du Congo. Ces bandes reprenaient de l'autre côté, sur l'Atlantique, avec la même intempérance. Que leur manquait-il pour se rejoindre à l'intérieur? Un peu de ce même rose sur l'état du Congo. Or, on ne sait jamais combien de temps un état indépendant, un état belge, se maintiendra belge et indépendant; si quelque jour, par hypothèse, le Congo perdait ces deux qualités, l'Allemagne ne voudrait-elle pas réunir ses deux têtes de pont, d'un Océan à l'autre? Une Inde gigantesque, coupant l'Afrique par le milieu, assurerait à ses possesseurs l'hégémonie sur tout ce continent.

Voilà le rêve. Dans la réalité, je m'empresse de le dire, rien ne nous autorise à prêter au gouvernement impérial ces appétits de cartographe glouton. Mais la réalité est déjà fort imposante. La *Compagnie allemande de l'Afrique orientale*, substituée en 1885 à l'ancienne Société coloniale de Hambourg, reprit les opérations de sa devancière et les étendit par des traités avec les roitelets nègres, vassaux nominaux du Zanzibar. MM. Peters et Wismann poussèrent à main armée dans l'intérieur, malgré les réclamations de Séid Bargasch. Le chancelier prit fait et cause pour eux, les vaisseaux allemands s'embossèrent devant Zanzibar; les acquisitions de la compagnie furent déclarées territoire d'empire. L'Angleterre s'émut, des négociations très laborieuses s'engagèrent entre les deux puissances. En 1886, un premier arrangement sanctionna les prétentions allemandes, sauf sur le littoral; l'administration de toute la bande côtière, à l'exception de deux ports, demeurait confiée à la *Société anglaise de l'est africain*. Ainsi murée du côté de l'Océan, la future colonie germanique n'était pas viable; le traité de partage conclu cette année a régularisé la situation, aux dépens du sultan de Zanzibar; ce traité concède à la Grande-Bretagne le protectorat sur les îles du sultanat; la *Société anglaise de l'est africain* reporte ses droits sur la zone du littoral comprise entre le fleuve Tana et Wanga; une ligne qui remonte obliquement de Wanga au nord du Victoria-Nyanza limite dans l'intérieur les possessions britaniques et les possessions allemandes. Ces dernières partent de l'Océan-Indien sur une longueur de six degrés, de Wanga au cap Delgado; elles s'étendent dans les terres jusqu'aux lacs Victoria et Tanganyka, qui deviennent virtuellement alle-

mands; le Tanganyka sépare seul le territoire germanique du Congo belge. C'est un empire égal en superficie à l'Allemagne, dans une région fertile, habitée, susceptible d'un grand développement; l'empire n'a qu'un inconvénient : il faut encore le conquérir sur des populations très récalcitrantes.

Ces combinaisons ont porté un coup irréparable aux grands desseins anglais sur l'Afrique orientale. C'en est fait de la route royale britannique, qui devait remonter du Cap jusqu'aux bouches du Nil sans solution de continuité. L'Angleterre prétendait couper la poire africaine dans le sens de la longueur; l'Allemagne entend la partager dans le sens de la largeur; les deux couteaux se sont heurtés; c'est le dernier qui est resté dans le fruit. L'Angleterre a rencontré sur cette même route d'autres obstacles. Au sud, le Portugal avait fait, et depuis plus longtemps, le même rêve que l'Allemagne : un royaume transversal qui relierait Angola au Mozambique, par le bassin du Zambèze. On sait comment l'Angleterre en a usé avec les premiers conquérans de l'Afrique; elle avait entendu les argumens de l'Allemagne, elle a eu l'oreille plus dure pour ceux du Portugal, la voix étant plus faible; elle a saisi et continue d'envahir, sur le Chiré et dans le Mashonaland, des positions qui lui permettent de commander le Zambèze. L'Angleterre aura moins facilement raison d'une autre barrière qui s'est dressée devant elle, là où elle n'en attendait guère, en travers du Nil. Quand elle assuma la direction exclusive des affaires égyptiennes, poussées si loin vers le sud par Ismaïl-Pacha, elle put croire qu'elle tenait du coup la moitié de sa route d'avenir, d'Alexandrie aux lacs équatoriaux. L'explosion du mahdisme, en 1884, intercepta cette route sur une hauteur de 20 degrés. Il est pénible pour la grande nation anglaise que son installation en Égypte ait été le signal d'un phénomène sans précédent : le recul de la civilisation jusqu'à la deuxième cataracte. Sous toutes les dominations antérieures, pharaonique, grecque, romaine, arabe, chrétienne, le Kordofan était accessible aux échanges commerciaux, à des civilisations relatives; la nuit de la barbarie est brusquement retombée sur ces contrées; l'Afrique, ouverte sur tous les autres points, s'est refermée sur le plus anciennement connu.

En plus des Allemands et des Anglais, la côte orientale a vu débarquer des Italiens, durant ces années mémorables de l'invasion européenne. L'Italie a jeté son dévolu sur le massif montagneux qu'on appelle la Suisse africaine, habité par les populations chrétiennes du Tigré, de l'Abyssinie, du Choa. Descendus à Assab en 1882, à Massaoua en 1885, arrêtés par l'échec de Dogali en 1887, les soldats et les négocians italiens prononcent leur mouvement vers les plateaux de l'intérieur, où leurs affaires semblent en assez bonne

voie. Le cabinet de Rome ne compte pas s'arrêter là, puisqu'il revendique Kassala et l'accès du Nil Bleu; c'est l'objet d'une négociation pendante avec le gouvernement britannique; celui-ci défend énergiquement les droits de l'Égypte, qu'il a absorbés, sur une région d'où les mahdistes ont évincé l'Égypte et l'Angleterre.

Ainsi le versant oriental de l'Afrique a été presque entièrement distribué, depuis dix ans, entre quatre nations européennes. Au sud de l'équateur, l'Allemagne s'y est taillé un large morceau, le plus compact, le mieux délimité. Au-dessous d'elle, le Portugal défend sans grand espoir une situation créée par les siècles, et qui menace de lui échapper au moment où il venait de la relever. L'Italie a choisi sa part entre la Mer-Rouge et le Nil moyen. Partout ailleurs, l'Angleterre possède, protège, conquiert, et prétend à tout ce qui n'est pas encore possédé. Nous n'avons pas d'intérêts dans l'Orient africain ; nous regardons les compétitions de notre île de Madagascar, où la suzeraineté française vient enfin d'être mise hors de contestation.

Dans l'Afrique occidentale, la course aux colonies a été tout aussi rapide, tout aussi jalouse. Mais, de ce côté, les possessions et surtout les prétentions sont singulièrement enchevêtrées. Pour ne pas obscurcir ce résumé, je négligerai les petits établissemens d'ancienne date qui morcèlent le pourtour du golfe de Guinée, depuis Sainte-Marie de Bathurst jusqu'au Congo. Il est probable que ces comptoirs feront l'objet d'échanges compensateurs entre les puissances, à mesure que chacune d'elles se concentrera sur les grandes aires de développement choisies depuis dix ans.

Durant cette période, l'Allemagne a porté son effort sur deux points; au sud de l'équateur, sur les côtes comprises entre le fleuve Orange et la Kunéné; au nord, sur la baie de Biafra, commandée par le Cameroun. Du Cameroun, elle semble désireuse d'atteindre, par l'Adamaua et le Baghirmi, le littoral méridional de ce lac Tchad où les explorateurs allemands l'ont si glorieusement annoncée.

L'Angleterre a fait son installation capitale aux bouches du Niger. Elle rayonne de là sur le large éventail du Soudan central, entre Niger et Bénoué, jusqu'à la rive occidentale du lac Tchad et aux premières terrasses sahariennes. C'est peut-être la situation la plus enviable dans toute l'Afrique. Le Bas-Niger et le Bénoué, les seuls grands fleuves où la navigation ne soit pas arrêtée par des chutes, sont les artères les plus commodes et les plus courtes pour atteindre le lac Tchad, pour drainer vers la mer tout le trafic du Soudan. Ils enserrent un pays célébré par les voyageurs pour sa richesse, son climat relativement tempéré. Et le nom de Nigritie ne doit pas nous induire en erreur sur les populations de ce pays; noirs ou métis berbères, ces peuples ont passé par des développemens his-

toriques inconnus aux tribus nègres des forêts équatoriales. Les Arabes apportèrent dans les royaumes musulmans du Sokoto et du Bornou une demi-civilisation, à peine inférieure à celle qui existait chez leurs frères de la côte méditerranéenne. Les savans du Baghirmi causaient avec Barth d'Aristote et de Platon; ceux du Bornou disputaient avec lui sur la géographie de Ptolémée. Les grandes villes sont fort rapprochées dans le Sokoto. D'après le peu que l'on connaît de ces régions, elles promettent au premier occupant européen des élémens de prospérité comparables à ceux que les Russes ont trouvés en Asie centrale, dans les riches vallées cultivées par le peuple sarte. — En 1880, des maisons anglaises et françaises se partageaient le négoce aux bouches du Niger; les nôtres, qui étaient les plus nombreuses, reçurent des propositions séduisantes pour la cession de leurs établissemens; elles demandèrent conseil et appui au gouvernement français. Le lecteur devine l'accueil fait à ces importuns, qui s'en venaient d'on ne sait quel Niger tracasser les bureaux de Paris. Les maisons françaises acceptèrent les propositions de leurs concurrens anglais et liquidèrent. Ce moment a décidé les destinées du Soudan; il a préjugé les chances des projets que nous formons aujourd'hui, pour y pénétrer par des voies de plus long parcours. La *Royal Niger company*, puissamment constituée en 1886, reçut une charte qui l'autorise à battre monnaie, à faire des lois, à lever des troupes; elle entretient une flottille de vapeurs qui remonte aujourd'hui le Niger jusqu'aux rapides de Boussang, à 736 kilomètres de la mer; le Bénoué jusqu'à 720 kilomètres, les deux tiers de la distance entre le lac Tchad et la côte.

La France possède sur l'Atlantique deux vastes territoires : le Congo français, la Sénégambie avec ses nouvelles annexes. Le Congo français, englobant notre ancienne colonie du Gabon, est à cheval sur l'équateur; nous avons à peine jalonné l'énorme région inscrite entre le littoral et l'Oubangui; il est impossible de prévoir actuellement l'avenir réservé à ces terres vierges, opulentes, malsaines, peuplées par des races nègres qui occupent les échelons inférieurs de l'humanité. En revanche, nos vieilles possessions de la Sénégambie se sont prodigieusement développées depuis quelques années. Établis sur tout le cours du Sénégal, nous avons passé de ce bassin dans celui du Niger supérieur. Ce dernier fleuve attend notre pavillon jusqu'à Say; personne ne nous dispute la boucle du Niger, sauf le chef indigène Ahmadou, que le colonel Archinard est en train de réduire. On vient de constituer administrativement le Soudan français, avec nos acquisitions à l'est du Sénégal. Au-dessous des deux fleuves, en marchant vers la côte de Guinée, nous avons enveloppé et pénétré le massif montagneux du

Fouta-Djallon; l'empire du sultan Samory, un moment si redoutable, est aujourd'hui à notre discrétion. La belle exploration du capitaine Binger a fixé le pays de Khong dans notre sphère d'influence. Le rattachement du Soudan français à la côte de Guinée, par le Comoé ou par toute autre voie, n'est désormais qu'une question de temps. Notre *hinterland* sénégalais, — puisque c'est le mot adopté dans la langue diplomatique nouvelle, qui détrône l'ancienne, — embrasse douze degrés de latitude, dix-huit de longitude. Il déborde sur le littoral les enclaves étrangères de Bathurst, des Bissagos, de Sierra-Léone et la république de Libéria. On s'étonnera peut-être de voir passer sous silence le Dahomey, qui a fait naguère tant de bruit en France. Grâce au ciel, nous avons évité une campagne sanglante et coûteuse dans ce couloir sans avenir, étranglé entre les établissemens britanniques de Bénin et de la Côte-d'Or. Nous eussions travaillé une fois de plus pour l'Angleterre : les charges que la France et les Allemands de Togo supportent au Dahomey doivent fatalement revenir à la nation maîtresse du bas Niger et de la Volta.

Si l'on jette les yeux sur une carte, on verra que tous les efforts des trois grandes puissances, à l'occident de l'Afrique, convergent actuellement vers un même point : le Soudan central, le bassin du lac Tchad. L'Angleterre en approche par la meilleure et la plus courte route; mais elle doit compter, sur son flanc droit, avec la marche parallèle des Allemands du Cameroun; elle peut être tournée, gênée au moins, sur son flanc gauche, par les Français du haut Niger. Nous pourrions, d'autre part, arriver au Tchad par le sud, en partant du Congo français; tout fait supposer que les sources du Chari, le principal tributaire du lac, doivent naître très près du haut Oubangui. Un de nos explorateurs, M. Crampel, cherche en ce moment la route entre les deux rivières, dans une région où nul voyageur ne s'est aventuré jusqu'à ce jour. — Les traités de partage conclus il y a quelques mois, en tant qu'ils concernent l'Afrique occidentale, n'avaient d'autre objet que de régler les conditions de cette course au Soudan, par la délimitation des sphères d'influence.

Un premier accord était nécessaire entre l'Allemagne et la France, pour fixer la ligne de démarcation qui séparera le Congo français des territoires du Cameroun; accord facile, par cela même que la position de cette frontière ne peut avoir aucun effet sur les compétitions au Soudan. On a tiré une ligne droite du cap Campo dans la direction de l'est, elle va se perdre dans l'inconnu. L'opération était plus délicate au nord du Cameroun, entre l'Allemagne et l'Angleterre. Les deux nations ont accepté un tracé qui part de la baie de Biafra et rejoint le Bénoué à Yola; ce tracé coïncide avec

la plus courte ligne qu'on puisse tirer de la mer au lac Tchad. Au-delà de Yola, et jusqu'au lac, les parties contractantes ont renoncé à préjuger l'attribution future de l'Adamaua.

La convention anglo-française a concilié les prétentions respectives des deux puissances sur le Niger. Il sera nôtre en amont de Say; anglais au-dessous. On a évité de prévoir le terme extrême de notre pénétration à l'ouest du fleuve, au sud de sa grande boucle. A l'est, une ligne tirée de Say jusqu'à Barroua, sur le lac Tchad, fixe l'avenir du Soudan central. L'Angleterre se le réserve en entier. D'après toutes les relations des voyageurs, toutes les études des géographes, la ligne Say-Barroua marque la limite septentrionale des pays fertiles, arrosés, peuplés; rigoureusement menée, cette ligne nous laisserait au nord quelques terres cultivables, la petite principauté de Sinder, le Damergou; mais sur la plus grande partie de son tracé, elle suivrait la base des *hammâda*, les premiers relèvemens du Sahara, où commence l'aire de parcours des Touareg. « Un sol léger, très léger, » comme l'a dit lord Salisbury, avec plus d'ironie que d'exactitude, puisque ce sol est de la pierre. — Sans parler des avantages que la convention nous assure à Madagascar, ce n'est pas un point indifférent qu'elle mette hors de conteste le fameux *hinterland* algérien, c'est-à-dire les déserts qui séparent les deux Frances africaines, de l'Atlas au Sénégal. Néanmoins, un traité qui nous évince du Soudan central, de ce grand marché africain où toutes les voies de pénétration devront aboutir pour être rémunératrices, — un pareil traité prêterait à de graves objections, s'il n'avait un correctif dans l'acte de Berlin. La conférence de 1885 a stipulé pour tout le bassin du Niger la plus entière liberté commerciale. Avec cette sauvegarde, il est permis d'attacher peu d'importance aux partages préventifs de pays qu'on n'a pas atteints; ce ne seront point les diplomates, mais les ingénieurs et les négocians qui auront le dernier mot dans la question. L'exploitation du Sokoto et du Bornou est promise à ceux qui y apporteront le plus de diligence et d'habileté; ces royaumes appartiendront moralement aux premiers fondateurs de comptoirs et surtout aux premiers conducteurs de locomotives. Dans les régions neuves, le bon sens général accorde plus de droits aux intérêts concrets qu'aux protocoles diplomatiques; on l'a bien vu à Zanzibar; nous protégions le sultanat au même titre que l'Allemagne et l'Angleterre; nous n'y avions pas d'intérêts; quand l'Allemagne et l'Angleterre en ont disposé, nous avons à peine réclamé pour la forme, nous avons galamment biffé notre signature sur la convention de 1862, et nous avons sagement fait.

Telles sont, esquissées à grands traits, les positions prises par

les puissances dans les parties neuves de l'Afrique. Cette énumération paraîtrait complète à qui se contenterait d'un examen superficiel. Il y manque pourtant un redoutable copartageant, une puissance qui n'a pas de lieu défini, pas de représentation diplomatique, pas de drapeau, mais mieux ou pire, un symbole religieux : cette puissance est l'Islam. De tous les phénomènes historiques du XIXe siècle, le plus considérable sera peut-être la renaissance et le progrès de l'Islam dans le continent noir. Il y retrouve dans ses anciens foyers arabes une vitalité inattendue; il en allume sans cesse de nouveaux chez les nègres. C'est une seconde hégire; Mahomet regagne en Afrique tout ce qu'il a perdu en Europe. Le sort des races noires va se jouer entre la civilisation européenne et la foi musulmane : le gain de la partie n'est rien moins que certain pour nous.

Le judicieux Barth disait déjà au Soudan, il y a quarante ans : « Il est digne de remarque que, tandis que l'islamisme marche à pas rapides vers sa chute sur les côtes de la Méditerranée, il se trouve dans l'Afrique intérieure quelques sectes ferventes qui réunissent encore ses derniers zélateurs... Je crois encore à la vitalité de l'islamisme, pourvu qu'un réformateur vienne le régénérer. » Quelques années ont suffi pour donner raison à Barth. Aujourd'hui, l'un des hommes qui connaissent le mieux ces questions conclut ainsi le livre où il les étudie : « Somme toute, le fait qui domine l'évolution moderne du monde islamique est le prodigieux mouvement de rénovation, de propagande qui s'accomplit en Asie, en Afrique surtout (1). »

Géographiquement, les deux tiers de l'Afrique appartiennent à l'Islam; en dehors des quelques agens et négocians européens, c'est le seul culte professé par cent races diverses, au nord d'une ligne d'autant plus difficile à préciser qu'elle avance chaque jour vers le sud. M. Banning estimait, il y a deux ans, que cette ligne frontière pouvait être tirée du Cap-Vert à Zanzibar. Elle est certainement débordée aujourd'hui, au centre et sur les ailes. Le réduit central de l'Islam est fortement retranché au nord-est de l'Afrique, dans le triangle compris entre Tripoli, le Ouadaï et le Soudan égyptien. Sur cette aire inaccessible à l'Européen, le fanatisme brûle comme aux premiers jours de la prédication musulmane; les confréries l'entretiennent : là, comme au Maroc, cette autre citadelle de la foi, elles sont le véritable pouvoir religieux et politique. Toutes ces régions obéissent docilement à un mot d'ordre des

(1) *L'Islam au XIXe siècle*, par le capitaine Le Châtelier (Ernest Leroux, Bibliothèque orientale elzévirienne). — Je fais de nombreux emprunts à ce livre instructif et au *Soudan français* du même auteur. Je ne saurais trop recommander ces publications au lecteur désireux de connaître une matière d'un si grand intérêt.

Senoussiya de la Tripolitaine, des Kadriya du Soudan égyptien. Ces derniers ont fomenté la prise d'armes victorieuse du Mahdi, et il suffit de cet exemple pour nous montrer ce que nous pouvons attendre, à chaque instant, sur chaque point de l'Afrique. L'auteur de *l'Islam au* XIX*e siècle* dit très justement : « Les dénominations d'empire théocratique, d'imamat, peuvent fort exactement s'appliquer au domaine africain du senoussisme. Elles représentent beaucoup plus qu'une figure, et, à peu de réserves près, sont d'une entière exactitude. Il se produit réellement une agglomération politique, au sens islamique du mot, des populations africaines de la zone saharienne, sous la direction du grand-maître de la confrérie. »

Du réduit central, l'Islam rayonne en tous sens; d'abord sur les populations métissées d'Arabes et de noirs, comme sont celles du Niger, du Sénégal; ensuite sur les nègres fétichistes du sud. Poussées par l'esprit musulman, des vagues humaines roulent de l'est à l'ouest et viennent raviver la ferveur des indigènes, qu'elles subjuguent. Ainsi sont arrivés au Sénégal ces Foulbé, qui opposent aujourd'hui à nos armes une si fière résistance. C'est par l'ascendant religieux qu'un Samory, un Ahmadou, ont pu fonder en quelques années des empires aujourd'hui disloqués, mais toujours prêts à se reformer; c'est le fanatisme qui souffle aux Toucouleurs le courage désespéré dont ils ont fait montre dans la dernière campagne.

Au-dessous de l'équateur, on retrouve les mêmes courans dans la même direction. Ici, ce sont les traitans de Zanzibar qui les dirigent; un intérêt de lucre les guide, mais ils n'oublient pas la propagande. La tache d'huile, ou, pour mieux dire, la tache de sang, s'étend rapidement devant les chasseurs d'hommes. Nous avons vu comment M. Stanley, après quelques années d'absence, constate l'envahissement du Congo par les associés et les coreligionnaires de Tippou-Tib. M. Trivier est encore plus formel dans la relation de sa traversée du continent. « L'invasion des Arabes s'accentue chaque jour davantage : au train où ils vont, ils seront certainement aux portes des Bangalas avant deux ans. Que l'État indépendant y prenne garde; c'est là surtout qu'est le péril. Tous les jours les Arabes avancent, le gouvernement de Boma le sait bien; mais comme il n'y peut rien, il les laisse faire et s'en va annexer les provinces de l'Ouregga et de Manyéma. » Et plus loin : « Les avis qui m'avaient été donnés jusqu'à ce jour, de provenance blanche, jaune ou noire, étaient tous les mêmes sur l'envahissement du pays par les musulmans; les personnes consultées étaient toutes d'accord sur la puissance et la popularité de Tippou-Tib. » Avant Nyangoué, M. Trivier a traversé « vingt villages, tous gouvernés par des Arabes. » Il faudrait un volume pour

reproduire les témoignages concordans des derniers voyageurs. Il en faudrait un autre pour rassembler les peintures effroyables qu'ils font des pays dépeuplés par la traite. Des voix généreuses viennent encore de dénoncer cette honte dans le congrès antiesclavagiste qui se tenait hier à Paris; elles n'ont rien exagéré, le continent noir est littéralement une boucherie où l'on saigne les troupeaux sans relâche, et cela depuis longtemps; Barth décrivait déjà les mêmes horreurs. On a proposé, pour enrayer le mal, des moyens chevaleresques dont l'efficacité paraît douteuse; on cherchera vainement le remède tant que les puissances, toutes les puissances, n'interdiront pas d'une façon absolue la vente de la poudre sur toutes les côtes d'Afrique.

Comment expliquer que les nègres fétichistes adoptent avec tant de facilité la croyance de leurs persécuteurs? C'est un fait sur lequel les meilleurs observateurs s'accordent. Il y a présentement chez les races noires un éveil confus, un besoin d'ascension à des échelons de vie supérieure; le mahométisme, qui demande si peu à ses néophytes, répond suffisamment à ce besoin. N'écrivant point ici pour imaginer ce que nous voudrions voir, mais pour discerner ce qu'on voit en réalité, je dois résumer les dépositions les plus sûres. Sauf dans l'Ouganda, où les prosélytes de nos missions forment un noyau solide, la propagande chrétienne obtient peu de résultats, et peu durables, quand elle agit seule dans un milieu nègre; partout où elle doit lutter avec la propagande musulmane, ses gains sont nuls, ceux de l'Islam sont rapides et considérables. Les colonies européennes ne font pas exception. Sierra-Leone, où, il y a trente ans, on n'eût pas trouvé un musulman, en compte aujourd'hui 50,000. De même Libéria. Il n'est si petite bourgade de la côté du Bénin qui n'ait sa mosquée aux lieux où trônaient naguère encore les dieux fétiches. Les nègres sont de grands enfans, menés par deux passions: les femmes et la boisson. Le musulman leur interdit l'alcool, mais il leur accorde la polygamie. Le chrétien permet l'alcool, il l'importe même, mais il prohibe le harem. Les pauvres noirs sont fort embarrassés; l'événement prouve qu'ils penchent vers le harem. — A propos de l'alcool, on ne peut se défendre d'une réflexion. Nous allons réprimer les horreurs de la traite; nous nous proposons de libérer ses victimes, pour les exterminer ensuite plus lentement, mais plus sûrement, comme on extermina les Peaux-Rouges, en leur faisant acheter les poisons de nos distilleries. Un nègre prévoyant aurait quelques motifs de renvoyer dos à dos l'Arabe et l'Européen; il pourrait leur adresser à tous deux les adieux du vieillard taïtien, tels que Diderot les imaginait dans le *Supplément au voyage de Bougainville.*

Mais c'est là matière à philosopher; et nous cherchons les moyens pratiques de faire triompher notre civilisation, avec ses tares et ses bienfaits, dans un monde où le mouvement de l'histoire la pousse invinciblement. L'Islam est le plus grave péril pour notre œuvre; il peut la ruiner, s'il concentre sa force religieuse et politique contre les nations européennes, divisées par leurs compétitions jalouses. On ne fait pas ici le procès à la religion musulmane; considérée d'une façon abstraite, elle demeure, malgré les préjugés vulgaires, une des plus belles philosophies monothéistes où se soit élevé l'esprit humain. Mais dans l'application, une doctrine vaut ce que valent les races qui la propagent; or, les propagateurs de l'Islam en Afrique sont de beaucoup inférieurs, et ce n'est pas peu dire, aux premiers propagateurs du christianisme en Amérique. Les « raisons du Rouwenzori, » s'il les donnait, seraient encore plus lamentables que les « raisons du Momotombo. » Nous devons disputer les peuples noirs à l'Islam, qui ne peut rien pour leur relèvement, parce qu'il leur arrive par des intermédiaires barbares. Le problème est complexe; car sur d'autres points de l'Afrique, nous ne pouvons avancer qu'en ménageant les droits acquis des musulmans. Deux des grandes puissances, l'Angleterre et la France, sont des puissances musulmanes; leurs progrès seront subordonnés au concours actif de leurs sujets mahométans, anciennement ralliés. Les grands et faciles succès obtenus par la Russie dans l'Asie centrale sont dus uniquement à l'emploi intelligent des musulmans déjà gagnés. Vis-à-vis de ces exigences contraires, il ne saurait y avoir une politique africaine invariable, propre à toutes fins; au risque de paraître contradictoire, notre politique doit être très souple, différente selon les circonstances et les terrains d'action. Cela est surtout vrai pour la France; si elle n'agit pas avec vigueur et prudence, elle aura à supporter le premier choc de l'Islam, au pied des citadelles où il est le plus redoutable. Cette conviction doit commander tous les efforts dont il me reste à parler, en ramenant les choses d'Afrique à notre point de vue national.

## IV.

Nous voici en possession de notre champ de travail, franc de toutes revendications, définitivement classé sur le nouveau cadastre de l'Afrique. Ce champ est le plus grand de tous, sinon le meilleur; il occupe un cinquième du continent. Abaissez une ligne oblique des syrtes tunisiennes à Say, sur le Niger; prolongez-la de ce point jusqu'à la côte d'Ivoire, dans le golfe de Guinée; sauf le Maroc et quelques petites enclaves côtières, tout le renflement

occidental de l'Afrique, à l'ouest de cette ligne, est reconnu propriété française. C'est flatteur pour l'œil, sur la carte; malheureusement cet énorme lot comprend le plus grand désert du monde, qui figure dans notre avoir pour les deux tiers, pour les trois quarts peut-être, qui sépare nos deux domaines utiles, l'Algérie, le Sénégal-Niger. Je laisse provisoirement de côté un appoint considérable, le Congo français, isolé plus bas, sous l'équateur; cette région est encore dans la période d'exploration. Il serait prématuré de se prononcer aujourd'hui sur ce qu'on en peut attendre. Occupons-nous de notre empire du nord-ouest. Qu'allons-nous en faire?

Rien, répondront quelques personnes, opposées en principe à toute entreprise coloniale. Avec celles-là, toute discussion serait oiseuse : on ne discute pas avec un principe. D'autres balanceront avant de répondre et demanderont d'abord à être renseignées sur le grand point : le Français est-il ou n'est-il pas colonisateur? Cette devinette m'a toujours paru un peu puérile; elle rappelle l'angoisse du rhétoricien en mal de poésie, qui se prend le front et s'interroge : « Ai-je ou n'ai-je pas du génie? » Qu'il se mette à l'œuvre, on verra bien. L'histoire du passé témoigne des aptitudes colonisatrices de nos pères; l'avenir, un avenir éloigné, sera seul juge des nôtres, quand nous aurons sérieusement essayé. La preuve expérimentale n'est pas faite après quelques années de tâtonnemens; elle ne le sera jamais, si nous attendons cette preuve pour en préparer les élémens. J'écris ici pour ceux qui pensent qu'une grande nation ne peut se soustraire au mouvement général d'une époque, qu'elle ne peut se dérober à une tâche clairement désignée par l'histoire. Présentement, l'Afrique est le dynamomètre où chaque race vient essayer son énergie. Si notre race s'abstenait, l'histoire dirait un jour : « En ce temps-là, la France était malade; elle ne concourait plus aux œuvres universelles; toute la force qui mène le monde avait passé à d'autres. » Nous avons réclamé le champ qui nous était dû; devant nos contemporains, devant nos héritiers, nous sommes engagés d'honneur à le cultiver. Nous y sommes engagés d'intérêt. On peut prévoir à bref délai une rupture économique entre l'Europe et l'Amérique, une oppression intolérable de l'ancien monde par le nouveau. Heureusement, l'Europe a trouvé son terrain de défense en Afrique; elle aura bientôt sa ferme tropicale, d'où elle tirera tout ce que l'Amérique voudrait lui marchander à des prix ruineux, le coton, le café, les denrées et les matières premières les plus nécessaires pour la vie, pour l'industrie. Ceux qui n'exploiteront pas leur part de cette ferme seront les tributaires de leurs voisins. — Je n'insiste pas sur ces raisonnemens généraux. La France a le sentiment de son devoir, l'instinct

de ses intérêts. Publications savantes ou populaires, tout ce qu'on lit depuis quelques mois atteste les préoccupations croissantes de l'opinion, sa bonne volonté presque unanime pour notre tâche africaine. Le pays comprend, il admet la nécessité de mettre en valeur notre empire d'outre-Méditerranée, d'en relier les tronçons, d'y pénétrer jusque dans les parties les plus rebelles, et même, si la chose est possible, d'y franchir la barrière des déserts sahariens.

Ah! si nous avions eu dans ce siècle un grand homme d'état, ce ne serait point de franchir cette barrière qu'il s'agirait aujourd'hui, au contraire! On s'étudierait à la rendre plus inaccessible encore; car elle serait la frontière naturelle de la France, de la France continuée au-delà de son lac méditerranéen, sur toute la zone habitable qui s'étend du détroit de Gibraltar à la Mer-Rouge. Si notre politique eût eu la prescience de l'avenir, il y a quarante ans, elle aurait porté tout son effort de ce côté, pendant que l'Europe se débattait dans l'enfantement des nationalités. Durant cette crise intérieure de l'Europe, personne ne menaçait la France, on ne lui demandait que de rester neutre, spectatrice d'un conflit où elle n'avait pas d'intérêts. Sauf l'Angleterre, personne n'aurait eu la pensée ou la puissance de contrôler nos entreprises africaines. Je ne prétends pas que nous eussions réussi sans coup férir; je crois simplement qu'entre 1850 et 1870, avec la moindre partie du sang et de l'argent dépensés en Crimée, en Italie, au Mexique, sur le Rhin, une politique suivie eût pu retenir l'Égypte et s'assurer du reste, sur tout le pourtour méridional du lac français. Ils n'ont eu que cette idée, en 1840, mais ils l'ont eue. C'était trop tôt; ils n'avaient pas la force de la réaliser, et l'Europe était encore attentive, libre de ses mouvemens. Un peu plus tard, vis-à-vis d'une Europe bouleversée, repliée sur elle-même, l'idée était mûre pour un gouvernement plus fort et plus résolu. Avant de la traiter d'utopie rétrospective, qu'on se rappelle cette phase de l'histoire contemporaine, et les facilités inespérées qu'elle nous offrit pour une action séparée. L'occasion est à jamais perdue; perdue avec elle, l'Égypte; et si les Italiens veulent s'établir à Tripoli, il y aurait des raisons sérieuses de leur souhaiter cette grosse occupation. Rien de plus inutile que les récriminations et les regrets. La situation a changé, notre entreprise africaine est orientée dans un autre sens; prenons notre parti des conditions nouvelles où les événemens l'ont placée, et tirons-en parti.

Nos Africains se partagent en deux écoles : l'école des Soudanais, qui voit le pivot de notre empire sur le Sénégal et le Niger, avec des courans commerciaux dirigés vers l'Atlantique; l'école des Algériens et du Transsaharien, qui entend rattacher cet empire à

la France méditerranéenne. Ces derniers font plus de bruit et séduisent par le grandiose de leurs conceptions ; les Soudanais ont des visées plus modestes et d'apparence plus pratique.

Voici leur programme dans ses lignes principales : extension de nos postes sur le Haut-Niger ; double mouvement de pénétration, vers l'est, dans la direction du Soudan central, vers le sud, jusqu'à nos établissemens de la côte d'Ivoire ; soumission par les armes du sultan Ahmadou, déjà à demi vaincu ; reconstitution des groupemens indigènes en vue de refouler les dominateurs Peul, Touareg et Toucouleur que nous rencontrerons plus loin sur notre route ; affermissement de notre protectorat sur le Fouta-Djallon, sur les états de Samory et le royaume de Khong ; continuation jusqu'à Bammako, sur le Niger, du chemin de fer de Kayes à Bafoulabé, cette voie fameuse par ses péripéties lamentables, construite, abandonnée, refaite, et qui fonctionne à nouveau sur un parcours de 130 kilomètres. Le tronçon nécessaire pour relier les deux fleuves n'aurait que 250 kilomètres sans ouvrages d'art, ce projet n'a rien d'exorbitant. Enfin, ouverture de la navigation sur le Niger jusqu'à Say, qui deviendrait l'entrepôt du Soudan central, directement relié à Saint-Louis et à Dakar par des voies fluviales et ferrées.

A ce programme, les pessimistes opposent de graves objections. On les trouvera résumées dans la remarquable étude de M. le capitaine Le Châtelier sur le *Soudan français*. L'action militaire contre les dominateurs musulmans sera très dure. « Toute tentative de pénétration dans la vallée du Niger, en aval de nos postes, provoquera inévitablement des résistances que la force seule pourra vaincre. » Ces pays ne peuvent être une colonie de peuplement, vu l'insalubrité du climat pour les Européens. Or, ils manquent de bras indigènes. On y compte 2,5 habitans par kilomètre carré. (La France, qui en a trop peu, en a 71.) Tombouctou n'est plus qu'une ruine, l'ombre d'un grand nom ; le trafic est disséminé sur d'autres points, et ce trafic vit presque uniquement de la vente des esclaves. Le sol lui-même est médiocre, pauvre en essences forestières : « En résumé, dit notre auteur, l'importance économique de nos possessions soudaniennes est presque négative jusqu'ici ; leurs chances de prospérité futures sont restreintes. Le pays n'est pas dépourvu de ressources naturelles ; mais ses productions sont telles et leur exploitation offre de telles difficultés, si peu d'avantages, même en supposant aplanis les obstacles résultant du manque de bras, de la cherté des transports, qu'il doit être classé, tout compte fait, parmi les contrées pauvres. Comparativement aux autres régions tropicales, il a tout au plus la valeur de la Sologne, des landes de Gascogne, par rap-

port à la Beauce, aux prairies normandes. » — La Sologne, ce n'est pas très encourageant. Néanmoins, toutes les perspectives changeraient si l'on pouvait se promettre d'atteindre les riches territoires du Soudan central et le lac Tchad ; mais l'Angleterre a pris les devans; les déversoirs naturels de ces territoires seront désormais le Bas-Niger et le Bénoué; la voie de Saint-Louis-Dakar, trois fois plus longue et grevée de transbordemens, n'a aucune chance de lutter contre les voies courtes, faciles, exploitées par les futurs maîtres du Soudan central.

Le tableau est un peu sombre; j'y voudrais quelques correctifs. Il est trop certain que les bassins du Haut-Sénégal et du Haut-Niger ont été dépeuplés, dévastés au-delà de toute imagination, par les bandits qui se disputent depuis cinquante ans l'empire d'El-Hadj-Omar. Mais on repeuple vite en Afrique; il suffira d'une période d'ordre et de paix pour que les noirs grouillent à nouveau autour des villes relevées de leurs ruines. Dans le pays de Khong, M. Binger a trouvé des populations beaucoup plus denses; il y a visité des contrées riches et fertiles; en descendant le Comoé pour gagner la côte, il a traversé la forêt tropicale, avec sa végétation luxuriante. Elle couvre cette zone jusqu'aux Rivières du sud. On connaît des gisemens miniers dans le Fouta-Djallon, on recueille de l'or sur un grand nombre de points. Il est impossible de porter un jugement d'ensemble sur d'aussi vastes espaces, échelonnés sous 12 degrés de latitude; tous les terrains s'y rencontrent et les climats y diffèrent. On peut y tenter avec succès de nouvelles cultures. Le prix des transports s'abaisse rapidement; le fret d'une tonne de marchandises entre Bordeaux et Kayes est tombé de 700 francs, en 1882, à 60 francs, en 1890. Faites donc des calculs de prévision, avec d'aussi prodigieux changemens dans les conditions du commerce! Quant à la pénétration vers le Soudan central, elle est très compromise, mais nous ne connaissons pas assez bien toutes les données du problème pour en désespérer d'une façon absolue. Si l'on construit vivement les 250 kilomètres de chemin de fer jusqu'à Bammako, si nous ne rencontrons pas de résistance vigoureuse sur le Niger moyen, nous pouvons être dans deux ou trois ans à Say. Il est peu probable que le Sokoto et le Bornou soient déjà enveloppés par les Anglais à cette époque. Avec un coup d'audace, — je n'affirme rien, je risque une hypothèse, — nous réussirons peut-être à jeter une voie ferrée sur notre ligne Say-Barroua, vers le Tchad. En nous prévalant de l'acte de Berlin, qui assure dans le bassin du Niger une entière parité de droits à toutes les entreprises commerciales, à toutes les voies de communications, nous pourrions trouver avantage à prendre ainsi le Haut-Soudan en écharpe, à attirer une partie de son trafic, à

porter dans ces régions populeuses les produits de notre industrie. — Bref, il est difficile de croire qu'une exploitation intelligente, résignée à attendre la rémunération de ses sacrifices, ne reçoive pas cette rémunération dans quelques parties au moins des territoires, si étendus, si variés, qui vont former entre nos mains un tout homogène de l'Atlantique au Niger, du Niger au golfe de Guinée. Quelle pourrait être cette exploitation? nous le rechercherons tout à l'heure.

Passons aux projets des Algériens. Ces projets se résument dans la « grande idée, » le transsaharien. Lancée par M. Duponchel, il y a dix ans, l'idée sombra dans le désastre de la mission Flatters, qui devait en préparer la réalisation. On ne se souvint que de la tragédie, on oublia tout ce qu'il y avait de satisfaisant dans le rapport de M. Béringer. Ressuscitée par la fièvre africaine qui nous tient, la conception de M. Duponchel a retrouvé des apôtres, et l'on sait tout le chemin qu'elle a fait depuis six mois. Les publications de MM. le général Philebert et Rolland, Fock, Édouard Blanc et autres ingénieurs de mérite, l'ont présentée sous un jour séduisant. Les journaux populaires la répandent dans nos campagnes. Les plus hautes autorités militaires l'accueillent avec faveur. On discute ardemment les trois tracés rivaux; les préférences les plus raisonnables semblent aujourd'hui acquises au tracé central. Sur les lignes excentriques, les difficultés internationales aggraveraient les difficultés techniques. Le projet oranais prête le flanc au Maroc, il emprunte des territoires litigieux. Le projet tunisien, plus direct que les autres, n'a de valeur qu'à la condition de s'appuyer sur les postes turcs de Ghadamès et de Rhât. Ce serait une imprudence impardonnable de mettre notre ligne à la merci des Turcs de Tripolitaine et de leurs successeurs possibles. Si l'on joue une partie aussi hasardeuse que celle du transsaharien, il faut du moins la jouer chez nous, à l'abri de tout mauvais vouloir étranger, en plein cœur de nos possessions.

Il s'agirait donc de continuer, à partir de Biskra, la ligne qui rattache actuellement cette station à Philippeville, et qui peut être aisément reliée à Alger. De Biskra à Ouargla, un premier tronçon de 300 kilomètres n'offre pas de difficultés : nous occupons cette région, nous en connaissons les ressources; on estime qu'elles couvriraient les frais de l'exploitation. Au-delà commence, je ne dirai point l'inconnu, mais le peu connu, avec ses imprévus. La ligne descendrait droit au sud, jusqu'à un point qui serait vraisemblablement Amguid. De ce point, elle obliquerait, suivant les idées qui prévaudraient alors, soit à droite, sur le coude du Niger, soit à gauche, sur le lac Tchad. Dans l'une comme dans l'autre hypothèse, la longueur totale de la voie serait, en chiffres ronds, de

2,500 kilomètres. La voie de Paris à Saint-Pétersbourg. Un gros morceau.

Jusqu'à ces derniers temps, deux fantômes redoutables obstruaient la route : les Touareg, les sables. Ces fantômes se sont évanouis. Il est tombé, le funèbre *litzam*, le voile noir qui cachait les figures farouches des gardiens du désert. Le peuple targui est peu nombreux, disséminé sur la surface du Sahara, divisé en petites tribus rivales. Quelques-unes de ces tribus, les Azdjer, les Taïtoq, ont déjà noué des relations avec nous. Les plus hostiles sont hors d'état de résister à une démonstration militaire. La mission Flatters a été massacrée par une poignée de maraudeurs. C'est une opinion arrêtée, chez les officiers et les explorateurs du sud algérien, qu'une faible colonne aura raison des partis de pillards qu'elle rencontrera sur sa route, et qu'on pourra s'entendre avec les grands chefs. D'ailleurs, les Touareg sont avant tout des caravaniers, très avisés pour tout ce qui regarde le commerce. Ils essaieront d'abord de nous intimider par quelques fantasias belliqueuses; mais s'ils nous voient résolus dans notre entreprise et s'ils y trouvent leur intérêt, ils s'arrangeront pour en tirer parti. Malgré la légende, ce sont des guerriers qui préfèrent les écus aux coups de fusil. Ils seront incommodes, mais non très dangereux; on n'a plus de doutes à cet égard.

Les sables aussi sont balayés. Après tant d'explorations, la constitution géologique du Sahara est suffisamment connue. Il est formé de plateaux pierreux, séparés par des vallées à direction régulière, comme des lits de fleuves sans eau. L'eau jaillit sous la sonde artésienne à de faibles profondeurs. Les îlots de sable ne recouvrent qu'une partie des plateaux, le tracé de la future voie les évite sur presque tout le parcours. Un rapport officiel qui offre toutes garanties résume ainsi les résultats de la première mission Flatters : « Découverte dans l'Oued Igharghar d'un large passage par lequel une voie ferrée peut franchir l'Erg en ligne droite, sur un terrain ferme et plat à fond de ballast, sans avoir à surmonter un instant l'obstacle des sables; eau facile à trouver partout, en forant des puits d'une profondeur maxima de 15 mètres; possibilité d'établir la voie sans aucune difficulté jusqu'à 1,000 kilomètres au sud d'Ouargla. » On ne saurait être aussi affirmatif pour le reste du tracé; cependant, il ne s'écartera guère de la route des caravanes; Barth et Nachtigal nous ont appris que cette route arrive au Tchad par des terrains de même structure, sans traverser de grands ensablemens.

Dans l'état actuel de nos connaissances, c'en est fait des anciennes objections contre la possibilité de construire la voie et de la garder. Il en reste de très fortes contre son utilité. Elle coûtera,

au bas mot, 300 millions de premier établissement, plus les frais d'entretien et d'exploitation. Comment paiera-t-elle? Sur 2,000 kilomètres au moins, de l'Oued-Rir' au Damergou, elle ne peut espérer aucun trafic de parcours. Quelques maigres oasis, quelques sacs de dattes, cela n'entre pas en ligne de compte. On n'entrevoit dans l'avenir aucune chance d'amélioration, à moins de modifier le sol du désert, ce qui demandera un siècle. Les plus chauds partisans du transsaharien en sont réduits à proposer des expédiens ingénieux. M. Fock en a trouvé un bien « fin de siècle, » comme on dit, et qui rappelle une spirituelle fantaisie développée par M. Renan dans ses *Dialogues philosophiques*. On sait que les tombeaux des marabouts sont habituellement des lieux de pèlerinage et, par conséquent, de marché; l'éminent ingénieur voudrait « créer » un saint qui payât quelques kilomètres du chemin de fer. Le trafic augmentera « si, grâce à une entente habilement préparée, une oasis, située dans le voisinage d'un point bien choisi du transsaharien, se trouve érigée en lieu saint dont la visite confèrera aux croyans certains droits et certaines récompenses. » — La ligne accaparera l'ancien commerce des caravanes entre la Tripolitaine et le Soudan, c'est convenu. Ce commerce se chiffre actuellement par 6 millions de tonnes à l'aller, 6 millions au retour. Il est alimenté surtout par le sel; le Soudan reçoit exclusivement cette denrée des salines de Bilma et d'Amadghor, par l'entremise des Touareg. Le gros bénéfice des caravanes de retour provient de la vente des esclaves. Nos wagons n'acceptent pas de pareils colis. Ce chiffre de 12 millions de tonnes est-il destiné à grossir? On est obligé de répondre : non.

Examinons les deux hypothèses : débouché de la ligne sur le lac Tchad ou sur le coude du Niger. La première paraît fixer les préférences et serait en effet la plus rationnelle. On nous représente en ce cas le transsaharien sous la forme attrayante d'un long siphon, qui viendrait puiser les richesses incalculables du Soudan central. Mais on parle vraiment de ce pays comme s'il était muré au sud, comme s'il devait toujours nous attendre pour dégorger chez nous ses trésors. Je l'ai assez dit, c'est le contraire qui est maintenant la vérité. Il faut compter sur un délai minimum de dix ans pour amener la locomotive au Tchad. A cette époque, à moins que l'Angleterre n'ait disparu sous les eaux ou qu'elle n'ait bien changé, elle sera maîtresse absolue du Soudan central; elle en aura dirigé les courans commerciaux sur leur pente naturelle, vers le golfe de Bénin, par le Niger et le Bénoué. Voit-on des marchandises lourdes, encombrantes, des matières premières, qui n'ont à supporter qu'une navigation d'un millier de kilomètres sur de belles voies fluviales, pour continuer ensuite, après un transbor-

dement et peut-être sans transbordement, sur Manchester, Anvers, Hambourg, — voit-on ces marchandises préférant un trajet terrestre de 2,500 kilomètres, décuplant leurs frais de transport pour l'unique plaisir de s'embarquer à Alger? Le bon sens répond, après un regard sur la carte. — Les mêmes réflexions s'appliquent à la voie qui viendrait solliciter le commerce du Sénégal-Niger. Actuellement, nous l'avons vu, le Soudan français est pauvre; s'il devait rester tel, il n'y aurait rien à lui demander. S'il se développe, ses échanges se feront par ses artères naturelles, les deux fleuves, les rivières du sud, par les ports de Saint-Louis, de Dakar, de la côte méridionale. Par suite des nouvelles conditions géographiques et politiques faites au bassin du Niger, toute cette partie de l'Afrique est perdue pour les voies du nord; les caravanes elles-mêmes n'y retrouveront plus leur ancienne clientèle. — Comme dernière ressource, on a proposé de faire aboutir le transsaharien à l'orient du lac Tchad, dans le Khânem et le Ouadaï. Ce serait aller défier l'Islam dans ce que nous appelions plus haut son réduit central. Les premiers qui arriveront là auront à livrer une bataille où ils trouveront devant eux toutes les forces vives des musulmans d'Afrique. La traversée des déserts touareg ne serait qu'un jeu en comparaison de l'entrée au Ouadaï. Et l'on voudrait engager cette lutte suprême à l'extrémité d'un ruban de fer hasardeux, à 3,000 kilomètres de la base d'opérations! On fait des chaînes de paratonnerre pour écarter la foudre : nous en aurions fait une pour l'aller chercher.

Il faut enfin parler des moyens d'exécution. On se paierait de mots si l'on comptait sur une compagnie financière pour une entreprise sans rémunération possible. Une compagnie sérieuse ne continuera la ligne, au-delà du territoire algérien, qu'avec une garantie d'intérêt qui équivaudrait en fait, pour l'État, à supporter la totalité des frais d'exploitation et de l'amortissement. Il est plus simple de supprimer un intermédiaire fictif et de remettre directement à l'État le soin de construire le transsaharien. Mais l'État constructeur et exploitant, cela ne rassure guère, chez nous. Dans l'espèce, la tâche reviendrait sans doute à l'État militaire. Passe encore, si les circonstances avaient désigné un de ces commandans de prodiges pour qui la nature et les hommes n'ont pas de résistances, un Lesseps à trois étoiles. On ne le voit pas, il faudra se contenter de la machine administrative, avec ses lenteurs et ses timidités. La machine résistera-t-elle aux impulsions contraires qui viendront de Paris? Un changement de législature ou de ministère, une saute de vent dans l'engouement public, et voilà le transsaharien paralysé, renouvelant sur une plus grande échelle les piteuses aventures du chemin de fer de Kayes à Bafoulabé. Les

sables mouvans qui le menacent ne sont pas dans le désert, ils sont en France. Aujourd'hui même, malgré le courant qui porte en Afrique, nos députés oseraient-ils grever de cette énorme charge un budget à peine équilibré?

Le transsaharien doit une partie de sa vogue au transcaspien russe, son meilleur auxiliaire moral. J'ai vu naître cette ligne, j'en ai suivi la fortune avec un intérêt particulier. Si l'on serre de près l'analogie, il n'en reste pas grand'chose. Le transcaspien s'est fait par surprise, pour ainsi dire, par un développement logique et progressif, comme se font les organismes promis à une vie durable. Au début, personne ne soupçonnait ses destinées, personne n'y eût cru; c'était un expédient temporaire au service d'une opération stratégique. Il a avancé avec la conquête, ses ambitions n'ont apparu qu'à mesure qu'elles se réalisaient. Le transcaspien a 1,300 kilomètres, le transsaharien en aura le double. Le transcaspien n'allait pas à l'inconnu, il allait rejoindre des provinces russes entièrement pacifiées. Après 1,000 kilomètres dans les sables et les pays improductifs, il atteint un grand fleuve, et au-delà des vallées magnifiques, où la Russie trouve des facilités d'exploitation uniques au monde. Elle n'a aucune concurrence à craindre : elle peut aménager à sa guise l'Asie centrale, en retirer tous les produits, y verser tous les siens. Enfin le transcaspien a été créé par un gouvernement autocratique qui portait de ce côté tout son effort, sans bruit, sans contrôle, sans défaillance.

Le lecteur voit assez qu'on ne plaide pas ici une thèse, pour ou contre le transsaharien, qu'on essaie de résumer une enquête. On a regret à refroidir de généreuses illusions, en insistant sur des vérités qui crèvent les yeux. J'y ai d'autant plus de regret que, pour ma part, je crois au transsaharien. Je suis persuadé qu'il se fera un jour, comme tant d'autres entreprises réputées impossibles. Il sortira peut-être d'une révolution dans l'art des chemins de fer, prédite par quelques ingénieurs, révolution qui simplifiera ces mécanismes lourds et compliqués, qui permettra de les construire, de les exploiter dans des conditions plus rapides et plus économiques. Mais cette confiance mystique ne saurait prévaloir actuellement contre les objections du bon sens. Quand on demande à ce pays de grands sacrifices, on n'a pas le droit de les lui présenter comme une partie de plaisir, où la locomotive irait se faire couronner de lotus par les riverains reconnaissans du lac Tchad. Il est possible que ces sacrifices soient prochainement inévitables, qu'il faille avancer pour garder les positions acquises, refouler l'Islam afin de ne pas être refoulé par lui. Nous devrons alors marcher à cette tâche comme on marche au devoir, avec une résignation virile, sans espoir de compensations.

Je n'ai garde de conclure pour l'inactivité en Afrique. Bien au contraire. Je crois qu'il faut agir, et très vite. Il y a, chez les personnes les plus convaincues de l'importance du problème africain, une tendance à dire : « Ce sont affaires du vingtième siècle. » Que ces personnes veuillent bien se rappeler les dates énumérées plus haut : la nouvelle distribution de l'Afrique s'est faite en dix ans; on y débarquait hier, et dès demain les Anglais, les Allemands seront à leurs points d'arrivée. Le gain des grosses parties, dans le continent noir, n'est plus une question d'années, mais de jours et d'heures. — Je crois qu'il faut agir, mais aux bons endroits et avec le seul instrument efficace : cet instrument, — je suis heureux de me rencontrer ici avec l'auteur du *Soudan français*, — ne peut être que la Grande Compagnie.

En écrivant ce mot, je ne pense point aux compagnies financières telles qu'elles existent chez nous. Je voudrais rendre au terme le sens qu'il avait quand André Bruë fondait la compagnie du Sénégal; le sens qu'il garde chez nos rivaux avec ces puissans organismes, la *Royal Niger Company*, la *Société anglaise de l'Est africain*, pour ne pas remonter à la célèbre compagnie des Indes. L'*Association internationale du Congo* a fourni, d'autre part, un type nouveau, très souple et sanctionné par le succès. La compagnie française devrait s'inspirer de ces excellens modèles.

Elle comprendrait des élémens très divers. De gros capitalistes, naturellement; mais, s'ils faisaient défaut, j'aurais pleine confiance dans la souscription populaire, ce ressort complaisant et irrésistible qui tend de plus en plus à se substituer aux gros capitalistes, qui ne manque jamais son effet quand on intéresse les sentimens généraux de la nation. La compagnie réunirait des syndicats industriels, fabriquant pour les pays nouveaux, tournant toute leur activité de ce côté; de grandes influences sociales et politiques, des hommes dont la seule présence donnerait du crédit à l'entreprise, comme c'est l'usage dans les sociétés anglaises. Il serait indispensable que ces hommes appartinssent à toutes les nuances de nos opinions, et qu'en Afrique au moins, il n'y eût qu'une France. La compagnie recevrait les droits les plus étendus, elle demeurerait maîtresse absolue des territoires concédés. On ne saurait trop relâcher le lien qui la rattacherait à l'État; que craindrait-on, si tout y est français, l'argent et la direction? La compagnie armerait une flotte commerciale, elle pourrait lever des troupes, afin d'encadrer ses contingens indigènes; elle n'aurait que l'embarras du choix, après vingt ans de paix, dans une société où tant d'irréguliers étouffent, en un temps où le goût des aventures suscite chaque jour des explorateurs. L'État, qui ne parvient pas à créer une armée coloniale, aurait mauvaise grâce à marchander

ces droits régaliens. L'État devrait faire le sacrifice de toutes ses habitudes, de toutes ses routines; il devrait se résigner à ignorer l'administration de la compagnie. Une gestion qui ne répondrait pas à notre attente serait encore supérieure à la gestion coloniale de l'État. On ne sait au juste si nous sommes colonisateurs; on sait pertinemment que l'État ne l'est point. A propos de l'abandon de Whidah au Dahomey, je lisais naguère cet aveu significatif dans une feuille d'un langage très mesuré, le journal *le Temps :* « Plusieurs des chefs de maisons françaises établis en ce point ne désiraient aucun changement à l'état de choses existant. Ils s'accommodent des exigences parfois bizarres des Dahoméens et savent très bien comment les amener à composition; enfin, avouons-le, il en est qui n'étaient pas sans redouter l'administration française, avec sa réglementation souvent étroite et tracassière. » Les négocians préfèrent l'administration du Dahomey à l'administration française!

Il suffit de ces quelques traits pour indiquer le vaste cadre où la compagnie pourrait et devrait se mouvoir. Est-ce un rêve? Avant de l'énoncer, j'ai recueilli de nombreux indices qui le montrent réalisable. Il y a dans le monde commercial une génération nouvelle, très hardie, désireuse de faire neuf et de faire juste. Il y a dans les divers milieux sociaux des bonnes volontés toutes prêtes, lasses de bien des choses en France, disposées à s'associer librement pour une œuvre d'utilité commune. Au premier appel sérieux, on verrait surgir ces élémens de tous les points de l'horizon.

Quel serait le champ de travail d'une pareille compagnie? Les événemens l'ont marqué : ce serait notre empire de l'ouest africain, tous ces territoires dont le Soudan français formera le noyau, qui vont être reliés ensemble, délimités par le Sénégal, le Niger, les rivières du sud. La compagnie s'approprierait le programme des Soudanais, exposé plus haut. Elle exploiterait ce qu'il y a de meilleur dans notre lot; elle ne perdrait pas de vue le lac Tchad; en se hâtant, elle réussirait peut-être à disputer au commerce anglais le nord du Soudan central. Si le succès couronnait ses efforts, il y aurait dans quelques années une ligne de fortes positions françaises au sud du Sahara. Alors nous pourrions penser sans imprudence à lancer le transsaharien. On ne le conçoit pas comme un fil de sonde allant plonger dans l'inconnu, dans les aventures et les déceptions; on le conçoit comme une voie attendue à son extrémité, sûre d'y trouver accueil dans une grande gare française. La voie pourrait être amorcée de ce côté. Vaincre le grand désert, balayer les nomades qui l'infestent, c'est une grosse entreprise; pour la mener à bien, ce ne serait pas trop d'un mouvement con-

11.712

vergent, de deux filets qui se rabattraient l'un vers l'autre, au fur et à mesure des besoins, des possibilités.

Est-ce à dire qu'il faille se croiser les bras en Algérie? Nullement. La ligne de Biskra à Ouargla est commerciale, plusieurs concurrens la demandent. Sa construction, sur 300 kilomètres, exigera deux années. Pendant ce temps, on pourra déblayer le terrain plus avant, dans le sud algérien, nouer des négociations avec les Touareg, faire les travaux d'approche politique. Il faut régler la question du Touât, en finir avec la menace de cet éperon, placé sous le ventre de l'Algérie. Dans deux ans, cette besogne préliminaire sera achevée, nous verrons plus clair devant nous, les chantiers seront tout montés à Ouargla, il n'y aura pas eu une minute de perdue. Si l'on a marché du même pas sur le Niger et au Soudan, si nous sommes attendus là-bas, si la situation générale et les dispositions de l'esprit public n'ont pas changé, on sera libre alors d'entamer le transsaharien proprement dit, on verra s'il y a urgence à souder les deux morceaux de la France d'Afrique.

Je n'ajouterai qu'un mot. En dehors et au-dessus de nos intérêts africains, commerciaux ou politiques, il y a un intérêt de premier ordre à précipiter sur ce monde nouveau les forces vives de notre pays. A quoi serviraient des terres vierges, sinon à rajeunir, à réunir des hommes divisés par des querelles stériles, fatigués de combattre dans la nuit sans savoir où ils vont? Vingt ans après les grands désastres, les plaies vives sont pansées, l'activité renaît; pour lui donner un aliment, pour intéresser ce pays de sentiment et d'imagination, il faut autre chose que les luttes de partis usés sur les bancs d'une assemblée. Attendra-t-on qu'il se fasse entendre, le cri historique : la France s'ennuie? Ne l'avons-nous pas entendu naguère, très reconnaissable sous sa forme burlesque? Ce point de vue ne saurait laisser indifférens ceux qui veulent gouverner ce pays et le gouverner en paix; ils ont l'ambition légitime d'accréditer dans l'histoire une nouvelle forme de gouvernement; ils ne peuvent y réussir qu'en donnant à cette forme de gouvernement le lustre et l'autorité qu'on lui dispute encore; et ils ne peuvent lui donner cette consécration qu'en proposant à la France une des grandes œuvres dont elle est coutumière, une de ces œuvres universelles qui ont toujours été sa raison de primer dans le monde, l'excuse de ses folies, la consolation de ses malheurs.

EUGÈNE-MELCHIOR DE VOGÜÉ.

UNE

# AMIE DE DESCARTES

## ÉLISABETH, PRINCESSE DE BOHÊME.

Pourquoi raconter une histoire quand on ne la sait pas? La réponse est facile; que sais-je? devrait être la devise de tout historien sincère. Les romanciers seuls connaissent les aventures qu'ils enchaînent et les caractères qu'ils ont créés. Quand on dit ce qu'on sait, on n'est pas obligé à davantage.

Les documens sont nombreux sur la princesse Élisabeth, première fille de Frédéric, roi de Bohême, comte palatin et prince électeur de l'empire; mais ils sont brefs. Sans être contradictoires, ils révèlent les contrastes cachés dans toute figure humaine, et apparens surtout dans les natures d'élite. Il est prudent d'ailleurs de n'écouter sans défiance ni les louanges extraordinaires données par les amis d'une princesse, ni les souvenirs, affaiblis par le temps, d'une nièce fort peu respectueuse, qui, dans ses lettres amères et piquantes, a plus d'une fois trahi la vérité.

Élisabeth, née sur les marches d'un trône, pouvait dire: mon aïeule Marie Stuart, reine d'Écosse; ma grand'mère Juliane, fille de Guillaume le Taciturne. Elle a connu son oncle Charles I^er^, et son neveu George I^er^, tous deux rois d'Angleterre, sa nièce Élisabeth-Charlotte, princesse d'Orléans et belle-sœur de Louis XIV, sa petite nièce Sophie-Dorothée, grand'mère du grand Frédéric et

son cousin germain, le vicomte de Turenne, qui devait ravager sa patrie. Tant de brillantes et nobles attaches ne l'ont pas préservée de la pauvreté. La misère même a tourmenté sa famille. Un subside gracieusement accordé par les états de Hollande, seul revenu assuré à ses parens, aurait pu largement suffire à une noble famille ; un roi tient son rang et sacrifie le reste. L'économie est vertu de petites gens. Pour soulager l'embarras des dettes criardes, on implorait, avec le plus de dignité qu'on pouvait, les nobles parens, toujours lents à promettre, plus lents encore à envoyer de mauvaise grâce des secours très insuffisans. Au milieu de divertissemens et de prodigalités, la misère était grande.

« J'avais le tempérament si gai en ce temps-là, a écrit une des sœurs d'Élisabeth, la princesse Sophie, que je me divertissais de toute chose. Les malheurs de ma maison n'étaient pas capables de l'altérer, quoique nous eussions des temps à faire des repas plus riches que ceux de Cléopâtre, et que l'on ne mangeât à la cour que des perles et des diamans. Mais cette pauvreté ne me faisait aucune peine. Les marchands me fournissaient toujours tout ce que j'avais de besoin, et je laissais à la providence le soin de les payer. »

Certaines congrégations religieuses ont pour maxime qu'il ne faut jamais différer une bonne œuvre. Si l'argent manque, on s'endette ; Dieu y pourvoira. La famille d'Élisabeth avait les mêmes principes. Le luxe chez un prince est un devoir ; il faut briller, quoi qu'il en coûte ; paiera qui pourra.

Élisabeth naquit en 1618, au moment où la ruine et les déceptions de tout genre allaient remplacer la prospérité de sa famille. Sa mère, Élisabeth Stuart, était fille du roi d'Angleterre Jacques Ier. Son père, Frédéric V, électeur palatin, avait pour mère Juliane, née princesse d'Orange, fille de Guillaume le Taciturne, fondateur et chef tout-puissant de la république des Pays-Bas ; Frédéric, surnommé le roi d'un hiver, *winter könig*, aurait pu gouverner paisiblement un pays riche et tranquille préservé du souffle des guerres religieuses par l'unité de la croyance. Élisabeth Stuart, dont l'enfance fut confiée à un noble et rigide gentilhomme, sir John Harrington, et à lady Harrington, venait à l'âge de quatorze ans s'épanouir à la cour d'Angleterre, digne héritière de la grâce, de l'esprit et de la beauté de sa grand'mère Marie Stuart. Les courtisans encensaient la princesse ; les plus brillans chevaliers se disputaient les regards de la jeune fille. Passant avec aisance de l'enjouement à l'enthousiasme, elle rehaussait par une aimable simplicité la culture d'un esprit très orné. Intrépide chasseresse, chacun se récriait en la voyant s'élancer sur son palefroi avec la légèreté d'une nymphe. Pour la brillante fille du roi d'Angleterre, pour sa mère

surtout, l'insignifiante Anne de Danemark, épouser un prince était déroger. Le comte palatin Frédéric V, issu comme elle par sa mère de la maison de Danemark, fut admis à lui faire sa cour. Il avait dix-sept ans, elle en avait seize. Décidée à refuser sa main, elle prenait cependant plaisir à lui plaire. Un chagrin cruel la frappa. Son frère chéri, Henri, prince de Galles, mourut subitement; on suspendit les fêtes, les cavalcades et les parties de chasse dans lesquelles celui qu'elle refusait d'appeler son fiancé paraissait embarrassé et timide. On se vit de plus près, et la tristesse fit naître l'amour.

Les fêtes du mariage furent éclatantes, elles coûtèrent plus cher que la dot. La poésie jouait alors un grand rôle, quoique, sans doute, le salaire des poètes entrât pour une faible part dans les immenses dépenses entreprises sans compter.

Le chœur qui salua les époux, au retour de la cérémonie nuptiale, chanta, sur un air qui n'a pas été conservé, des couplets ayant pour refrain :

Ce mariage est un trésor
Qui renouvelle l'âge d'or.

Le soir, après les divertissemens où Jason, Pélée et Thétis, Télamon, Pallas, Junon, les sirènes et Orphée avaient joué leur rôle, après des danses pour lesquelles les grands seigneurs faisaient, pour leurs costumes, assaut de prodigalité et d'inventions bizarres, le chœur, continuant à tout expliquer et à tout annoncer, congédiait les assistans par ce couplet final :

Sus, Sommeil, tire les rideaux
Et rends toutes choses muettes
Afin que tant mieux ces jumeaux,
Jouissent de leurs amourettes.

Sur cet épithalame, les nouveaux époux se retirèrent.

Frédéric quitta Londres quatre mois après, en grande froideur avec son beau-père. S'étant hasardé à demander la grâce d'un gentilhomme sévèrement condamné pour une imprudence bien pardonnable, — il avait témoigné une respectueuse sympathie pour la charmante et malheureuse Arabella Stuart, — Jacques Ier répondit : « Je ne me mêlerai pas de votre gouvernement, ne vous mêlez pas du mien. »

Cette Arabella, puisque nous la rencontrons, mérite un respectueux salut. Fille de Darnley et par lui sœur de Jacques Ier, elle descendait d'Henri VII, et une faction désireuse d'enlever la couronne d'Angleterre à un Écossais avait voulu, sans qu'elle y prît

part, renverser le roi, le faire périr probablement, et élever Arabella au trône d'Angleterre. La conspiration fut découverte, et plusieurs gentilshommes de haut rang payèrent de leur tête un projet encouragé par le pape. Arabella resta suspecte. Pour l'empêcher de transmettre ses droits, on la condamna au célibat. Dans son mariage secret avec lord Seymour, on vit un acte de haute trahison; elle finit ses jours en prison. Lorsque le gentilhomme, coupable d'avoir marqué de l'empressement pour elle, entra à la tour de Londres, un prisonnier enfermé pour cause de religion, jouant sur le mot Arabella, qui peut signifier bel autel, lui adressa ce distique, alors fort admiré :

Communis tecum mihi causa est carceris ara,
Bella tibi causa est, araque sacra mihi.

Frédéric traversa la Hollande avec sa jeune épouse, au bruit des fanfares que chaque ville organisait, et sans pouvoir se soustraire aux discours en prose et en vers, qui les retardaient à chaque pas. Dans une chasse à La Haye, la jeune princesse, *montée sur un cheval qui semblait voler, tant il allait vite*, tua de sa main un des cerfs de la forêt. Le *Mercure français* fit savoir à l'Europe ce mémorable événement.

En Allemagne, les notables, les uns en habit de gala, les autres déguisés en Turcs, en Suisses, en Polonais, en vieux Romains ou en Persans modernes, venaient saluer les jeunes époux et les haranguer.

A Mayence ils entendirent un discours latin; à Frankental, dans les états de Frédéric, un poète récita ce sonnet :

Te puissions-nous voir, ô prince valeureux,
Les cheveux tout grisons être père et grand père
De très nobles enfans qui nous soient père et mère,
Et du peuple germain Empereur bienheureux!
Te puissions-nous voir, ô prince vertueux,
Vivre bien longuement et exempt d'impropère,
A l'empire romain les ordonnances faire
Suivant de tes ayeuls les pas victorieux!
Te puissions-nous voir, ô prince magnanime,
Tenir des fiers Romains l'universel régime,
Et tout peuple marcher dessous tes étendards!
Te puissions-nous voir, ô prince débonnaire,
A l'antechrist romain rendre le droit salaire,
Et nous, faire en tel cas devoir de vieux soldarts!

L'embarcation construite pour faire traverser le Rhin à la jeune électrice fut comparée à la barque de Cléopâtre. Les réjouissances

de Heidelberg, commandées par le prince lui-même, absorbèrent les revenus d'une année. Plus de cinq mille personnes, pendant la durée des fêtes, furent nourries splendidement par les cuisines du château.

Pendant cinq ans, on ne songea qu'au plaisir. La jeune princesse, mettant sa joie à relever par le faste l'éclat d'un rang trop humble à son gré, s'habituait, sans en souffrir encore, aux dettes dont le poids a torturé sa vie. Frédéric ne reculait devant aucune dépense. Il avait résolu d'embellir par un parc le magnifique château d'Heidelberg, situé sur la pente d'une montagne. L'ingénieur Salomon de Caus fut chargé des travaux.

Le château, dit-il dans le compte-rendu qu'il a publié de ses projets, est assis plus haut que la ville, d'environ trois cents pieds perpendiculairement, et, à cause des montagnes qui montent encore beaucoup plus haut, on ne pouvait trouver de plateau qu'environ deux cents pieds en carré, proche dudit château ; c'est la raison pour quoi les électeurs précédens avaient fait leur jardin au faubourg de la ville, il a fallu faire ledit jardin en divers étages, suivant la pente de la montagne ; mais ce qui est fort à noter, c'est la difficulté d'ôter les roches.

« Il a plu à Dieu, ajoute Salomon de Caus, d'élever le prince à la dignité royale de Bohême, ce qui a été la cause des retardemens des ouvrages du dit jardin. »

Les états de Bohême, usurpant sur les droits de la maison d'Autriche pour offrir la couronne à Frédéric, produisirent l'étincelle qui devait mettre l'Europe en feu.

Frédéric n'avait ni les vertus d'un roi, ni les talens d'un conquérant, ni la ténacité qui prolonge les luttes. Il hésita sérieusement ; son beau-père, Jacques Ier, qui répétait souvent : *beati pacifici*, et faisait de cette pieuse maxime la règle de sa politique, et sa mère, la sage et vertueuse Juliane, qui sans doute savait juger son fils, le dissuadaient de cette redoutable aventure. La fille des Stuarts, éblouie par l'espoir d'une couronne, voulait tout braver, même la crainte d'avoir à fuir honteusement un trône occupé sans gloire. Les astrologues lui prédisaient de hautes destinées. Maurice de Nassau, frère de Juliane, approuvait les résolutions héroïques. Le père de l'illustre Turenne, beau-frère de Frédéric, le pressait également d'accepter. Frédéric, entraîné aux conseils les moins sages, se rendit à Prague pour assister à une guerre sans espoir. Il vit la Bohême divisée en catholiques d'une part, en hussites et en protestans d'autre part, lutter contre elle-même, et succomber dans un dernier combat. Il fallut fuir, et dans l'exil, cette mort des vrais rois, son ambitieuse épouse, sans avoir jamais régné, emporta

pour toute consolation le droit de se tirer de pair sous le titre de reine de Bohême.

Élisabeth, âgée de deux ans, confiée à sa grand'mère Juliane, avec ses deux frères aînés, trouvait à Kaiserslautern un asile assuré. C'est là d'abord, puis à Crossen, en Silésie, que, sous une direction sage et sévère, son jeune esprit s'habitua, au sortir du berceau, à la méditation, à l'étude et au recueillement de la pensée.

Après avoir brisé le trône de Bohême, l'empereur Ferdinand se faisant juge et partie dans une cause fort embrouillée, et déclarant Frédéric coupable de félonie envers l'empire et l'empereur son seigneur de fief, considérait ledit fief comme dévolu à l'empire. Frédéric, guerroyant comme roi de Bohême, avait toujours protesté de son dévoûment, comme électeur, au chef élu de l'empire. Ferdinand, peu soucieux de ces subtilités, accorda le Palatinat, quoique la population fût protestante, au duc de Bavière, défenseur fidèle de la cause catholique et l'un des vainqueurs de la bataille décisive livrée sous les murs de Prague. Frédéric se réfugia à La Haye. Maurice et Henri de Nassau, frères de sa mère, l'y accueillirent. La générosité des états de Hollande assurait à sa nombreuse famille une vie désormais tranquille et aisée; mais il vivait d'espérances, voulait tenir une cour et prétendait rester en négociations avec l'Europe. Vingt ans après, Élisabeth écrivait à Descartes :

« Je continuerai aussy de vous confesser qu'encore que je ne pose pas ma félicité en choses qui dépendent de la fortune ou de la volonté des hommes, et que je ne m'estimeray absolument malheureuse quand je ne verrais jamais ma maison restituée et mes proches hors de misère, je ne saurais considérer les accidens nuisibles qui leur arrivent sans autre notion que celle du mal, ni les efforts que je fais pour leur service sans quelque sorte d'inquiétude qui n'est pas plus tôt calmée par le raisonnement, qu'un nouveau désastre en produit d'autre. »

Les embarras pressans d'argent et les espérances chimériques, sans cesse renaissantes, s'attachent au souvenir du roi et de la reine de Bohême. Les paysans et les marchands hollandais consentaient volontiers à leur donner ce nom, mais sans voir en eux les dieux de la terre et leur accorder même ni prestige, ni privilège d'aucune sorte.

Un jour, le roi de Bohême était à la chasse, et, par hasard, était entré dans un petit champ joignant une maison qu'on avait nouvellement semé de quenolles qui sont les gros naveaux dont on fait les hochepots si renommés; le fermier du lieu, en son habit de fête de drap d'Espagne noir, avec une camisole de ratine de Florence à gros boutons d'argent massif, courut, avec un grand

valet qu'il avait, à la rencontre du prince, ayant chacun une grande fourche ferrée à la main, et, sans le saluer, lui dit en grondant : « König von Behemen ! König von Behemen ! » c'est-à-dire : « Roi de Bohême, roi de Bohême, pourquoi viens-tu perdre mon champ de quenolles. » Ce qui fit retirer le roi tout court en faisant des excuses. Dumourier, témoin de ce fait, ajoute en le racontant : « Que l'on ne s'étonne pas de ce que ce paysan fût si bien habillé, car les paysans de Hollande sont mieux couverts que les conseillers des présidiaux et les plus riches élus du royaume, et il y en a qui donnent en mariage à leurs filles une tonne d'or, c'est-à-dire, parlant en termes de ce pays-là, 100,000 livres. »

Les enfans du roi de Bohême, quoique beaucoup moins riches, pouvaient prétendre à de brillans mariages. Élisabeth, très jeune encore, fut demandée par le roi de Pologne, Wladislas V, qui plus tard épousa la princesse de Gonzague. Elle refusa, sans hésiter, d'epouser un catholique. M^lle de Montpensier, parlant dans ses mémoires d'Anne de Gonzague, devenue princesse palatine par son union avec Édouard, jeune frère d'Élisabeth, s'étonne d'un aussi pauvre mariage. « Elle épousa en cachette, dit mademoiselle, et sans le consentement de la cour, M. le prince Édouard, l'un des cadets de M. l'électeur palatin. Elle revint à la cour, et comme son mari était fort gueux et jaloux, et elle d'humeur fort galante, elle l'obligea de consentir qu'elle vît le grand monde et lui persuada que c'était le moyen de subsister et d'avoir les bienfaits de la cour; alors elle suivit son inclination et força celle de son mari par la raison et la nécessité. »

Cette situation faite à son frère, d'époux d'une femme fort belle et fort recherchée, qui vivait d'intrigues, était pour Élisabeth une des plus grandes amertumes de sa vie très souvent troublée. La petite cour de La Haye supportait les coups redoublés de la mauvaise fortune avec plus de fierté que de dignité et de force.

L'amiral Pierre Hein avait capturé près de Cuba la flotte d'argent d'Espagne, estimée plus de 20 millions, sans compter les vaisseaux et les galions. Les plus grands personnages de la Hollande et tous les curieux assez riches pour équiper une embarcation voulurent saluer l'entrée de l'heureux vainqueur dans le Zuyderzée. La petite barque dont Frédéric s'était contenté par économie fut renversée par le choc d'un vaisseau. Le prince Henri, fils aîné de Frédéric, disparut en criant : « Sauvez mon père, sauvez-moi ! » Le père revint seul à La Haye.

L'espoir obstiné d'une restauration soutenait seul les courages. Les instances continuelles de Frédéric importunaient le roi d'Angleterre Charles I^er, son beau-frère, la France, qui, par une convention déjà ancienne, avait garanti l'intégrité de ses états, l'électeur

de Brandebourg, beau-frère de sa mère, et les princes allemands intéressés au respect du droit divin. Le droit, pour lui, était certain et incontesté, mais personne n'en avait souci. Gustave-Adolphe, soutien victorieux de la cause protestante, jugeant utile de reconnaître les droits de Frédéric, l'appela près de lui et lui donna la joie de se voir traiter en allié et en roi, d'assister à la défaite de Tilly, à la prise de Munich, et de s'installer enfin, en vainqueur, dans le palais de l'usurpateur d'Heidelberg. La déception fut cruelle. Gustave meurt à Lutzen, le sort change et le rêve s'évanouit. Frédéric suivit le héros dans la tombe. Gustave-Adolphe fut tué le 6 novembre, Frédéric mourut le 13 du même mois. Atteint par une fièvre maligne, il succomba surtout à l'inquiétude et au chagrin en léguant à ses fils, trop jeunes encore, les droits qu'il réclamait en vain depuis quinze ans.

Élisabeth, lors de la mort de son père, était âgée de seize ans. Sa mère lui trouvait déjà trop de goût pour la science et lui témoignait peu d'affection. La reine de Bohême, aussi jeune par l'esprit que ses filles, avait pour système d'éducation, et un peu aussi pour morale, qu'il faut laisser chacun faire ce qui lui plaît. Les princes palatins étaient de bonne race, mais cette méthode a laissé paraître, chez les frères comme chez les sœurs, — ils étaient douze, — avec des qualités éminentes, des esprits sans règle et sans frein. Élisabeth, l'aînée des quatre filles, après avoir appris le latin qu'elle lisait, quatre langues vivantes, qu'elle écrivait avec élégance, et compris très solidement la facile rigueur des mathématiques, avait, élevant plus haut encore sa pensée, souhaité passionnément de bien connaître la seule langue aisée à parler, mais la plus difficile de toutes à comprendre, celle des philosophes. Les goûts de Louise étaient très différens ; elle aimait les arts et excellait dans la peinture. Pour se procurer des toiles et des cadres, elle grattait les tableaux anciens et les remplaçait par ses propres œuvres. Son frère, Charles-Louis, dessinait aussi fort habilement.

Rupert et Maurice, qui brillèrent plus tard dans la carrière des armes, étaient dans leur enfance zélés pour l'étude des lettres, et triomphaient à Utrecht dans les savantes disputes de l'université. Rupert, de plus, devint un savant, il a inventé un procédé de gravure qu'on emploie encore aujourd'hui. La spirituelle et aimable Sophie, curieuse plus tard de la philosophie leibnizienne, montra trop de savoir, trop de jugement et trop de goût pour n'avoir pas cherché, dès son enfance, une sérieuse culture intellectuelle.

Élisabeth, plus curieuse qu'il ne convient, osait quelquefois, quoique fière et hautaine, comme une biche qui brave les chasseurs, au risque d'alarmer l'indulgente amitié de Descartes, oublier, pour amuser son ennui, la dignité d'une princesse, les lois

du décorum, et l'on peut ajouter toutes les convenances : — « De mon temps, dit un écrivain français, Sorbière, qui a longtemps vécu en Hollande, c'était un divertissement pour les dames d'aller en bateau de La Haye à Delft ou à Leyde, habillées en bourgeoises et mêlées au vulgaire afin d'ouïr les discours que l'on tiendrait des grands sur le propos desquels elles jetaient la compagnie. Et il arrivait souvent qu'elles oyaient diverses choses qui les touchaient, et même, leur galanterie ayant quelque chose d'extraordinaire, elles ne revenaient guère sans trouver quelque cavalier qui leur offrait son service et qui, au débarqué, se voyait bien trompé de la petite espérance qu'il avait conçue que ce fussent des courtisanes, parce que toujours un carrosse les attendait. Élisabeth, l'aînée des princesses de Bohême, était quelquefois de la partie. » Le carrosse qui désappointait les galans conduisait la belle philosophe à Endegeest, à un quart de lieue de Leyde, où, quittant sa solitude et son beau jardin d'Egmont, Descartes était venu s'établir pour accorder plus souvent à sa jeune amie les savantes causeries qu'il aimait autant qu'elle et qu'elle préférait à tout. — « On racontait merveille, dit Sorbière, de cette rare personne qu'à la connaissance des langues elle ajoutait celle des sciences, qu'elle ne s'amusait point aux vétilles de l'école, mais voulait connaître les choses clairement, que, pour cela, elle avait un esprit net et un jugement solide ; qu'elle lisait fort avant dans la nuit ; qu'elle se faisait faire des dissections et des expériences. Son âge semblait de vingt ans, sa beauté et sa prestance étaient vraiment d'une héroïne. »

Le cabinet des estampes de la Bibliothèque nationale conserve plusieurs portraits d'Élisabeth. Ils ne démentent pas le jugement de Sorbière. La princesse, triste et belle, paraît de grande taille, les traits sont réguliers, une belle chevelure frisée encadre son long visage sérieux et pensif. La physionomie, de grande distinction, fait deviner plus de dignité que de bienveillance, plus de fierté que de douceur, plus d'anxiété que d'espérance, plus de fermeté que de résignation.

C'est ce que confirment ces vers gravés au bas de la page :

Fortunæ domitrix, Augusti maxima regis
Filia, Palladii grandis alumna chori,
Naturæ labor, hoc vultu spectatur Elisa
Et faciem fati vim superantis habet.
Exulat, et terras, quas nunc sibi vindicat Ister
Jure patrocinii, spe putat esse suas.
Si patriis Cæsar titulis succensuit, illud
Frangere debebat Cæsaris arma caput.

Ce qui signifie à peu près qu'Élisabeth, fille d'un grand roi, disciple de Minerve, fait honneur à la nature qui imprima sur son visage la supériorité du destin sur la force. Le Danube (qui, dit-on, traverse huit Bavières) revendique en vain les terres paternelles. Une telle tête pourrait briser les armes de César.

Le plus jeune des fils de la reine de Bohême, Philippe, se retira à Venise, dit Dumourier, fils de l'ambassadeur de France à La Haye, pour une action qu'il vaut mieux taire que dire.

Amelot de la Houssaye, éditeur des mémoires, ajoute : « Philippe assassina à La Haye un gentilhomme français nommé L'Espinay que l'on soupçonnait d'avoir commerce avec la reine de Bohême et avec la princesse Louise, sa fille. »

La mort de L'Espinay jeta dans la famille de graves divisions. Baillet, le prolixe historien de la vie de Descartes, est, sur cette aventure, plein de réticences et de contradictions. « Élisabeth, dit Baillet, demeura à La Haye jusqu'à la mort du sieur L'Espinay, gentilhomme français qui avait été obligé de quitter son pays pour éviter les effets de la jalousie d'un grand prince qu'il servait, au sujet d'une demoiselle de Tours qu'il prétendait épouser. Ce gentilhomme avait beaucoup de ces qualités de l'esprit et de corps qui servent à gagner l'estime et l'affection des autres, et il ne fut pas longtemps en Hollande sans s'attirer de semblables jalousies, qui le firent assaillir en plein jour, à La Haye, dans le marché aux herbes, par le prince Philippe, cadet de la maison palatine. Le bruit courut alors qu'une action si noire avait été conçue sur le conseil de la princesse Élisabeth. La reine mère, qui prenait beaucoup de part à cette affaire, en conçut tant d'horreur, que, sans se donner la peine d'en examiner le fond, elle chassa son fils avec sa fille de chez elle, et ne voulut jamais les revoir de sa vie. » L'Espinay, on le devine, n'avait jamais songé à épouser aucune demoiselle de Tours.

Bassompierre raconte en quelques mots le motif de son départ de France :

« Monsieur, frère du roi, fit ce mois-là (mars 1639), pour sa maîtresse Louison, un grand écart pour sa maison, de laquelle il chassa Brinon et L'Espinay. »

M^lle de Montpensier nous apprend, sans embarras, tout l'intérêt que son père portait à cette Louison :

« Je me rendis à Tours, dit-elle (elle était alors âgée de dix ans, et son père s'était récemment remarié). Je me mis sur la rivière, dans une petite galère qui était à Monsieur, qui l'avait fait faire pour se promener sur la Loire. Je me fis arrêter à trois lieues de la ville et achevai le reste du chemin en carrosse. Je trouvai Monsieur

dans une maison, auprès de la ville, appelée La Bourdaisière, qui était préparée pour moi. Toutes les dames s'y étaient rendues, et Monsieur se donna la peine de me les présenter lui-même. Surtout Louison, qui était brune, bien faite, de moyenne taille, fort agréable de visage et de beaucoup d'esprit pour une fille de cette qualité, qui n'avait pas été à la cour. Monsieur ne s'épargna point sur ses louanges, et me prépara à la bien traiter, et m'avertit qu'elle viendrait souvent me faire jouer, et qu'elle était d'âge à cela ; elle avait environ seize ans. Mme de Saint-George (la gouvernante de Mademoiselle), qui était informée de la passion de Monsieur, lui demanda si cette fille était sage, parce qu'autrement, quoiqu'elle eût l'honneur de ses bonnes grâces, elle serait bien aise qu'elle ne vînt pas chez moi. Monsieur lui en donna toute l'assurance, et lui dit qu'il ne le voudrait pas lui-même, sans cette condition-là. J'avais, dès ce temps-là, tant d'horreur pour le vice, que je dis à Mme de Saint-George : Maman (je l'appelais ainsi), si Louison n'est pas sage, quoique mon papa l'aime, je ne la veux point voir; ou s'il veut que je la voie, je ne lui ferai pas bon accueil. Elle me répondit qu'elle l'était tout à fait, dont je fus fort aise. »

Louison n'avait que seize ans. Monsieur, qui ne formait aucune difficulté à ses relations avec sa fille, croyait sans doute à sa sagesse ; il était mal informé : L'Espinay en savait plus long que lui. Chargé de décider, à prix d'argent, les parens de Louison à confier au frère du roi le soin de terminer son éducation, il avait pris les devans. Ce fut la cause de sa disgrâce. Tallemant des Réaux mêle au récit de curieux détails :

« La jalousie se mit bientôt dans cette amourette, car L'Espinay, gentilhomme de Normandie, qui était alors comme le favori de Monsieur, fut disgracié et Louison aussi. Ce L'Espinay, à ce qu'on dit, avait servi si fidèlement son maître auprès de cette fille, qu'on a cru qu'il avait passé le premier.

« Il vécut avec si peu de discrétion, que le bruit en vint aux oreilles du roi. Il ne manqua pas d'en railler Monsieur, qui jusque-là ne ne s'était douté de rien, quoiqu'il fût honnêtement soupçonneux. La première fois qu'il vit la belle, il lui fit tout confesser. L'Espinay, sachant cela, fut si impudent, qu'au lieu de lui écrire qu'il s'étonnait qu'elle dît le contraire de ce qu'elle savait, il lui écrivit, par le comte de Brion, une lettre par laquelle il la priait de lui envoyer de ses cheveux. Louison ne la voulut pas recevoir, et avertit Monsieur. Il fit fouiller Brion et ne lui trouva point la lettre; mais quand on fut chercher à son logis, on la trouva dans la paillasse de son lit.

« L'Espinay, chassé, s'en alla en Hollande, où il eut facilement

accès chez la reine de Bohême; comme il y entra avec la réputation d'un homme à bonnes fortunes, il y fut tout autrement regardé qu'un autre, et dans l'ambition de n'en vouloir qu'à des princesses ou à des maîtresses de princes; on dit qu'il cajola d'abord la mère, et après, la princesse Louise, car les Louises étaient fatales à ce garçon. On dit que cette fille devint grosse, et qu'elle alla pour accoucher à Leyde, où on ne faisait pas autrement la petite bouche. La princesse Élisabeth, son aînée, qui est une vertueuse fille, une fille qui a mille belles connaissances, et qui est bien mieux faite qu'elle, ne pouvait souffrir que la reine, sa mère, vît de bon œil un homme qui avait fait un si grand affront à leur maison. Elle excita ses frères contre lui. »

Ces historiettes sont douteuses. Mais le frère d'Élisabeth, certainement, a poignardé L'Espinay en plein jour, sur la place du marché, à La Haye. L'opinion publique faisait du brillant gentilhomme l'amant de la jeune sœur d'Élisabeth. On en peut tirer une preuve de la correspondance de M^me^ de Longueville; passant à La Haye, pour se rendre à Munster, elle écrivait ces paroles, qui s'accordent mal avec les portraits connus de Louise Hollandine : « J'ai vu la princesse Louise, et je ne crois pas que personne envie à L'Espinay la couronne de son martyre. » Pour la reine de Bohême, ajoute Tallemant des Réaux, on croit seulement qu'elle était bien aise que sa fille se divertît.

Tous les récits laissent supposer que, dans le drame auquel sa mère a pris tant d'intérêt, Élisabeth indignée a approuvé l'homicide, et poussé le bras de son frère. Elle-même, dans une lettre à Descartes, fait à cette accusation une allusion évidente : « La personne dont je parle, dit-elle (c'est elle-même), est bien accoutumée de souffrir le blâme des fautes d'autruy (même en des occasions où elle ne s'en voulait purger), et de chercher sa satisfaction au témoignage que sa conscience luy donne, d'avoir fait son devoir. » Philippe avait pour sa sœur beaucoup d'affection et de confiance; elle seule, quand il était malade, pouvait obtenir de lui l'obéissance aux ordres des médecins.

Élisabeth, peu de temps après la mort de L'Espinay, quitta la maison de sa mère pour n'y plus rentrer.

Les lettres écrites de Berlin à Descartes, sans éclaircir les causes de cette étrange séparation, ne laissent pas supposer une rupture de la princesse avec sa famille. Son retour y est présenté comme incertain, mais possible. « Encore, dit-elle, que le repos que je trouve ici, parmy des personnes qu. m'affectionnent et m'estiment plus que je ne mérite, surpasse tous les biens que je puis avoir ailleurs, il n'approche pas du plaisir que je soulais avoir dans votre conver-

sation. Je ne saurais neanmoins promettre mon retour en quelques mois, ni en prédire le nombre, puisque je ne vois point que Mme l'Électrice, ma tante, soit en humeur de permettre mon retour, et que je n'ay point sujet de l'en presser avant que son fils soit auprès d'elle.

« Ainsi, je puis espérer, mais non pas m'assurer, que j'auray le bonheur de vous revoir au temps que vous avez proposé votre retour de France. »

Revoir Descartes, c'est retourner chez sa mère. La froideur évidente qui a suivi le meurtre de L'Espinay n'était donc pas une rupture définitive.

Suivant l'historien de la vie de la reine de Bohême, Miss Benger, le départ d'Élisabeth aurait eu pour cause le désir d'alléger, en s'éloignant, les embarras d'argent de la famille.

Louise Hollandine, peu de temps après le départ d'Élisabeth, quitta comme elle le palais de sa mère, accompagnée par un jeune officier nommé Laroque. Dans sa première lettre, elle apprenait à sa mère sa conversion au catholicisme. On attribue généralement à d'autres motifs la fuite mystérieuse de la petite-fille de Marie Stuart.

Louise Hollandine, après avoir congédié Laroque, vécut à Paris chez sa belle-sœur, Anne de Gonzague. Grâce à sa puissante influence, elle devint abbesse de Maubuisson. L'abbaye, théâtre autrefois de scandales sans frein, continua sous sa direction à suivre, tant bien que mal, la voie régulière que la mère Angélique, quittant pendant cinq ans Port-Royal, avait réussi à y imposer.

En prenant le nom d'abbesse de Maubuisson, Louise Hollandine a été rendue responsable, par des historiens oublieux des dates, de tous les débordemens de celles qui l'avaient précédée. On l'a prise pour une autre, pour plusieurs autres, sans doute, en lui attribuant, pour déchirer sa mémoire, plus d'enfans que n'en ont eus, pendant plusieurs siècles, toutes les abbesses de Maubuisson.

L'une des abbesses, sœur de Gabrielle d'Estrées, avait été interdite pour le dérèglement de ses mœurs et renfermée chez les filles pénitentes.

La mère Angélique avait accepté pour un temps la direction et, peu à peu, resserrait chacune dans ses limites, lorsque Mme d'Estrées, s'étant échappée, eut l'audace de revenir à Maubuisson, escortée par quelques jeunes gentilshommes, hôtes habituels de la maison. La discipline rétablie n'irritait pas seulement les religieuses dépravées et coupables. Angélique condamnait et voulait interdire la vie douce et facile, qui semblait un droit acquis et la condition même sous laquelle la profession religieuse avait été acceptée ou

choisie. L'ancienne abbesse fut la bienvenue, et Angélique traitée d'usurpatrice. Le confesseur du couvent voulut en vain la congédier par persuasion. On la chassa par force, avec celles qui voulurent la suivre. Les pauvres filles, suppliantes et voilées, trouvèrent asile chez les habitans de Pontoise. Elles obtinrent un arrêt contre l'ancienne abbesse, le confesseur du couvent et l'une des religieuses. L'abbesse s'enfuit par une porte du jardin, et la religieuse fut trouvée dans une armoire; le confesseur, ayant sauté par-dessus les murs, alla se réfugier chez les jésuites de Pontoise.

Mme de Soissons, qui succéda à la mère Angélique, ne prit pas, dit Racine dans l'histoire qu'il en a écrite, un fort grand soin de maintenir la régularité à Maubuisson.

Ce court récit, sans rien apprendre, laisse tout supposer. L'énergie et la décision manquaient à Louise Hollandine, qui succéda à Mme de Soissons. « Plût à Dieu, disait sa nièce, Madame, princesse d'Orléans, en retrouvant en elle les yeux de son père, qu'elle sût se faire obéir comme lui. » Après avoir faiblement commandé, elle voulut apprendre à bien obéir et se retira à Port-Royal, en demandant, à l'âge de soixante-trois ans, à y recommencer son noviciat.

Les dernières années de la reine de Bohême furent humiliantes pour les siens. Le traité de Westphalie, en rétablissant les affaires de sa famille, l'avait réduite à la misère. Les états de Hollande, voyant son fils aîné, Charles-Louis, rétabli dans le gouvernement du Palatinat, avaient supprimé le subside qui la faisait vivre. Elle avait, depuis longtemps, contracté des dettes écrasantes et ne pouvait quitter La Haye sans les payer. Charles-Louis, par un sentiment de devoir, disait-il, refusait d'employer, pour aider sa mère, les revenus d'un pays que vainqueurs et vaincus, pendant trente années de guerre, avaient saccagé et ruiné. Il n'aurait pas refusé à sa mère une chambre dans le château d'Heidelberg, mais il refusait de relever les ruines de Frankental pour lui donner les moyens d'y vivre princièrement. Il négligeait même, en alléguant la difficulté des temps, de lui envoyer les arrérages de son douaire. Elle se retira en Angleterre. Fort mal accueillie par son neveu Charles II, qui lui conseillait de différer son retour, et littéralement sans ressources, elle accepta l'hospitalité de lord Craven, avec lequel, sans aucune vraisemblance, on lui a supposé un mariage secret. La princesse des Ursins, dans une circonstance analogue, interceptant une dépêche dans laquelle on informait Louis XIV de ses relations trop intimes et de son mariage probable avec un gentilhomme espagnol, écrivait en marge : *Pour mariée, non!* et, avec cette apostille, laissait la dénonciation suivre sa route. La reine de Bohême

aurait démenti, avant toute autre supposition, le bruit d'un mariage avec un homme de petite naissance. En élevant à elle le plus humble de ses sujets, une reine déroge moins qu'en descendant jusqu'à lui.

Malheureusement, elle était pauvre et faisait à lord Craven, avec son hospitalité, l'honneur d'accepter ses bienfaits. Il avait payé ses dettes. L'orgueilleuse fille des Stuarts, qui, pour conserver le titre de reine, avait sacrifié la tranquillité et la fortune de sa famille, mourut loin du monde, oublieuse et oubliée, même de ses enfans. Sa mort ne mit en deuil aucune des cours souveraines où les droits du sang lui accordaient tous les honneurs. Les fêtes continuèrent à Windsor et à Berlin, je n'ose pas dire à Heidelberg, mais rien n'apprit au monde qu'une reine venait de mourir. Cet affront fait à sa mémoire fut précédé, sans doute, par de plus graves encore, que nous ignorons.

Pendant que leur mère terminait sans dignité sa malheureuse vie, la fortune semblait enfin sourire aux princes palatins. Les jeunes sœurs d'Élisabeth faisaient de brillans mariages. Henriette devenait princesse régnante de Transylvanie, et Sophie épousait l'électeur de Hanovre. Élisabeth, préférant le célibat à l'apostasie, repoussait la demande du roi des Romains et l'espoir de devenir impératrice, comme elle avait, pour le même motif, au temps de sa plus grande pauvreté, refusé de partager le trône de Pologne. Trop pauvre encore pour tenir une maison, elle pouvait choisir entre de princières hospitalités. Elle vécut alternativement, à Heidelberg, chez son frère Charles-Louis, à Hanovre, chez sa sœur Sophie, et à Berlin, chez sa tante, l'électrice de Brandebourg. Une des chambres de Herren-Hausen, à Hanovre, s'appela longtemps la chambre de Lisbeth.

Les mariages, dans la famille d'Élisabeth, donnaient rarement le bonheur. Charles-Louis, son frère aîné, après avoir épousé une princesse de Hesse, charmante et irréprochable, abusait du droit que les princes s'accordaient alors d'introduire leurs maîtresses à la cour et de leur donner le premier rang dans les fêtes; il était, de plus, jaloux et brutal. L'électrice, à bout de patience, s'enfuit en lui laissant ses enfans. Élisabeth, peu conciliante par nature, prenant avec passion le parti de sa belle-sœur, l'accompagna, la dirigea même dans sa fuite, et ne voulut jamais revoir son frère. Les détails de cette lutte seraient difficiles à retrouver. L'historiographe du Palatinat la nomme, avec beaucoup de mesure et de prudence, un regrettable dissentiment entre ces nobles personnes, qui interrompit leur lignée! Charles-Louis avait alors un fils et une fille; en interrompant sa lignée, il ne cessa pas d'accroître sa famille;

une épouse morganatique, désignée sous le titre de *Raugravine*, lui donna depuis quatorze enfans. On se conduisait, à la cour de la jeune sœur Sophie, à peu près comme à Heidelberg. L'électeur de Hanovre vivait publiquement avec la comtesse Platten; mais Sophie, qui, dans son enfance, supportait si gaîment la misère en s'arrangeant pour ne manquer de rien, se montrait fort indifférente à l'indifférence de son époux, voyant moins une rivale dans la comtesse Platten qu'une suppléante qui la déchargeait d'un ennui. Elle s'entourait de lettrés, de savans et d'artistes dédaignés par l'électeur de Hanovre. Leibniz avait chez elle ses grandes et ses petites entrées. Leur correspondance n'était pas moins active ni leurs relations moins intimes que celles de Descartes avec Élisabeth. Élisabeth avait appris la géométrie analytique. Sophie, sans étudier le calcul différentiel, écoutait volontiers son ami disserter sur les infiniment petits. Le mystère de l'infini tourmentait sa pensée comme celle de sa sœur; elle demandait, comme elle, des explications sur cette idée qu'on lui disait si haute et si pure, et, comme elle aussi, avait la franchise de ne pas comprendre. Élisabeth, devenue abbesse d'Herford, faisait à Hanovre de rares visites; on ne dit pas qu'elle ait eu l'occasion d'y discuter avec Leibniz sur les principes de Descartes.

La fille de l'électrice de Hanovre, qui, comme elle, se nommait Sophie, mariée à l'âge de seize ans au prince de Brandebourg, son cousin, aurait pu, comme sa mère, apprendre sans s'en attrister les infidélités de son époux. Frédéric-Guillaume, chaque fois qu'il l'honorait d'une visite du soir, se faisait précéder par son oreiller, qui était le très mal venu. Sophie, écrivant une lettre, à onze heures du soir, à une amie qui a eu l'indiscrétion de ne pas la brûler, s'arrête brusquement et termine par ces lignes d'une gaîté attristée et attristante : « Il faut finir, ma chère amie, les coussins formidables arrivent. Je vais à l'autel. Qu'en pensez-vous? La victime sera-t-elle immolée? » Frédéric-Guillaume aurait pu envoyer les coussins ailleurs, sans que Sophie en fût aucunement émue.

La vie d'Élisabeth serait restée obscure sans l'amitié et sans les louanges de Descartes; il a associé son amie à sa gloire.

« Ceux qui, avec une constante volonté de s'instruire, écrit-il en dédiant à sa jeune amie ses *Principes de philosophie,* ont aussi un très excellent esprit, arrivent sans doute à un plus haut degré de sagesse que les autres, et je vois que ces trois choses se trouvent très parfaitement en votre altesse, car pour le soin qu'elle a de s'instruire, il paraît assez de ce que ni les divertissemens de la cour, ni la façon dont les princesses ont coutume d'être nourries, qui les détournent entièrement de la connaissance des lettres, n'ont

pu empêcher que vous n'ayez étudié avec beaucoup de soin tout ce qu'il y a de meilleur dans les sciences; et on connaît l'excellence de votre esprit en ce que vous les avez parfaitement apprises en fort peu de temps. Mais j'en ai encore une autre preuve qui m'est particulière, en ce que je n'ai jamais rencontré personne qui ait si généralement et si bien entendu tout ce qui est contenu dans mes écrits. Car il y en a plusieurs qui les trouvent très obscurs, même entre les meilleurs esprits et les plus doctes; et je remarque presque en tous ceux qui conçoivent aisément les choses qui appartiennent aux mathématiques, qu'ils ne sont nullement propres à entendre celles qui se rapportent à la métaphysique, et, au contraire, que ceux à qui elles sont aisées ne peuvent comprendre les autres; en sorte que je puis dire avec vérité que je n'ai jamais rencontré que le seul esprit de votre altesse auquel l'un et l'autre fût également facile; ce qui fait que j'ai une très juste raison de l'estimer incomparable. »

L'illustre maître, avant de tracer ce portrait flatteur, un peu flatté peut-être, avait vu pendant plusieurs années la jeune princesse accepter le malheur avec résignation, respecter le devoir avec fermeté, défendre avec énergie l'honneur d'un grand nom.

La science d'Élisabeth inspirait à sa famille plus d'étonnement que de respect. La duchesse d'Orléans évoquait rarement le souvenir de sa tante Lisbeth sans y associer un sourire ironique. « Elle était, dit-elle, engouée de science. » Et, comme pour proposer un contraste, elle ajoute : « Sophie avait un esprit agréable, naturel et gai. » Dans sa volumineuse correspondance, où tant de sujets sont effleurés, le nom d'Élisabeth amène toujours quelque histoire invraisemblable, plus ridicule que comique, trop indécente pour qu'on puisse la transcrire, j'exagérerais en ajoutant : la lire. Mais on n'y apprendrait pas plus à connaître le caractère d'Élisabeth que celui du grand Ampère par le récit légendaire de ses distractions.

La première lettre d'Élisabeth à Descartes est du 6 mai 1643. La jeune princesse était alors âgée de vingt-cinq ans. Si le drame de famille dont la mort de L'Espinay fut le dénoûment n'était pas encore commencé, les dissentimens d'Élisabeth avec sa mère rendaient déjà sa vie difficile. La reine de Bohême laissait voir pour Louise Hollandine une préférence choquante. L'amie de Descartes veut dompter ses ennuis par l'étude. Les mystères de la métaphysique et les problèmes de la géométrie semblent absorber toute son attention; mais, sans faire de confidences par écrit, elle se plaint de la faiblesse de son sexe et laisse deviner sa tristesse.

Élisabeth aborde les difficultés de front et ne se paie jamais de mots. Descartes a démontré l'existence de l'âme immatérielle et distincte du corps. La savante jeune fille comprend les preuves;

mais, sans désavouer les conclusions, ne peut concevoir comment, entre ces substances si différentes, peut s'établir l'union, la dépendance et l'action mutuelle. Ce problème passe la portée de l'esprit humain; aucun ne l'a résolu, nul n'a su éclairer cet abîme de ténèbres. Élisabeth comprend qu'elle n'y peut rien comprendre et veut, modestement, dans cette preuve de bon sens, en voir une de stupidité.

« M. Palotti, dit-elle, m'a donné tant d'assurance de votre bonté pour chacun et particulièrement pour moy, que j'ay chassé toute autre considération de l'esprit hors celle de m'en prévaloir, en vous priant de me dire comment l'âme de l'homme peut déterminer les esprits du corps pour faire les actions volontaires (n'estant qu'une substance pensante), car il semble que toute détermination du mouvement se fait par la pulsion de la chose mue à manière dont elle est poussée par celle qui la meut ou bien de la qualification et figure de la superficie de cette dernière. L'attouchement est requis aux deux premières conditions et l'extension à la troisième. »

En dépit des explications que lui propose Descartes, Elisabeth s'obstine à ne pas comprendre comment l'âme (non étendue et immatérielle) peut mouvoir une masse étendue. Les sens nous montrent que l'âme meut le corps, mais *n'enseignent point la fasson* dont elle le fait.

Élisabeth pense qu'il y a des propriétés de l'âme qui nous sont inconnues et qui pourraient peut-être renverser ce que les méditations métaphysiques du maître lui ont persuadé par de si bonnes raisons. Mettant les préceptes au-dessus des conclusions, elle ose appliquer, contre Descartes, la première de ses maximes : « Toute erreur vient de former des jugemens de ce que nous ne percevons pas assez. » Descartes, loin de s'en plaindre, accepte la lutte, se pique de surmonter des difficultés insurmontables et soumet, malgré sa résistance, cet esprit ferme, tenace et ami de la lumière; il en était fier à bon droit.

Descartes ne refusait rien à Élisabeth. Il a composé pour elle le *Traité des passions*. Ce titre pourrait faire naître une très fausse pensée sur la jeune fille désireuse d'approfondir la théorie des passions, sur le bon sens aussi du philosophe qui, pour diriger sa jeune amie dans une situation fort délicate, lui proposerait une telle étude.

Ces appréciations seraient injustes.

La passion, dans la langue de Descartes, est le contraire de l'action. Toute idée dans laquelle l'âme est passive est étudiée dans le *Traité des passions*. J'approche trop du feu, je me brûle : la souffrance est une passion.

Élisabeth, lorsque Descartes s'appliquait, pour l'instruire, à réu-

nir des idées déjà anciennes dans son esprit, était accablée par les malheurs et les dissentimens de sa famille. Descartes ne fait aucune allusion à ses confidences. Le *Traité des passions*, destiné au public et à la postérité, convient à tous les esprits. La matière est haute; Descartes, en la traitant, reste grave et sérieux. Il n'est pas éloquent et ne veut pas l'être; il étudie les ressorts de l'âme et les classe, comme il classerait les courbes algébriques. L'amour vient à son rang, sans tenir plus de place ou prendre plus d'importance que la tristesse ou la haine. On ne lit guère aujourd'hui le *Traité des passions;* quelques exemples suffiront pour mieux indiquer l'esprit du livre.

« L'amour est une émotion de l'âme causée par le mouvement des esprits, qui l'incite à se joindre de volonté aux objets qui paraissent lui être convenables. Et la haine est une émotion causée par les esprits, qui incite l'âme à vouloir être séparée des objets qui se présentent à elle comme nuisibles. Au reste, par le mot de volonté, je n'entends pas ici parler du désir, qui est une passion à part et se rapporte à l'avenir, mais du sentiment par lequel on se considère, dès à présent, comme joint avec ce qu'on aime, en sorte qu'on imagine un tout duquel on pense être seulement une partie, et que la chose aimée en est une autre. Comme au contraire, en la haine, on le considère seul comme un tout, entièrement séparé de la chose pour laquelle on a de l'aversion. »

Descartes, poursuivant son analyse, aborde la distinction qu'on a coutume de faire entre l'amour de concupiscence et l'amour de bienveillance.

« On distingue communément deux sortes d'amour, l'une desquelles est nommée amour de bienveillance, c'est-à-dire qui incite à vouloir du bien à ce qu'on aime; l'autre est nommée amour de concupiscence, c'est-à-dire qui fait désirer la chose qu'on aime. Mais il me semble que cette distinction regarde seulement les effets de l'amour et non point son essence; car, sitôt qu'on s'est joint de volonté à quelque objet, de quelque nature qu'il soit, on a pour lui de la bienveillance, c'est-à-dire on joint aussi à lui, de volonté, les choses qu'on croit lui être convenables, ce qui est un des principaux effets de l'amour; et si on juge que ce soit un bien de le posséder, ou d'être associé avec lui d'autre façon que de volonté, on le désire, ce qui est aussi l'un des plus ordinaires effets de l'amour. »

Élisabeth savait certainement tout cela; et si sa jeune sœur Hollandine a eu l'indiscrétion de jeter un coup d'œil sur les feuilles réservées à la savante métaphysicienne admirée par Descartes, elle a pu, cette fois au moins, se trouver aussi cartésienne que sa

sœur. Mais elle aurait préféré, sans doute, la définition plus courte et plus vive, mais non moins claire, de Bossuet : « Aimer, c'est-à-dire aimer ! Que sert-il d'expliquer davantage. »

Louise Hollandine et la jeune Sophie, la future amie de Leibniz, alors âgée de quinze ans, auraient également adopté sans longues méditations, et en l'abrégeant un peu, la définition de la joie et de la tristesse.

« La joie est une agréable émotion de l'âme en laquelle consiste la jouissance qu'elle a du bien que les impressions du cerveau lui représentent comme sien.

« La tristesse est une langueur désagréable en laquelle consiste l'incommodité que l'âme reçoit du mal, ou du défaut que les impressions du cerveau lui représentent comme lui appartenant. »

Après avoir défini les passions, Descartes enseigne à la jeune et curieuse élève quels sont les mouvemens du corps et des esprits qui les accompagnent.

« En considérant les diverses altérations que l'expérience fait voir de notre corps pendant que notre âme est agitée de diverses passions, je remarque en amour, quand elle est seule, c'est-à-dire quand elle n'est accompagnée d'aucune forte joie, ou désir, ou tristesse, que le battement du pouls est égal et beaucoup plus grand et plus fort que de coutume, qu'on sent une douce chaleur dans la poitrine et que la digestion des viandes se fait fort promptement dans l'estomac, en sorte que cette passion est utile pour la santé. »

Les avantages de la joie sont moindres que ceux de l'amour. « En la joie, le pouls est égal et plus vite qu'à l'ordinaire, mais il n'est pas si fort ou si grand qu'en l'amour ; on sent une chaleur agréable qui n'est pas seulement en la poitrine, mais qui se répand aussi en toutes les parties extérieures du corps, avec le sang qu'on y voit venir en abondance, et cependant on perd quelquefois l'appétit à cause que la digestion se fait moins bien que de coutume.

« En la tristesse, le pouls est faible et lent, et on sent comme des liens autour du cœur, qui le serrent, et des glaçons qui le gèlent et communiquent leur froideur au reste du corps ; et cependant on ne laisse pas d'avoir quelquefois bon appétit et de sentir que l'estomac ne manque point à faire son devoir, pourvu qu'il n'y ait point de haine mêlée avec la tristesse. »

Ces analyses sont réputées très ingénieuses et très fines. Une discussion serait difficile. Rien ne peut remplacer les citations textuelles.

Descartes aimait Élisabeth comme une fille chérie. L'étrange résolution qu'il prit de céder aux désirs de la reine Christine, en

abandonnant pour une cour inconnue la chère retraite pour laquelle, jusque-là, il avait tout sacrifié, a été expliquée, avec grande vraisemblance, par le désir d'intéresser la reine de Suède à la famille de sa jeune amie. Élisabeth, au moment où Descartes promit sa visite à Stockholm, devait elle-même s'y rendre. Le crédit d'un tel médiateur devait rendre sa tâche plus facile.

Élisabeth, dans une lettre publiée pour la première fois par M. Foucher de Careil, fait allusion à ce projet.

« On parle du voyage que vous avez proposé autrefois, et la mère de la personne à qui votre ami a donné vos lettres a reçu ordre de le faire réussir sans qu'on sache en son pays que cela vient de plus loin que son propre mouvement. On a mal choisi la bonne femme pour ménager un secret, elle qui n'en eut jamais; toutefois, elle fait le reste de sa commission avec beaucoup de passion et voudrait qu'un tiers y volât, ce qu'il n'est point en dessein de faire, mais il l'a remis à la volonté de ses parens, qui sera sans doute pour le voyage; et, s'ils envoient l'argent qui y est nécessaire, il est résolu de l'entreprendre, puisqu'en cette conjoncture il aura moyen peut-être d'y rendre service à ceux à qui il le doit, et qu'il pourra retourner avec la bonne femme susmentionnée, qui ne prétend pas d'y demeurer non plus. »

Ce tiers, qui demande l'autorisation de ses parens et se ménage, pour le retour, la protection d'une bonne femme, est certainement la princesse elle-même.

Elle ajoute, se mettant alors en scène sans déguisement :

« J'ay reçu, passé trois semaines, une lettre fort obligeante du lieu en question, pleine de bonté, de protestations d'amitié, mais qui ne fait nulle mention de vos lettres, ni de ce qui a été dit cy-dessus; aussi on ne l'a mandé à la bonne femme que de bouche, par un extrait. »

Élisabeth, dans la lettre suivante, écrit :

« Je crois que vous aurez reçu la lettre où on vous parle d'un autre voyage qui se devait faire si les amis l'approuvaient, le croyant pour leur service en cette conjoncture, et depuis ils l'ont demandé en fournissant les dépenses qu'il y fallait. Néantmoins, ceux qui sont où cela se doit commencer, ont empêché de jour en jour les apprests qui y estoient nécessaires, émeus à cela par des raisons si foibles, qu'eux-mêmes ne les oseraient avouer. Cependant on donne à cette heure si peu de temps pour cela, que la personne en question ne pourra point estre prête. Et, d'un côté, elle aura mauvais gré d'avoir manqué de parole; de l'autre, les amis croiront qu'elle n'avait pas la volonté ou le courage de sacrifier sa santé et son repos pour l'intérêt d'une maison pour laquelle

elle voudrait encore abandonner la vie, s'il était requis. Cela la fâche un peu, mais ne la saurait surprendre, puisqu'elle est bien accoutumée de souffrir le blâme des fautes d'autruy (même en des occasions où elle ne s'en voulait purger) et de chercher sa satisfaction au témoignage que la conscience luy donne d'avoir fait son devoir. »

La personne en question, si nous l'entendons, c'est Élisabeth, qui fait allusion aux bruits qui ont suivi le meurtre du chevalier L'Espinay, sans vouloir rien alléguer pour sa justification.

Dans une autre lettre, Élisabeth écrit à Descartes :

« Je vous parlais, dans ma dernière lettre, d'une personne qui, sans avoir failly, estoit en danger de perdre la bonne opinion et peut-estre la bienveillance de la pluspart de ses amis. Maintenant elle s'en trouve délivrée d'une fasson assez extraordinaire, puisque cett'autre, à qui elle avait mandé le temps qu'il luy fallait pour se rendre auprès d'elle, luy répond qu'elle l'aurait bien attendu si sa fille n'eût changé de résolution, jugeant qu'on trouverait mauvais qu'elle serait approchée de si près par des gens de différentes religions. C'est un procédé qui, à mon avis, ne répond pas aux louanges que nostre ami donne à celle qui s'en sert. »

Quelle est cette mère et cette fille si craintives de se compromettre avec des protestans? Il me paraît difficile de le deviner, en y joignant même les lignes suivantes :

« Au moins, si le procédé est entièrement sien et ne vient pas, comme je le soupçonne, de l'esprit faible de la mère, qui a été accompagnée, depuis que cette affaire est sur le tapis, d'une sœur qui tient la subsistance du parti contraire à la maison de la personne susmentionnée.

« Je ne saurais rien ajouter à cecy, dit encore Élisabeth, si ce n'est que je n'estime pas cet accident susdit au nombre des malheurs de la personne à qui il arrive, puisqu'il la retire d'un voyage où le mal qui lui en reviendrait (comme la perte de la santé et du repos, jointes aux choses fâcheuses qu'il lui eust fallu souffrir d'une nature brutale) estoit très asseuré, et le bien que d'autres en pourraient espérer fort incertain.

« Quant à moi, je prétends demeurer ici (à Crossen) jusqu'à ce que j'apprenne l'issue des affaires d'Allemagne et d'Angleterre, qui semblent estre maintenant en une crise. »

La lettre est du 13 août 1648. Les affaires d'Angleterre, c'était le procès de son oncle, Charles Ier; et celles d'Allemagne, le traité de Westphalie, qui devait rendre à son frère Charles-Louis une partie au moins du Palatinat, dont la mort de son père l'avait fait, depuis quinze ans déjà, souverain légitime.

Le progrès des années aggravait pour Élisabeth les ennuis des situations dépendantes, qui changeaient sans cesse. Elle accepta, à l'âge de quarante-sept ans, avec le titre d'abbesse, l'abbaye d'Herford, où les habitudes étaient, sous la direction qui précéda la sienne, plus étranges encore que celles de l'abbaye de Maubuisson, gouvernée par sa sœur.

L'histoire, peu connue, de la très ancienne abbaye est renfermée sans doute dans les bibliothèques du Hanovre. Les abbesses d'Herford exerçaient, depuis le moyen âge, un véritable gouvernement, et, en cas de résistance, avaient droit de requérir la force armée. La réforme, sans diminuer les droits de l'abbesse, avait accru pour son troupeau une liberté dont la conscience de chacun faisait presque la seule limite.

Élisabeth, comme sa sœur Louise, a été exposée à d'injustes confusions avec les grandes dames qui, s'accommodant des revenus de l'abbaye, sans se soucier des vœux, avaient porté avant elle le titre et le nom d'abbesse d'Herford. Celle qui avait précédé Élisabeth était, dit la duchesse d'Orléans, « une tête folle, capricieuse et coquette. » Les mœurs de l'abbaye, pendant sa direction, étaient scandaleuses.

La tolérance d'Élisabeth sur les matières de foi était sans limite. Peu soucieuse de théologie, et ne voulant se faire juge de personne, elle se contentait d'une profession de foi chrétienne, ne tenant pour impie aucun croyant sincère. Les visiteurs des deux sexes étaient nombreux à Herford. On comparait les réunions aux séances d'une académie. La discussion aiguisait les esprits, et la présence des opposans en accroissait l'intérêt.

La célèbre Anna Schurmann, quoique notoirement hérétique, trouva à Herford, pour le petit troupeau qu'elle dirigeait, une hospitalité généreuse. Élisabeth, sans partager ses opinions, plaida fortement sa cause.

Anna Schurmann, dans sa jeunesse, avait comme Élisabeth, mais pour des mérites différens, excité l'admiration des beaux esprits de la Hollande. De fortes études classiques l'avaient préparée à l'étude des langues orientales : elle savait l'arabe et lisait la Bible en hébreu. La philologie, pour elle, avait plus d'attrait que la philosophie. Descartes l'avait plusieurs fois visitée, sans pouvoir s'entendre avec elle. Anna Schurmann savait toutes les langues de l'Europe, sans en excepter le turc. Parmi celles de l'Orient, elle s'était appliquée à l'hébreu et à l'arabe; elle possédait toutes les finesses de la langue grecque et faisait admirer l'élégance de sa latinité. Au dire de Saumaise, elle écrivait en français aussi délicatement que Balzac. Artiste en même temps

que savante, peintre de grand talent, elle s'exerçait avec un succès égal à la sculpture et à la gravure. Ses œuvres se vendaient fort cher. « Outre les mathématiques, elle savait, disent ses contemporains, la philosophie scolastique et la sophistique, possédait à fond la *Somme* de saint Thomas, et étudiait les pères grecs dans leur langue. »

On disait d'elle qu'elle prenait toute seule la gloire qui pourrait suffire à trois.

Descartes, la trouvant un jour occupée à lire la bible en hébreu, s'étonna qu'une personne de si grand mérite consentît à donner son temps à une chose de si peu d'importance : lui-même l'avait essayé sans réussir à comprendre clairement et distinctement le texte de la *Genèse*. La savante jeune fille, indignée d'une telle irrévérence pour les livres saints, ne pardonna jamais à cet audacieux novateur, qui dédaignait tout ce qu'elle admirait, la détournait surtout de la philologie. La bienveillance de Descartes s'en ressentit naturellement. « Voetius, écrit-il à Mersenne, a gâté la demoiselle Schurmann, car au lieu qu'elle avait l'esprit excellent pour la poésie, la peinture et les autres gentillesses de même nature, il y a déjà cinq ou six ans qu'il la possède tellement, qu'elle ne s'occupe plus que des controverses de la théologie, ce qui lui fait perdre l'estime des honnêtes gens. »

L'influence du prédicateur, Labadie, esprit inquiet et troublé, tout au moins, fut plus grande encore que celle de Voetius sur la trop curieuse Anna Schurmann ; son zèle brava, pour le suivre, l'anathème et les injures des calvinistes qui le chassèrent de Hollande comme schismatique et faux prophète. En suivant Labadie, Anna Schurmann bravait surtout les convenances, car l'une des doctrines de l'ancien jésuite était le mépris et, par une conséquence un peu forcée, l'excuse des plaisirs de la chair comme indépendans de la perfection morale. Anna Schurmann, alors âgée de soixante-trois ans, ne fut, à aucune époque de sa vie, soupçonnée d'inconduite, mais elle acceptait et professait toutes les théories de son maître ; elle gouvernait sa maison, où régnait un luxe de table que ses ennemis condamnaient. Elle-même a raconté sa fuite de Hollande et le secours rencontré à Herford.

« Un an à peine s'était écoulé depuis que le bruit des persécutions dont Satan nous avait affligés à Amsterdam était arrivé aux oreilles des princes étrangers, et quelques-uns d'entre eux avaient délibéré s'ils ne rendraient pas à cette petite église du Christ la liberté qui lui était nécessaire. Ce fait arriva à notre connaissance au moment même où le sévère édit du conseil d'Amsterdam venait entraver notre marche croissante. Mais de tous les asiles qui se présen-

taient à nous nous donnâmes la préférence à celui qui nous était offert sur le domaine de son altesse royale la princesse palatine Élisabeth. Elle m'avait honorée d'une bienveillance particulière. Quarante années, je crois, s'étaient écoulées depuis que, méprisant les frivolités et les vanités des autres princesses, elle avait élevé son esprit vers les nobles études des plus hautes sciences. Elle s'était sentie attirée vers moi par cette communauté de goûts et d'études, et elle me témoigna sa haute faveur, tant par ses visites que par ses lettres gracieuses. Depuis lors nos changemens fréquens de résidence, les obstacles que j'avais rencontrés à cette manière de vivre que j'avais librement choisie, mon éloignement du monde et des choses de la terre, mon association avec quelques autres personnes pieuses avaient été interprétés, auprès d'elle, tantôt en bien et tantôt en mal par la renommée. Mais le souvenir de ma vie passée avait réveillé en elle l'ancienne amitié ; elle ne pouvait supposer que je fusse capable de menées ou même coupable de quelque exagération nuisible à la tranquillité publique. Elle songea très sérieusement, dès lors, à nous offrir un asile. Et sans se laisser arrêter par les calomnies de nos ennemis, elle m'écrivit qu'elle connaissait mon généreux dessein de m'affranchir de tous les liens de la terre pour pratiquer la vraie religion chrétienne, et réformée dans toute sa pureté et liberté, et qu'elle m'accordait sur son territoire, à moi et à toute la communauté, la liberté de pratiquer notre religion sous la sauvegarde de son autorité. »

La conversion d'Anna Schurmann fut un grave embarras pour les ennemis de Labadie ; aucun d'eux n'osa nier la gravité du coup porté à leur cause. « Il est bien vrai, écrit l'un d'eux, et c'est ce qu nous a donné le plus d'étonnement, qu'une demoiselle de réputation et de savoir, qui s'était rendue la merveille de son sexe aussi bien que celle de sa dignité, a eu la faiblesse d'épouser (sauf l'honneur du mariage) les intérêts de Labadie et de se rendre la protectrice de ses violences et de ses emportemens. »

Labadie, c'était un des reproches qu'on lui faisait, était habile surtout à se rendre les femmes favorables. « Il a, dit l'un des pamphlétaires les plus acharnés contre lui, l'air fort engageant, la parole attrayante, le discours emmiellé et une manière si propre à gagner l'inclination du sexe le plus faible, que, comme il sait que le diable pour séduire l'homme et le faire tomber dans la rébellion, a attaqué la femme, ainsi il a l'adresse de se servir des mêmes armes, en s'adressant aux femmes qu'il cajole le plus tendrement qu'il lui est possible pour une bonne fin, c'est-à-dire pour engager par leur moyen des familles entières dans ses maximes et ses sentimens. On a remarqué qu'il prononce d'un air plus doux et plus touchant le terme de *ma sœur* que celui de *mon frère*. »

Les pasteurs de Hollande, convaincus de l'hypocrisie et de l'humeur turbulente de Labadie, bénissent le Seigneur après son départ d'avoir purgé son aire, *de cette paille légère qui vole à tout vent de doctrine* et d'avoir *nettoyé l'or de son sanctuaire de cette écume qui en ternissait l'éclat.* On accablait l'hérésiarque de calomnies sans vraisemblance, attestées cependant *par des hommes de probité et de créance.*

Élevé par les jésuites, jamais, disaient ses accusateurs, il n'avait été déjésuitisé. On aurait pu lui dire, prétend le pamphlétaire, comme autrefois un vice-roi de Sicile, à ses premiers maîtres: *Perdonate mi, padre mio, voi havete la mente nel cielo, gli mani nel mondo, l'anima a tutti diavoli.*

Labadie, c'était un grave reproche, se donnait le titre de *pasteur* sans marquer le nom de l'église où il en faisait fonction, comme s'il affectait d'être considéré dans l'église au même rang que les frères des rois sont en France, à qui l'on donne purement et simplement la qualité de Monsieur. Les scandales évoqués étaient par leur nature et leur ancienneté difficiles à prouver comme à contredire; non-seulement à l'égard des nonnains du tiers-ordre à Toulouse, qu'il avait fait mettre toutes nues pour leur prêcher en cette posture l'état d'innocence sur les principes de l'adamisme. Le Saint-Esprit, dit le même pamphlet, lui inspirait des chansons à danser en honneur du Dieu de la messe. Pour un auteur protestant, le Dieu de la messe est un ennemi. Les paroles consacrées à sa gloire compromettaient plus encore que les airs à danser sur lesquels on devait les chanter. Les seuls exemples qu'on en donne feraient croire que Labadie composait ou choisissait les airs et donnait à l'auteur des paroles ce que les musiciens appellent un monstre.

Le soleil et la lune,
La lune et le soleil;
N'avez-vous pas ouï l'horloge?
Ne savez-vous pas quelle heure il est?

A ces accusations sans preuves, Labadie n'avait rien à répondre. Mais quand on donnait prise à la dialectique, l'argument en forme ne se faisait pas attendre. Un pamphlétaire lui attribuait une conscience d'autruche. Il répond avec plus de sérieux que d'esprit: « Qui fut jamais assez malavisé pour prêter une conscience à un si sot animal? »

Labadie, pour le troupeau qui le suivait, était devenu chef suprême et directeur souverain des consciences. Ses disciples des deux sexes partageaient avec lui sa vaste demeure, et les repas abondans et recherchés dont les fidèles faisaient les frais. A ceux qui

s'en scandalisaient, il osait répondre : « Que ce serait donner sujet de calomnier Jésus-Christ que les pharisiens prenaient à tâche de rendre souvent suspect, épiant ses actions et les interprétant mal, l'appelant ami des femmes pécheresses dont, en effet, il en eut plusieurs qui le suivirent. »

La petite troupe d'Anna Schurmann, accueillie à Herford et nourrie pendant plus d'un an par Élisabeth, formait très évidemment une secte affranchie de toute règle. Étant arrivées à Wesel en bateau pour y prendre les commodités et les voitures nécessaires pour leur voyage à Herford, elles ne voulurent pas laisser passer le jour de leur arrivée sans exercices prophétiques qu'elles commencèrent, assez mal à propos, à onze heures du soir, où se trouvèrent d'autres dames de la ville et quelques bourgeois. Mais ce qui est le plus remarquable, c'est que dans ce conventicule, une très sage demoiselle (Anna), que l'on a crue de tout temps exempte de ces petites faiblesses qui transportent si ridiculement toutes les autres petites emportées, prit l'encensoir à la main et officia pastoralement parmi ce petit troupeau.

Labadie, condamné par les synodes à Dordrecht, à Middelbourg, à Flessingue, à Walcheren, à Amsterdam, à Heusden et à Naarden. n'avait fait appel qu'à lui-même. Si le mot a un sens dans l'église réformée, il était notoirement hérétique. Un portrait exposé dans sa chambre montrait une colombe au-dessus de sa tête, et au bas de la toile, ces paroles orgueilleuses :

L'esprit du Seigneur éternel est en moi.

L'abbesse d'Herford avait souci des mœurs, non de la doctrine. Elle a vu de près le petit troupeau et le déclare irréprochable. Pourquoi refuser de la croire ? Élisabeth, menacée d'une émeute contre des hôtes de si mauvaise renommée, écrivait au prince électeur du Hanovre, son beau-frère : « Par une lettre du 6 septembre 1670, vous avez déclaré que vous favoriseriez mon projet et nous accorderiez notre demande, si toutefois les sectateurs se montraient conformes aux réformés et à leur culte et ne causaient aucun scandale. C'est sur cette assurance qu'ils sont arrivés ici. Bien que leurs ennemis eussent répandu des bruits injurieux contre eux, plusieurs personnes et notamment l'illustre ministre de votre altesse, et quelques prédicateurs réformés, ont, sur ma demande, conféré longuement avec eux, et ils ont été forcés d'avouer que leur croyance et leur enseignement étaient conformes à la croyance et à l'enseignement réformés ; que leurs pasteurs n'exercent en public aucune autre religion que la réformée, et affirment hautement souscrire

au synode de Dordrecht, aux institutions de Calvin et au catéchisme d'Heidelberg. »

Ces déclarations s'accordaient mal avec les plaintes portées près du grand-duc et plus mal encore avec les livres de Labadie. — Une enquête fut ordonnée, et Élisabeth prit de nouveau la défense de ses protégés.

« J'apprends, dit-elle, qu'on a dit à votre altesse beaucoup de mal de mes Hollandaises, de même qu'on m'en écrit encore beaucoup de Hollande; si je ne les voyais tous les jours et ne pouvais, à chaque heure, juger de leur conduite, je serais la première à les renvoyer d'ici. Mais je prie votre altesse de ne pas les condamner sans les entendre, et d'attendre jusqu'à l'arrivée du général Elbern. S'il ne vous démontre pas clairement que non-seulement la religion, mais le pays même, prospère depuis leur arrivée et que la considération même de votre altesse s'en est accrue, vous pourrez leur refuser toute protection. Le magistrat sait bien que ce ne sont pas des quakers, mais de vrais réformés. Les bourgeois ont déjà formé le projet de les faire mourir de faim en leur refusant des vivres, mais j'ai assez de moyens d'y pourvoir et de les nourrir sans eux. »

Élisabeth, en justifiant les disciples de Labadie de l'accusation de quakérisme, est véridique et sincère. Elle n'aurait pu toujours, sans trahir la vérité, la repousser pour elle-même. Plusieurs quakeresses se rendirent à Herford; l'accueil qu'elles y reçurent valut à Élisabeth une lettre pleine de reconnaissance du fondateur de la secte, George Fox. Élisabeth lui répondit en adoptant son style : — « Cher ami, je ne puis m'empêcher d'aimer sincèrement ceux qui aiment Notre-Seigneur Jésus-Christ et auxquels il a accordé non-seulement la grâce de croire en lui, mais encore celle de souffrir pour lui. C'est pourquoi votre lettre et la visite de vos amies m'a été également agréable. Je suivrai vos conseils tant que Dieu m'accordera la lumière et sa grâce. Je suis votre affectionnée. » Le célèbre William Penn fit deux visites à Herford. — Élisabeth, fort émue après sa seconde visite, lui adressa ces touchantes paroles : — « Souvenez-vous de moi, quoique je vive à une si grande distance de vous et que vous ne deviez jamais me revoir. Je vous remercie pour les heures si douces que vous nous avez fait passer, et je suis persuadée que, bien que ma position m'expose à bien des tentations, mon âme sent une forte inclination pour le bien. »

Les revenus d'Herford étaient considérables; Élisabeth, en bonne administratrice, ne négligeait rien pour les accroître. Elle-même, comme héritière de son père, avait droit à un douaire en argent sur les revenus du Palatinat. Elle en exigeait rigoureusement le

paiement, trop rigoureusement même, car en refusant toute concession, elle arrivait souvent à ne rien recevoir.

Son frère, responsable de la dette, lui écrivait en 1676 :

« Madame la princesse Élisabeth,

« J'ay toujours ouï dire qu'il n'est pas mauvais d'accepter à bon compte ce qu'on offre, quoique les affaires changent si souvent de face que celuy qui le fait aujourdhuy peut devenir demain incapable de l'effectuer. Après la guerre avec les Lorrains, je vous ai offert cinq foudres de vin par an, quoique je vous aye assez remontré que les loix ne m'y obligeaient point. Cela vous eût bien valu quelque chose si vous eussiez accepté, mais il me semble que vous aurez mieux aimé en faire des arrérages. Depuis, il y a environ deux ans, j'ay proposé des revenus du cloître de Libenau, près de Worms et non de Lorbach, comme vous croyés, celui-cy n'estant pas un cloître. Vous avez encore laissé reposer cette affaire-là, dont je n'ay pas esté fâché, puisque ce délay a fait voir que vous n'en avez pas eu grand besoin. A cette heure, au moment où je reçois votre lettre, les Français me font la guerre; ils m'ont osté le château de Germersheim, qu'ils ont mis en contribution. Aussi le bon Dieu n'a pas béni la dernière vendange (peut-être parce que vous n'en avez pas voulu), au lieu de 80 foudres de Bacara de la précédente, je n'en ai eu que 9 celle-cy, pour les payer, au lieu de $\frac{m}{21}$ R d'un quartier de l'année passée, je n'en ay eu que $\frac{m}{5}$ la présente. Mes autres revenus vont à cette proportion et le nouveau duché ne me rend pas grand'chose; outre qu'une vieille et une jeune duchesse, toutes deux douairières, m'en emportent une grande partie. Enfin, le tout est au pouvoir du bon Dieu et du grand roi de France, dont on dit que vous êtes pensionnaire, car sans cela, ou que vous fussiez plus jeune que vous n'êtes, vous ne prendriez pas son parti avec tant d'animosité, comme on dit que vous faites. J'ay si peu de proches héritiers avec lesquels vous ne pourriez entrer en affaires et de si jeunes gens, et vous et moi pas si vieux, que je ne crains pas que nous survivions ces procès de les mettre en danger d'avoir un jour de fâcheuses affaires. Je suis avec sincérité et fidélité comme cy-devant.

« Mais lorsque je serai maître de mon bien, s'il vous plaît d'ordonner quelqu'un qui entend les affaires et qui s'informe de nos offres dont j'ay laissé le détail à Heydelf, je ne doute pas que je ne fasse voir à tout le monde que je suis plus équitable que vous ne voulez qu'on croye.

« CHARLES-LOUIS. »

En recevant cette lettre si raisonnable, Élisabeth se montra sans doute plus conciliante, car son frère, peu de temps après, l'entretenait de ses bonnes et mauvaises vinées sur un ton complètement amical :

« Comme le sieur de Friesenhausen m'a montré la liste des plantes et semences que vous désirez pour votre jardin, j'y ay obéi avec joie, souhaitant de pouvoir vous témoigner par des effets plus considérables combien je désire m'éviter le ressentiment que vous me témoigniez pour si peu de chose et que nonobstant que mon service ait esté bien foulé par mes amis et mes ennemis, il portera toujours des fruits pour votre service tant qu'il vous plaira de l'arroser de votre bienveillance. J'espère que le vin Schwersheim de cette année aura le bonheur de satisfaire à votre goût aussi bien que le Krauterwein de Baccarah pour un autre échantillon de cette vérité et avec autant de succès pour le temps qu'il durera, comme vous me faites espérer de mes plantes et semences; en quoy jusqu'icy le jardin le plus proche de ma chambre, où mes yeux se plaisent le plus, a esté assez fertile. Et quoyque je craigne que votre souhait de voir notre chère patrie revenir en son premier état n'arrive qu'en l'année de Platon, je ne laisse pas de vous en estre bien obligé et borneray cependant ma satisfaction au désir de me voir en une condition assez heureuse de vous en pouvoir donner avec plus de substance, comme le doit votre très humble serviteur et frère,

« CHARLES-LOUIS. »

La dernière lettre d'Élisabeth à sa sœur Louise, abbesse de Maubuisson, est touchante :

« Je vis encore, ma chère sœur, mais c'est pour me préparer à la mort. Les médecins n'entendent plus rien à ma maladie, et il ne me reste plus à cette heure qu'à me préparer pour livrer à Dieu une âme lavée dans le sang de mon sauveur. Je la connais souillée de beaucoup de péchés et particulièrement d'avoir préféré la créature au Créateur. »

Les souffrances physiques troublèrent peu à peu cette intelligence jadis tant admirée. Élisabeth, dans les dernières années de sa vie, voyait ses amis sans les reconnaître, les écoutait sans leur répondre et montrait, comme par un nouvel exemple, sans pour cela la mieux comprendre, l'union intime de l'âme et du corps dont s'effaçait en elle le désir de pénétrer métaphysiquement l'insondable mystère.

J. BERTRAND.

DU

# DANUBE A L'ADRIATIQUE

## VI[1].

### LES NATIONS CHRÉTIENNES ET LA QUESTION D'ORIENT.

Par certains beaux jours, il est peu de villes plus brillantes et plus fringantes que la ville de Pesth; peu d'avenues plus somptueuses, plus joyeuses et plus attrayantes que le cours Andrassy; peu de palais plus rians, plus nobles, plus colorés, plus riches en cariatides et en galeries, plus découpés et dorés que ceux qui encadrent cette perspective jusqu'au point où elle se perd dans la verdure d'un parc. Il y a vraiment plaisir à suivre de l'œil le flot des piétons et des équipages, les croupes des chevaux, les éclairs des roues, les étincelles des harnais, roulant pêle-mêle, entre la double bordure des terrasses qui découpent leurs angles sur le ciel, ou bien à flâner le long des villas, dont les fenêtres à l'italienne, à demi cachées par les arbres, vous sourient derrière les stores bariolés.

Vous me direz qu'il n'est pas besoin d'aller si loin, que toute capitale qui se respecte possède son bois de Boulogne ou son Prater,

(1) Voyez la *Revue* du 15 avril.

ses Linden ou ses Champs-Élysées. Sans doute; mais on respire ici je ne sais quoi de jeune et d'audacieux, une ardeur de vivre, une confiance qui manque aux vieilles capitales fatiguées. C'est presque une ville américaine, avec un vernis aristocratique que le Nouveau-Monde ne connaît pas. Un luxe tout frais et cependant archaïque laisse entrevoir la sève d'une croissance rapide et drue. Vous voyez, le matin, courir sur l'asphalte les pieds nus et les jambes rouges des laitières en jupe courte; et cette paysannerie, qui sent déjà l'Orient, fait contraste avec le fastueux décor qui l'entoure. On pense à ces figures de la renaissance, d'une saine et forte nudité, dont la chevelure s'enroule autour d'un diadème finement ciselé. Telle la Hongrie, cette vigoureuse fille de la plaine, garde pour sa tête les séductions les plus subtiles et semble faire à sa capitale un diadème avec tous les joyaux de ses ancêtres.

Mais si le Parisien le plus blasé, sortant de son wagon-lit, est sensible à tant de grâce piquante, quelles doivent être les sensations d'un voyageur qui revient d'Orient! Ce n'est plus seulement de la surprise, c'est de l'ivresse. Il vient de traverser des bourgades mal tenues, aux maisons basses et clairsemées, n'ayant d'autre parure que leurs minarets ou leurs clochers bulbeux. Voici donc une vraie cité! Son pied, accoutumé aux soubresauts du sol péninsulaire, se repose avec délices sur un trottoir bien nivelé. Ses nerfs se détendent, que dis-je? son âme s'épanouit dans l'enchantement du pavé de bois. Elle frémit délicieusement pendant que le corps, ce compagnon de route, se laisse entraîner par un fiacre impétueux. L'esprit s'éveille à son tour et comprend la grandeur du rôle de Pesth, émissaire de l'Europe, portique majestueux dressé sur le seuil du monde civilisé, en un mot, ville-prospectus, offerte à l'admiration des peuples nouveaux. Séduire est pour elle le premier des devoirs. « Entrez! dit-elle aux Orientaux de toute race. Contemplez mes carrefours corrects, mes beaux gendarmes, immobiles sur leurs chevaux comme des statues; mes squares verdoyans. Que désirez-vous? Du moyen âge, de la renaissance, du moderne? Voici des palais fortifiés où l'on boit de la bière, et des hôtels splendides où de jeunes polissons en habit noir manœuvrent sous les ordres d'un diplomate à favoris soyeux. A vous mes petits vapeurs haletans qui sillonnent incessamment le Danube; à vous mon Opéra, mes orchestres et mes plaisirs! Désirez-vous entendre rugir le lion parlementaire? Je lui construis, en ce moment même, une cage modèle. Préférez-vous de la justice? en voici le temple. Des sciences? en voilà le sanctuaire. Hâtez-vous, policez-vous! On vous a dit que la civilisation était compliquée : je vais vous démontrer qu'elle est charmante, facile, à la portée de tous. Vous n'avez

qu'à vous baisser pour en prendre. Plus tard, vous ferez vos comptes et vous saurez ce qu'elle coûte. »

Pesth, enfin, tient en réserve un autre genre d'attrait plus sérieux. Pour le comprendre, laissez passer le bruit du jour et montez, vers le soir, sur le rocher de Bude. Là se pressent les maisons basses qui suffisaient aux fiers cavaliers d'autrefois. Là, le pied foule les murailles mêmes de l'ancienne forteresse turque. Là enfin, sous vos regards, plus loin que la ville, dont la masse confuse fait entendre en bas sa rumeur, se déploie le tapis d'une plaine immense, et rayonnent les trois ou quatre grandes routes de l'Orient. A votre droite, ce roc à pic sur le Danube a marqué la borne extrême de l'empire des Osmanlis : le flot musulman s'est retiré lentement devant lui, comme on voit la mer fuir en grondant les hautes falaises dont elle a rongé la base. La pensée, plus hardie dans son vol à mesure que l'horizon s'élève, suit ce reflux à travers l'espace et le temps, de ville en ville, de siècle en siècle, depuis le prince Eugène jusqu'à Skobélef et de Péterwardein à Plewna. Elle s'enfonce dans le lointain des âges, pendant que l'œil cherche à percer les brouillards de la plaine.

Est-il au monde un meilleur observatoire pour embrasser l'ensemble des affaires d'Orient? Pesth est le point géométrique où se croisent les grandes voies de Constantinople, de Bucharest, de Belgrade et de Serajevo. Rétrograder jusqu'ici pour mieux voir la péninsule, c'est imiter les peintres, qui se reculent afin de mieux saisir la perspective d'un tableau.

## I.

Et d'abord, en face de ces plaines à moitié vides, sur cette Marche de l'est abandonnée pendant deux siècles au Croissant, comment oublier que l'Europe a son histoire collective, et que, bon gré mal gré, elle forme un corps politique dont les vicissitudes nous rendent solidaires les uns des autres? Nous payons les fautes de nos pères à mille ans d'échéance. Nous apprenons, par exemple, à nos dépens ce qu'il en coûte de reconquérir les bords de la Méditerranée, délaissés après l'invasion des barbares. Ce n'est point impunément qu'on a rompu les liens vénérables qui rattachaient l'Europe à sa mère, l'Asie. Toute la question d'Orient est née de cette erreur, dont les contemporains des Comnène et des Paléologue n'avaient certainement pas conscience.

Il faut se rappeler les grands traits du drame qui se jouait pardessus la tête des rois : l'Asie prenant, au VII^e siècle, sa première revanche contre la prépondérance de l'Europe ; celle-ci fuyant de-

vant le cimeterre jusqu'à Poitiers, jusqu'à Rome; — l'empire grec seul tenant bon sur les plateaux de l'Anatolie; — puis, après ce mouvement de retraite, les barons refaisant la lente conquête de la terre espagnole, tandis qu'à l'Orient le torrent tumultueux des croisades couvrait un instant la rive asiatique. On aurait pu prévoir, dès lors, le fort et le faible de la nouvelle Europe : on l'aurait vue se consolider à l'ouest et remplir ses limites naturelles jusqu'à Gibraltar, mais après deux ou trois siècles d'efforts, échouer dans la conquête de la Méditerranée pour avoir négligé Constantinople.

L'empire grec était alors le gardien des détroits, comme l'est aujourd'hui l'empire ottoman. Il fallait le soutenir ou le remplacer. Notre moyen âge ne sut faire ni l'un ni l'autre. Il n'avait pas l'esprit large, et je me demande parfois si nos querelles de clocher ne nous aveuglent pas nous-mêmes. On crut, au XIIIe siècle, pendant ce fantôme d'empire latin grossièrement échafaudé à Byzance, et l'on s'imagine encore aujourd'hui qu'il est possible de donner à l'Europe le Bosphore pour limite. C'est ainsi que les géographes tracent en rouge ou en bleu les frontières d'un continent et pensent avoir élevé des bornes infranchissables. Or, entre Sestos et Abydos, l'Europe et l'Asie se regardent de plus près que les deux bords de la Seine entre Honfleur et Harfleur. Qu'on prenne pour frontière européenne le moderne Gibraltar, les antiques colonnes d'Hercule, passe encore. Mais allez donc asseoir deux civilisations rivales face à face, aux Dardanelles! Les Grecs du Bas-Empire l'avaient bien compris : l'Anatolie fut leur soutien, leur réserve, le refuge où, jusque dans leur déclin, ils trouvèrent des forces pour faire sur Constantinople un retour offensif. Ils furent, parmi les chrétiens, les derniers politiques de l'Orient. Après eux, la république chrétienne, par indifférence ou par jalousie mesquine, laissa prendre à l'ennemi les clés de la maison.

Telle est l'origine de ce vice de construction qui fait chanceler à l'est l'édifice européen. Qu'on me montre, soit dans le domaine idéal, soit sur la terre du bon Dieu, les bornes de cette Asie dont nous ne sommes qu'un rameau plus vivace et qui nous a donné les semences des générations, nos mœurs, notre grammaire, nos nombres, nos croyances : et je consens à dire que la question d'Orient est close. Mais tant que les deux régions seront séparées par un petit fossé plein d'eau ou par des plaines sans obstacle, tant qu'un courant magnétique circulera de Paris à Jérusalem, de Constantinople à la Mecque et de Pétersbourg à Wladiwostok, je dis que la conception d'une Europe fermée aux Orientaux, les tenant à longueur de bras, les cantonnant dans l'Asie-Mineure au moment même où l'on se dispute les bonnes grâces des Cochinchinois, est une idée digne des barbares, nos pères. C'est ainsi que, barricadés

derrière leurs ponts-levis, ils s'endormaient dans une parfaite insouciance du sort de leurs voisins.

L'Europe du XVe siècle, moins prévoyante encore que celle du XIIIe, ignorait presque tout de l'Orient. C'est pour cela qu'à l'époque où Boabdil quittait les murs de Grenade, les grands-ducs de Moscou payaient encore un tribut aux Tartares, et l'Islam, s'ouvrant un chemin jusqu'au cœur de l'Europe, allait faire flotter l'étendard du prophète sur les murs de Bude. Arrêtons-nous un instant : le moment est solennel, et les physionomies opposées du Turc et du Chrétien expliquent à la fois la marche foudroyante de la conquête musulmane et les revers qui lui ont succédé.

Voyez d'un côté ce peuple à demi nomade, sans passé, sans racines, léger de bagage et riche d'espérances : il entre en campagne à la manière de ces hordes qui ont fondé tous les grands empires asiatiques, sauf à s'énerver plus tard. Mais il a perfectionné le système. D'abord, il est dégagé de toute fumée mystique. Il ne discute pas. Il prend des Arabes une religion toute faite, sans rien ajouter ni retrancher. Son fanatisme est celui du soldat qui meurt pour son drapeau, et non celui du santon qui se torture pour conquérir le ciel. Cet héritier de l'Islam est peu soucieux de propagande : on compte à peine à son actif quelques conversions intéressées. Il lui plaît que les chiens de chrétiens gardent leur croyance : ils en seront plus faciles à gouverner. Dans tous les cas, on ne le verra pas s'embourber dans les marais de la controverse, qui recouvrent à cette époque les trois quarts de la chrétienté.

Ce n'est pas tout. Renchérissant sur sa mobilité native, il crée une milice qui n'aura de contact avec personne qu'avec le chef et dont les membres ne connaîtront même pas leur véritable nom. Ce sont les fameux janissaires, enlevés à des berceaux chrétiens, dépaysés, débaptisés : ils n'ont d'autre famille que le régiment, d'autre foyer que le bivouac, d'autre toit que la caserne, d'autre père que le sultan; et bientôt ils n'auront d'autre règle que leur appétit, admirablement symbolisé par l'énorme gamelle autour de laquelle se rallient leurs cohortes.

Ainsi préparés, les Turcs se jettent sur l'Europe. Comme ces aigles façonnés pour la victoire, et que les conquérans prennent volontiers pour emblèmes, ils sont tout entiers becs et ongles, muscles et ressorts d'acier, ailes immenses : si bien qu'on se figure un Bajazet l'Éclair comme un de ces oiseaux gigantesques qui fondent sur leur proie, l'enlèvent et disparaissent dans la nuée. De là ce coup d'œil de politique et de guerrier qui enveloppe l'Asie, l'Archipel et la moitié de l'Europe. De là ce vol sûr et savant qui, d'abord, plane et décrit un cercle autour de Constantinople,

fascine la ville grecque couchée sur son Bosphore, puis tombe sur elle comme une flèche et enfonce ses ongles dans la chair palpitante. Auprès de ce mouvement précis, élégant et rapide, les autres nations conquérantes semblent des tardigrades.

Ouvrez maintenant Villehardouin, et considérez ces chevaliers bardés de fer dont les derniers occupaient encore la Morée, lorsque les Turcs franchirent l'Hellespont. Ce sont de braves combattans, de sages législateurs. Dès qu'ils mettent pied à terre, ils construisent un castel et font un règlement. Mais comme leur conquête est hésitante! Quelles délibérations interminables, que de vains scrupules! Iront-ils ou n'iront-ils pas? Byzance est bien séduisante, mais que de jours d'indulgence on gagnerait à Jérusalem! Et puis que font leurs dames dans leurs manoirs délaissés? Faut-il violer ses vœux, faut-il perdre Chimène? Et vite, un parlement se tient en plein air, sous le chaud soleil d'Orient qui semble encore leur durcir la cervelle; si bien que de palabre en palabre, ils arrivent à Constantinople réduits des deux tiers, et n'y seraient point arrivés du tout, sans les Vénitiens.

C'est que l'Europe alors n'avait point le loisir de faire de la grande politique. Elle enfantait laborieusement des États. Elle fixait des groupes. Elle cherchait à dompter l'humeur aventureuse des hommes, en les retenant à l'ombre des clochers et des beffrois. En un mot, elle fondait: ce qui est le moindre souci des Orientaux. L'apparition des Turcs jette un désordre effroyable dans ce jardin d'acclimatation morale; ils renversent les clôtures encore frêles, chassent les gardiens épouvantés, détruisent en une heure le travail des siècles, et rappellent à la vie primitive les plus beaux et les plus fiers des êtres que l'Église avait lentement apprivoisés. Mais ils ne fondent rien. Volontairement isolés, ou même, suivant un mot célèbre, campés, ils seront les premières victimes de cette orgueilleuse solitude.

La première frayeur passée, l'Europe se remit au travail; et ses hommes d'État, de moins en moins naïfs, ne virent, dans cet étrange voisin, qu'une pièce de plus sur l'échiquier : c'était une sorte de « cavalier, » dont les sauts brusques et imprévus déconcertaient l'adversaire. Ils ne voyaient point le dommage presque irréparable causé à leurs frères, les chrétiens d'Orient. Pour le mesurer, rappelons-nous la sourde fermentation des races entre l'Adriatique et la mer Égée, sur un sol difficile et tourmenté; les débris du vieux monde, Grecs, Dalmates ou Valaques, pris à revers par des peuples nouveaux, et rejetés dans les montagnes ou vers la mer; les relations entre la côte et l'intérieur de plus en plus pénibles; des petites monarchies obscures, revêtues de titres pompeux et absorbées par d'obscures querelles : puis les influences

rivales de Rome et de Byzance se disputant l'âme des peuples, l'une avec sa propagande fougueuse et son esprit de croisade qui arme le bras des Hongrois, l'autre formaliste, cruelle à froid, par politique et non par entraînement, habile à dompter des sauvages par la cantilène uniforme de ses rites. Déjà les peuples se disciplinent. Déjà, le long des vallées populeuses, la croix grecque et la croix latine s'avancent parallèlement. Les églises de marbre ou de pierre dominent les cabanes en pisé. Les marchands grecs, les cabaretiers dalmates remontent les fleuves et s'établissent au croisement des routes. Derrière le prêtre et le négociant, voici le politique. Les jalousies de race et les querelles de sacristie gênent sa marche; cependant on peut prévoir le temps où les dynasties locales iront se fondre dans le moule plus large d'un nouvel empire byzantin, rajeuni de sève barbare, et laisseront derrière elles un sillon moins profond que nos anciens royaumes de Provence ou d'Aquitaine. Or l'irruption des Turcs remet tout en question.

Comme on voit tourbillonner dans les plaines hongroises une trombe de poussière qui dérobe en quelques minutes la vue des arbres et des maisons, de même la grande ombre de l'Asie s'allonge et engloutit des morceaux entiers de territoire. Pendant deux, trois et quatre siècles, on ne les verra plus qu'à travers un nuage. C'est d'abord l'Anatolie, ce poste avancé de l'Europe, cette terre féconde, nourrice de deux ou trois civilisations, ancêtre des colonies grecques, pourvoyeuse de Rome et de Byzance, arbitre de la foi, dont chaque ville, Antioche, Nicée, Nicomédie, est fameuse par quelque concile. Cette terre, classique entre toutes, recule dans un lointain nébuleux. Aujourd'hui même, elle nous est à peine mieux connue que le Congo. C'est ensuite la péninsule des Balkans, ce vieux sol légendaire dont la Grèce est le joyau, cette fertile Mésie, ces côtes si heureusement découpées, qui avaient vu l'aurore de l'ancien monde, et qui en vit les derniers reflets colorer l'éclosion tardive et magnifique de Constantinople : tout disparaît dans le nuage menaçant dont l'ombre, répandue sur la Hongrie, fait frissonner l'Europe jusqu'à Vienne. Toutes ces contrées qui, dans le bouillonnement du moyen âge, commençaient à prendre figure de nations, deviennent de simples boulevards stratégiques. L'Europe n'aperçoit plus la péninsule que de loin, à travers la fumée des batailles, comme un réduit formidable qui vomit sur elle le fer et le feu. C'est bien une citadelle, en effet, que ce vaste front bastionné, défendu par le large fossé du Danube, défilé par le feu convergent de ses forts en demi-cercle, flanqué des sombres arêtes de la Bosnie, hérissé de montagnes qui paraissent autant d'épis protecteurs, et prolongeant jusqu'au littoral, à travers les Alpes et

le Pinde, ses courtines et ses chemins couverts. On la voit, pendant plus de cent ans, perdre et reprendre tour à tour sa demi-lune et ses ouvrages avancés, c'est-à-dire la Crète et la Morée. De rares voyageurs se risquent dans cette enceinte si bien défendue. De retour chez eux, ils rédigent des relations merveilleuses. On dirait qu'ils parlent de la Chine ou du Grand-Mogol : il s'agit de cette terre du soleil levant où les évêques de Rome sollicitaient jadis l'investiture impériale, et nos rois francs le titre de patrice !

Au milieu de l'ombre envahissante, la mer reste lumineuse, la mer bleue, seule capable de fondre dans son harmonie les contrastes des peuples. Dans l'espace que la retraite de l'Europe vers le Nord a laissé vide entre les barons, les pachas et les barbaresques, fourmille la population levantine, un mélange indescriptible de turbans, de fez, de torses bronzés, de robes fourrées, d'armures damasquinées, de riches négocians et de portefaix, de seigneurs et de faquins, de forbans et d'épiciers, tous plus ou moins métis et courtiers, qui s'entremettent entre l'Asie musulmane et l'Europe chrétienne, également prêts à trafiquer de leur accord ou de leur dissentiment. Toutes les langues de l'univers, toutes les races, depuis le nègre de Nubie jusqu'au pâle Circassien, du Grec remuant au Turc impassible, du Juif officieux à l'Espagnol hautain, toute l'écume, toute la fleur des civilisations rivales est poussée là par une nécessité, plus impérieuse que les querelles de politique ou de religion ; et, pour bien montrer quel admirable domaine l'Europe laisse échapper dans ses déchiremens intérieurs, on voit surgir, au-dessus de cette tourbe flottante, le fier profil des anciennes cités républicaines, sous les noms de Venise, de Raguse ou de Gênes : créatures charmantes, êtres ambigus et amphibies, vivant sur la terre et sur l'onde, et confondant, dans leur grâce de sirène, les traits de l'Europe et de l'Asie. Le vieux sol antique est si riche, le lac gréco-romain est un auxiliaire si puissant, que ces états décrivent une orbite hors de toute mesure avec leur faible assiette territoriale, jusqu'au jour où ils périssent faute d'aliment et victimes de la mésintelligence des deux mondes : car si la rive africaine et la rive asiatique avaient été conquises à l'Europe, on ne voit point de bornes à leurs destinées. Même en succombant, ils ont fait brèche dans l'Islam. Les Espagnols, puis les Français, se précipitent à leur suite sur le chemin maritime. Le commerce reprend ses anciennes routes. La politique tourne la citadelle ottomane, et, par les Dardanelles, relance le Grand Seigneur dans son Divan. Marseille peut se croire un instant l'héritière de Venise ; et, pendant deux cents ans, les rois très chrétiens poussent la Turquie, comme un bélier, contre les murs de l'édifice incohérent bâti par Charles-Quint.

## II.

Cependant, les belles régions du Bas-Danube, du Balkan et du Pinde semblaient perdues pour la civilisation. La brume qui les enveloppe ne commence à se déchirer que dans les premières années du XVIIIe siècle, après l'expédition du prince Eugène, lorsque la retraite des armées ottomanes mettait à nu les défenses immédiates de l'empire. Il est intéressant de suivre, dans les récits des voyageurs, cette lente résurrection d'un vieux continent, qui commence avec les lettres de lady Montague et qui n'est point encore terminée. Des lambeaux de territoire reparaissent peu à peu. Ici c'est un cap, là le profil d'une montagne, plus loin le cours ignoré d'un fleuve, qui sortent des ténèbres. Voici l'ancienne Illyrie, avec ses ravins ombreux et ses larges vallées. Voici les plaines fertiles de la Dacie, où de timides moissons se répandent après chaque traité de paix. Voici la Macédoine, toute jaune de maïs entre ses montagnes, tantôt arides et tantôt couvertes de grands hêtres. Voici les forêts du Pinde, d'où l'on descend d'étage en étage jusqu'à la blanche Janina et jusqu'à la mer. Comme autrefois, le berger valaque y garde ses troupeaux. Voici la Grèce, dont le nom seul arrachait des larmes à nos pères; l'Arcadie, ce Tyrol méridional, tout parfumé de lavande et de laurier-rose, et la grasse Messénie, où les rivières coulent sous des platanes au pied des coteaux chargés de vigne, et vont se perdre dans la mer étincelante, à travers le velours doré des promontoires. Voici enfin l'Acropole, vers laquelle nos philhellènes tendent les bras, car ils sont, par l'esprit, plus proches parens de Démosthène et de Phidias que des Champenois, ducs d'Athènes.

Mais combien cette péninsule est changée, depuis le jour où les Hunyade et les Ladislas y livraient leurs derniers combats! Au début de ce siècle, les voyageurs qui pénètrent par la brèche à la suite des armées russes ou allemandes ne cachent pas leur consternation. L'esprit asiatique a tout envahi ou tout laissé périr. Les anciennes églises s'effondrent sous les ronces; ou bien, si elles se dressent encore dans l'enceinte fortifiée des couvens, si elles abritent parfois les dernières étincelles de la liberté, le culte s'est endormi dans un rite enfantin, et le clergé a compromis sa dignité en acceptant l'aumône dédaigneuse du vainqueur (1).

(1) Voici les principaux ouvrages auxquels nous avons emprunté les traits de cette esquisse : Pouqueville, *Voyage en Grèce, à Constantinople et en Albanie*, 1805-1807; Chaumette des Fossés, *Voyage en Bosnie*, 1807-1808; John Galt, *Voyages and Travels*, 1809-1811; Adam Neale, *Travels through Turkey*, 1818; Francis Hervé, *A residence in Greece and Turkey*, 1837; Moltke, *Briefe über Zustand und Begeben-*

Où est cette chevalerie bosniaque, indocile et vaillante, le tourment et l'espoir des Hongrois? Tout entière passée à l'ennemi, avec armes et bagages. Longtemps elle a formé l'avant-garde de l'empire ottoman. On reconnaît encore ses descendans à leur démarche fière, à leur front têtu, à leur œil de faucon. Naguère, chaque printemps les ramenait, lestes et braves, dans les plaines de la Croatie, qu'ils tondaient à plaisir. Ou bien, à l'appel du héraut d'armes, ils allaient rejoindre, le long du Danube, les cavaliers d'Asie. C'étaient alors de belles chevauchées jusqu'à Temesvar, jusqu'à Bude, dans un fourmillement de casques, de cuirasses, de turbans et de burnous. Les croupes ramassées des petits chevaux bosniaques se serraient contre les flancs nerveux des chevaux arabes, et l'Europe musulmane, entraînée dans l'avalanche, rivalisait d'audace avec l'Asie conquérante. Ces beaux jours ne sont plus. A l'aurore du XIX^e siècle, cette brillante cavalerie a reflué dans ses montagnes pour n'en plus sortir. Elle doit vivre sur ses maigres revenus, aux dépens du chrétien, qu'elle soupçonne de connivence avec l'ennemi. N'étant plus victorieuse, elle devient tyrannique, et déjà ces belles vallées, vides de cultivateurs, se transforment en désert verdoyant.

Au moins cette noblesse a survécu, grâce à son apostasie. Mais en Serbie, de tous les rudes compagnons qui combattaient à côté de leur prince dans les champs de Kossovo, rien ne surnage, pas une famille, pas un nom, à peine un souvenir jeté au vent du ciel dans le refrain d'une chanson. Il ne reste qu'un peuple de serfs et de pâtres, parmi lesquels les plus grands héros sont des marchands de porcs, parce que les porcs se contentent de glands et que dans le fond des forêts on peut vivre libre et oisif : deux privilèges inséparables aux yeux du chrétien d'Orient. La forêt a presque entièrement reconquis ce sol qui était un des greniers de Rome et dont la légende moderne fait un repaire de brigands. Débonnaire en temps de paix, mais hérissé de broussailles et facile à défendre en temps de guerre, ce pays ramène à la vie sauvage tout ce qui a du cœur. Le menu peuple reçoit les ordres d'un caporal Schlag, qui croit, en l'humiliant, remplir une mission céleste. Lady Montague nous montre ces infortunés tremblant sous le fouet du janissaire. Du fond de sa berline, elle n'a pas aperçu les éclairs de leurs yeux noirs où s'amassent de telles rancunes. Ils ont mis cent ans à couver leur colère; mais comme les traces de ces malheurs s'effacent lentement! Que de terres incultes, quels aspects mélancoliques, surtout aux environs des anciennes forteresses! Là, il

*heiten in der Türkei*, 1835-1841; Grisebach, *Reise durch Rumelien und nach Brussa*, 1839; Blanqui, *Voyage en Bulgarie*, 1841, etc.

semble que tant de fortunes diverses, qui ont roulé les hommes ainsi que des galets sur une grève, aient émoussé le tranchant de leur énergie. Combien de fois, suivant au petit pas de mon cheval la crête encore visible des retranchemens de Laudon, j'ai contemplé, près de Belgrade, ces plaines magnifiques et ce réseau de fleuves, où nos pères ne voyaient que la lice d'un éternel tournoi! Sur la scène vide aujourd'hui, que trouble à peine le chant d'un pâtre ou le cri d'un épervier, que de noms sonores, que de panaches, que de grands coups d'épée! Qui pensait aux Serbes à cette époque? Est-ce que le prince de Ligne, lorsqu'il datait de cette colline même, ses lettres charmantes, avait un regard pour les humbles villages perdus dans la vallée? Ainsi ce peuple fut ébloui jadis, mais écrasé par le choc des deux mondes. De tant d'orages qui passaient au-dessus de sa tête, il ne recevait que la foudre et non les pluies bienfaisantes. Je le voyais, abandonné au milieu de ce vaste champ de bataille, panser lui-même ses blessures et chercher en tâtonnant le chemin de l'avenir.

Au siècle dernier, les Valaques et les Moldaves avaient conservé leurs nobles : mais il aurait mieux valu pour eux n'en point avoir, tant ces boyards, encouragés par les princes phanariotes, se montraient impitoyables aux pauvres gens. On sait que, depuis plus d'un siècle, ces provinces étaient mises à l'encan et vendues à des banquiers grecs. Voici, d'après Zallony, les conseils que le nouveau gouverneur recevait en quittant Constantinople : — « Altesse! les ressources de votre principauté sont immenses, et les besoins de votre peuple limités. Si vous soumettez ces paresseux à de fortes taxes, vous protégerez l'agriculture et en même temps vous remplirez vos coffres. » — Il est doux de s'enrichir en faisant le bonheur de ses semblables. Le soi-disant prince faisait à Bucharest une entrée magnifique. Ce n'étaient que riches manteaux, kalpaks, aigrettes et bonnets de zibeline. Le clergé sortait des portes pendant que les cloches carillonnaient à toute volée. On voyait caracoler les boyards, revêtus de toutes les dignités du bas-empire, depuis le chancelier ou grammaticos jusqu'au grand-officier des bottes ou du narghilé. Le prince venait ensuite, essayant de se persuader qu'il était le successeur de Constantin dont l'image flottait dans les plis de son étendard. Mais derrière ce fantôme d'empereur grec on portait le sandjak impérial aux trois queues de cheval, symbole de sa vassalité. Quel triste gouvernement que celui d'un despote éphémère et toujours révocable! La destinée de celui-ci ressemble à un rêve des *Mille et une nuits*, à moins que ce ne soit la vulgaire aventure d'un marquis de Mascarille, brusquement dépouillé de son costume d'emprunt. A chaque minute il pouvait voir surgir devant lui quelque Capudji-bachi l'invitant à rendre des comptes, ce qui signifiait le

plus souvent rendre gorge, ou consacrer sa tête à l'ornement du sérail. La noblesse locale, autrefois si chevaleresque, faisait cause commune avec le gouverneur. Cette cavalerie chrétienne, errant sur la limite des deux civilisations, presque orientale dans ses mœurs, frappée souvent d'un double tribut par l'empereur et par le sultan, rachetant par des marques de servilité sa précaire indépendance, avait payé de sa fierté le maintien de quelques privilèges. Quant au paysan roumain, naturellement vif et gai, mais déformé sous un pareil joug, il en garda longtemps la courbature. Des récits presque contemporains nous le montrent doux et passif, mais silencieux et abruti, résigné, prêt à tout, indifférent aux bons comme aux mauvais traitemens, portant, avec sa pipe et son couteau, toute sa fortune à sa ceinture et vivant dans une sorte de tanière souterraine. Dans les premières années de ce siècle, la riche Valachie n'était encore qu'un désert à peine cultivé. On était stupéfait de rencontrer, au milieu de cette solitude, une capitale dont les deux cents églises brillaient au soleil, des palais, une société, des visites, des marchandes de modes et des équipages. Le pays cependant reprit haleine sous la protection des Russes, et se releva promptement de ses ruines. Dans ces plaines ouvertes, où subsistent les foyers de quelques grandes villes, la civilisation est contagieuse : elle s'éteint ou se rallume aussi soudainement que la flamme le long d'une rampe de gaz.

Au moins, les riverains du Danube et de la Save présentaient encore figure de peuples. Mais de cette vigoureuse nation bulgare qui balança jadis la fortune des empereurs, il ne restait, au début du siècle, que des débris informes. On savait à peine alors qu'il existât des Bulgares, encore moins qu'ils eussent une histoire. On aurait pu cependant reconnaître, par la différence des langages, la longue ligne d'investissement que leurs princes avaient tracée autour de Constantinople, du lac d'Ochride jusqu'à Varna. Mais personne, même parmi eux, ne se souciait de ce passé lointain. L'art de Byzance, et plus tard celui des Turcs, avait fait, de cette armée menaçante, une paisible ceinture de maraîchers et de laboureurs. La Bulgarie tout entière est, à cette époque, une énorme banlieue qui fournit à la capitale les trois objets essentiels en Orient, le pain, le tabac et les roses. Ses habitans acceptent si bien leur sort que les premières campagnes des Russes les trouvent fidèles à la Porte et soulevés contre l'envahisseur. Lorsque le sultan Mahmoud, secouant l'indolence du sérail, visite les cités bulgares, une foule émue et respectueuse se presse sur ses pas et parmi ces grappes humaines, qui couvrent les terrasses pour mieux le voir, on crie : « Vive le *Basileus!* » Ainsi, ces pourvoyeurs de Constantinople n'apercevaient, dans le sultan, que l'héritier des em-

pereurs; et pourvu que leur blé se vendît, peu leur importait le nom du consommateur. Au surplus, il ne faudrait pas se représenter les Bulgares comme de bons fermiers vivant sous la protection des lois : « Heureux, dit le proverbe, les peuples qui n'ont pas d'histoire! » Sagesse trompeuse, égoïsme à courte vue. Lorsque les hommes cessent d'avoir une destinée collective, incapables de s'aider les uns les autres, ils flottent à la merci des vents contraires. La différence d'un fleuve ou d'une montagne, un rayon de soleil, une tempête, une peste, une armée qui passe, décident de leur misère ou de leur prospérité. Les voyageurs qui ont traversé les environs de Widdin vers 1840 nous peignent des Bulgares maladifs et décharnés, vivant sous terre, comme les Valaques. De l'autre côté de la montagne, ils sont moins pauvres, mais sans défense devant tous les fléaux, minés par la fièvre près des marécages, décimés par la peste dans les endroits populeux. Un jour, nous sommes à Tirnovo et nous admirons, dans un site enchanteur, tous les signes de la prospérité. Un an plus tard, cette ville délicieuse n'est plus qu'un hôpital nauséabond. Que maintenant des voyageurs complaisans m'introduisent dans la cabane du paysan bulgare; qu'ils louent la chasteté des femmes et la patience des hommes; qu'ils décrivent minutieusement les broderies de leurs chemises et le rythme de leurs danses grossières, cela m'importe peu. Ce que je demande, ce ne sont pas des bergeries, ce sont des âmes de peuples. Longtemps encore après l'émancipation de ses frères, le peuple bulgare cherchera la sienne. Mais il la trouvera, malgré l'Europe et malgré ses divisions intestines.

Un œil exercé aurait pu dès lors discerner les traces d'un plan général dans la position des Bulgares, comme on reconnaît les assises d'un château féodal sous l'herbe qui les recouvre. Mais plus loin, en Macédoine, en Thessalie, en Épire, les voyageurs n'apercevaient qu'un chaos de langues et de races vivant pêle-mêle sous l'autorité nonchalante ou tracassière des petits tyrans locaux. Ce n'est pas qu'on y fût nécessairement misérable : ces provinces, plus éloignées des frontières de l'empire, avaient moins pâti des maux de la guerre. La soldatesque, qui vivait à leurs dépens, s'y trouvait à l'aise, et ne les maltraitait pas trop. Elle buvait, mangeait, faisait ripaille, comme ces begs de Macédoine dont Pouqueville nous décrit les festins pantagruéliques. Il ne faut pas oublier qu'au début du siècle, la péninsule n'est qu'une citadelle en désarroi : sur tel point, on s'est battu, et le sol, piétiné par les chevaux, est encore couvert de sang; à deux pas de là, des bosquets continuent de fleurir, et l'on mène assez joyeuse vie, en dépit du bruit du canon. Mais derrière ce campement, il n'y a que des tribus éparses qui se connaissent à peine entre elles, et qui souvent se combat-

tent. L'homme n'est plus cet être prévoyant, vainqueur de la mort et de l'espace, qui fonde un état pour se survivre à lui-même et pour dépasser l'horizon de sa colline. C'est un animal éphémère, sans passé et sans avenir, esclave et non pas maître du sol qui le nourrit. Le hasard l'a-t-il jeté dans la plaine, il est assez honnête et creuse machinalement son sillon; deux cents mètres plus haut, le voilà brigand: affaire d'altitude. Les vallées sont des tapis de verdure plus ou moins riches, sur lesquels un être instinctif, à la manière des abeilles et des fourmis, a dessiné l'arabesque des cultures et piqué les points rouges des villages. La politique peut tailler à sa guise cet habit d'Arlequin : elle n'y trouvera pas l'étoffe d'une nation.

Est-ce un peuple par exemple, ou n'est-ce point plutôt une bande de brigands, que cette Haute-Albanie, dans ses montagnes inaccessibles? Ici, le vol à main armée prend des proportions épiques. Il est appuyé sur l'honneur, sur la bravoure et sur de glorieuses traditions. Ici, on honore côte à côte le Christ et Mahomet : la religion n'est qu'un voile léger sous lequel reparaît le sauvage. Ce primitif a la beauté, l'agilité, la grâce d'une créature parfaitement adaptée à son rôle. On le considère avec respect : c'est un fauve de la grande espèce. Lui seul, ou ses pareils, les chevaliers de grand chemin, vivent dans le désordre comme dans leur élément. Sa race foisonne sur les ruines, fait souche et se propage. On l'a vu descendre de ses montagnes, envahir le plateau de Novi-Bazar, pousser devant lui les familles serbes et les jeter dehors. Il a inondé l'Épire et franchi le golfe de Lépante. Il a saccagé la Morée pour le compte des Turcs, en attendant qu'il combattît les Turcs pour le compte des insurgés, car il sert également toutes les causes, pourvu qu'il y ait des coups à donner ou à recevoir. Ce condottiere de l'Orient n'opère pas seulement en Europe : il égrène sur toutes les routes d'Asie ces villages d'Arnautes, terreur des populations paisibles. Il va devant lui, sans autre mobile que le goût des aventures, tantôt se glissant parmi les phanariotes pour gouverner la Valachie, tantôt exterminant à son profit les tyrans inférieurs, comme Ali-Pacha de Janina, tantôt escaladant les marches d'un trône, comme Mehemet Ali : c'est la dernière apothéose du soldat de fortune, protecteur de l'ordre, instigateur du progrès, idole de l'Europe. Celle-ci aura la simplicité de croire qu'on fabrique un état moderne avec les procédés du moyen âge et prendra pour un souverain philosophe le rusé destructeur des mamelucks. Mais ces brillans Albanais, s'ils peuvent défrayer l'Afrique et l'Asie de politiques et de guerriers, n'ont, dans leurs montagnes, rien construit de durable; et leur exemple ne servira qu'à perpétuer, au cœur de la péninsule, une forme de la civilisation que les habitans de Tombouctou ont déjà dépassée.

Il y a, de par le monde, des peuples qui ont un corps bien avant de posséder une âme : les Bulgares en sont la preuve. Il en est d'autres dont l'âme est si vive qu'elle a, en quelque sorte, précédé le corps : et c'est le cas des Grecs. A la veille de l'insurrection, ce grand nom de Grèce retentit partout. Il éveille les échos sonores de l'ancienne Hellade. La douce langue d'Homère enchante l'oreille du voyageur. Du Bosphore jusqu'à l'Eurotas, dans les rues de Constantinople, le long de la mer de Marmara, au sein des hautes vallées de la Thessalie, à Janina comme à Corinthe, on rencontre des essaims de ces abeilles qui volaient sur les lèvres de Platon. Mais quand on cherche un peuple, on ne trouve que des ruches dispersées, quelquefois le désert; et l'écho seul répète ces beaux noms d'autrefois.

Dans le Péloponnèse, le voyageur est attristé par les débris fumans des maisons brûlées. Sur la route de Patras, voici un village chrétien réduit en cendres par les ordres du brigand chrétien Colocotroni. L'Épire tout entière est en feu, bourgade contre bourgade, château contre château. Pour faire deux lieues, il faut négocier avec les chefs de dix villages, comme aujourd'hui dans le centre de l'Afrique. En face de la Messénie, l'île de Prodano, rendez-vous des pirates, tient les paysans de la terre ferme dans un état d'alarme perpétuelle. Tous les murs sont percés de meurtrières. On laboure le fusil à la main, et sous la protection de vigies volontaires, qui, à la moindre alarme, appellent tout le monde au combat. De même, aux environs de Corinthe, des sentinelles, postées sur les hauteurs, signalent par des cris le passage des voyageurs et par des coups de fusil l'apparition des corsaires. Il suffit de quelques heures pour opérer la levée en masse des paysans préposés à la garde de l'isthme.

Les contrastes de mœurs ne sont pas moins frappans. A côté du marinier agile, à la tête petite, à l'œil brillant, on rencontre à l'intérieur des Slaves encore mal éveillés. Dans cette Morée grande comme la main, que les cailles d'Égypte traversent d'un seul vol, il y a des cantons fermés à tous les souffles du dehors. Ailleurs, dans le Magne, cet épi rocailleux qui s'avance en pointe jusqu'au cap Matapan, on tombe en plein moyen âge. Là se dressent de gothiques manoirs, habités par des flibustiers gentilshommes. Là, vous serez reçu par quelque Flora Mac-Gregor, reine de son clan, et vous contemplerez avec stupeur, au début du XIXe siècle, ces velours verts ou cramoisis, ces couronnes ducales, ces châles brodés d'or, tout l'appareil du roman ou de la féerie.

Pourtant, sur ce sol privilégié, le flambeau vacillant du souvenir n'a jamais été complètement éteint. Cette race ingénieuse et mobile ne subissait qu'à demi la tristesse, la misère et l'oppression.

Et puis n'avait-elle pas la mer pour elle? Flots bénis, dont les sillons se referment derrière la proue des navires, sans garder, comme la terre, les traces de la désolation! Plaine ondoyante, toujours vierge et toujours jeune, qui, chaque matin, sollicite avec des grâces nouvelles l'activité des hommes! Est-il possible de garder rancune à la nature, quand elle vous poursuit d'un éternel sourire? Un peuple maritime peut-il devenir esclave de la glèbe et prisonnier de la montagne? N'a-t-il pas, comme les oiseaux de mer, des retraites inaccessibles, des angles de roc pour abriter sa nichée? Je me rappelle le récit d'un naufrage à Salamine, un de ces naufrages pour rire où l'on est toujours sauvé par quelque divinité favorable. C'est en 1804. Les voyageurs sont jetés parmi des rochers affreux; ils vont périr : mais soudain une nymphe compatissante, je me trompe, un bon moine se trouve là juste à point pour leur montrer l'entrée d'une caverne. Ils débarquent, ils allument un grand feu qui sent la résine. De leur grotte enguirlandée de pampres, ils contemplent, d'un œil attendri, la mer violette et les petites crêtes blanches des flots courroucés. Puis on les mène au couvent, boire de l'eau-de-vie de miel. « Là, je vis bien, dit le héros de cette aventure, que, tout en criant misère, on était fort à son aise. » Il est difficile, en un tel pays, de prendre le despotisme au sérieux. Les maîtres, dont le joug paraissait si insupportable, devaient ressembler plus d'une fois à ce primat grec dont parle encore notre voyageur, qui se grisait consciencieusement avec ses hôtes, criait et chantait à tue-tête, et aurait mis volontiers le feu à sa propre maison pour y voir plus clair. Toutefois, les Grecs de la côte et des îles étaient assez riches pour oser se plaindre. Leurs moyens leur permettaient de se souvenir qu'ils étaient un peuple, et tous les Colocotroni de l'intérieur, qui étaient pauvres, ne demandaient pas mieux que de les y aider. Rien ne ressemble moins aux mouvemens de l'enthousiasme que les débuts de cette insurrection.

Mais il faut admirer la puissance de l'idée qui peut infuser une seule âme à tant d'êtres différens ou hostiles. Que restait-il de la Grèce antique? A peine une traînée lumineuse, comme on dit que la lumière d'un astre éteint voyage encore à travers l'espace. Aurait-on cru que de pauvres pâtres, des matelots ignorans, des marchands avides, des voleurs de grand chemin iraient lever la tête et distinguer cette lueur dans le ciel de l'histoire? Ils l'ont fait cependant. Telle est la grandeur de cette idée de patrie, qu'à travers l'espace et le temps, elle est descendue, comme un lointain rayon, sur les fronts de ces races pour leur communiquer la force de vaincre. Ici-bas, la Grèce antique est morte : on ne la ressuscitera pas. Mais il semble qu'elle revive dans les étoiles, comme ces hé-

ros fabuleux que, jadis, elle élevait au rang des astres, et qui, bienfaisans même au-delà du tombeau, servaient encore à guider les navires. De même, elle a versé de là-haut sa lumière sur ces lointains descendans, appesantis de sang barbare; et cette lumière est si féconde, que, par sa seule vertu, elle a fait éclore une moisson d'espérances.

## III.

Si j'ai tracé ce tableau, ce n'est pas pour le vain plaisir d'étaler des misères en partie oubliées; encore moins pour diminuer le mérite des peuples qui ont conquis leur place au soleil. J'admire au contraire qu'ils aient pu, dans un si court espace de temps, convertir en citoyens des serfs naguère encore courbés sur la glèbe, ou de hardis partisans rebelles à toute espèce de frein. Mais, à quoi bon dissimuler les difficultés de cette glorieuse entreprise? Pourquoi flatter un patriotisme, respectable à coup sûr, mais qui peut égarer ces peuples sur leurs propres ressources et sur l'importance de leur rôle? S'ils étaient nés à l'écart, dans quelque canton reculé du globe, ou bien à l'époque où les communications étaient rares, ils auraient vidé entre eux leurs querelles, et parcouru lentement le cercle complet des métamorphoses où s'achèvent les êtres bien organisés. Mais ils ont grandi dans l'atmosphère surchauffée de l'Orient, sous les yeux des puissances attentives ou jalouses. Ils ont digéré à la hâte des alimens mal préparés. A peine dotés des organes les plus rudimentaires, on les a fait entrer de plain-pied dans les conseils de l'Europe. Grâce à leur position géographique, ils appellent sur eux l'attention de l'univers. Les voilà postés en sentinelles sur des remparts vermoulus qu'ils ont la charge de défendre contre des ambitions rivales. Il y a, certes, de quoi leur tourner la tête.

Quelle différence dans la destinée des autres nations civilisées! Les plus jeunes en apparence sont bien vieilles par comparaison. Voyez la Belgique, dont l'acte de naissance est daté de 1830; l'Allemagne ou l'Italie, qui atteignent seulement leur grande majorité : avant de parvenir à la pleine conscience de leurs forces, ces peuples ont parcouru la plus longue et la plus éclatante carrière. Ils cultivaient les arts, les lettres, les sciences; ils faisaient du commerce, de l'industrie, de l'administration, bien avant d'avoir trouvé la forme définitive des pouvoirs publics. Les communes de Flandre dressaient leurs beffrois, les riches corporations déployaient leurs étendards, les universités faisaient retentir les chaires, alors qu'on s'occupait à peine de savoir qui régnait à Bruxelles, à Vienne

ou à Berlin. Et c'est le cas de presque tous les peuples d'Europe : leur enfance politique s'est prolongée tard. Longtemps on a disposé d'eux sans leur consentement. Mais pendant leur minorité, ils ont acquis le goût du travail, la cohésion, les qualités solides sans lesquelles l'État n'est qu'une forme vide. Ils ressemblent à des hommes qui achèvent leur éducation complète avant d'entrer dans la vie politique.

Il en est tout autrement de ces peuples, esclaves la veille, auxquels on remet sans transition la charge de leur destinée. Et quelle destinée! Réparer les fautes séculaires de l'Europe, et combler le trou béant qu'elle a creusé à l'est! Comment parler de constitution, de progrès, de service militaire, à des gens qui comprennent à peine l'obligation du travail et la légitimité de l'impôt? De tous les mobiles qui dirigent les actions humaines, ils n'ont conservé que la passion de l'indépendance. Le travail, pour eux, c'est la servitude; et le premier usage qu'ils font de la liberté reconquise, c'est d'échapper, s'ils le peuvent, à cette loi tyrannique.

De là des embarras intérieurs qui diminuent leur force de résistance ou d'expansion. Chez eux, l'individu, bien loin d'être en avance sur l'État, comme dans les vieilles civilisations, retarde au contraire la puissance publique, arrête son essor, et parfois lui refuse les moyens de vivre. C'est ainsi que le gouvernement serbe est contraint de livrer un combat perpétuel pour arracher aux contribuables des ressources pourtant bien modestes, et qu'il a dû recourir aux armes pour imposer le service obligatoire. Les paysans du Danube sont admirables dans une insurrection; ils déclament avec éloquence contre le poids des impôts; mais ils ne comprennent pas la nécessité de former une société compacte pour faire tête aux étrangers, ni de mettre une part des bénéfices en commun pour améliorer leur sort. Ils ne saisissent pas davantage l'utilité de travailler au-delà de leurs besoins, ni de faire produire au sol tout ce qu'il peut donner. Ce qui leur manque, c'est le feu sacré, c'est le grain d'ambition personnelle qu'ailleurs chacun apporte dans son métier, et qui produit l'aisance générale, en donnant aux particuliers le superflu, chose si nécessaire! En pénétrant sous le toit de ces pauvres gens, très bien doués, naturellement bons, j'ai aperçu toute la fausseté de cette morale qui nous prêche la médiocrité. Grand philosophe, entrez ici! Considérez cet homme qui, lorsqu'il a du pain, livre sa terre aux ronces et aux orties! Le défaut d'ambition fait de son enclos un véritable cloaque, et la modération dans les désirs l'empêche de changer de linge. Si on le laissait faire, son idéal serait une anarchie tempérée par un vague sentiment fraternel, qui lui permettrait de vivre entre le pope et le staroste, à la condition d'écouter quelquefois, mais de

rosser au besoin ces guides affectueux de ses affaires temporelles et spirituelles.

Il faut louer sans réserve les jeunes gouvernemens qui n'acceptent point un pareil état social, et qui luttent de leur mieux contre l'ignorance et l'inertie. Mais s'ils produisent des hommes politiques remarquables, ils comptent peu d'administrateurs. Ils ont quelquefois des ministres qui connaissent merveilleusement l'Europe et très mal leur propre pays. Ce sont des diplomates éminens, grâce à leurs qualités primesautières; mais ils ont peu de goût pour les besognes terre à terre qui demandent moins de génie que de méthode et de persévérance. Ils se lamentent volontiers sur les défauts de leurs concitoyens, mais ils ne font rien, ou peu de chose, pour les guérir. La tâche ne serait pourtant point au-dessus de leurs forces: lorsque le duc de Richelieu entreprit de civiliser la Russie méridionale et de fonder Odessa, je doute que les Cosaques des steppes fussent beaucoup plus habiles cultivateurs que les habitans de la péninsule. Cependant, il fit de ce désert un des greniers de l'Europe.

Et puis, faut-il le dire? les formes parlementaires ne conviennent guère à ces peuples jeunes et rudes. Elles leur font perdre un temps précieux. Elles les accoutument à prendre les paroles pour les actes, à un âge et dans un pays où les actes importeraient plus que les paroles. Les plus beaux discours du monde ne feront pas pousser un brin d'herbe. S'il faut rallier les volontés éparses; s'il est bon de faire délibérer les hommes en commun; si enfin l'usage des assemblées s'est perpétué même à travers la conquête, je voudrais des conseils mieux appropriés aux besoins de ces peuples, plus simples, plus rares et en même temps plus solennels, faits pour contrôler ou pour ratifier sommairement les décrets d'un gouvernement vigoureux. On regrette le temps où le prince Milosch convoquait le peuple en plein air, et tenait ce langage devant dix mille citoyens groupés sur le penchant des collines : « J'ai voulu vous réunir à la Saint-Georges; mais le manque de fourrages pour une si grande quantité de chevaux m'a forcé d'attendre, et de réduire cette assemblée à peu de personnes. »

Passons rapidement sur des défauts de jeunesse, qui, après tout, n'attaquent pas les sources de la vie, et qui n'ont point empêché la Roumanie, la Grèce, la Serbie, de réaliser des progrès surprenans. Le voyageur qui les visite à vingt ans d'intervalle ne les reconnaît plus. Il parcourt mollement en chemin de fer ces routes sur lesquelles il avait été durement cahoté par des charrettes antédiluviennes. Il retrouve des villes naissantes, des hôtels et des trottoirs, où il avait laissé des bourgades, des taudis et des fondrières. C'est une affaire de temps. Mais ce que le temps ne peut

pas leur donner, c'est le moyen de se fondre un jour dans quelque unité supérieure.

L'objet principal de ces études a été d'expliquer comment la nature et l'histoire les avaient désunis. Le noble sentiment d'indépendance, qu'ils ont poussé jusqu'à l'héroïsme, ne contribue point à les rapprocher. Ils ont offert le triste spectacle de peuples frères qui se déchirent le lendemain de leur émancipation. Sans doute, la France, l'Allemagne et l'Italie ont passé par des épreuves intérieures aussi graves. Mais ces peuples ne vivaient pas exclusivement de politique. La passion des foules, un instant soulevée par les querelles des princes, prenait bientôt un autre cours. Le lendemain, chacun retournait à ses affaires, qui lui tenaient au cœur plus que tout le reste; et l'on pouvait remanier les territoires, redresser les frontières, souder les provinces sans provoquer des réclamations bien vives. Cette fusion est impossible entre des peuples que rien ne vient distraire d'une pensée unique dont ils sont enivrés jusqu'à l'obsession, à savoir de leur nationalité. La Serbie et la Bulgarie parlent à peu près la même langue: les associer sous le même sceptre paraîtrait à toutes les deux le plus grand des malheurs. La force seule pourrait opérer ce miracle, mais pour combien de temps? Ce n'est pas tout de conquérir, il faut assimiler, c'est-à-dire prendre les hommes par leurs intérêts, leurs plaisirs ou leurs croyances. Par quelles considérations de bien-être ou de religion retiendrez-vous des peuples qui n'ont pas de besoins et dont la foi n'est qu'un drapeau? Où trouver cet élément cosmopolite qui se plie à tous les régimes, et qui permit par exemple à Gênes, à Florence, à Milan de supporter la domination étrangère tout en faisant de l'art ou du commerce, et d'attendre avec patience l'heure du réveil national?

Supposons que les passions s'apaisent avec le temps, et que les esprits, plus cultivés, embrassent un plus large horizon: il y aura toujours quatre ou cinq grandes zones de langue et d'origine, Grecs, Latins, Slaves, Albanais, sans parler des Turcs. Chacune des nations chrétiennes a été surprise et comme figée par la conquête dans la position la moins favorable pour préparer l'unité de la péninsule: les Grecs, répandus sur les côtes et voués à la vie maritime, à laquelle ils sont plus propres qu'à fonder des empires en terre ferme; — les Roumains, cantonnés sur les bords du Danube, à la merci de toutes les armées de passage, séparés de leurs frères latins du Pinde et de la Dalmatie, coupés en deux par la frontière hongroise; — les Serbes, sans communication avec la mer, expulsés de ce plateau central où ils avaient établi d'abord le siège de leur domination, affaiblis par la défection des musulmans de Bosnie, et, de nos jours, plus qu'à demi enclavés par les pos-

sessions autrichiennes. En considérant cette découpure bizarre, je comprends le mot mélancolique d'un patriote serbe : « Plutôt, disait-il, que de vivre à l'étroit, sans débouchés et sans avenir, il vaudrait mieux faire le sacrifice momentané de notre indépendance et rentrer dans la grande usine à fabriquer des nations. Lorsque la première coulée n'est pas bonne, on rejette la fonte dans le moule. Qu'une grande crise nous remette en forme, nous sortirons de ce temps d'épreuve avec des profils plus fermes et des frontières mieux assurées, peut-être avec un morceau de Bosnie ou de Macédoine soudé à nos flancs. »

Si la fusion complète est impossible, que penser d'une confédération des Balkans? C'est une idée séduisante qui, de temps en temps, revient sous la plume des journalistes. On prétend même qu'elle sourit au génie des peuples slaves, bien que l'histoire ne mentionne aucune fédération slave qui n'ait été une épouvantable anarchie. Si l'on veut parler d'une société permanente où les états, mis sur un pied d'égalité, relèvent d'un pouvoir fédéral, à la manière de la Suisse ou des États-Unis, je n'hésite pas à dire que l'Europe orientale ne connaîtra jamais cette forme de gouvernement. Pour établir un pareil équilibre, il y a là-bas trop de jalousies, trop d'occasions de faire pencher la balance. Il faudrait d'abord supprimer l'empire ottoman, ce qui ne coûte rien à nos profonds politiques. Même alors, Constantinople, capitale fédérale, est une chimère qui mettrait en gaîté M. de Bismarck. On trouvera toujours des pommes de discorde en Orient : si ce n'est pas Constantinople, ce sera la possession de la rive asiatique, comme jadis au temps des Grecs. La jalousie fut le ver rongeur de cette ancienne société grecque, qui ne manquait certes pas de lumières. Lorsque Athènes essaya d'organiser une fédération qui servît de pont entre l'Europe et l'Asie, elle eut aussitôt contre elle toutes les cités rivales. Et cependant elles étaient de même race. Il fallut la main d'un conquérant pour imposer à la péninsule cette unité qui fut une décadence politique. Il y a des nœuds gordiens qu'on ne tranche qu'avec l'épée.

Cela ne veut pas dire que les états de la péninsule soient destinés à disparaître. Les mêmes causes qui les ont empêchés de s'unir les rendront, fort heureusement, d'une digestion très difficile à n'importe quel conquérant. Les vaincre une première fois n'est rien : leur faible étendue les met à la merci du plus fort. Mais les difficultés commenceront le lendemain de la victoire. N'ayant à peu près rien à perdre, car ils sont pauvres, les habitans de la péninsule orientale feraient ce qu'ont fait les Espagnols en 1809. Comme en Espagne, on verrait l'envahisseur entrer d'abord sans résistance, puis se débattre dans ce buisson d'épines et s'épuiser contre

un insaisissable adversaire; et ces mêmes peuples, qui ne sauraient former une confédération régulière dans les temps paisibles, se ligueraient immédiatement contre l'ennemi commun.

Du reste, il est moins facile qu'autrefois de supprimer en Europe le moindre état souverain. On ne partagerait pas aujourd'hui la Pologne avec autant de sans-façon qu'il y a cent ans. Cette nation chevaleresque n'a connu que dans le malheur l'unité morale, qui est la conscience des peuples. Il semble que son âme s'achevait dans le temps même qu'on taillait son corps en pièces. Aujourd'hui, Dieu merci, les peuples ne pèchent pas par ignorance d'eux-mêmes. On leur souffle dès leur naissance une vie artificielle. Le monde entier s'intéresse à leur santé. Si, par hasard, ils ont mal dormi, le télégraphe nous informe incontinent de la nature de leurs cauchemars. Aussi, bien loin d'attendre d'être écartelés pour se plaindre, ils crieraient volontiers avant qu'on ne les écorche.

Le plus vraisemblable, c'est que les états chrétiens des Balkans resteront libres. Je ne dis pas qu'ils conserveront exactement leur forme actuelle; mais ils ne dépasseront guère, les uns cinq, les autres dix millions d'habitans, à moins de s'entre-dévorer. C'est assez pour tenir un rang fort honorable parmi les états de second ordre. Sans doute, ils mèneront une existence inquiète entre les puissances formidables qui les entourent et qui se disputent leur amitié. Mais il n'est pas nécessaire de monter un gros bâtiment pour bien naviguer sur une mer orageuse. De tout temps, on a vu de ces petits états se faufiler entre les grands, qu'ils servaient ou combattaient tour à tour; user d'adresse pour sauvegarder leur indépendance, se ménager, se déclarer à l'heure propice, marchander l'appoint de leur flottille et passer sans vergogne d'un camp dans un autre, en n'écoutant que leur intérêt. Ainsi se comportaient jadis le Piémont, entre la France et l'Autriche; les Pays-Bas, entre la France et l'Angleterre; la Saxe, entre l'Autriche et la Prusse. Ce n'est peut-être pas très moral, mais c'est encore ce qu'on a trouvé de mieux pour subsister dans le conflit des ambitions. Quand on connaît les appétits des gros états, cela rend indulgent pour les ruses familières aux seigneurs de moindre importance.

Il n'est pas rare, d'ailleurs, qu'un petit peuple rende de tels services à l'équilibre du monde, qu'il devienne indispensable. On estime alors que, s'il n'existait pas, il faudrait l'inventer. Les congrès le prennent sous leur protection, et, ce qui vaut mieux, ses voisins veillent eux-mêmes sur son intégrité. Ils aiment mieux le voir libre que de le céder à un rival. Voyez, par exemple, la Belgique et la Suisse. On les nomme des états-tampons, parce qu'ils amortissent les chocs, et c'est merveille, en effet, comme on entend peu de bruit sur leurs frontières fortunées. Tout y est rem-

bourré, commode et confortable. J'ose dire que le sort de ces peuples est digne d'envie; mais la plupart d'entre eux n'atteignent qu'après de longs travaux cette honorable retraite. Avant de se reposer sur l'oreiller moelleux de la neutralité, ils ont vécu parmi les procès de bornage et les contestations de mur mitoyen. Tel un homme de loi, vieilli dans les disputes, obtient à l'ancienneté un siège de magistrat inamovible.

Les états des Balkans auront encore plus d'un écueil à franchir avant d'atteindre le port. Vainement la ligue de la paix plaiderait en leur faveur. Vainement des têtes graves se réuniraient autour d'un tapis vert pour les déclarer neutres. Il n'est, hélas! de neutralité solide que celle qui s'impose par les armes et que le temps consacre. J'approuve fort, pour ma part, ces petites monarchies de ne remettre à personne le soin de leur sécurité, mais de s'armer du mieux qu'elles peuvent. Elles devront, comme les autres, peiner et travailler pour conquérir le droit, non-seulement de se reposer, mais de vivre. Toutefois, on peut affirmer, au déclin de ce siècle, qu'elles ont déjà fait leurs preuves, et que leur cause est gagnée devant l'opinion. De plus en plus, on les considère comme des pièces essentielles dans l'équilibre européen. Ce sont autant de tampons ou de freins destinés à ralentir, si ce n'est à enrayer ces locomotives chauffées à blanc, qui menacent de se culbuter sur la route de Constantinople. Susciter, entre les grandes nations rivales, des petits états intermédiaires et relativement paisibles, est encore la manière la plus sûre et la plus économique de prévenir ou d'ajourner les conflits.

Ce sont là, cependant, des demi-solutions, puisqu'aucun de ces états n'est de taille à devenir le Piémont d'une nouvelle Italie. Leur plus grand mérite est de faire avancer l'Europe de quelques pas, et de lui former une ceinture protectrice. Mais la vieille querelle avec l'Asie n'est pas vidée. Saint-Marc Girardin croyait qu'elle finirait d'elle-même, par l'émancipation graduelle et spontanée des populations chrétiennes. On n'aurait eu qu'à laisser faire. C'est ce qu'il appelait « les dénoûmens orientaux. » Il se trompait : on aurait beau démembrer l'empire turc, et, comme on dit, manger l'artichaut feuille à feuille, il resterait encore à savoir quelle puissance et quelle civilisation domineraient sur les deux rives du Bosphore.

Le centre de la question d'Orient sera toujours à Constantinople.

***.

LES

# ÉTUDES MORALES ET SOCIALES

## AU POINT DE VUE NATIONAL

Autrefois, l'unité de l'éducation était demandée à l'esprit religieux; le maître était lui-même, le plus souvent, un prêtre; il avait donc à la fois une autorité pédagogique et une autorité morale. A notre époque, le professeur est un homme instruit, un savant, un lettré qui vient enseigner ce qu'il connaît, sans se préoccuper de ses voisins, tirant tout à lui le plus possible. Le matin, c'est de la grammaire latine ou grecque; le soir, ce sera de la géographie ou de l'histoire; demain, de la géométrie; et chaque maître est là, invitant les élèves à le suivre, sans parvenir toujours à les persuader. Un de nos écoliers, dit le recteur de Toulouse dans son rapport au ministre, « peut avoir affaire, dans la journée, à cinq maîtres différens et souvent plus. » On peut bien supposer en outre, avec M. Marion (1), que la moitié de ces maîtres sont de médiocres éducateurs : « Ce serait miracle qu'il en fût autrement, quand les choses de l'éducation, si délicates, sont les seules qu'on ne leur demande pas de savoir. » Que restera-t-il dans l'esprit des élèves au bout de la journée, au bout de la semaine, du mois, de l'année? Des idées confuses et détachées, sans conclusion nette, le sentiment d'une fatigue cérébrale, d'un voyage à travers le chaos. De là cette interrogation que les élèves formulent tout bas et parfois tout haut : « Pourquoi? A quoi bon? » La seule réponse caté-

(1) *Rapport au conseil supérieur.*

gorique, dans le système actuel, c'est la sanction finale du baccalauréat, la perspective du salut ou de la damnation classique; — pauvre mobile pour de jeunes intelligences, mobile d'autant plus incertain qu'on peut toujours être sauvé par un coup de la grâce, je veux dire du hasard. Nos enfans travaillent ainsi, — ou ne travaillent pas, — pendant huit ou neuf années, ne songeant qu'à la délivrance, parce qu'ils ont affaire non à des éducateurs, mais à des « professeurs » dont chacun ne connaît que sa spécialité. Le collège, c'est une juxtaposition de spécialités.

Nous avons déjà dit et répété que la prééminence appartient, en toutes choses, à ceux qui savent organiser et, dans l'organisme une fois construit, mettre une âme. Or, pour l'éducation littéraire, l'unité organisatrice ne peut venir des sciences positives, — mathématiques ou physiques, — qui sont trop éloignées des lettres et de l'art. Elle ne peut venir de l'enseignement littéraire lui-même, qui, sans idées directrices et formatrices, ressemble à un polype sans cerveau. Cherchons donc si elle ne devrait pas venir des sciences qui étudient l'homme et la société humaine, et déterminons la part que doivent avoir dans l'éducation les études morales et sociales. On parle sans cesse d'approprier l'enseignement aux besoins des sociétés modernes; si l'enseignement classique ne veut pas, sous ce rapport, paraître inférieur à l'enseignement spécial, s'il ne veut pas préparer lui-même le triomphe de son rival sous le nom d'enseignement français, il doit, lui aussi, faire une part à ces études morales et sociales, économiques et juridiques, qui contribueront à rendre l'éducation plus pratique et plus moderne, tout en augmentant encore sa valeur spéculative et éducative.

## I.

Dans l'antiquité, on avait « beaucoup d'idées pour peu de choses, » tandis que nous, modernes, nous avons, pour trop de choses, trop peu d'idées. La relation est renversée. Le sujet pensant est débordé par les objets, au lieu de les enserrer. Les anciens avaient l'habitude de la concentration, de la systématisation, de la synthèse : l'analyse nous morcelle et nous dissémine. A mesure que notre horizon devient plus large, il faut monter plus haut pour le dominer, l'augmentation sans fin du nombre des connaissances scientifiques, historiques et littéraires, rend donc nécessaire une plus forte culture philosophique. C'est là une loi, et une loi d'évolution mentale, à laquelle l'enseignement moderne ne saurait se soustraire. Les études classiques ne peuvent subsister qu'en s'élevant, et en prenant pour centre de perspective l'idée morale et sociale.

L'unification du savoir par ses principes et par ses conclusions philosophiques est particulièrement nécessaire dans notre pays. C'est, en effet, une tendance native de l'esprit français que de considérer tout à un point de vue général, de tout analyser, de tout raisonner. Depuis Descartes et depuis le XVIII^e siècle, cette tendance est de plus en plus manifeste; on ne peut espérer la détruire, ni changer notre esprit national. Elle a ses inconvéniens, sans doute, quand on se contente d'une logique abstraite, — très voisine de la géométrie, — et d'une philosophie superficielle ou « simpliste; » mais le remède à l'abus est dans un meilleur usage de notre rationalisme même. Puisque le peuple français, trop peu soucieux des traditions et de plus en plus composé de « libres penseurs, » a l'ambition de tout juger par raisons et raisons universelles, ne remettons pas aux journalistes, aux avocats et aux politiciens le soin de lui fournir une philosophie: donnons aux études morales et politiques des classes dirigeantes plus de solidité et plus d'étendue.

Au point de vue social, la principale cause de notre malaise actuel est l'antinomie d'idées ou de directions soit entre les diverses classes de la société, soit entre les divers partis politiques; le principal remède est dans tous les enseignemens qui ont pour but d'organiser les idées en vue d'une harmonie finale. Nouvelle raison pour enseigner à notre jeunesse les élémens des sciences sociales, économiques et politiques. Les divergences d'opinion qui subsisteront entre ceux qui auront étudié ces sciences seront beaucoup moins grandes que celles qui éclatent aujourd'hui entre les esprits livrés à leurs seuls instincts, à leurs préjugés, à la demi-instruction que donne la lecture de livres pris au hasard, ou de journaux qui flattent vos illusions. En outre, ceux qui ont étudié méthodiquement les grandes questions ont acquis par cela même ce qu'il y a de plus précieux et ce qui manque aux autres, ce qui manque surtout aux jeunes gens et aux hommes de notre pays, le sentiment des difficultés.

Seule l'étude des sciences de l'esprit préviendra cette anarchie intellectuelle et morale qui menace de nous diviser en fractions dont chacune, confinée dans sa spécialité égoïste, finira par perdre de vue les intérêts de l'ensemble, le rapport de toutes choses à l'union nationale. Ce ne sont ni les sciences positives, ni les études purement littéraires qui y peuvent remédier. Les sciences, en effet, ont une direction de plus en plus centrifuge, qui, si elle n'est point contre-balancée par la philosophie, ramènera les esprits à l'état de la matière diffuse et informe. Elles aboutiront, si elles sont seules, à nous rendre « machines en tout. » On connaît la recette célèbre de Pascal pour « ployer la machine » et mettre fin aux

questions indiscrètes : « Pratiquez, prenez de l'eau bénite, cela vous abêtira. » On peut dire de même : Pratiquez, résolvez des équations, récitez des formules toutes faites et des nomenclatures, cela vous abêtira. Et en effet, le seul moyen d'échapper aux curiosités de la philosophie, à ses échappées sur le monde intérieur et sur le grand tout, ce sera ou la foi machinale dont parlait Pascal, ou cette science machinale qui, rapprochant l'intelligence de l'automatisme, sera elle-même, au sens du vieux mot, un abêtissement. Trouvera-t-on un palliatif suffisant dans une littérature devenue elle-même toute formelle : l'art pour l'art, le style pour le style? Non; on fera des vers à rimes riches et à pensées pauvres, comme nous en voyons déjà de nos jours en France, et la poésie même sera devenue un petit talent mécanique.

Les études morales et sociales, dont l'organisation doit être l'œuvre maîtresse du prochain siècle, ont un privilège unique : elles constituent à la fois l'instruction la plus utile et l'éducation la plus désintéressée. Elles fournissent ainsi la solution de ce qu'on pourrait appeler la grande antinomie de l'enseignement moderne. En effet, la portée des sciences de l'esprit étant universelle, leur utilité comme instruction est également universelle. Psychologie, logique, morale, droit, politique et économie sociale servent dans toutes les professions, — scientifiques aussi bien que littéraires. Elles fortifient et assouplissent ce qui, selon Bacon, est l'instrument des instrumens, à savoir l'homme même. En outre, elles voient toujours l'homme dans son rapport avec l'humanité. Or, s'il est inadmissible de ne point connaître les relations de l'homme avec les objets extérieurs de la nature, il est encore bien plus inadmissible, surtout de nos jours, de ne pas connaître ses relations avec cet autre monde, sans cesse grandissant, où il a sa vraie patrie : la société humaine. Le principal « besoin » pratique des sociétés modernes, c'est précisément de se connaître. D'autre part, au point de vue de l'éducation, les études morales et sociales sont les maîtresses de réflexion par excellence. Au lieu de porter l'attention au dehors, sur le matériel des faits, elles l'habituent à remonter des apparences à la réalité intime, à l'esprit qui anime et vivifie. Elles sont pour ainsi dire l'examen de conscience intellectuel : celui qui ne rentre jamais en soi-même ne vit que d'une existence superficielle et dissipée au dehors, il n'a point ce qu'on pourrait appeler la moralité de l'intelligence. Plus les sciences de la nature et les arts de l'industrie font de progrès, en même temps que diminuent ceux de la théologie positive, plus il faut que les études psychologiques, morales et sociales rappellent l'esprit moderne à la vie intérieure, pour l'élever peu à peu à une vie supérieure : *ab exterioribus ad interiora, ab interio-*

*ribus ad superiora.* En même temps ces études développeront au plus haut degré le sens du réel, parce qu'elles sont les seules sciences qui saisissent des réalités en elles-mêmes. On ne devrait pas l'oublier dans la patrie de Descartes, les faits intérieurs, — pensées, sentimens, volitions, — *sont* par cela seul qu'ils *apparaissent* et que tout leur être est d'être aperçu, ou, pour mieux dire, de s'apercevoir. Quand je souffre, par exemple, je ne puis pas me demander si derrière ma souffrance, qui se sent, il n'y a pas quelque autre souffrance toute différente, peut-être même un plaisir. Je puis mal analyser les causes complexes de ma douleur, mais cette douleur est en soi telle qu'elle se sent. On l'a dit avec raison, le ciel même d'un Laplace, quoique plus vrai que le ciel des anciens, n'est encore qu'un ciel apparent, mais la conscience du plus humble des hommes est l'immédiate appréhension d'une existence réelle, d'une vie dont l'être est de se sentir, d'un monde intérieur qui, dans le moment où il se voit, se fait. D'autres sciences peuvent développer le sens du *vrai* abstrait, aucune ne développe à ce point celui du réel; or, le sens du réel devient de plus en plus nécessaire à notre époque. Mais il ne doit pas s'appliquer seulement aux réalités du monde physique; il doit s'appliquer surtout aux réalités du monde moral et social, qui, par leur complexité et leur infinité, échappent à nos mesures sans échapper à nos jugemens. Les sciences morales et sociales ont donc ce mérite propre de n'être ni des études purement formelles, ni des études matérielles; elles échappent ainsi, par leur nature même, aux deux grands écueils de l'enseignement moderne : oublier les réalités pour les formes, ou absorber toutes les réalités dans la matière.

L'enseignement cesserait d'être classique et libéral s'il se perdait dans les études particulières de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, de la jurisprudence, de la politique; mais il ne cesse pas d'être libéral, il le devient même davantage encore, tout en devenant plus pratique, quand il étudie les grands principes économiques et les lois sociales qui président à l'industrie, au commerce, à l'agriculture, à la jurisprudence, à la politique. Il se meut alors dans un milieu à la fois très réel et très moral. Comme la philosophie est, pour ainsi dire, la moralité de la science, l'économie politique est la moralité de l'industrie, du commerce et de l'agriculture; le droit naturel est la moralité de la législation; la science sociale est la moralité de l'histoire et de la politique.

Objectera-t-on que les études morales et sociales vont nous apporter une nouvelle surcharge intellectuelle? — Bien organisées, elles seront au contraire une simplification et une coordination des connaissances. Les vues générales et synthétiques donneront à l'esprit moderne un secours comparable aux figures

schématiques dans l'étude de la physiologie. S'il fallait suivre le sang dans toutes les ramifications des petites veines et artères, ce serait sans fin : l'important est de savoir comment il circule, du cœur à la tête et de la tête au cœur. Si donc il convient d'alléger de nos jours le travail des élèves, la réduction doit porter sur la partie spéciale et descriptive des sciences modernes, non sur leur partie générale et philosophique, non sur leur rôle moral et social; ajouter, ici, c'est en réalité diminuer la tâche, en la simplifiant et en la régularisant. La philosophie scientifique et morale, qui ramène toutes les vérités à leurs principes et les pousse toutes à leurs conclusions, les fixe du même coup dans la raison et dans la mémoire : elle rend la mémoire rationnelle et le raisonnement inoubliable. Donner enfin un cerveau à l'enseignement, ce n'est pas compliquer la difficulté, c'est la résoudre.

Ainsi, à tous les points de vue, qu'il s'agisse d'exercer l'esprit ou de le nourrir, de lui fournir une éducation de forme ou de fond, d'étendre ses horizons ou de les unifier à leur vrai centre de perspective, de concilier l'observation du réel avec l'essor vers l'idéal, la vision de ce qui est avec la conception de ce qui doit être, l'esprit d'observation avec l'esprit de spéculation, le sens de la vie individuelle avec le sens de la vie collective, les nécessités modernes avec les nécessités universelles, — ce sont les études morales et sociales qui doivent avoir le premier rang dans l'éducation, surtout dans l'éducation française : il faut y ramener tout le reste; il faut, pour ainsi dire, moraliser et socialiser non-seulement l'étude des sciences de la nature, mais aussi l'étude des lettres et de l'histoire. De là ce problème : — Quelles sont les diverses sciences morales qui devraient être proposées à l'étude de la jeunesse française? Dans quel ordre, à quel moment devraient-elles être enseignées?

## II.

Parmi les sciences morales et sociales, la plus essentielle à l'éducation de nos enfans, c'est celle où l'instruction et l'éducation même tendent le plus à se confondre : la morale. Certains éducateurs préfèrent s'en rapporter à l'action spontanée des lectures, des conversations, des circonstances; ils craignent de donner des règles, de raisonner le bien; ils pensent que la morale s'inspire, se respire en quelque sorte, plutôt qu'elle ne s'apprend; que l'éducation doit se borner à créer une sorte d'atmosphère, de climat moral en dehors duquel il devienne impossible de vivre. Pour cela, dans nos collèges, on s'en remet entièrement aux études littéraires et historiques : on croit qu'il suffira de lire, dans les au-

teurs classiques, un certain nombre de belles pages, ou d'entendre, dans la bouche des historiens, le récit de faits tantôt héroïques, tantôt criminels, pour développer chez nos élèves, avec le goût littéraire, le sens moral. Ce procédé empirique est suffisant, peut-être, chez les peuples qui reçoivent par ailleurs une forte instruction religieuse et qui ont conservé la foi théologique; est-il suffisant dans un pays comme la France, où les croyances sont en train de se dissoudre? Si toute idée, si tout exemple, si toute lecture est une suggestion, peut-on dire que la littérature et l'histoire ne contiennent pas, à côté des suggestions dans le bon sens, un grand nombre de suggestions dans le mauvais? Toutes ces idées sans lien, souvent contradictoires, tous ces sentimens irréfléchis et souvent opposés, finiront par se combiner avec les tendances naturelles des divers caractères, avec les influences du milieu ou des circonstances; mais la résultante finale sera-t-elle bonne, sera-t-elle fâcheuse? Tantôt l'un, tantôt l'autre. C'est la moralisation remise à la Providence ou au hasard. Nous ne voyons pas que, dans notre pays, les résultats de cette moralisation spontanée soient satisfaisans; trop souvent ce système, ou plutôt cette absence de système aboutit, en France, à une démoralisation spontanée. Joignez-y la substitution de la vie d'internat à la vie de famille, et demandez-vous si Virgile, Horace, Cicéron et Tite-Live suffiront à l'éducation de la jeunesse française? Pour que l'atmosphère morale existât, il faudrait en quelque sorte créer une organisation des suggestions; il faudrait être assuré qu'au lieu de demeurer confuses, inconscientes, elles viendront se ranger d'elles-mêmes en des catégories parfaitement tranchées, distinctes et conséquemment comparables entre elles : de la comparaison naît le choix, la prédominance et l'ordre. Si au contraire le jeune Français, déjà léger par nature, est abandonné à tout vent, à toute impulsion bonne ou mauvaise, sans se rendre compte de rien; s'il ne sait ni résister ni consentir volontairement aux impressions morales qui lui viennent par le dehors, sa volonté ne se formera que d'une manière imparfaite, mouvante et non stable; on n'aura point donné à nos enfans cette fermeté du caractère qui est le fondement de la moralité et le soutien le plus sûr d'un peuple.

Dans notre pays, d'ailleurs, combien sont rares les professeurs qui mêlent des réflexions morales aux réflexions littéraires, grammaticales ou historiques? M. Marion l'a remarqué avec raison dans son rapport : une timidité toute française retient l'expression des vérités morales sur la lèvres « des mieux intentionnés, des meilleurs parmi les éducateurs. » Au lieu de mettre notre pudeur à ne rien dire d'immoral, nous la mettons à ne pas faire de morale. Un de nos écrivains déclarait naguère que, pendant

toutes ses années de collège, il n'avait point entendu prononcer un seul mot sur la morale, sauf en philosophie. Et nos universitaires de se récrier. Nous pouvons cependant, pour notre compte, en dire autant. Jamais nous n'avons entendu faire une réflexion morale, même sur une version du *de Officiis*. Envoyez votre enfant à l'école primaire, on lui fera un cours de morale ; envoyez-le au lycée, il n'entendra pas parler de morale avant d'être arrivé à la classe de philosophie, — s'il y arrive. Et il en sera ainsi tant que nos professeurs de grammaire ou de littérature ne seront pas en même temps des moralistes, tant qu'ils n'auront pas eux-mêmes suivi préalablement un cours de morale appliquée à la pédagogie, tant qu'ils n'auront pas reçu une bonne culture philosophique, constatée par des examens sévères. Croit-on qu'un professeur de philosophie rougirait, lui, avec l'autorité que donne la science, de parler morale et instruction civique à des enfans français, de leur enseigner ce qu'ils doivent à leur famille et à leur patrie? La pudeur à rebours dont nous parlions tout à l'heure n'est, au fond, chez nos maîtres de grammaire, de littérature et d'histoire, que la pudeur de l'ignorance. C'est sa seule excuse.

Aux chances douteuses de la moralisation spontanée par la littérature et l'histoire, nous demandons que l'on substitue une doctrine précise de la vie, un enseignement scientifique de la morale. Il est un préjugé répandu, c'est que la morale n'est point assez scientifique pour être enseignée. On étend à la morale tout entière les incertitudes qui peuvent rester sur le caractère absolu ou relatif de ses principes métaphysiques, comme si on étendait à la géométrie entière et à toutes les autres sciences les incertitudes qui portent sur la nature et le caractère objectif ou subjectif de l'espace, du temps, du mouvement, de la force. La vérité est que, dans la morale, il y a une partie positive et parfaitement scientifique, comme il y a une partie métaphysique. Cette dernière, qui n'est pas la moins importante, doit être réservée pour la classe de philosophie ; l'autre peut et doit être enseignée de bonne heure. La partie scientifique de la morale comprend, en premier lieu, ce que M. Guyau a appelé les règles de « la vie la plus intensive et la plus extensive, soit pour l'individu, soit pour la société. » Il existe des lois de conservation et de progrès individuel qui sont susceptibles de démonstration ; il existe des lois non moins certaines de conservation sociale et de progrès social. La vie en commun a ses conditions nécessaires qui peuvent être déterminées scientifiquement ; la subordination de l'individu au groupe dont il fait partie, à la communauté nationale, est une de ces conditions. Les écoles positiviste, utilitaire, évolutionniste peuvent ici fournir une ample moisson de faits et de lois, pour constituer la partie positive de la morale, la science

des mœurs proprement dite et la science de la société. En second lieu doit venir ce que nous avons appelé ici même l'*esthétique des mœurs*, c'est-à-dire la considération du bien sous l'aspect de la beauté, non plus seulement de l'utilité et de la nécessité sociale. Enfin, cette étude doit s'achever, dans la classe de philosophie, par la *métaphysique des mœurs*, qui recherche le dernier fondement du bien dans les rapports de l'homme avec l'univers et avec le principe, quel qu'il soit, de l'évolution universelle. Il y a donc en somme, dans le bien moral, une utilité privée et publique, une beauté esthétique, une rationalité philosophique, qui peuvent être objets de transmission à autrui : en ce sens, comme disait Socrate, « la vertu peut s'enseigner. » Est-ce qu'un enfant sera aussi porté à l'égoïsme quand vous lui aurez démontré tout ce que sa famille, tout ce que sa patrie, la société entière, lui ont donné, lui donnent encore à chaque instant, et tout ce qu'il leur doit en retour? quand il aura acquis la notion claire et le vif sentiment de la solidarité nationale et de la solidarité internationale, quand il aura en même temps approfondi l'idée de la personne humaine et de sa dignité propre? Puisque toute idée est une force, — surtout en France, — l'idée de ce qu'il y a de mieux à faire aura évidemment une force de réalisation supérieure. L'idéal, par cela même qu'il se conçoit, se réalise déjà dans notre pensée. A coup sûr, on n'est pas certain pour cela qu'il se réalisera dans nos actes, parce que d'autres idées et surtout d'autres sentimens ou tendances peuvent entrer en lutte avec lui; mais, plus l'idée du *meilleur* sera claire et précise, plus elle aura de chances de victoire dans le conflit intérieur. L'auto-suggestion de l'idée est un des facteurs essentiels de la résolution finale. Les facteurs inconsciens, dont l'ensemble constitue le caractère, ont sans doute une grande importance, et on pourrait dire que la volition est en raison composée : 1° des facteurs inconsciens; 2° des facteurs consciens; 3° des circonstances actuelles. Mais la conscience réagit sur les forces inconscientes qui agissent en nous; elle les juge et, en les jugeant, les modifie. L'intelligence n'est pas une sorte de tribunal extérieur à nous et ayant besoin, pour exécuter ses arrêts, de faire appel à une force étrangère; se juger soi-même, c'est déjà se récompenser ou se punir, c'est aussi commencer l'amendement de son propre caractère : il n'y a plus qu'à appuyer dans le bon sens pour que certains traits du visage moral deviennent plus saillans, tandis que les autres rentreront dans l'ombre. L'intelligence, comme toutes nos facultés, aspire à sa propre satisfaction, et, si elle n'y parvient pas, nous éprouvons un sentiment de discorde intérieure qui peut aller jusqu'au déchirement. Or l'intelligence a un caractère d'universalité et d'impersonnalité; elle voit les choses sous un aspect général, désinté-

ressé, comme l'œil qui nous transporte malgré nous hors de nous-mêmes, pour nous faire apercevoir un horizon indéfini, éclairé par une lumière qui s'impose victorieusement aux regards. L'intelligence commence donc à ouvrir le *moi :* elle est, comme le regard, altruiste par essence. Elle est aussi, selon l'expression de Kant, législatrice. Elle tend à ériger tout en loi, parce que sa nature est de saisir la loi, qui seule peut la satisfaire. Si naturelle est cette tendance, que nous élevons toujours nos actions au rang de maximes, de théories. Nous trouvons des règles pour expliquer et justifier même une faute. Aussi la prétendue sagesse des nations fournit-elle des « maximes » pour le mal comme pour le bien. En un mot, nous voulons toujours élever le fait à la dignité d'idée. Une faute de conduite est un sophisme en action, et, nous dit Dante, le diable même est « bon logicien. » La morale, sérieusement étudiée, peut seule substituer la vérité aux sophismes du cœur; seule elle peut élever la pensée du jeune homme à la considération de ses fins universelles, à la conscience réfléchie de sa fonction nationale, — qu'elle soit scientifique ou littéraire, — ainsi que des rapports qui existent entre cette fonction et le bien de la patrie, de l'humanité entière. Il faudrait donc introduire dans l'éducation laïque ce qui est en usage dans l'éducation religieuse : l'action constante sur les sentimens, et aussi l'action constante sur les idées, par une étude de plus en plus approfondie des principes moraux et de leurs applications.

On nous dira peut-être que l'enseignement de la morale dans les collèges se heurtera alors aux mêmes difficultés que dans les écoles ; le professeur ne saura s'il doit prononcer devant ses élèves le nom de Dieu, s'il a le droit d'enseigner tout au moins une morale spiritualiste. Mais, dès aujourd'hui, dans le programme de l'enseignement spécial, ne voyons-nous pas cette mention : « Devoirs religieux et droits correspondans; rôle du sentiment religieux en morale? » Dans le programme de l'enseignement secondaire pour les jeunes filles, ne trouvons-nous pas également : « Devoirs religieux et droits correspondans; rôle du sentiment religieux en morale. Les sanctions de la morale : rapport de la vertu et du bonheur. La vie future et Dieu. » Enfin, dans le programme du baccalauréat ès lettres, nous lisons : « La morale religieuse; devoirs envers Dieu. Dieu, son existence et ses attributs. Immortalité de l'âme. » Nous ne voyons donc point pourquoi on n'oserait prononcer le nom de Dieu devant les jeunes enfans de nos collèges, en observant d'ailleurs ce qui est recommandé dans le programme des écoles primaires : « L'instituteur n'est pas chargé

de faire un cours *ex professo* sur la nature et sur les attributs de Dieu ; il associe étroitement dans leur esprit à l'*idée* de la cause première et de l'être parfait un sentiment de respect et de vénération, et il habitue chacun d'eux à environner du même respect cette *notion de Dieu*, alors même qu'elle se présenterait à lui sous des formes différentes de celles de sa propre religion. »

On a, de certains côtés, blâmé cette rédaction, si réservée pourtant et si sage, et il faudrait peut-être s'attendre à quelques récriminations si l'enseignement moral était organisé dans les collèges. C'est qu'on ne fait point ici les distinctions nécessaires. L'enseignement de la morale ne doit pas être « confessionnel, » car alors il choquerait la liberté de conscience, dans un pays aussi divisé que le nôtre, mais il ne s'ensuit pas que l'enseignement moral doive être absolument étranger à toute doctrine philosophique, ni même que le nom de Dieu en doive être banni comme celui de la Vierge, des saints, de Luther et de Calvin. Bien plus, étant donné l'état actuel des esprits en France, loin d'être contraires à la laïcité de l'enseignement, des notions très générales sur Dieu sont un des moyens les plus sûrs d'entretenir l'esprit laïque et de combattre l'esprit clérical. C'est précisément, en effet, pour dégager l'idée de Dieu de ses accessoires confessionnels qu'il convient d'en parler aux enfans sous une forme large et libérale. Il faut leur faire comprendre que cette idée de Dieu n'est pas nécessairement liée à celles de confession, de communion, de damnation, etc. Par là un esprit de tolérance, trop rare encore chez nous, s'insinuera peu à peu dans la jeunesse. Au contraire, faites le silence absolu sur toutes ces questions ; vous laisserez croire qu'elles sont non philosophiques, mais uniquement théologiques ; par cela même vous déchaînerez au sein de notre pays tous les fanatismes, soit religieux, soit antireligieux. Les adversaires mêmes des religions positives vont donc contre leur but en voulant proscrire de l'enseignement ce qu'ils appellent la « religion naturelle, » et en habituant les enfans à confondre (comme ils le font d'ailleurs eux-mêmes) les opinions philosophiques avec les dogmes théologiques. Quoi qu'on pense des religions positives et même de la « religion naturelle, » les diverses formes que prend la foi en un principe supérieur à l'univers ont un fondement commun, bon ou mauvais, et ce fondement est surtout d'ordre moral. Or, on ne peut guère admettre qu'un jeune Français ne connaisse pas les raisons et les sentimens qui sont la base commune des diverses religions dans tous les pays civilisés. En évitant la forme dogmatique, il est essentiel de dégager ces raisons, dont les enfans devenus hommes auront plus tard à apprécier, — s'ils le peuvent, — la valeur absolue ou relative. Un

tel enseignement est d'autant plus admissible que, dans toutes les religions et aussi dans toutes les philosophies depuis Kant, la notion de Dieu est représentée comme un objet de pure croyance ou de « foi, » principalement de foi *morale*, nullement comme un objet de science ou de démonstration. Il serait même tout aussi contraire à l'orthodoxie religieuse qu'à la philosophie contemporaine de prétendre « démontrer » Dieu comme un théorème de géométrie ou une loi de physique. Ce n'est pas sur notre « science » que s'appuie l'idée de Dieu; c'est au contraire sur notre ignorance théorique du secret de l'être et sur la conception que nous nous formons de notre idéal pratique. L'ignorance de ce qui *est* au fond des choses, jointe à la pensée de ce qui *devrait être* et de ce que nous voulons réaliser pour notre part, voilà les deux principes philosophiques de toute croyance en Dieu. Nous ne disons pas que ces principes entraînent nécessairement cette croyance, comme les prémisses d'un syllogisme entraînent la conclusion, puisque ce ne serait plus alors une vraie « croyance volontaire ; » mais nous disons que ces deux raisons, suffisantes ou non au point de vue de la pure logique, doivent être connues de tous, et qu'une éducation ne serait pas complète qui ne les ferait pas connaître. La philosophie des religions, en définitive, fait elle-même partie de la philosophie, quelle que soit la conclusion qu'on adopte pour ou contre « l'irréligion de l'avenir. »

Que le philosophe et le prêtre, dans notre pays, accomplissent donc chacun ce qu'ils croient le meilleur, mais que leur rivalité ne dégénère ni en haine ni en guerre mutuelle. Moins que tout autre, le philosophe doit oublier que la vérité est toujours relative, en ce qui concerne surtout le dernier fond de l'être, le secret de l'existence et la fin suprême de la vie. S'il y a des mythes et des symboles dans les religions, le philosophe et le savant doivent reconnaître qu'il y a aussi du symbolique, de l'imaginatif, disons le mot, du mythique jusque dans les conceptions les plus abstraites de la métaphysique ou même de la science. Et les conceptions matérialistes n'y échappent pas; elles y échappent moins que les autres. En effet, elles composent tout avec des atomes, c'est-à-dire avec des espèces de grains de poussière ayant des formes représentables, qu'elles font tournoyer dans l'espace comme en un trou immense. N'est-ce pas là de la mythologie au premier chef, et ne faut-il pas une rare ingénuité pour croire que cette danse de petits cubes ou de petites sphères soit le fond même de l'être, de la vie, du sentiment, de la pensée? Si les religions font de l'anthropomorphisme, le matérialisme fait de l'hylomorphisme, et il est douteux qu'il soit pour cela plus rapproché du sanctuaire impénétrable de l'être. Savans, métaphysiciens et prêtres peuvent également dire avec le poète :

Nous contemplons l'obscur, l'inconnu, l'invisible;
Nous sondons le réel, l'idéal, le possible;

. . . . . .

Nous regardons trembler l'ombre indéterminée.

Si donc l'esprit humain est nécessairement dans le domaine du relatif, l'absolutisme est un abus plus intolérable et plus illogique encore chez le philosophe, qui, tout en se croyant plus voisin de la vérité, doit pourtant savoir qu'il la traduit toujours en langage humain et, à vrai dire, en images. Substance, cause, force, fin, être, essence, âme, Dieu, matière même, — autant d'images, autant de métaphores, autant de traductions symboliques d'un texte impénétrable. Soyons donc tolérans et ne nous voilons pas la face si, en dehors de toute confession religieuse, on parle vaguement aux enfans de France du Dieu en qui espère le genre humain, au lieu de leur parler de la matière première, qui n'est guère plus intelligible, ou de la substance, ou de la force. Pour l'athée même, l'*idée* de Dieu demeure encore le plus haut symbole de l'idéal moral en voie de réalisation dans le monde et dans l'humanité. De plus, la négation absolue de toute puissance morale immanente au monde et lui imprimant une direction est un dogmatisme retourné, aussi indémontrable au fond que le théisme. Qui peut affirmer qu'il n'y a dans l'univers aucun ressort moral, que le monde, bien qu'il soit arrivé à produire des êtres moraux, est en son principe absolument *amoral* et même *immoral?* A défaut d'une vérité et d'une certitude démontrables, cette doctrine offre-t-elle tant d'avantages, privés ou publics, qu'on doive l'inculquer dès l'enfance? Belle découverte pour des enfans, bel encouragement pour des maîtres que de leur dire tout d'abord : — L'univers est livré à un conflit de forces brutales, que ne domine et ne règle aucun ressort moral; notre idéal d'un bien infini est une chimère que la nature ne connaît pas et ne réalisera jamais; l'absence de moralité est au fond même de la nature, et notre prétendue moralité n'est qu'une utilité sociale, toute relative aux idées de l'homme! — Il est clair que l'éducateur ne peut, au nom de l'état, enseigner une telle doctrine. La croyance contraire, idéaliste et théiste, est celle de la presque totalité des Français, à l'exception de quelques philosophes ou de quelques esprits imbus d'idées philosophiques. Ces derniers ne sont pas obligés d'envoyer leurs enfans dans les collèges de l'état. Pourquoi d'ailleurs, dans ces écoles ou collèges, les idées personnelles du père devraient-elles être exclusivement respectées, tandis que les idées et sentimens généraux de la nation n'auraient droit à aucun respect? De deux choses l'une, ou l'enfant s'élèvera tout seul, et alors sa « liberté de conscience » ne subira pas la moindre « atteinte; » ou l'enfant ne peut s'élever

seul, et alors comment le soustraire à toutes les idées qui sont traditionnelles de génération en génération dans la patrie commune? Chacun doit consentir à ce que ses enfans, s'il confie à l'état le soin de les élever, subissent l'influence générale. Quant à ceux qui peuvent les élever eux-mêmes, qu'ils les instruisent selon leur conscience, mais qu'ils reconnaissent qu'en somme ils ne font que substituer ainsi une influence à une autre.

Si l'État voulait abandonner toute direction sous prétexte de sauvegarder exclusivement « l'opinion des pères de famille, » ainsi érigée en dogme, il faudrait alors proscrire des écoles tout enseignement de la morale quel qu'il fût; ne pas blâmer le suicide devant les enfans, car leur père peut être partisan du suicide; ne pas blâmer les unions libres, car leur père peut être partisan des unions libres; ne pas enseigner le respect de la propriété, car leur père peut être ennemi de la propriété; ne pas parler d'ordre public, de loi et de constitution, car leur père peut être anarchiste. Effacez même dans les écoles le nom de patrie et supprimez-y le drapeau français, car il y a des socialistes pour qui les drapeaux ne sont que des illusions diversement colorées, pour qui la patrie est un reste d'idolâtrie religieuse, une entité métaphysique, contraire aux idées humanitaires; il est des socialistes pour qui il n'y a ni Français ni Allemands, mais seulement des prolétaires d'un côté et, de l'autre, des capitalistes, qui sont les ennemis. La patrie, pour un sceptique désabusé, est un mot aussi suspect d'idéologie que celui de Dieu, et il est certain que, si l'on a commis des crimes au nom de Dieu, on en a commis aussi au nom de la patrie.

Selon nous, le meilleur moyen d'agir sur la moralité des enfans ou des jeunes gens, et cela en dehors des opinions religieuses, — ce serait précisément de leur présenter la morale sous un aspect civique et patriotique. D'après les rapports des instituteurs et inspecteurs sur les résultats de l'enseignement moral dans les écoles, ce sont les idées et sentimens de patriotisme qui ont fait au cœur de la jeunesse les plus remarquables progrès. Aujourd'hui, paraît-il, on a plutôt besoin de modérer que d'exciter chez les enfans de nos écoles l'enthousiasme national. Dans les lycées et collèges, la discipline intérieure et l'éducation morale pourraient être présentées comme des formes essentielles de civisme et, sous cet aspect nouveau, elles seraient acceptées de tous. Il faudrait montrer dans la vie du lycée l'apprentissage de la vie nationale, dans le respect de la règle, l'initiation au respect de la loi nationale et la préparation à la discipline militaire; il faudrait dire à ces enfans que la France a besoin de générations qui sachent, non par soumission aveugle, mais par soumission volontaire, obéir à une

loi dont leur raison reconnaît la nécessité. Pour nous, nous pensons qu'en parlant aux élèves de ce qu'ils doivent à leur pays, on y pourrait tout faire rentrer. Il faudrait que le côté national de leurs études fût mis en lumière et que la paresse leur apparût ce qu'elle est réellement, une ingratitude envers la patrie. Si vous leur enseignez la grammaire française, parlez-leur de la France, de sa langue, de son influence, du devoir qu'a chacun de nous de continuer une tradition glorieuse. Si vous leur enseignez les lettres latines, parlez encore de la France, de ses rapports avec le monde romain et avec la littérature romaine. Si vous leur enseignez les sciences, parlez encore une fois de la France, de sa réputation scientifique à maintenir, de son industrie et de ses arts à défendre contre la concurrence étrangère. Donnez de même une couleur civique aux idées morales : ce sera le meilleur moyen de faire la part de l'enseignement religieux et de l'enseignement laïque. Quel ministre d'une religion positive trouverait mauvais que les représentans de l'État parlent, au nom de la patrie, des devoirs envers la patrie? De même que, pour le croyant, tout devoir est un devoir envers Dieu, de même, pour celui qui aime la France, tout devoir devient un devoir envers la France (1).

(1) Je prends les programmes officiels de morale; j'y ajoute au courant de la plume quelques mots, et les voici changés en programmes de *morale civique :*

I. *La patrie, la nation.* — Qu'est-ce qu'une nation? N'est-ce qu'un ensemble d'individus? Ce qu'il y a de vrai et de faux dans la théorie du contrat social et dans la théorie de l'organisme social. Solidarité des générations. L'esprit national; ce qui le constitue. La France.

II. *L'homme privé.* — Ce qu'il doit être dans l'intérêt même de la patrie. Qualités et défauts des Français en général, et en particulier des enfans français. Les vertus privées, nécessaires au citoyen; véracité, courage, travail, tempérance, etc. Effets sociaux des vices privés; leurs conséquences pour la nation entière.

III. *La famille.* — Sa nécessité pour la patrie; sa fonction essentielle dans l'organisme national. Sa constitution morale et civique. L'esprit de famille; ses qualités et ses défauts en France. L'autorité dans la famille. Les devoirs de famille : parens et enfans, frères et sœurs; serviteurs.

IV. *L'école et le collège.* — Leur place dans la patrie. Devoirs de l'écolier envers ses maîtres et ses camarades. Apprentissage des vertus civiques et militaires. — La paresse, ingratitude envers la patrie, est un déshonneur. — Les études classiques : leur caractère national et patriotique. Pourquoi on apprend les lettres françaises, les lettres grecques et latines, les sciences, l'histoire, la philosophie. Grandeur littéraire et scientifique de la France; son ascendant intellectuel.

V. *Rapports des citoyens entre eux.* — Devoirs et droits mutuels. Respect de la personne humaine et de la patrie commune dans les autres hommes. L'esclavage; le servage. Rôle de la France dans leur abolition.

Respect de nos concitoyens dans leur honneur. La diffamation et la calomnie. Les excès de la presse.

Respect de nos concitoyens dans leurs croyances et leurs opinions. Liberté religieuse et philosophique; tolérance religieuse, philosophique, politique. Fanatisme religieux

## III.

Les études littéraires n'ont pas moins besoin d'être organisées que les études morales. On a trouvé vieillis les anciens exercices littéraires, discours latin, vers latins, etc. Les Français, il est vrai, pratiquaient déjà l'*argutè loqui* quand ils n'étaient encore que des Gaulois; n'importe, on a attribué au discours latin les dé-

et antireligieux; fanatisme politique et haine mutuelle des partis; leur danger au point de vue patriotique. La France doit être unie.

Respect de la personne humaine dans ses biens. Principe de la propriété. Sa nécessité au point de vue social, national et international. La propriété en France.

La justice et la fraternité. Formes diverses de la charité. Le dévoûment.

VI. *L'état et les lois.* — Fondemens de l'autorité publique. L'état français. Sens vrai et sens faux de la souveraineté nationale.

Le gouvernement. Ses diverses formes; leurs avantages et leurs dangers. Qualités et défauts des Français au point de vue politique. L'instabilité politique et ses périls. L'esprit révolutionnaire.

L'armée, le soldat. Le service obligatoire; la discipline militaire. Le courage militaire en France. Nos qualités et nos défauts dans la victoire et dans la défaite.

Devoirs du citoyen envers l'état. Obéissance aux lois, impôt, vote, etc.

Droits du citoyen. Liberté individuelle, liberté de conscience, liberté du travail, liberté d'association.

Devoirs et droits des gouvernemens. Dangers de l'autoritarisme et dangers de l'anarchie. La vraie et la fausse liberté.

La vraie et la fausse égalité. Avantages et abus de l'esprit égalitaire en France.

Gravité et difficulté croissante des questions sociales à notre époque.

VII. *Les rapports des nations entre elles.* — Devoirs et droits internationaux. Solidarité internationale. Nécessité de toujours considérer toute question à un point de vue international.

L'humanité. L'amour de l'humanité et sa conciliation avec l'amour de la patrie. Le vrai et le faux patriotisme; le vrai et le faux humanitarisme.

VIII. *L'univers.* — La patrie universelle. La sympathie universelle. L'amour de la nature. Les devoirs envers les êtres inférieurs. L'homme, citoyen du monde.

IX. *La société idéale des esprits.* — Les croyances relatives à une patrie spirituelle et à une cité divine. Le « règne des fins » de Kant. Importance de ces croyances au point de vue de la moralité privée et publique.

Respect dû par l'état et par les individus à ces croyances, sous leurs diverses formes: religion naturelle ou morale (Kant), religions positives.

Les sanctions de la morale. Sanctions de la conscience. Sanctions sociales; fondement de la pénalité. Croyances relatives à une sanction suprême.

Limites de la science positive : l'inconnaissable. La modestie du savant. Fondemens métaphysiques et moraux de toute croyance à un monde invisible et à un triomphe final de la moralité dans l'univers. A quelque programme de ce genre, qu'on pourrait développer dès la classe de seconde ou de troisième, ajoutez le programme « d'instruction civique, de droit usuel et d'économie politique, » déjà adopté dans l'enseignement primaire. Un cours de morale et d'instruction civique ainsi présenté, sous des formes plus ou moins élémentaires, mais à la fois scientifiques et animées, avec des exemples empruntés à l'histoire, serait-il inutile pour nos élèves de l'enseignement classique, indifférent à leur moralisation comme écoliers, comme hommes, comme citoyens?

fauts de notre race, au lieu d'attribuer aux défauts de notre race ceux de nos discours latins. On a aussi trouvé vieillie l'ancienne critique littéraire et, sous l'influence de M. Michel Bréal, on lui a substitué de la philologie et de l'histoire. Aux enfans de quatrième on raconte les transformations de l'accent tonique dans les mots d'origine populaire, l'histoire des mots tirés du latin par les savans ou celle des « doublets. » Qui connaît les doublets, hormis quelques philologues, et qui a besoin de les connaître? La philologie et l'érudition historique sont les deux grandes ennemies de l'instruction. Aux jeunes gens de seconde, on énumère des écrivains du dernier ordre; on se perd dans les origines de notre littérature et dans les ébauches par où son enfance a débuté. Sous prétexte d'éviter le dogmatisme dans les cours de littérature, on emplit les têtes, comme pour en faire des catalogues vivans, de noms d'auteurs et de noms d'ouvrages, — depuis Pierre Leroy, Gillet, Chrétien Pillon, jusqu'à Raquin, du Bellay, Baïf, Jodelle, etc.

Pour nous, nous voudrions que l'enseignement des lettres aboutît, non à cet inventaire historique, ni à ces vaines curiosités philologiques, mais à une doctrine de l'art et de la littérature; que les études littéraires fussent une esthétique à la fois sentie, raisonnée et appliquée. Comment les jeunes gens s'intéresseront-ils aux œuvres des grands écrivains, même replacées en leur milieu historique, s'il leur manque des idées directrices et, pour dire le mot, des principes, — soit esthétiques, soit moraux et sociaux, — qui animent chaque lecture, lui donnent un but et une signification? Or, tout ce qui ressemble à une doctrine quelconque, nous ne disons pas dogmatique, mais libre, ouverte, conjecturale même, on l'a banni de l'enseignement. Là serait cependant, selon nous, le vrai et seul « centre de gravité; » avoir des idées, avoir une opinion littéraire, une croyance morale et sociale, une vue générale de la nature et de ses grandes lois, puis, avec ces idées directrices, coordonner toutes les autres idées, coordonner les faits de la science, de l'histoire, de l'art; introduire du même coup l'ordre et un sens dans les explications d'auteurs; enfin et surtout s'exercer soi-même à exprimer des idées et des sentimens, à composer de petites œuvres de goût ou de raisonnement, mettre ainsi ses pensées en action et en forme, sous le contrôle perpétuel des modèles classiques: voilà qui ferait la vie de l'enseignement secondaire, où, aujourd'hui, ce ne sont pas seulement les langues qui sont mortes, mais les idées et les sentimens. Les maîtres eux-mêmes n'ayant pas d'idées, comment les élèves en auraient-ils?

Si le professeur de philosophie, ou, à son défaut, celui même de littérature, après avoir reçu une meilleure instruction philosophique,

parlait aux élèves des diverses théories sur le beau, sur le sublime, sur la grâce et ses conditions, sur l'objet de l'art, sur l'idéalisme et le réalisme, sur les classiques, les romantiques et les naturalistes, sur la poésie, la sculpture, la peinture, l'architecture, la musique, — et cela avec l'aide de gravures, de photographies ou de plâtres, qui serviraient à de véritables leçons de choses; avec l'aide aussi de ces autres leçons de choses que fournirait un texte bien choisi de Virgile ou de Tacite, de Racine ou d'Hugo, croit-on que les élèves n'y prendraient aucun intérêt, n'en retireraient pas à la fois plus de plaisir et de profit que de l'emmagasinage purement historique ou philologique?

## IV.

Comme l'étude de la littérature devrait aboutir à une doctrine élémentaire de l'art, ainsi celle de l'histoire aurait besoin d'être complétée par une doctrine élémentaire de la société humaine et de son développement. Mal entendu, l'enseignement historique se perd dans le détail de menus faits qui n'offrent plus aucun sens (1). Bien compris et rattaché à des idées générales, l'enseignement historique devient une partie essentielle de l'éducation. L'être qui n'a aucune notion de l'histoire est neuf dans le monde comme un enfant, et même comme un orphelin qui n'aurait jamais connu ses parens. Il lui manque le sentiment de la solidarité humaine et de la solidarité nationale. Il lui manque aussi le sens du temps, ce facteur essentiel de tout ce qui est durable; il sera la dupe de toutes les utopies improvisées, abstraites, construites en dehors de la durée et de l'histoire. Le premier rêveur venu lui

(1) Entrons au cours d'histoire, tel qu'il existe trop souvent; nous assisterons à la même opération de *cramming*, de bourrage, que nous avons déjà trouvée dans les cours de sciences: l'idéal, ici, c'est la transformation des élèves en phonographes. Je lis dans une rédaction : — « Le nouveau roi de France, Eudes (887-898), voulut se faire reconnaître de l'Aquitaine. Tandis qu'il était dans le midi, un fils posthume de Louis le Bègue, Charles IV, dit le Simple, se fit proclamer roi dans une grande assemblée tenue à Reims. Le roi de Germanie Arnulf, qui indirectement se rattachait aussi à la race carlovingienne, et en qui subsistait encore l'ambition impériale, malgré la grande protestation de 887, accueillit dans la diète de Worms le prétendant, et, se déclarant son protecteur, ordonna aux comtes et aux évêques des bords de la Meuse de le soutenir. Eudes l'emporta, et pourtant consentit bientôt après à reconnaître Charles pour son seigneur en lui abandonnant le pays entre la Meuse et la Seine. Eudes continuait d'être roi et Charles n'était pas empereur. Cette situation cessa en 898, par la mort d'Eudes, et Charles le Simple fut reconnu comme seul roi. Robert, frère d'Eudes, hérita de son duché de France... » Les élèves rapporteront ces paroles sténographiées, ou à peu près; ils apprendront par cœur les noms et les dates. On fera la même chose pour le règne de Charles le Simple, de Robert et de Raoul, etc. Ainsi entendu, l'enseignement de l'histoire est la dernière des gymnastiques intellectuelles.

fera croire que tout, en France et dans le monde, peut être changé du jour au lendemain. Il n'a l'idée ni du progrès historique ni de la continuité historique. Les sectaires qui font commencer l'histoire de France à la révolution française, par exemple, sont ou des ignorans de l'histoire ou des faussaires de l'histoire. Le malheur est que rien ne se fausse aussi facilement. Aussi y a-t-il beaucoup à rabattre sur la « moralité de l'histoire, » telle qu'on l'enseigne aujourd'hui, tout comme sur la moralité de la nature. M. Lavisse le confesse lui-même dans son rapport enthousiaste sur l'enseignement historique (qu'il substituerait avec empressement, semble-t-il, à l'enseignement de la philosophie). Il n'est pas vrai, avoue M. Lavisse, que les justes soient toujours récompensés et les méchans toujours punis : « le mensonge et la violence procurent parfois des succès dont la valeur pratique n'est pas diminuée par l'immoralité des moyens. » Il n'est pas vrai non plus que les destinées des peuples soient expliquées et justifiées uniquement par leurs vertus et leurs vices : « il entre dans la fortune et la force d'une nation d'autres élémens. » Trop souvent, dans l'histoire, « les fautes sont plus que des crimes, » et elles ne sont expiées « ni par les hommes, ni par les générations qui les ont commises. » D'après cela, si la morale est dans l'histoire, elle y est *incognito*, pourrait-on dire en parodiant un mot célèbre. Malgré ces prémisses, où l'histoire est représentée sous des traits qui rappellent fort la lutte pour la vie dans la nature, c'est au professeur d'histoire que M. Lavisse veut confier l'instruction civique et même morale. Quant au professeur de philosophie, il semble qu'il le renverrait volontiers aux universités. Que l'historien soit un moraliste, rien en effet de plus désirable; mais de quelle manière fera-t-on pénétrer la moralité dans l'histoire? Voilà la question. « Il n'y a point de panégyristes, répond M. Lavisse, pour des coquins avérés. » Est-ce bien sûr, s'ils ont réussi? « Le professeur d'histoire s'arrêtera devant les honnêtes gens, *quand il en rencontrera.* » — Cette restriction est inquiétante. A vrai dire, ce qu'il y a de plus beau et de plus moral dans l'histoire, c'est encore la légende : — le chevalier d'Assas qui devient le sergent Dubois, — le mot de Cambronne : « La garde meurt, » etc. Si l'enseignement des lettres et des sciences, continue l'éminent historien, forme l'honnête homme cultivé, c'est « l'enseignement de l'histoire qui doit préparer l'écolier à la vie pour une date précise et des conditions déterminées. » Et M. Lavisse lui-même a mis en pratique cette méthode dans les livres si remarquables qu'il a publiés pour les écoles primaires. « Nos désastres, dit-il aux enfans, nous apprennent *qu'il ne faut pas aimer ceux qui nous haïssent,* qu'il faut aimer avant tout et par-dessus tout la France notre patrie, et l'humanité

*ensuite.* » Nous craignons que cette façon, — presque inévitable chez les purs historiens, — d'entendre la moralité de l'histoire ne sème le vent pour récolter la tempête. Ce n'est point ainsi que nous voudrions introduire dans l'histoire les idées morales, sans lesquelles elle n'est qu'un long et sanglant récit de haines et de luttes intérieures ou extérieures, le cauchemar écrit de l'humanité. L'histoire, selon nous, doit servir à établir les bases positives d'une véritable science sociale, et c'est ainsi seulement qu'elle aura sa moralité, parce qu'elle mettra en relief certaines conditions morales et politiques sans lesquelles un peuple ne peut être ni grand, ni fort. Auguste Comte avait raison de dire que les sociétés ont des lois démontrables « d'existence ou d'équilibre, » dont l'ensemble est la « statique sociale, » et des lois démontrables « de mouvement ou de développement, » dont l'ensemble est la « dynamique sociale. » Stuart Mill donne pour exemple les lois suivantes, qui expriment les conditions *minima* de stabilité sociale : 1° « un système d'éducation et de discipline coercitive s'opposant à la tendance naturelle de l'humanité vers l'anarchie ; » 2° l'existence d'un « sentiment de dévouement, » qui peut s'adresser « soit à un Dieu ou à des dieux communs, gardiens de l'État, » soit à « de certaines personnes représentant l'État, » soit à des lois, à des libertés, à des coutumes anciennes. Dans toutes les sociétés politiques qui ont eu une longue existence, il y a eu un « point établi, » quelque chose « que le peuple s'accordait à tenir pour *sacré;* » 3° l'existence d'un « principe vivant et actif de cohésion entre les citoyens, » qui leur fasse vraiment *sentir* qu'ils ne forment « qu'un seul peuple. » Stuart Mill démontre qu'en dehors de ces conditions, un peuple est virtuellement à l'état de guerre civile et ne peut jamais y échapper longtemps en fait. L'histoire a donc bien sa moralité, non en ce sens que les tyrans sont punis et les bons citoyens chargés d'honneurs, mais en ce sens qu'il y a des règles sociales et politiques auxquelles un peuple ne peut impunément se soustraire.

C'est seulement dans la science sociale que l'histoire trouvera sa signification et sa valeur éducative. Si l'on objecte que la science sociale est encore embryonnaire, nous répondrons que le petit nombre de vérités déjà établies dans son domaine est bien supérieur à toutes les applications sans règle fixe dont les historiens de profession se contentent et qui changent de l'un à l'autre à propos des mêmes faits. Chaque narrateur range les événemens à sa guise, dans la perspective qui lui plaît, selon des plans différens : la même histoire conclut à l'apothéose ou à l'anathème.

Avec l'éducation morale, M. Lavisse attribue au professeur d'histoire l'enseignement civique et politique. Il demande que le pro-

fesseur d'histoire contemporaine, « à la fin du cours, se réserve le temps nécessaire pour traiter *théoriquement*, *mais avec l'appui des faits*, les questions de notre siècle. » Nous venons de voir ce qu'il faut penser de cet « appui des faits, » surtout quand il s'agit des événemens de l'histoire contemporaine. Quel est le parti politique qui ne prétend avoir l'appui des faits, et qui, effectivement, ne peut citer un bon nombre de faits en sa faveur? Les faits *physiques* ont une signification précise, mais il y a des faits historiques pour tout le monde et pour toutes les causes; il y en a pour et contre la monarchie, il y en a pour et contre la république : tout dépend de la manière de les disposer, comme les pions sur l'échiquier. Est-il rien de plus muet que la plupart des faits historiques, si on ne leur fait pas dire quelque chose, et de plus ambigu, dès qu'on veut les faire parler? En alignant ses « petits faits, » M. Taine les a orientés comme il a voulu. Un orateur de la droite trouve ses argumens dans l'histoire, un orateur de la gauche les y trouve tout aussi bien. L'histoire, principalement contemporaine, prouve tout et ne prouve rien. Les événemens mêmes de notre siècle ne sont encore que des documens dont la valeur définitive est incertaine. L'histoire de Napoléon Ier, par exemple, n'est pas faite. Lisez Lanfrey après Thiers, Taine après Lanfrey, et concluez si vous pouvez. Ce n'est pas quand on est encore au pied de la montagne qu'on peut se rendre bien compte de l'horizon, de la grandeur et de la situation relative des objets : il faut voir de plus loin et de plus haut. L'enseignement de l'histoire contemporaine, dès qu'il sort du récit pur et simple des grands événemens, devient de plus en plus aventureux; c'est de tous les enseignemens celui qui doit être le plus réservé, le plus libre d'appréciations, à plus forte raison de théories. On s'est même plusieurs fois demandé s'il convenait de laisser subsister cet enseignement de l'histoire contemporaine. M. Maneuvrier, entre autres, craint que les maîtres n'éveillent de légitimes susceptibilités. Comment, dit-il, ne pas émouvoir le cœur des jeunes gens, en racontant des événemens auxquels leurs amis, leurs parens, leurs pères ont pris part? « Vous avez fatalement devant vous des fils de vainqueurs ou de vaincus. » Il faut bannir des lycées tout ce qui peut, en blessant les consciences, y faire lever le triste levain de la haine : « que la camaraderie nous donne pour quelques années, quelque part, l'illusion de la fraternité, et nous fasse une France indivisée. » Nous ne pensons pas cependant que le cours d'histoire contemporaine doive être supprimé : il faut seulement le restreindre à l'exposé des faits incontestés et incontestables, en dehors de toute opinion particulière.

Si l'histoire contemporaine, quand elle s'érige en doctrine politique, devient nécessairement blessante, c'est qu'elle s'occupe

nécessairement des personnes et constitue, en somme, une série de « personnalités. » Au contraire, une théorie pure, exposée par un philosophe, n'a rien de blessant pour ceux qui ont une conviction contraire, parce que les idées sont essentiellement impersonnelles. Pouvez-vous nier, par exemple, fussiez-vous monarchiste, qu'il existe une théorie du gouvernement républicain, et, fussiez-vous républicain, qu'il existe une théorie du gouvernement monarchique? Entre ces deux théories, vous avez le libre choix, mais encore est-il bon, pour que votre choix soit éclairé et effectivement libre, de les connaître. Comment donc un jeune homme, comment un père de famille, quelles que soient leurs opinions, pourraient-ils trouver mauvais qu'un professeur expose d'une manière toute philosophique les principes régulateurs des diverses formes de gouvernement, les avantages que chacune d'elles se propose, les dangers qui lui sont propres, les moyens qu'on peut employer pour obtenir les avantages et éviter les dangers? Ce sont là des problèmes de science pure. Étant donné un gouvernement de forme démocratique, il est clair qu'il a certaines conditions à remplir. Étant donné ce fait, que la France a aujourd'hui une constitution républicaine, il est clair que tout homme éclairé et dévoué à son pays doit connaître les principes de cette constitution. On demande sans cesse à la reviser et on ne la connaît même pas. Si nous avons deux chambres et non une seule, c'est sans doute qu'il y a une raison théorique, bonne ou mauvaise, en faveur de ce système, et que cette raison est celle qui a prévalu. Supposez même que le professeur de philosophie laisse voir son opinion personnelle en politique, aucun de ses élèves ne peut s'en trouver froissé ; il n'y a rien de blessant pour vous à ce que je sois républicain ou monarchiste. Ce qui est blessant, c'est de raconter « l'histoire » de la république en traitant tous les républicains de fous et de brigands, ou « l'histoire » de la monarchie en traitant tous les monarchistes de tyrans et de traîtres à la patrie (1). En conséquence, rien de plus stérile que la plupart des discussions politico-historiques. Les esprits ne s'y peuvent mettre d'accord ni sur les hommes, ni sur les choses, ni sur le cours des événemens, ni sur l'enseignement qui en ressort. Se sont-ils au moins éclairés l'un l'autre? Pas le moins du monde : chacun s'en va comme il était venu, souvent plus aigri. Que les discussions politico-philosophiques, elles aussi, n'aboutissent pas à l'accord, soit ; mais au moins les esprits se seront fourni l'un à l'autre un certain

(1) Lisez, dans les *Manuels civiques* de cet excellent Paul Bert (un savant égaré dans la politique), la description outrageuse et fausse de l'ancien régime, suivie de la description enthousiaste et non moins fausse de l'époque révolutionnaire.

nombre d'idées, des élémens de solution dont chacun, quelle que soit à la fin la théorie préférée, conservera une valeur relative dans l'ensemble. Disputez sur les événemens et les hommes de la révolution française, sur Robespierre, sur Danton, etc., ce sera du temps perdu; discutez sur les « principes » de 89 et sur les théories qui s'y rattachent, vous aurez beau garder finalement votre système personnel, le système de votre contradicteur (quand même vous ne l'avoueriez pas) vous aura instruit. Nous pensons donc que le professeur de philosophie peut seul donner à un enseignement élémentaire de la politique le degré d'élévation et de sereine impartialité plus nécessaires ici qu'ailleurs : c'est à la classe de philosophie que ces hautes questions doivent être réservées.

Toujours est-il que l'enseignement classique ne doit pas rester au-dessous de l'enseignement primaire et de l'enseignement spécial, qui ont tous les deux leur programme « d'instruction civique, de droit usuel et d'économie politique. » Comme le remarque avec raison M. Lavisse, l'élève de nos lycées sera électeur trois ans, plus souvent deux ans, voire même un an après s'être levé des bancs du collège. L'instruction civique lui est donc encore plus indispensable qu'aux élèves des écoles primaires. Quant à l'économie politique, outre son utilité pour l'industrie, le commerce et les finances, elle seule peut empêcher l'enfant devenu homme de se fier aux rêveries des utopistes; elle lui montre les vraies relations entre le capital et le travail, la valeur réciproque du travail intellectuel et du travail manuel, les ressources que peuvent produire l'épargne, l'association, etc. Ce n'est pas en maintenant les enfans de la bourgeoisie dans l'ignorance des questions économiques et sociales qu'on les rendra capables de résister au flot toujours montant du socialisme.

## V.

Les études classiques doivent aboutir, pour tous les élèves, à un enseignement complet de la philosophie. Il y a en ce moment chez nous un travail de rénovation philosophique et, comme on dit volontiers, d'évolution; de là un inconvénient et un avantage. L'inconvénient, qu'atténuerait un enseignement plus simple et plus élémentaire, c'est une certaine confusion, née de la richesse même des idées, et aussi des incertitudes qui existent encore sur bien des points. L'avantage, c'est de donner aux jeunes esprits le spectacle de la vie et du progrès, de la fermentation féconde des idées. Le maître, en présence de ses élèves, pratique cette recherche de la vérité où Malebranche voyait le plus divin usage de la raison humaine : il les fait assister au travail de sa pensée et, par là, les exerce

à penser eux-mêmes. En outre, dit M. Lachelier (1), c'est pour les élèves un grand avantage moral, de sentir que le maître ne leur dit que ce qui lui paraît vrai et qu'ils n'auront à répéter que ce dont ils seront persuadés eux-mêmes : « Nos classes de philosophie sont avant tout, aujourd'hui, une école de sincérité. » —

Faut-il, comme on l'a proposé, exclure de l'enseignement la métaphysique ? Les parties de la philosophie les plus désintéressées et les plus élevées sont aussi les plus belles. Nous ne tenons pas autant à la « psycho-physique » et à ses expériences, à la logique et à ses abstractions, qu'aux grandes théories sur la nature, sur l'homme et sur les premiers principes. Gardons-nous de prendre le degré de certitude positive pour mesure de la vertu *éducatrice*. C'est précisément parce que la philosophie générale n'est pas une science positive, qu'elle a une plus grande valeur esthétique et morale. Les « certitudes » ne sont pas ce qu'il y a de plus important pour l'éducation de l'esprit : nous vivons et agissons, la plupart du temps, au milieu des probabilités, et Leibniz avait raison de dire que « l'appréciation des probables » est encore supérieure à « l'appréciation des certitudes. » Le but que doit se proposer l'enseignement n'est pas de résoudre toutes les difficultés, mais de mettre le jeune homme, par une méthode qui ne soit ni dogmatique, ni sceptique, au courant des controverses où il sera nécessairement témoin et partie dès qu'il entrera dans la vie commune. Les problèmes de philosophie générale sont, d'ailleurs, intimement liés aux problèmes moraux et religieux ; le jeune homme ne peut sortir du lycée sans un critérium, sans des idées directrices au milieu des contradictions qui travaillent la société française. L'enseignement secondaire doit donc, sur le fondement des études scientifiques et littéraires, ébaucher une doctrine de la science et une doctrine de la vie, pour aboutir à la considération des problèmes ultimes de l'existence et de la conduite. Seule, la philosophie première met l'esprit en face de ces grands problèmes, seule elle donne, sur plus d'un point, le sentiment de l'insoluble même, qui est plus important que telles solutions scientifiques, parce qu'il est le sentiment du sublime. Au-dessus de ce que les Anglais appellent « l'émotion cosmique » s'élève cette émotion métaphysique qui fait le fond du sentiment moral et religieux.

L'esprit de la philosophie première, dans l'enseignement, doit être et, de fait, est chez nous conforme à la partie durable de la *Critique kantienne*. Conséquemment, il doit aboutir à montrer les limites de la connaissance proprement dite. Là-dessus, tous les philosophes seront d'accord ; les positivistes ne pourront se plaindre

(1) Rapport au conseil supérieur.

d'un enseignement qui, en définitive, fait une place légitime à quelques-uns de leurs principes, mais en les démontrant par l'analyse des conditions de la connaissance, — ce qu'eux-mêmes ne font pas. Les croyans des diverses religions ne pourront davantage trouver mauvais qu'on marque les frontières du savoir humain, puisque c'est précisément au-delà que commencent leurs croyances. « Tout côté mystérieux enlevé à l'ancienne explication de l'univers, dit Spencer, est ajouté à la nouvelle interprétation. L'hypothèse de la nébuleuse ne jette aucune lumière sur l'origine de la matière diffuse, et il faut rendre compte de la matière diffuse tout autant que d'une matière concrète. La genèse d'un atome n'est pas plus facile à concevoir que la genèse d'une planète. »

A cette partie critique de la philosophie, il ne faut pas craindre d'ajouter une partie positive et constructive; mais que sera-t-elle? Nous répondrons : l'essentiel est qu'elle ne soit pas matérialiste. Nous considérons, en effet, comme aujourd'hui *démontrée* l'insuffisance du matérialisme en tant qu'explication adéquate du monde. Seuls, des hommes incompétens peuvent admettre le dogmatisme matérialiste et croire que des atomes bruts, disposés d'une certaine manière, comme les diverses pièces d'un moulin, arriveront à penser. Le matérialisme n'est pas même parvenu à se définir, ni à définir son premier principe : la matière. Le plus grand service qu'un philosophe pourrait lui rendre, ce serait de le construire logiquement; après quoi on s'apercevrait qu'il tient dans ces deux lignes : — Tout est matière, mais nous ne savons pas ce qu'est la matière; être = matière, matière = $x$.

Ni en Allemagne, ni en Angleterre, ni en France, parmi les philosophes proprement dits et au courant de la critique kantienne, vous ne trouverez de matérialistes; vous n'en trouverez que parmi les savans, et cela, — il faut bien le dire, — parce que ces savans sont des ignorans en philosophie. Quant aux positivistes et aux évolutionnistes, depuis Comte et Littré jusqu'à Spencer, ils ont toujours affirmé avec énergie que, s'ils n'étaient pas spiritualistes, ils n'étaient pas davantage matérialistes, et encore moins. Personne ne saurait donc se plaindre de ce que la critique du dogmatisme matérialiste ait sa place marquée dans l'enseignement philosophique, comme elle l'a dans la philosophie même de notre temps.

Ceci admis, nous irions plus loin encore et nous demanderions, dans l'éducation de la jeunesse, une place à l'idéalisme. Nous ne saurions comprendre une véritable éducation sans un idéal, et sans une certaine influence attribuée à cet idéal sur la marche de l'humanité, sur la marche des choses. L'idéal ne serait une « chimère » que si le matérialisme était arrivé à se démontrer lui-même; et c'est, au contraire, nous venons de le dire, son insuffisance qui

est démontrée. Nul n'a donc le droit d'affirmer que l'idéal conçu par la pensée humaine soit en essentielle et éternelle opposition avec le fond même de la réalité ; car qui le connaît, ce fond? qui a égalé ses conceptions à tout ce que peut fournir « l'ample sein de la nature? »

La critique générale de la science et de ses conditions, la critique particulière du matérialisme, enfin la possibilité et la légitimité d'un idéalisme conciliable avec notre connaissance même de la nature, voilà donc les trois points fondamentaux d'un enseignement conforme aux acquisitions de la philosophie moderne. Le professeur pourra ou s'en tenir à ces trois points, ou y ajouter ses opinions personnelles. Quelles qu'elles soient, si elles ont pour base les trois thèses incontestables que nous venons d'indiquer, elles auront le degré d'élévation et de sincérité nécessaires pour un enseignement éducateur. La philosophie que nous proposons d'établir sur ces fondemens n'est pas une philosophie « officielle, » mais bien une philosophie scientifique, puisqu'elle résume le travail de tous les philosophes et vrais savans de notre époque, à quelque école qu'ils appartiennent. Si, par aventure, il existait encore quelque part un matérialiste impénitent, il ne saurait se plaindre de voir critiquer un système dont il tient dans sa poche la démonstration péremptoire; quand ses enfans seront sortis du lycée, il leur révèlera cette démonstration et leur transmettra la « bonne nouvelle. »

## VI.

Il résulte de ce qui précède que les grandes doctrines morales et sociales devraient être présentes, dès le début, à l'enseignement, et que tout devrait être coordonné par rapport à elles. Dans un siècle livré à la lutte des intérêts, dans une société où les nécessités de la vie sont de plus en plus envahissantes, comment voulez-vous que des enfans vous suivent à travers le latin, le grec, l'histoire ancienne, l'histoire moderne, l'histoire littéraire, etc., etc., si vous ne leur montrez pas sans cesse un but et un but élevé, s'il n'y a pas en quelque sorte, dans chacune de vos leçons, une moralité visible, un rapport au bien de l'individu et de la patrie, un intérêt esthétique, un attrait pour l'esprit comme pour le cœur, par conséquent une excitation et une force pour la volonté? C'est là ce qui ferait des études une éducation, au lieu d'une simple instruction. Si, dans nos collèges, nous en sommes réduits à instruire les élèves au lieu de les « élever, » c'est que les études morales et sociales, négligées pendant sept ou huit années, font irruption

seulement à la fin, quand il est bien tard. Qu'un enseignement mieux conçu mêle aux lettres et aux sciences les études morales, civiques, sociales et esthétiques, la forme littéraire se remplira d'un fond substantiel; il n'y aura plus lieu de déclamer, mais de raisonner et de se passionner pour des idées. D'autre part, l'étude des sciences abstraites et des sciences de la nature s'*humanisera*.

Tels professeurs, tels élèves. Nous ne rêvons pas, avec Platon, que les philosophes soient rois, mais, plus modestes, nous voudrions qu'ils fussent éducateurs, et c'est à l'entrée du professorat qu'on devrait mettre : — Nul n'entre ici s'il n'est philosophe. — Vous n'exigez pas de vos maîtres qu'ils suivent un cours de pédagogie didactique; exigez au moins qu'ils acquièrent des connaissances sérieuses en psychologie, en morale, en esthétique, en logique, en cosmologie. Ayant l'esprit philosophique, ils auront par cela même le meilleur de l'esprit pédagogique. Ils verront les questions de haut, et ils les verront à leur véritable place dans l'ensemble des connaissances humaines. Ils n'accorderont plus la même importance aux détails d'érudition littéraire, scientifique, historique et géographique. Psychologues, ils connaîtront mieux les facultés mêmes dont la culture leur est confiée; moralistes, ils verront le but à atteindre, ils introduiront dans leur enseignement cette chaleur morale et patriotique qui en fait l'âme. A la connaissance de la nature, ils ajouteront la philosophie de la nature; les propriétés du fluor ou du brome, les lois de la dilatation des corps ou celles de l'électricité ne leur feront plus perdre de vue les grandes lois cosmiques dont les lois physiques et chimiques ne sont qu'une transformation (1).

(1) On exige avec raison des candidats à l'École normale pour la section littéraire un certificat attestant qu'ils ont fait une année de philosophie; le même certificat devrait être exigé, ainsi que le baccalauréat ès lettres et philosophie, pour les candidats de la section scientifique. On exige aussi des candidats à l'agrégation de philosophie, outre le diplôme de licencié ès lettres, celui de bachelier ès sciences; il n'est que juste, et il est plus indispensable encore, pour les agrégations des sciences, d'exiger le diplôme de bachelier ès lettres et philosophie. Enfin, nous voudrions que, dans toutes les agrégations, — histoire, lettres, grammaire, sciences, — une composition philosophique fût ajoutée aux épreuves déjà existantes, afin d'obliger les historiens, les littérateurs, les mathématiciens et les physiciens à méditer sur les principes psychologiques et métaphysiques qui dominent leurs propres sciences, comme sur les conclusions morales et sociales qui en dérivent. Ce serait un moyen d'empêcher cette spécialisation excessive des études qui constitue une sorte d'injustice intellectuelle et une démoralisation de la pensée. Savoir composer une dissertation sur un sujet de psychologie, de logique, de morale, de philosophie des sciences, c'est le moins qu'on puisse demander à un futur professeur; c'est pour ainsi dire un minimum de garantie pédagogique. Si, pour les élèves eux-mêmes, la composition de philosophie est le vrai

Si tous les maîtres, y compris ceux de sciences, de grammaire et de littérature, reçoivent une forte instruction philosophique, l'enseignement secondaire pourra être renouvelé. Avant tout, que les programmes de littérature et d'histoire, comme ceux de sciences, soient rédigés dans un esprit plus philosophique; qu'ils comprennent même des questions de philosophie, d'esthétique, de morale et de science sociale choisies parmi celles que le professeur de littérature, d'histoire ou de sciences devra être apte à traiter. Le professeur de mathématiques enseignera dans les classes supérieures, au début de son cours, les généralités sur « la logique, la méthode, l'analyse et la synthèse, » les « règles de la méthode déductive : définitions, axiomes, démonstrations, » et l'application de ces règles aux sciences exactes. Le professeur de physique enseignera en quelques leçons, avec des exemples historiques à l'appui, « les règles de la méthode inductive : observation, expérimentation, induction, analogie, hypothèse. » Le professeur d'histoire naturelle s'occupera des « règles de la classification » et des grandes lois biologiques. Le professeur d'histoire enseignera les « règles de la critique historique. » Le professeur de rhétorique enseignera les principes généraux de la littérature et de l'art.

Dans la classe de philosophie proprement dite, le maître, délivré des questions moins importantes et déjà étudiées, enseignera la psychologie, les grands principes et les dernières conclusions de la morale, de la science sociale, économique et politique, de la philosophie des sciences et de la cosmologie, enfin de la métaphysique. Ce cours devra être obligatoire pour tous les élèves, pour ceux qui se destinent aux carrières scientifiques, à la médecine, aux écoles de l'État, à la grande industrie et au grand commerce, non moins que pour ceux qui se destinent aux lettres, à la magistrature et au professorat. La dissertation en français sur un sujet de philosophie devra donc être exigée de tous les bacheliers.

Le prétendu cours de philosophie inscrit aujourd'hui, en guise d'accessoire, aux programmes du baccalauréat mathématique, n'est qu'un maigre cours de logique suivi d'une morale d'écoles primaires. Le tout tiendrait en une dizaine de pages, que l'élève apprendra par cœur, sans conviction, en vue d'une épreuve purement orale sans caractère sérieux. La philosophie, dans l'ensei-

centre de gravité des études, à plus forte raison l'est-elle pour les maîtres. Nous voudrions aussi qu'à l'École normale les cours de philosophie fussent obligatoires pour la section des sciences, comme ils le sont déjà pour la section des lettres, et qu'on y ajoutât des cours de sciences sociales, économiques et politiques. Si la philosophie, de nos jours, a besoin d'être scientifique, la science, à son tour, a plus que jamais besoin d'être philosophique.

gnement, n'est rien si elle ne domine pas tout et ne se montre pas tout entière. Passez en revue les diverses questions du programme complet de philosophie pour le baccalauréat ès lettres, il n'y en a pas une dont l'étude ne soit particulièrement indispensable aux futurs hommes de science : « distinction des faits psychologiques et physiologiques » (qu'ils confondront plus tard), « méthode de la psychologie » (dont ils méconnaîtront la valeur au profit des méthodes mathématiques et physiques); « sensibilité, intelligence, volonté » (dont ils ignoreront les lois les plus élémentaires); « l'homme et l'animal » (qu'ils ne sauront pas distinguer); « dogmatisme » (où ils tomberont sûrement dans l'ordre des sciences); « scepticisme (qu'ils professeront à l'égard de la philosophie, et peut-être de la morale même); « conceptions sur la matière et la vie » (qui seront précisément les objets de leurs études); « matérialisme et spiritualisme, » entre lesquels ils seront bientôt en demeure de choisir. Si vous supprimez toutes ces questions, vous vouez les futurs hommes de science et les futurs médecins à un matérialisme presque certain ou à une religiosité aveugle. Y a-t-il des hommes plus remplis de préjugés que les hommes de science sans culture philosophique? Préjugés contre la psychologie, préjugés contre la science de la morale, préjugés contre la science politique, préjugés contre la métaphysique, préjugés contre la philosophie tout entière. Habitués à l'affirmation en fait de connaissances positives, ils se montrent négatifs envers tout ce qui n'offre pas une certitude mathématique ou physique. Dès qu'ils mettent le pied sur le domaine des choses morales et sociales, ils éprouvent le vertige dont parle Platon : la tête leur tourne, leurs yeux sont éblouis et ils déraisonnent d'autant plus qu'ils sont plus habitués au raisonnement rectiligne des sciences positives : les nuances infinies du monde moral leur échappent; il ne leur reste plus, comme dit encore Platon, qu'à « embrasser les arbres et les pierres qu'ils trouvent sur leur chemin. » On se plaint avec raison des lettrés sans philosophie; bien plus dangereux encore sont les savans sans philosophie, car les lettres, du moins, ne sont pas étrangères à la vie morale et sociale, elles en sont même l'initiation, tandis que l'étude exclusive des sciences et de leurs applications finit par fausser et matérialiser l'esprit même. Jointe à la philosophie, au contraire, la science est la grandeur de la pensée, et si les lettres viennent y ajouter leur charme, c'est l'âme entière qui est fortifiée et embellie. En dehors de ces trois termes du problème, — sciences, lettres, philosophie, — il n'y a qu'une ébauche d'éducation, ou une instruction souvent plus dangereuse qu'utile. Nous refusons donc, en dépit des programmes officiels, présens ou

à venir, les noms « d'enseignement classique » à toute combinaison d'études où l'un de ces termes fait défaut. Sans culture littéraire et philosophique, « vous ne ferez jamais, avec toutes vos sciences, — disait brutalement Saint-Marc Girardin, — que des bêtes utiles. » Heureux si on n'arrive pas à faire des bêtes nuisibles (1).

(1) Pour les futurs médecins, on nous annonce un baccalauréat sans études sérieuses de philosophie et sans l'épreuve de la dissertation française, en attendant le baccalauréat de l'enseignement français, qui sera encore plus expurgé; or les futurs médecins ont particulièrement besoin d'une complète culture philosophique. Tout en consultant les Facultés de médecine sur l'instruction que doivent recevoir au lycée les étudians de demain, il faut avoir grand soin de faire ses réserves. Comme tous les spécialistes, les professeurs des Facultés de médecine se perdent trop dans leurs études particulières et se préoccupent trop exclusivement des examens professionnels auxquels ils préparent : si on les croyait, on accablerait le jeune homme, dès le lycée, de zoologie, de botanique et de chimie, parce que c'est pour eux, à ce qu'ils pensent, « autant de besogne épargnée. » Mais la médecine n'est pas une science pure, elle est encore et surtout un art ; bien plus, elle est un art en grande partie psychologique et moral. La psychologie importe plus au médecin que la botanique : ce n'est pas lui qui ira cueillir les plantes (dont les propriétés botaniques, d'ailleurs, n'ont rien à voir avec les propriétés médicales). Le médecin doit agir autant sur l'esprit des malades que sur leurs organes; son action morale est souvent pour les trois quarts dans ses succès, quand elle n'y est pas pour le tout. Sans parler des maladies mentales ou nerveuses, ne vérifie-t-on pas de plus en plus, à notre époque, le rôle de la suggestion en médecine, l'influence souveraine de la confiance et de l'espoir, du calme et de la force d'âme chez le malade? Ils sont nombreux (et c'est leur honneur), les médecins qui comprennent la noblesse de leur tâche ; appelés dans les familles, ils jouent encore parfois de nos jours un rôle de conseiller et d'ami, comme au bon vieux temps. Croit-on que toute la tâche d'un vrai docteur consiste à tâter le pouls, à regarder la langue, à griffonner une prescription apprise par cœur dans le formulaire, à prendre son chapeau et à remonter dans sa voiture (le tout ayant duré quinze minutes), pour inscrire enfin sur son carnet : une visite à M. X... : 20 francs? — Une bonne culture philosophique est nécessaire pour protéger le médecin contre le matérialisme théorique auquel l'expose l'amphithéâtre, contre le matérialisme pratique auquel l'expose l'exercice de sa profession journalière; le goût des choses élevées l'empêchera de changer en métier un des arts où le moral a le plus de part. Un médecin n'est pas un simple vétérinaire d'hommes et de femmes; il ne doit pas devenir un simple marchand d'ordonnances. Dans nulle profession il n'est plus facile d'abuser soit de la crédulité, soit du sentiment pieux qui pousse une famille à tous les sacrifices pour celui de ses membres qu'elle voit souffrir et qu'elle craint de voir mourir. La rapacité du médecin est un des plus vils abus qu'on puisse faire de la science, et nous en voyons aujourd'hui les exemples se multiplier; qui n'a rencontré sur son chemin, à côté de tant de médecins dévoués, le médecin chacal, *quærens quem devoret?* Quant au charlatanisme, s'il envahit la pharmacie et s'étale en réclames éhontées, ne souffrons pas qu'il envahisse et déshonore la médecine même. Le diplôme de docteur est un privilège que l'état confère, une garantie morale et sociale : l'état y doit mettre ses conditions. La plus essentielle de toutes, c'est d'avoir reçu jusqu'au bout l'éducation littéraire et philosophique qui fait les esprits libéraux et désintéressés. Pour accorder quelque chose aux préjugés du temps, on peut, tout en maintenant au baccalauréat l'épreuve de la dissertation française, dispenser les

Parmi les études actuelles, les seules qui prospèrent malgré ce qu'on a nommé la « banqueroute générale de l'enseignement, » ce sont les études philosophiques. « Nos élèves, dit M. Lachelier dans son rapport au conseil supérieur, suivent l'enseignement philosophique avec intérêt et se l'assimilent avec une facilité qui a été remarquée, cette année même, par l'inspection générale. » Ce n'est pas seulement parce que, dans ces dernières années, au lieu d'affaiblir les études philosophiques comme les autres, on les avait fortifiées (du moins pour les élèves des lettres), et que d'ailleurs elles répondent mieux à l'esprit des jeunes gens qu'une simple étude de mots ou de phrases ; c'est aussi et surtout parce que les professeurs de philosophie, en raison même de leurs travaux, ont un peu plus de cet esprit élevé, désintéressé et universel, de cette passion pour le progrès des idées et pour la culture des esprits, en un mot, de cet apostolat laïque et civique qui est essentiel à tout éducateur de la jeunesse. Il y a, dans la philosophie française, un mouvement en avant, et, dans l'enseignement même, nos jeunes professeurs de philosophie sont parmi les plus aimés, les plus respectés (1). Profitons de cette ardeur salutaire; puisque, dans la

futurs étudians en médecine de quelques classes de grec en rhétorique et d'une des classes de philosophie, qu'on remplacera par des études de sciences. Puisqu'aujourd'hui on met la science « en pilules » ou en pastilles, pour épargner à l'esprit le travail de la digestion, qu'on donne aux futurs médecins quelques pastilles d'histoire naturelle en plus. Quant aux aspirans au baccalauréat ès lettres et mathématiques, on a déjà commis la faute de supprimer pour eux la dissertation française, dans les nouveaux programmes du baccalauréat; exigeons du moins qu'ils suivent par semaine deux ou trois des classes régulières de philosophie et qu'ils viennent s'y mêler aux élèves ordinaires. Le professeur de philosophie saura bien approprier son cours à cette situation, qui d'ailleurs ne peut être que provisoire : on sera obligé de revenir un jour ou l'autre aux études philosophiques complètes *pour tous*. En attendant, on peut retrancher du programme de philosophie, pour les futurs médecins et élèves des écoles du gouvernement, les questions relatives à l'histoire de la philosophie et aux auteurs philosophiques, à l'esthétique, à la philosophie du langage, à la critique historique et à la philosophie de l'histoire, à la logique appliquée. — Mais, s'écriera le lecteur, tout cela vaudrait bien, même pour un futur médecin, des leçons complémentaires sur la botanique (dont il n'aura que faire), ou sur la physiologie, qu'il sera obligé de réapprendre plus tard, scalpel en main. — Sans doute, mais faites-le donc comprendre aux spécialistes de l'enseignement dit supérieur, qui, sauf de nobles exceptions, devient de plus en plus une préparation aux examens techniques : *dignus, dignus es intrare!* Un utilitarisme mal entendu nous envahit; il faut bien que l'enseignement classique fasse quelques concessions à ces fameux « besoins nouveaux des sociétés modernes, » quand l'enseignement français annonce pompeusement aux familles leur ample satisfaction : besoin *pour tous* de botanique, besoin de zoologie, de géologie, de minéralogie, etc. Sachons tout cela pour le jour du baccalauréat, afin, dit Guyau, d'acquérir, avec le diplôme, « le droit de l'oublier. »

(1) On en a vu des preuves récentes jusque dans les distributions du concours gé-

stagnation de nos études classiques, quelque chose vit et fructifie, allons du côté où il y a encore quelque ardeur, quelque fécondité, quelque influence directrice.

On a essayé des réformes successives de l'enseignement secondaire : d'abord une réforme dans le sens des sciences, — et on n'a eu que des mécomptes ; puis une réforme dans le sens historique et philologique, nouveaux mécomptes ; enfin une réforme dans le sens industriel et professionnel, — mécompte plus grand encore. Une seule ressource reste : la réforme dans le sens philosophique ; c'est-à-dire la coordination commune des sciences et des lettres par rapport aux études psychologiques, morales et sociales, principes des vraies *humanités*. Cette orientation philosophique s'impose aujourd'hui avec une nécessité absolue ; que les hommes de science, que les littérateurs, les historiens et les géographes en prennent leur parti : ni les uns, ni les autres ne sont capables, par leurs études particulières, de fournir une base à l'éducation de l'homme moderne. Si le fondement religieux s'ébranle, sachons bien qu'il n'y a absolument qu'un moyen, un seul, d'y suppléer : c'est le culte des sciences morales et sociales, le culte de la philosophie, surtout d'une philosophie à la fois positive et idéaliste. Compter sur les sciences pures ou sur les lettres pures pour remplacer les antiques croyances, c'est se leurrer. La philosophie même et la sociologie auront fort à faire pour lutter contre le réalisme et l'utilitarisme grandissans. Le jour approche, prétend-on, où il ne restera plus guère en France d'autres prêtres que les poètes (s'ils comprenaient leur mission) et les philosophes ; quels derniers soutiens aura alors notre grandeur nationale, sinon le sentiment du beau, développé par la poésie et par les arts, et le sentiment du bien, développé par la connaissance des lois morales et sociales ? Quoi qu'il en soit de ces pronostics, une chose est dès à présent certaine : c'est qu'il faut compenser l'évidente diminution des croyances religieuses dans notre pays par la culture croissante du sens esthétique, du sens moral et social. L'éducation, de moins en moins théologique en France, sera philosophique ou ne sera pas.

ALFRED FOUILLÉE.

néral. Quand un professeur de philosophie y prend la parole, — qu'il s'appelle M. Rabier ou M. Darlu, — les harangues fleuries des littérateurs sont-elles regrettées ? Loin de là : les pensées les plus graves et les paroles les plus austères sont celles qui retentissent le mieux au cœur même de cette jeunesse française qu'on croit frivole. On s'aperçoit bientôt que le plus sûr moyen de réveiller son enthousiasme, c'est encore de la rappeler au sentiment de ses destinées morales et sociales.

LA

# TARIFICATION SUR LES CHEMINS DE FER

ET LES

# TARIFS DE PÉNÉTRATION

M. Allain-Targé n'est pas seulement un financier de mérite, c'est un homme heureux. Quelque chose restera de lui : un mot, qu'il a créé, en 1883, lors de la discussion des conventions, un mot qui fait image, qui fait aussi illusion à ceux qui parlent des tarifs de chemins de fer sans toujours beaucoup les connaître et autour duquel beaucoup de bruit s'est fait, depuis sept ans, un peu à tort et à travers. Nous voulons parler des *Tarifs de pénétration*.

Ils ne sont pas d'invention nouvelle, ils ont toujours existé ; mais tant qu'on les appelait simplement tarifs internationaux, personne ne s'occupait d'eux ; il a suffi d'un nom de baptême imagé pour rendre rapidement populaires, ou mieux impopulaires, des tarifs qu'il est de bon ton de charger de tous les péchés d'Israël, des tarifs qui ruinent l'industrie nationale, l'agriculture nationale, qui paralysent ou annihilent l'effet des droits de douane, etc.

Dans ces accusations parfois un peu aveugles, dans ces discussions souvent confuses, il n'est sans doute pas hors de propos d'apporter un peu de lumière. Le sujet est un peu aride, sa connaissance complète ne s'acquiert pas sans travail ; pour ceux cependant qui n'aiment à parler que de ce qu'ils savent bien, quelques

explications ne seront pas inutiles. Si l'application de détail est nécessairement compliquée, le principe du moins est excessivement simple.

Jetons au préalable un coup d'œil sur l'ensemble de la tarification des marchandises sur les chemins de fer français.

### I. — BASES GÉNÉRALES DE LA TARIFICATION DES MARCHANDISES.

Aux termes du cahier des charges, les marchandises sont divisées en quatre classes. Les trois premières sont taxées d'après les bases de 16, 14 et 10 centimes par tonne et kilomètre, toujours les mêmes, quelle que soit la longueur du parcours; la base kilométrique de la taxation de la 4e classe n'est pas constante, elle est d'autant plus basse que le parcours est plus grand : initialement fixée à 8 centimes, elle est de 5 centimes pour un parcours de 100 kilomètres et de 4 centimes au-delà de 300.

Cette 4e classe offre ainsi l'exemple de l'application légale, obligatoire, d'un principe éminemment rationnel, le *principe différentiel*, d'après lequel la taxe d'un transport, croissant toujours avec la distance, croît cependant moins rapidement qu'elle.

Principe éminemment rationnel, disons-nous, et pour deux raisons : d'abord, les frais de traction ne sont pas exactement proportionnels à la distance; ils contiennent un certain nombre d'élémens qui restent les mêmes, quelle que soit la longueur du parcours; ensuite et surtout, il est utile, même au prix d'une certaine anomalie, d'étendre pour les consommateurs le rayon possible de leur approvisionnement, pour les producteurs, le rayon dans lequel ils peuvent raisonnablement écouler leurs produits.

Ce *Tarif légal du cahier des charges* ne s'applique jamais dans la pratique : il est trop absolu, trop invariable pour être autre chose que l'indication d'un maximum. Aux quatre classes entre lesquelles le cahier des charges répartit les marchandises, en en dénommant, d'ailleurs, une faible quantité, toutes les compagnies ont substitué d'un commun accord, en 1879, une répartition uniforme de toutes les marchandises transportables en six séries, dont les bases kilométriques initiales varient de 16 à 8 centimes par tonne. C'est ce qu'on appelle le *Tarif général*.

On a embrouillé à plaisir la question des tarifs en en multipliant outre mesure les subdivisions. Il n'est pas besoin de tant de noms de baptême. Il n'y a, en réalité, que deux sortes de tarifs : le *Tarif général* et les *Tarifs spéciaux*. L'un et les autres sont établis, sur tous les réseaux, d'après le principe différentiel.

Le tarif général s'applique aux envois ordinairement de détail,

pour lesquels l'expéditeur exige des compagnies l'accomplissement rigoureux de toutes leurs obligations légales de délais, de responsabilité ; il s'applique à environ 10 pour 100 du tonnage total de petite vitesse.

Les Tarifs spéciaux, aux conditions desquels s'effectue le transport du reste du tonnage (90 pour 100), régissent les envois pour lesquels l'expéditeur, en échange d'une réduction de taxe, accorde aux compagnies certaines facilités. Ils s'appliquent tantôt aux expéditions de détail sans condition de tonnage, le plus souvent aux grosses expéditions remises par lots de 5 ou 10 tonnes.

Du *Tarif général* nous ne parlerons pas longuement. Toutes les marchandises qui y sont dénommées au nombre de 1,400 y sont réparties, suivant leur nature, leur densité ou leur valeur, en six séries, les mêmes pour toutes les grandes compagnies : les bases kilométriques de la première varient de 16 centimes à 12,4, suivant que le parcours effectué varie de 1 à 1,100 kilomètres, maximum du parcours possible sur un seul réseau (Paris-Lyon-Méditerranée) ; les bases de la deuxième varient de 14 à 10,4 ; celles de la troisième, de 12 à 8,5 ; celles de la quatrième, de 10 à 6,7 ; celles de la cinquième, de 8 à 4,7 ; celles de la sixième, de 8 centimes à 2,9.

Les six barêmes établis en 1883 par la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée pour ces six séries ont été successivement adoptés, identiquement ou avec de très faibles modifications, par toutes les grandes compagnies ; mais ils ne s'appliquent jusqu'à présent, avec leur principe différentiel, que dans l'étendue d'un même réseau.

Les *tarifs spéciaux* sont intérieurs ou communs : les tarifs spéciaux intérieurs sont limités au réseau d'une seule compagnie ; les tarifs communs sont combinés, pour un certain nombre de marchandises déterminées, entre deux ou plusieurs compagnies, soit françaises, soit étrangères.

Intérieurs ou communs, les tarifs spéciaux sont constitués : tantôt par des *barêmes* du genre de ceux qui viennent d'être définis à propos du tarif général ; c'est le cas de presque tous les tarifs spéciaux intérieurs ; tantôt par des *prix fermes* entre un certain nombre de localités déterminées qui donnent lieu à des échanges d'une importance spéciale ; c'est actuellement le cas de presque tous les tarifs spéciaux communs à deux ou à plusieurs compagnies. Les barêmes n'y sont jusqu'ici qu'une exception.

Les prix fermes qui figurent dans les tarifs spéciaux intérieurs ou communs, sont parfois réciproques, c'est-à-dire jouent dans

les deux sens ; parfois ils ne jouent que dans un seul sens, par exemple quand leur but est de favoriser l'exportation des produits français. — Cette question de réciprocité est importante, et nous aurons l'occasion d'y revenir. Pénétrons maintenant plus avant dans les détails.

Les *tarifs spéciaux intérieurs*, c'est-à-dire limités à l'étendue d'un seul réseau, sont actuellement, dans les six grandes compagnies, au nombre de 30 (en laissant de côté ceux qui, ayant pour objet des réglementations diverses, ne se rapportent pas au transport proprement dit).

Chacun d'eux s'applique à une nature déterminée de marchandises. C'est une disposition adoptée en 1877 par la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée et que les autres compagnies ont bien voulu admettre successivement dans une vue de simplification et d'uniformité avantageuse évidemment à tous les intérêts. Les bases de la taxation, dans chacun de ces tarifs, ne sont pas les mêmes pour toutes les compagnies. Chacune a ses intérêts et s'en inspire de son mieux. — Mais c'est déjà beaucoup, au point de vue de la simplification, que cette uniformité dans le classement des marchandises et dans la numérotation des tarifs. — Un négociant en céréales sait que, dans chaque réseau, les renseignemens qui l'intéressent sont réunis dans le tarif 2 ; le négociant en vins, dans le tarif 6 ; le tarif 7 contient tout ce qui touche les producteurs ou consommateurs de houilles, etc.; dans le tarif 14 sont tous les renseignemens intéressant les industries métallurgiques, et ainsi de suite.

Les *tarifs spéciaux communs* sont combinés, avons-nous dit, entre deux ou plusieurs compagnies soit françaises, soit étrangères.

Les premiers ont été classés en 1887 par la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée dans la série 100 avec les mêmes désinences ou numéros d'unité que ses tarifs spéciaux intérieurs : 102 comprend pour les céréales, etc., toutes les combinaisons de prix existant entre la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée et les autres compagnies françaises; le tarif 106, toutes les combinaisons intéressant le transport des boissons sur territoire français, etc.

Les seconds ont été classés de même en 1888 par notre compagnie dans la série 200. Tous les transports qui font l'objet de prix direct entre un point du réseau Paris-Lyon-Méditerranée et un point étranger quelconque, avec ou sans réciprocité, figurent dans cette catégorie : 206 pour les vins, etc., 214 pour les produits

métallurgiques, etc. — Ce sont, à proprement parler, les tarifs internationaux; c'est dans cette catégorie que se trouvent tous les tarifs qu'on a baptisés du nom expressif de tarif de pénétration et dont nous allons nous occuper spécialement.

Enfin, une dernière catégorie, la série 300, toujours avec les mêmes désinences, comprend tous les tarifs communs d'exportation, sans réciprocité naturellement, destinés à faciliter le transport hors de la France, des produits de notre industrie.

Cette classification et cette uniformité de désinences, auxquelles toutes les grandes compagnies ont bien voulu successivement adhérer, ne font pas assurément que le maniement des tarifs soit commode pour tout le monde, que la lecture du recueil Chaix, qui contient tous les tarifs de toutes les compagnies françaises grandes ou petites et de leurs correspondans à l'étranger, soit facile sans quelque préparation; c'est au moins un guide matériel précieux qui limite et circonscrit les recherches : le négociant en vins, par exemple, sait que toutes les combinaisons de tarifs intéressant son commerce se trouvent dans les tarifs 6, 106, 206 et 306, et ne se trouvent que là; le métallurgiste n'a besoin de connaître que les tarifs spéciaux n$^{os}$ 14 et 114 pour des transports ne sortant pas de France, 214 pour des échanges internationaux, 314 s'il s'agit d'exporter à l'étranger les produits de son industrie.

A défaut de barêmes ou de prix fermes dans ces quatre tarifs, il faut recourir : si le transport ne sort pas d'un réseau, à l'application, fort simple d'ailleurs, du tarif général; s'il en sort, à la soudure des tarifs des divers réseaux intéressés au transport; dans ce dernier cas, quoi qu'on fasse, la recherche de la taxe exacte à appliquer est délicate, même pour des initiés.

### II. — TARIFS DE PÉNÉTRATION.

Ces explications préliminaires données, et elles m'ont paru indispensables pour permettre aux personnes qui veulent parler tarifs de chemins de fer, de connaître très exactement les bases de notre tarification, revenons plus spécialement aux tarifs spéciaux de la série 200, internationaux, c'est-à-dire combinés entre compagnies françaises et compagnies étrangères. C'est parmi eux, nous l'avons dit, que se trouvent

Ces pelés, ces galeux d'où nous vient tout le mal.

Nous voulons dire les tarifs de pénétration.

Parmi ces tarifs internationaux, les uns sont absolument réciproques et les transports qui s'effectuent aux conditions de ces tarifs sont taxés de même dans les deux sens. C'est le cas, pour la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, de ses tarifs italiens, dont l'action (sauf pour les vins, dont nous parlerons tout à l'heure) a survécu à la dénonciation que l'Italie a cru devoir faire de ses traités de commerce avec nous. De même que deux régions différentes de la France, l'une au nord, l'autre au midi, échangent leurs produits, de même aussi, et *a fortiori*, deux pays limitrophes, de climats aussi différens que la France et l'Italie, l'un plus industriel, l'autre plus agricole, ont intérêt à s'acheter et à s'expédier l'un à l'autre les objets qu'ils ne fabriquent ou ne produisent pas et qu'ils consomment. De ces tarifs internationaux réellement réciproques, il n'y a évidemment rien à dire.

D'autres tarifs internationaux, tout en étant réciproques, ne jouent, en fait, que dans un sens; c'est le cas du tarif 206 Paris-Lyon-Méditerranée, par exemple, relatif aux vins, la France n'envoyant pas de vins communs dans un pays qui, comme l'Italie, ne sait où placer sa surabondante production.

D'autres enfin ne sont pas réciproques; ils sont purement de pénétration en France et s'appliquent : soit à des marchandises que notre pays ne produit pas (*oranges*); ceux-là, on ne songe pas encore à les incriminer, — soit à des matières que notre pays produit, mais en quantité insuffisante pour sa consommation (*houille, vins*), — soit enfin à des marchandises que notre pays produit, mais, en raison du climat, plus tard que certains pays étrangers (*fruits frais, légumes frais*). Ce sont ces deux dernières catégories que nous discuterons plus spécialement. Mais entendons-nous bien tout d'abord.

Dans le vocable *tarifs de pénétration*, il y a deux choses à distinguer : la pénétration et le tarif. En ce qui concerne la pénétration, demandons-nous en premier lieu si, pour certains produits, elle est fâcheuse, ou inutile, ou évitable.

Les *oranges*, par exemple, ne sont pas un fruit indispensable à l'alimentation; mais si l'on en veut consommer, il faut bien les tirer de l'étranger pour les faire pénétrer en France, puisque notre pays n'en produit pas.

Pour les *fruits et légumes frais* que nous produisons, Dieu merci, en grande abondance, on pourrait assurément n'en consommer qu'au moment où nos jardiniers français les produisent, et le reste de l'année se contenter de légumes secs ou conservés : c'est ce que, par vertu ou par nécessité, faisaient nos pères; mais cette sagesse ou cette résignation, nous ne l'avons plus, du fait des

chemins de fer, évidemment, mais nous ne l'avons plus; et alors qu'autrefois les heureux du monde goûtaient seuls le plaisir (parfois un peu frelaté) de manger hors de saison les légumes de primeurs, les fruits que les malle-postes amenaient en petite quantité à Paris, c'est tout le monde aujourd'hui qui veut goûter à ce que naguère on pouvait appeler le fruit défendu, manger les choux-fleurs, les artichauts de la Provence avant que les maraîchers de Paris n'en produisent, les fraises de Carpentras et d'Hyères alors que les jardins de Bourg-la-Reine attendent encore la floraison, les raisins de Montpellier alors que les treilles de Fontainebleau en sont encore au verjus, les pêches du Roussillon s'étalant aux Halles ou dans les charrettes des marchands des quatre saisons, alors que Montreuil couvre encore de paillons ses riches espaliers.

Est-ce un bien? est-ce un mal? Vaut-il mieux se créer des besoins et les satisfaire que n'en point avoir d'artificiels? Grosse question que ce n'est pas ici le lieu d'aborder. — C'est un fait, nous nous bornons à le constater.

Les chemins de fer français achevés, les Alpes, les Pyrénées se sont percées, les services à vapeur de la Méditerranée, de l'Océan se sont perfectionnés et à des dates encore plus prématurées, les primeurs d'Italie, d'Espagne, d'Algérie, des Antilles même ont demandé et pris leur place sur nos tables et dans nos marchés. — A tort ou à raison, les consommateurs de Paris s'en réjouissent; nos maraîchers de la banlieue ont-ils raison de jalouser leurs confrères de nos départemens du midi, et ces derniers de crier haro contre la concurrence que leur font, grâce aux chemins de fer, les producteurs des régions encore plus ensoleillées de l'Italie, de l'Espagne ou de l'Algérie?

Tout est une question de mesure, et nous aurons à examiner si les chemins de fer l'ont dépassée.

En ce qui concerne les *céréales*, il arrive de temps à autre, malgré l'étendue et la fertilité de nos champs, que leur récolte demeure inférieure à la consommation; il faut bien, dans ces années malheureuses, introduire, faire pénétrer en France ce qui nous manque.

Pour les *vins*, que notre pays produisait il y a dix ans en quantité bien supérieure à ses besoins, il est bien connu qu'en suite des ravages du phylloxera, dans les départemens les plus producteurs, la récolte, depuis de longues années, ne donne plus que des quantités très inférieures à notre consommation, laquelle n'a pas diminué. Les replantations de vignes américaines se développent, le vignoble dans les départemens du Gard et de l'Hérault qui tenaient le premier rang dans la production du vin s'améliore chaque

année, et il est permis de penser heureusement que dans peu de temps pour ces deux départemens, dans quelques années pour les autres, nous retrouverons la prospérité ou du moins la production d'autrefois et que nous pourrons nous suffire à nous-mêmes. Mais en attendant, il faut bien, inévitablement, à moins de ne plus boire de vin, et l'on n'a pas voulu s'y résoudre, introduire chez nous, en l'y faisant pénétrer de l'étranger, ce que notre sol ne suffisait plus à produire.

Dans le domaine industriel enfin, pour la *houille*, la production de nos mines est de 25,000,000 de tonnes, la consommation française annuelle est de 33,000,000. Il y a donc une insuffisance fatale, irrémédiable. — Nos mines ne produisent pas la quantité de houille nécessaire ou du moins, pour celles qui pourraient accroître leur production, et il y en a, ne la produisent pas où elle est nécessaire. Il faut donc bien, dans les régions de France où les charbons français n'existent pas ou ne peuvent arriver, dans la Normandie, la Bretagne, dans tout l'ouest de la France, faire pénétrer des houilles de provenance étrangère. — C'est une nécessité regrettable à coup sûr, mais il faut la subir.

Donc la *pénétration* est, dans nombre de cas, nécessaire, inévitable.

Pour cette pénétration, dont les quelques exemples que nous venons de citer montrent l'impérieuse nécessité, la voie par excellence est la voie navigable intérieure, naturelle ou artificielle. Les fleuves à grand tirant d'eau, tels que la Gironde, le Rhône, la Seine surtout, constituent des voies largement ouvertes à l'importation des produits étrangers et par lesquelles les céréales d'Amérique, les maïs de Turquie, les vins d'Espagne, les houilles anglaises, etc., pénètrent par pleins chargemens de navires jusqu'à Paris. — Ces voies naturelles sont continuées dans l'intérieur du pays par les canaux que l'État construit, entretient, surveille, améliore incessamment à ses frais, c'est-à-dire aux frais de la généralité des contribuables.

Il n'entre pas dans notre intention de rééditer ici un parallèle entre les voies de fer, obligées de construire leur outil de transport, de l'entretenir et de le surveiller, ayant reçu, à la vérité, une subvention de l'état (1), mais une subvention compensée par une telle quantité de charges imposées qu'elle représente pour l'État un placement à gros intérêt, et les voies d'eau artificielles qui ont reçu de l'État une subvention égale à la totalité des frais d'établisse-

(1) 3,019 millions de subventions aux six grandes compagnies de chemins de fer à fin 1887, non compris 543 millions pour le rachat des lignes qui ont constitué les chemins de fer de l'État.

ment (1), mais qui, en revanche, ne lui produisent rien. — Cette comparaison a été faite et nous ne la referons pas ici.

Nous nous bornerons à demander s'il faut que ce mouvement nécessaire, fatal, de pénétration soit le monopole exclusif des voies navigables et s'il y a lieu de contester aux chemins de fer le droit d'essayer d'en prendre leur part. — Quand on voit, par exemple, pour les vins d'Espagne, qui sont l'un des lieux-communs des récriminations, la compagnie de Lyon en amener à Paris par ses rails 87,000 tonnes, dans une année, au prix total de 52 francs au départ de Tarragone, et la navigation maritime et fluviale par Gibraltar et Rouen, y déverser 250,000 tonnes au prix de 30 à 35 francs la tonne, on peut se demander si ce sont bien les chemins de fer qu'il y a lieu d'accuser de créer une situation que les circonstances imposent, et si c'est eux, ou la navigation, qu'il faut prendre pour bouc émissaire.

Cette concurrence, dont on ne saurait leur dénier le droit, comment les chemins de fer l'exercent-ils? Par quels procédés? C'est ici que nous arrivons à la discussion des principes mêmes qui président à leur tarification.

Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'est posée la question que nous examinons. Même alors que les idées protectionnistes s'étalaient moins ouvertement, il était de mode de s'élever contre les tarifs d'importation (le mot de pénétration n'était pas encore inventé), et l'on s'assurait un facile succès de presse ou de tribune quand on s'avisait de flétrir le patriotisme à rebours des compagnies de chemins de fer ruinant à plaisir (comme si vraiment elles y avaient intérêt) l'industrie française et l'agriculture nationale, et déjouant au profit de l'industrie ou de l'agriculture étrangères l'effet des protections douanières!

Dans la mémorable discussion des conventions de 1883 (qui occupa 14 séances de la chambre et 5 du sénat), ces idées eurent tout le loisir de se produire au grand jour. La compagnie de Lyon, la première sur la brèche à cette époque, avait (elle a encore) quelque peine à prendre au sérieux des accusations qui s'attaquaient moins encore à son prétendu manque de patriotisme, qu'à son intelligence des affaires et au souci éclairé de ses intérêts. Elle n'hésita pas un instant à donner au gouvernement les assurances qu'on lui demandait, et dans sa lettre du 26 mai 1883, que les autres compagnies ont successivement reproduite, elle prenait l'engagement « de modifier, en ce qui concerne les tarifs qui ont pour ob-

(1) 1,425 millions à fin 1887.

jet l'importation en France des marchandises de provenance étrangère, toute combinaison de prix dont l'effet pourrait être d'altérer les conditions économiques résultant de notre régime douanier, sous la seule réserve que les marchandises qu'ils visent ne soient pas importées en France à plus bas prix par d'autres voies de transport. »

Une enquête fut, en 1884, ordonnée par le ministre des travaux publics. Mis au pied du mur, en demeure de sortir des banalités et de signaler les tarifs dont on avait à se plaindre, les déposans étaient rares; et, malgré des rappels réitérés, les dépositions motivées n'arrivaient pas. On ne peut guère signaler qu'un rapport de 1885 de la chambre de commerce de Paris, dont un des membres les plus autorisés formulait, avec autant de compétence que de précision, quelques griefs bien déterminés. Nous les examinerons dans un instant, ceux du moins qui regardent la compagnie de Lyon. Pour les autres, nous manquerions de compétence : *ne forçons point notre talent...*

Plus tard, la grande enquête ordonnée en 1890 par le ministère du commerce, à propos du régime douanier à adopter en 1892, le questionnaire adressé à toutes les chambres de commerce, à toutes les chambres syndicales, a donné à quelques-unes d'entre elles, dans leurs réponses à la question n° 7, l'occasion de formuler quelques revendications précises, appuyées sur des chiffres parfois erronés, mais du moins explicitement formulés.

Il est bien vrai, a-t-on dit, que les voies d'eau concurrentes aux chemins de fer font pénétrer en France, et à meilleur marché qu'eux, un certain nombre de produits étrangers qui viennent concurrencer les nôtres, mais ce n'est pas une raison pour que les compagnies de chemins de fer agissent dans le même sens; les chemins de fer qui sont un service public,.. ces puissantes compagnies,.. le monopole,.. l'oligarchie financière, etc. Laissons de côté cette phraséologie un peu bien surannée pour entrer dans le vif de la question.

Les compagnies de chemins de fer font leurs transports à des prix plus élevés que les voies navigables concurrentes. On le reconnaît, mais cela ne suffit pas; *elles transportent*, dit-on, *les produits étrangers à meilleur marché que les produits similaires français*, et non-seulement, en le faisant, elles détruisent les barrières artificielles constituées par les droits de douane; mais, en supprimant les distances, elles abaissent les barrières naturelles géographiques.

Voilà une formule nette d'accusation : formule fausse, heureu-

sement, et faussée à dessein quand elle est donnée dans ces termes. Ceux de nos contradicteurs qui sont éclairés et de bonne foi (il y en a beaucoup heureusement) la rectifient dans les termes suivans : « Nous savons bien que la marchandise étrangère, les vins espagnols, par exemple, supportent, depuis leur point de production jusqu'à Paris, leur point de consommation le plus important, une *taxe totale* supérieure à celle que supportent les vins français de leur point de production à Paris. Mais nous constatons que *la part de cette taxe totale*, qui correspond à un parcours français déterminé, Cette à Paris, par exemple, est très inférieure à la taxe que les vins français, produits ou créés à Cette, ont à supporter pour atteindre Paris. » Et de deux choses l'une, ajoute-t-on : « Ou bien la taxe appliquée aux produits étrangers n'est pas rémunératrice, c'est alors une mauvaise action dont l'État, qui homologue les tarifs et qui, par le jeu de la garantie d'intérêts, est en quelque sorte l'associé des compagnies, a le tort de se faire le complice; ou bien cette taxe est rémunératrice, et alors pourquoi la compagnie, qui s'en contente pour le produit étranger, n'en fait-elle pas jouir le produit similaire français ? »

Faisons justice tout d'abord de ce dernier argument. Un commerçant, un industriel quelconque n'a qu'un but, en définitive : prospérer le plus possible par des moyens légaux et honnêtes. De ce que les compagnies de chemins de fer assurent, comme on le dit, un service public, plus exactement un service qui intéresse le public tout entier, est-ce une raison pour que, commerçantes et industrielles, elles aussi, elles s'inspirent d'autres sentimens et ne cherchent pas à assurer honnêtement aux immenses capitaux que l'épargne publique leur a confiés la rémunération la plus élevée possible ?

Il y a deux manières de faire des affaires : vendre peu, à prix fixe et bénéfice uniforme; vendre le plus possible, en se contentant du bénéfice qu'il est possible en chaque cas de réaliser.

Le raffineur de Paris vend son sucre, pris à l'usine, à un certain prix à Paris et dans la Seine; à un prix moindre à Dijon, à Clermont, à Lyon; à un prix d'autant moindre, s'il veut aller plus loin, qu'il s'éloigne davantage de Paris et se rapproche davantage du rayon naturel d'action des raffineries concurrentes de Nantes et de Marseille. S'il vend à l'étranger, il baisse encore son prix de vente à l'usine, parfois même jusqu'à vendre sans bénéfice (cela réduit toujours ses frais généraux) pour lutter en Italie, au Maroc, en Perse, par exemple, contre la concurrence des industries similaires de tous les pays du monde.

Le savonnier, le fabricant de bougies de Marseille, font de même.

Leur prix de vente à l'usine est d'autant plus bas qu'ils veulent expédier leur produit plus loin, élargir davantage le rayon de leurs opérations, pénétrer davantage dans la zone des savonneries ou des stéarineries de Lyon ou de Paris.

Les mines de houille ne font pas autre chose, et non-seulement leurs prix de vente varient (c'est le cas de tous les industriels, sauf les chemins de fer) suivant qu'elles ont affaire à un gros ou à un petit client, mais elles réduisent d'autant plus leurs bénéfices qu'elles veulent aller plus loin, se contentant d'un minimum presque égal à zéro quand elles veulent, pour les mines du Gard, par exemple, soit pousser leurs houilles anthraciteuses à Paris, en concurrence avec les produits similaires du Nord ou de l'Angleterre, soit exporter l'excédent de leur production en Italie, en concurrence avec les houilles anglaises et allemandes.

Telle est la loi générale du commerce; il n'est pas un industriel qui, réalisant un bénéfice de 10 francs par tonne, par exemple, en vendant sur place, ne se contente, quand il y a placé tout ce qu'on peut y consommer, d'un bénéfice moindre : 8 francs, 5 francs, 1 franc et même moins, pour placer dans des régions plus éloignées l'excédent de sa production. Il n'est personne qui s'en étonne et qui dise au commerçant : Puisque vous pouvez vous contenter ici d'un bénéfice de 1 franc par tonne, pourquoi, là, ne vous en contentez-vous pas? L'industriel aurait beau jeu à répondre : On gagne ce qu'on peut et le commerce ne vit ni de philosophie, ni de formules mathématiques.

Ce qu'on ne songe pas à dire à un industriel ordinaire, pourquoi donc n'hésite-t-on pas à le dire aux chemins de fer? Y a-t-il donc deux vérités commerciales? J'entends bien la réponse : les compagnies de chemins de fer ne sont pas des industriels ordinaires : c'est une sorte de service public, fonctionnant sous la surveillance de l'État, qui a, pour sa création, reçu de lui d'importantes subventions. A la bonne heure! et je le veux bien; que l'État les surveille et les contrôle, qu'il se réserve l'approbation de leurs règlemens d'exploitation, l'homologation de leurs tarifs, rien de plus naturel, je le concède de grand cœur : ce n'est pas une raison pour paralyser leur liberté commerciale, pour ne pas leur laisser, sauf à en surveiller et à en réprimer les abus, l'usage des pratiques et des droits inhérens à toute industrie.

Pourquoi demander contre eux cette excessive limitation? Pourquoi leur contester à eux seuls l'application du *principe différentiel?* Car, qu'on ne s'y trompe pas, c'est ce principe différentiel, loi nécessaire, nous l'avons montré, de toutes les transactions commerciales, qui est seul en cause, qu'on le veuille ou non. Nous

allons l'établir en prenant quelques exemples, les plus frappans, relatifs à la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, parmi ceux qu'a fournis la récente enquête commerciale; nous voulons parler des fruits frais, des légumes frais et des vins, pour lesquels la chambre de commerce de Paris, la chambre de commerce de Montpellier, la chambre syndicale de navigation de Cette, la Société d'agriculture d'Avignon, ont formulé des critiques précises et formelles. Examinons-les.

Si l'on en croyait la chambre de commerce de Montpellier, le commerce des *raisins de table* de l'Hérault avec Paris serait compromis et entravé par le traitement plus favorable que nous appliquerions aux raisins en provenance d'Espagne. Compromis, pas encore, à coup sûr; car si, de 1884 à 1889, le tonnage total des raisins expédiés de tous les points du réseau Paris-Lyon-Méditerranée sur Paris est passé de 7,000 à 8,800 tonnes, celui des raisins de l'Hérault seul s'est accru de 500 à 2,500 tonnes, accroissement rassurant pour la vitalité de ce trafic.

Quant aux raisins d'Espagne, ils sont taxés sur Paris, en grande vitesse, 480 francs au départ de Murcie, contre 205 francs au départ de Montpellier. Ce n'est pas, évidemment, du prix total qu'il y a lieu de se préoccuper, mais de la *part* de ce prix total de Murcie qui est afférente au parcours de Montpellier à Paris. Cette part est de 197 fr. 50, plus faible de 7 fr. 50 que la taxe imposée pour le même parcours aux raisins de l'Hérault. — *Inde iræ!* Quoi de plus naturel, cependant?

Pour étendre le rayon d'approvisionnement de Paris, pour rendre possibles les transports à grande distance, la compagnie de Lyon a cru devoir établir son tarif spécial intérieur n° 10 sur des bases différentielles, c'est-à-dire sur des bases kilométriques décroissant d'autant plus que le parcours total augmente davantage. Après avoir appliqué ce principe jusqu'à l'extrémité de son réseau (Cette), elle l'a étendu, d'accord avec la compagnie du Midi (tarif commun 110), jusqu'aux Pyrénées, et, d'accord avec les compagnies espagnoles (tarif commun 210), aussi loin qu'il a paru intéressant et possible de pousser le rayon d'approvisionnement de la capitale.

Dans ces tarifs, les *taxes totales* vont toujours, cela va sans dire, en croissant avec la longueur du parcours; elles passent, par exemple, de 20 francs de Fontainebleau à Paris (pour 59 kilomètres), à 96 francs pour Dijon, 143 francs pour Lyon, 200 francs pour Avignon, 266 francs pour Perpignan, 290 francs pour Barcelone, pour atteindre enfin 480 francs à Murcie (1,859 kilomètres de parcours total).

Mais, en même temps, la base kilométrique des transports, qui est de 34 centimes par tonne pour les raisins de Fontainebleau, descend à 30 centimes pour ceux de Dijon, à 29 pour Lyon; elle tombe à 28 pour Avignon, à 27 pour Montpellier; les raisins de Perpignan supportent une taxe kilométrique encore moindre : 26 centimes. Au-delà, cette base se maintient uniforme et s'applique jusqu'à Murcie, point extrême de provenance.

Nous ne croyons pas que personne puisse songer à attaquer cette décroissance progressive des bases kilométriques de la taxation. — Et cependant, si on les applique à *un parcours déterminé*, celui de Dijon à Paris, par exemple, nous voyons que, *pour ce même parcours* de 315 kilomètres, les raisins de Dijon paient une taxe de 96 francs par tonne, ceux de Lyon une taxe de 92 francs; elle s'abaisse à 87 francs pour ceux d'Avignon, à 85 francs pour ceux de Montpellier et tombe à 80 francs pour les raisins en provenance de Perpignan, Barcelone, Alicante et Murcie.

On comprendrait, à la rigueur, que Dijon, s'il s'en tenait aux apparences, pût s'étonner et se plaindre de payer 96 francs pour un parcours pour lequel les raisins du Roussillon et d'Espagne ne paient que 80 francs. Il ne le fait pas, et, contre cette conséquence inévitable du principe différentiel dans l'établissement des tarifs de chemins de fer, c'est de la Chambre de commerce de Montpellier et de la Société d'agriculture d'Avignon que viennent les plaintes; de Montpellier et d'Avignon, qui, en raison de leur éloignement de Paris, ne pourraient que très difficilement y écouler leurs produits, si le tarif était uniformément établi sur la base kilométrique initiale de 34 centimes; de Montpellier et d'Avignon, qui doivent précisément aux tarifs différentiels de pouvoir présenter leurs raisins sur le marché de Paris en concurrence avec ceux des régions moins éloignées de la capitale. Cette coïncidence n'est-elle pas faite pour surprendre?

Pour les *légumes frais*, les critiques n'ont pas été moins vives; elles sont pourtant encore moins fondées. Ils sont taxés sur le réseau Paris-Lyon-Méditerranée (tarif G. V. n° 10) aux conditions du barème (*différentiel*) n° 3 qui édicte pour les transports sur Paris des taxes de 69 francs au départ de Dijon; 106 francs, de Lyon; 151 francs, d'Avignon; 159 francs, de Cette; 186 francs d'Hyères.

Dans le langage courant des revendications soumises à l'opinion publique on dit : la compagnie fait payer plus cher aux légumes de Dijon qu'à ceux d'Hyères! Il faut dire pour être exact : la compagnie, pour le même parcours de 315 kilomètres de Dijon à Paris,

prend 69 francs aux maraîchers de Dijon, elle ne prend que 68 fr. à ceux de Lyon, 66 à ceux d'Avignon, 64 à ceux de Cette, 63 à ceux d'Hyères. En effet, et c'est la conséquence de l'application du principe différentiel que personne de raisonnable ne songe à contester dans l'intérieur d'un réseau déterminé.

Si l'on sort des limites du réseau Paris-Lyon-Méditerranée, l'on trouve dans son tarif de grande vitesse 110, commun avec la compagnie du Midi, une taxe totale de 221 francs de Perpignan à Paris, qui, pour le parcours de Dijon à Paris, correspond à 64 francs, et dans le même tarif commun avec les chemins de fer espagnols, des taxes totales de 290 francs et 356 francs de Tarragone et de Valence sur Paris correspondant à 74 francs pour le parcours pris comme type de Dijon à Paris. Ce n'est pas ici, à coup sûr, que l'on peut parler de faveur faite aux produits étrangers.

Une critique plus fondée, au moins en apparence, nous a été adressée en ce qui touche les légumes d'Italie. — Notre tarif commun de grande vitesse n° 110, § 6, les taxait par tonne de Milan à Paris (924 kilomètres) : à 212 francs sans condition de tonnage; à 165 pour les expéditions par wagon complet de 5,000 kilogr.; à 140 francs pour celles de 10,000 kilogrammes, alors que notre tarif intérieur n° 10 faisait supporter aux légumes français expédiés sans condition de tonnage : 151 fr. 55 d'Avignon (724 kilomètres); 186 fr. 25 d'Hyères.

On en concluait à la ruine (systématique et voulue, bien entendu, par la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée) de l'agriculture française par l'agriculture italienne. On ne manquait pas d'ajouter que pour mieux accentuer ses tendances antifrançaises, la compagnie avait mis ce tarif en vigueur le 1er juillet 1888 au moment même de la rupture du traité de commerce italien et pour contrebalancer l'effet du relèvement des droits d'entrée en France. La réalité était tout autre : *Tant de fiel n'entrait pas dans l'âme des bureaux!*

En premier lieu, les prix incriminés du tarif 110 avaient été soumis, dès le 25 janvier 1888, à l'homologation ministérielle; ils n'avaient été faits par la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée que pour retenir sur ses rails, de Modane à Paris, les légumes qui, de Milan, pouvaient y parvenir par la voie du Gothard et Delle, grâce à des prix *identiques* résultant d'un tarif commun aux compagnies italiennes, suisses et de l'Est français; en second lieu, l'avantage de prix ainsi fait aux légumes italiens n'avait guère de réalité que sur le papier, puisqu'il n'existait que pour les expéditions par wagon complet de 5 et de 10 tonnes qui, elles, n'existaient guère ou n'existaient pas.

Quoi qu'il en soit, il y avait là une anomalie réelle, trop facile à exploiter, et dès qu'elle nous a été signalée, nous l'avons fait disparaître en proposant à l'administration supérieure de supprimer complètement ce paragraphe du tarif 110, en même temps d'ailleurs que, par mesure complémentaire, l'Est supprimait le tarif commun *via* Gothard dont l'existence avait été la seule raison d'être du nôtre.

Prenons enfin un dernier exemple, celui des *vins* étrangers, dont l'introduction paralyserait soi-disant le relèvement de la viticulture française. Celle-ci, grâce à Dieu et aux cépages américains, se relève vaillamment dans les départemens qui, comme l'Hérault, ne se sont pas abandonnés. Jusqu'à nouvel ordre, toutefois, la France ne produit plus la quantité de vins nécessaire à sa consommation; il faut donc bien qu'elle tire la différence de l'étranger. Dans cette invasion nécessaire, la voie d'eau joue certainement le rôle prépondérant, la voie de fer un rôle relativement effacé. Pour les provenances de l'Espagne, en particulier, la mer et la Seine ont amené à Paris, en 1889, nous le rappelons, 250,000 tonnes, au prix de 30 à 35 francs; le chemin de fer Paris-Lyon-Méditerranée 87,000 tonnes, au prix de 52 francs. C'est lui, cependant, dont on critique les agissemens et les tarifs.

Ses agissemens d'abord. Mais, s'il s'abstenait, les 87,000 tonnes qu'il réussit à attirer à ses rails laisseraient-elles de venir à Paris par la mer et la Seine? Et de quel profit serait pour la viticulture française l'abandon qu'il ferait, à raison de 30 francs environ par tonne, d'une recette annuelle de 2,600,000 francs, abandon qui dérangerait singulièrement l'équilibre de son budget et de ses relations financières avec l'État?

Quant à ses tarifs, fait-il un usage excessif ou anormal de son droit incontestable à prendre sa part d'un trafic qu'il serait absurde et inique de prétendre réserver exclusivement à la navigation? Favorise-t-il les vins d'Espagne au détriment des vins de France? Les transporte-t-il, comme on ne se fait pas faute de l'affirmer, moins cher qu'il ne transporte les vins de l'Hérault? Examinons. Les transports de vins font l'objet des trois tarifs spéciaux : n$^{os}$ 6, pour l'intérieur du réseau Paris-Lyon-Méditerranée; 106, commun avec diverses compagnies françaises; 206, commun avec les chemins de fer étrangers (ou avec des compagnies de navigation, pour les provenances trop voisines du sud de l'Espagne pour qu'il soit matériellement possible de songer à les amener à Paris par toute voie de fer). Dans ces trois tarifs, les taxes totales croissent, cela va sans dire, avec la distance, mais

pas proportionnellement (sans quoi l'exagération des prix aurait bien rapidement conduit à l'impossibilité des transports), et la base kilométrique de ces taxes est d'autant plus faible que la distance totale à parcourir est plus forte.

C'est ainsi qu'une tonne de vin expédiée à Paris supporte :

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| De Dijon | 314 | kilomètres, | une taxe de | 21 fr. 30, soit 0 fr. 068 | par kilom. |
| De Mâcon | 422 | — | — | 26 fr. 10, soit 0 fr. 062 | — |
| De Lyon | 488 | — | — | 28 fr. 50, soit 0 fr. 058 | — |
| De Valence | 599 | — | — | 32 fr. 50, soit 0 fr. 054 | — |
| De Cette | 776 | — | — | 39 fr. 70, soit 0 fr. 051 | — |
| De Barcelone | 1126 | — | — | 52 fr. »», soit 0 fr. 046 | — |
| De Tarragone | 1229 | — | — | 52 fr. »», soit 0 fr. 042 | — |
| De Valence | 1504 | — | — | 52 fr. »», soit 0 fr. 037 | — |

Plus le point de provenance espagnole s'éloigne des Pyrénées, plus le fret maritime peut diminuer, avec la durée même du transport par mer, plus au contraire augmente la distance par rails. Les chemins de fer ne peuvent songer, comme il le faudrait cependant pour lutter avec la navigation, à appliquer à un parcours plus long une taxe plus faible que celle qu'ils appliquent à un parcours moindre : la clause des stations intermédiaires édictée, et avec raison, par la législation de tous les pays s'y opposerait; mais du moins quand elle arrive à 50 francs, prix auquel les transports peuvent être, à la rigueur, disputés à la voie maritime, qui se contente de 30 à 35 francs, la taxe cesse de croître.

C'est contre la situation que nous venons de résumer en chiffres que proteste le commerce de Cette. Quand il dit que nous transportons les vins d'Espagne à meilleur marché que les vins de l'Hérault, ce n'est manifestement qu'une formule de langage, formule à effet par sa concision même, mais qui, dans son inexactitude démontrée par les chiffres ci-dessus, fait illusion aux masses et peut même finir par faire illusion à ceux qui l'emploient et la répètent trop souvent.

Ce que l'on veut dire, et sous cette forme cela est vrai, c'est que, *pour un parcours déterminé*, celui de Cette à Paris, par exemple, alors que les vins produits à Cette supportent une taxe de 39 fr. 70, les vins provenant de Tarragone ne supportent que 29 fr. 65; ceux provenant de Valence (Espagne) que 26 fr. 90. — C'est vrai, mais ils n'en ont pas moins à acquitter une taxe totale de transport de 12 francs au moins supérieure à celle des vins de l'Hérault.

Mais faisons même, pour un instant, abstraction de l'existence et de la concurrence de la voie maritime et fluviale, de la voie de pénétration par excellence, nous ne saurions trop le redire; suppo-

sons qu'il n'y ait qu'un seul intérêt en jeu, et il est important, celui d'agrandir le rayon d'approvisionnement possible de Paris, la situation, telle que l'établissent les chiffres précédens, n'est-elle pas la plus naturelle du monde et la plus justifiée? Et l'Hérault qui, en raison de son éloignement de Paris, a dû à l'application du principe différentiel dans les tarifs de chemins de fer le colossal développement de sa production viticole, et avec lui sa fortune passée et, grâce à Dieu, sa fortune renaissante, l'Hérault est-il vraiment bien fondé à critiquer l'extension que nous avons faite de ce principe à l'Aude, aux Pyrénées-Orientales, à l'Espagne?

Oui, nous répond l'homme politique qui ne s'offensera pas d'être appelé le plus farouche adversaire des grandes compagnies et des conventions de 1883, que le souvenir de ses classiques condamne sans doute aux... *imprécations* et auquel sa haute intelligence et sa rare opiniâtreté au travail ont rendu familières toutes les questions de chemins de fer, oui, le principe différentiel est nécessaire ou utile, ou tolérable, mais pas dans son application à l'étranger.

Et pourquoi donc? Les vins étrangers n'entrent-ils pas en France? N'est-il pas actuellement nécessaire de les y faire pénétrer? S'ils n'y entrent pas par toute voie de fer, n'y entreront-ils pas par la voie fluviale que vous ouvrez au grand large, en laissant à la charge de l'État l'intégralité des dépenses de son amélioration, de son entretien, de sa surveillance? Voulez-vous donc proscrire les vins étrangers? Et, au nom de je ne sais quel principe, du principe des nationalités peut-être, que, dans un pays voisin (grand producteur de vin et terriblement embarrassé de sa production), son premier homme d'État traitait récemment avec tant de désinvolture, voulez-vous fermer vos frontières par des droits de douane ou des mesures équivalentes? Faites-le, si vous le croyez nécessaire et possible; — mais, en attendant, pourquoi donc un principe sera-t-il admis en deçà de la frontière et proscrit au-delà?

Admettons-le cependant, mais alors allons jusqu'au bout, car la logique est une et vous y condamne. Il est inadmissible, dites-vous, que, les vins de l'Hérault payant 39 fr. 70 pour parcourir les 776 kilomètres de Cette à Paris, les vins d'Espagne ne soient grevés pour ce même parcours que de 29 fr. 65 ou de 26 fr. 90. — A merveille, mais les vins de l'Aude, des Pyrénées-Orientales sont, eux, des vins français. Et trouvez-vous plus admissible pour cela que, pour le même parcours de 776 kilomètres, ils ne soient grevés que de 35 fr. 75 s'ils sont en provenance de Perpignan? Donc, vous voilà logiquement conduit à proscrire le principe différentiel dans les tarifs communs à plusieurs compagnies françaises et à ne plus l'admettre que dans l'intérieur d'un réseau. Mais, là-même, la logique va vous forcer à le proscrire. Tous les

vins de l'Hérault, du Gard, de Vaucluse, de la Drôme, du Beaujolais, de la Bourgogne, empruntent, pour se rendre à Paris, la section de Dijon à Paris.

Pour ce *même parcours* de 314 kilomètres : les vins de Dijon sont grevés de 21 fr. 30 par tonne ; ceux de Mâcon, 19 fr. 45; de Valence, 16 fr. 95 ; de Cette, 16 francs ; de Draguignan, 15 fr. 45. Est-ce plus admissible que ce que vous avez naguère critiqué? En aucune façon, et vous voici condamnés à proscrire le principe même des tarifs différentiels, c'est-à-dire le principe commercial et fécond par excellence, pour le remplacer, comme le proposent d'ailleurs certains esprits systématiques et absolus, par l'application d'une taxe fixe par kilomètre, quelle que soit la distance, et croissant mathématiquement, brutalement avec elle suivant une proportionnalité aussi régulière qu'anticommerciale.

Nous ne multiplierons pas davantage les exemples; aussi bien croyons-nous avoir tout dit, en examinant les espèces les plus frappantes et le plus fréquemment répétées. Le vent est à la protection dans notre pays, et tout ce qui y contredit ou semble y contredire est frappé d'ostracisme. Faut-il dès lors s'étonner de l'émotion qu'inspire l'idée de pénétration des produits étrangers (comme si nous pouvions toujours nous en passer), du succès d'un mot fort expressif de cette émotion, et de l'ardeur aveugle de la campagne à laquelle nous assistons étonnés contre ce qu'on a baptisé les *Tarifs de pénétration.*

Qui dit commerce, cependant, dit échange. Vendre aux autres ce qu'on produit plus ou mieux qu'eux, leur acheter ce qu'ils produisent plus ou mieux que vous, c'est là toute la vie commerciale et elle n'est que là. Dans le commerce international, cela s'appelle l'importation et l'exportation.

Je ne suis pas de ceux qui s'enrôlent sous le drapeau du libre-échange. La protection me paraît le système qui convient à notre pays, mais encore faut-il qu'elle soit intelligente et mesurée. Indispensable quand il s'agit d'y rendre possible la production d'objets qu'il faut absolument fabriquer chez nous, nécessaire quand il s'agit de permettre à notre pays de défendre son industrie et son agriculture contre celles des pays voisins plus favorisés sous le rapport des matières premières, de la main-d'œuvre ou du climat, la protection est inutile dans les autres cas; nuisible même, si elle est poussée au point d'exagérer les prix de vente aux consommateurs (que nous sommes tous) et d'enlever à nos producteurs l'aiguillon salutaire de la concurrence, sans lequel l'activité s'émousse et le progrès s'arrête.

Veut-on donc proscrire le commerce international? Mais si cha-

que pays a la prétention de se suffire, de tout produire chez lui, en admettant que ce soit possible (sauf à relever les prix de tous les objets consommés), de s'isoler des autres, c'est revenir à l'état des civilisations primitives. Notre vie sociale actuelle avec ses raffinemens, ses exigences, ses besoins, souvent artificiels sans doute, qu'il serait plus sain peut-être de ne pas éprouver, mais contre lesquels on n'a guère le courage de réagir, notre vie sociale n'est possible que par les échanges, par l'exportation et l'importation. — Et ce n'est pas parce que le dernier terme de ce binôme sera débaptisé et appelé pénétration que l'éternelle logique des événemens cessera d'être vraie et qu'une agitation irréfléchie prévaudra contre elle. Les hommes sérieux ne se paient pas de mots et se ressaisissent à la réflexion.

La répétition est, dit-on, la plus puissante des figures de rhétorique. C'est sans doute pour cela qu'abusant d'un mot heureux et qui fait image, et le mettant à toute sauce, sans toujours en comprendre la portée, tant de personnes ressassent les mêmes attaques contre les tarifs de pénétration, ramassant des banalités qui depuis trop longtemps traînent sur le marbre de toutes les tribunes. Il est temps de se reprendre.

C'est pour cela que dans ce fatras confus de plaintes vagues, de déclamations plus ou moins désintéressées, nous avons été heureux de rencontrer au moins quelques griefs nettement formulés, quelques argumentations précises appuyées de chiffres, émanées de personnalités ou de corporations sachant ce dont elles parlent et respectueuses d'elles-mêmes comme de leurs contradicteurs. Prenant celles qui regardent le réseau que nous connaissons le mieux, nous les avons discutées honnêtement, sans passion, sans illusions croyons-nous, nous efforçant de dissiper ce que nous considérons comme des erreurs ou des exagérations, et de faire connaître aussi brièvement que possible, mais complètement, et les principes de la tarification sur nos chemins de fer et l'application raisonnée et, croyons-nous, raisonnable qu'ils en ont faite.

Ce petit travail sera peut-être utile aux personnalités éclairées dont je viens de parler; il s'adresse à ceux, adversaires ou amis, qui, sans se laisser rebuter par un travail parfois quelque peu ardu, étudient avec sincérité, apprécient avec droiture et pensent que le *Tarte à la crème* des marquis de Molière n'est ni un raisonnement, ni le fond de la raison.

G. NOBLEMAIRE.

# LA RESTAURATION

DES

# BOURBONS EN ESPAGNE

## D'APRÈS UNE PUBLICATION RÉCENTE

Un publiciste anglais ou français qui veut comprendre l'histoire contemporaine de l'Espagne doit non-seulement séjourner longtemps dans la Péninsule, mais y refaire son éducation, se dépouiller de ces idées communes qui ne sont peut-être que des préjugés, s'approprier en quelque mesure cette philosophie naturelle qui est particulière aux Espagnols, et qui, selon les cas, est une vertu ou le contraire d'une vertu. Il doit tenir pour de vaines superfluités beaucoup de choses qu'il considérait comme indispensables au bonheur d'une nation, se persuader qu'il est plus facile qu'on ne pense de prendre son parti de beaucoup de désagrémens, qu'on peut vivre heureux dans certaines situations qui d'abord peuvent sembler insupportables; que tout dépend du point de vue, que, quand on a l'esprit bien fait, on sent peu les privations, et qu'au milieu des troubles et des guerres civiles, il suffit d'un verre d'eau, d'une cigarette et d'une chanson pour se procurer de longs et délicieux oublis. Et le moyen de vivre si l'on n'oubliait jamais !

A cette philosophie, il faut joindre un certain fatalisme, la conviction que tout ce qui arrive devait arriver, que nous sommes des marionnettes dont un destin rigoureux ou favorable tient les fils, qu'il est inutile de lui demander des comptes, parce qu'il n'en rend à personne,

que partant le vrai sage se résigne facilement aux faits accomplis et accepte même d'avance l'événement de demain, *lo de mañana*. Enfin, il faut croire que la politique n'a rien à démêler avec la morale, qu'elle est une sorte de jeu où il y a des perdans et des gagnans, qu'on a toujours raison de gagner. C'est là le secret de la grande tolérance, de l'indulgence extrême qu'ont les politiciens espagnols les uns pour les autres. Ils sont tous beaux joueurs. Au lieu de se fâcher, de gémir ou de récriminer, les perdans préparent leur revanche, les gagnans, de leur côté, considèrent que demain peut-être ils perdront, et d'habitude ils témoignent aux vaincus une exquise courtoisie; ils les traitent avec beaucoup de ménagemens, afin que, si la roue vient à tourner, ils aient droit, eux aussi, à l'indulgence et aux égards. En un mot, pour comprendre l'Espagne, il faut se dire que tous les hommes sont pécheurs, mais que, si grands que soient les méfaits, ils ne ferment à personne l'entrée du royaume de la grâce, que la sottise seule est un péché irrémissible et que le caractère des sots est de tout prendre au tragique et de moraliser hors de propos.

Mais on ne devient pas philosophe du premier coup, et avant de comprendre, on s'étonne. C'est précisément ce qui est arrivé à M. Houghton, qui vient de publier un livre aussi curieux que substantiel sur la restauration des Bourbons en 1874 et les événemens qui la préparèrent (1). Correspondant militaire d'un journal étranger pendant la dernière insurrection carliste, l'Espagne lui apparut d'abord comme un pays singulier, où rien ne se passe comme ailleurs, qui, en bien comme en mal, ne ressemble à rien. Ce fut un étonnement mêlé d'une vive admiration qu'il ressentit plus d'une fois pour les conscrits espagnols qu'à peine enrôlés, on avait menés au feu dans la Biscaye ou la Navarre. Il admirait leur bonne tenue, leur sobriété, leur discipline, leurs jarrets d'acier, leur santé robuste sous une chétive apparence. « Si leurs officiers les traitent bien, sans trop les rudoyer et en s'imposant à eux avec une rondeur joviale et franche, ces conscrits exécutent des marches, bravent les intempéries et les fatigues, attaquent des positions formidables avec un entrain et une vigueur dignes de vétérans des premières armées du monde. » Il en vit à Santander qui revenaient d'Irun. « Ces pauvres soldats, après avoir beaucoup souffert à bord des transports improvisés pour cette occasion, se promenaient par les rues et sur les quais, sous une pluie torrentielle, à la recherche de leurs logemens. Ils bivouaquaient sur les places et sous les portes cochères, et avec leurs capotes, leurs pantalons littéralement trempés, ces admirables troupes ne grognaient pas et ne se plaignaient

(1) *Les Origines de la restauration des Bourbons en Espagne*, par A. Houghton. Paris, 1890; librairie Plon.

que bien rarement. Que dis-je? Quand ils se procuraient une maigre ration de pain, du lard rance, de la viande de troisième qualité, ils se mettaient joyeusement à préparer leur brouet. » Leur faisait-on la grâce de leur donner du vin, un peu de café? ils riaient et chantaient. Leurs lassitudes, leurs longues et inutiles souffrances, la montagne inhospitalière, ses embuscades et ses jeûnes, la mer et ses trahisons, tout était oublié.

A quelque temps de là, M. Houghton revenait à Madrid, et il éprouvait un autre genre d'étonnement. La tête encore pleine des horreurs de la guerre civile, il s'attendait à trouver une ville triste, inquiète, agitée. C'était la veille de Noël, et on s'occupait beaucoup moins du maréchal Serrano, des carlistes, du prince Alphonse, des rumeurs inquiétantes qui couraient, du commerce qui n'allait plus, de la misère publique, que des soupers, des réveillons, des messes de minuit, de toutes les réjouissances de *la Noche buena*. Les devantures des magasins de comestibles étaient bondées de dindes et de chapons; les rues retentissaient du bruit assourdissant des tambourins, des crécelles, des sifflets; tout avait un air de fête, tout était en liesse. Les Madrilènes aiment à se persuader que leurs morts occupent dans le paradis un logement à part, où un jour de souffrance leur a été ménagé pour voir Madrid. Quelle misère si ces bienheureux venaient à découvrir que Madrid ne s'amuse plus!

Tout en suivant dans leurs évolutions les armées en campagne, M. Houghton conçut le projet d'étudier aussi le monde des politiciens, de s'initier aux secrets de la politique espagnole. Elle lui parut fort étonnante; mais, dans les vives surprises qu'il éprouva, il entrait cette fois moins d'admiration. Il fut longtemps sans pouvoir s'accoutumer à l'indiscrétion de certains officiers généraux, qui disaient avec une prodigieuse désinvolture : « Il se fera avant peu un *pronunciamiento;* et, si je vis encore, j'en serai. » De leur côté, de hauts fonctionnaires, qui avaient toute la confiance de leur gouvernement, disaient, sans baisser la voix : « *Eso se va*, cela s'en va; la maison est minée, c'est aux rats d'aviser. »

Mais ce qui étonnait encore plus M. Houghton, c'étaient les incroyables ménagemens du gouvernement établi pour les conspirateurs carlistes ou alphonsistes qui tramaient sa perte à ciel ouvert. « Il faisait montre d'une faiblesse, d'une irrésolution qui nous surprenaient grandement, en raison même de notre inexpérience des us et coutumes invétérés chez les partis politiques en Espagne. Il était assez difficile pour un étranger de s'habituer à ce spectacle de ménagemens et d'égards, de faiblesses et de complaisances, d'indifférence et d'apathie, qui font toujours que les partis en apparence vaincus ou momentanément impuissans préparent à leur aise, effrontément, au grand

jour, sous le nez des autorités civiles et militaires, à la barbe des autorités judiciaires, au vu et su de tout le monde, qui trouve cela la chose la plus naturelle, leurs revanches et leurs soulèvemens, comme j'ai eu cent fois l'occasion de le constater moi-même de 1873 à 1876. » Les surprises s'émoussent, on s'accoutume à tout, et M. Houghton résolut de ne plus s'étonner de rien. Il comprit que ce qui pourrait sembler extraordinaire sur les bords du Danube, de la Tamise ou de la Sprée est fort ordinaire sur les bords du Mançanarez, dont on a dit que c'est la première rivière du globe pour y naviguer à cheval et en voiture, et il finit par se dire : « Question de climat et de race, affaire d'habitude et d'éducation, influence des milieux et des antécédens ! »

Il ne suffit pas de ne s'étonner de rien, il faut s'informer, s'enquérir, se faire raconter la pièce par les acteurs, et les politiciens de Madrid sont à l'ordinaire avares de leurs confidences. La politique espagnole est une science occulte dont les adeptes ne révèlent pas volontiers les secrets aux profanes. Il n'y aurait qu'un juste incorruptible, sans reproche et sans tache, qui pût avoir le courage de mettre à nu la conscience des pécheurs ; mais les justes sont rares en Espagne, et leurs ennemis pretendent qu'ils sont tout au moins des demi-pécheurs. Pourquoi les perdans dénonceraient-ils les pratiques secrètes de leurs adversaires ? Demain peut-être ils les emploieront à leur tour, et en dévoilant le passé des autres, ils craindraient de compromettre leur propre avenir.

En 1876, quand la guerre carliste eut pris fin, M. Houghton s'établit à Madrid, où il s'occupa de rassembler des matériaux pour son livre. Il ne se borna pas à collectionner des documens officiels et particuliers, il tenta de faire parler les muets. A l'exception de M. Castelar, l'homme à la bouche d'or, les chefs de parti lui fournirent peu de renseignemens ; mais les militaires furent moins réservés, et, parmi les informations qu'il recueillit, les plus importantes sont les communications que lui fit le général Pavia. C'est ainsi qu'à force de patience et d'opiniâtre curiosité, il a pu retracer les origines de la restauration de 1874, amenée graduellement, pense-t-il, par la folie des intransigeans qui renversèrent M. Castelar, par l'infructueux coup d'état du 3 janvier, par la politique incertaine et flottante du maréchal Serrano.

Assurément, personne ne contestera que la première cause du rétablissement des Bourbons ne doive être cherchée dans les utopies, la démence, les fautes énormes des intransigeans qui avaient résolu de convertir l'Espagne en république fédérale, et qui ne réussirent qu'à en faire un pays inhabitable même pour les plus philosophes des Espagnols, pour les plus disposés à s'accommoder de tout, pour les plus capables de vivre heureux dans une maison dont les cheminées fument ; mais quand la maison menace ruine, qu'elle n'a plus de toit, que les

plafonds s'effondrent, que les murs se lézardent, il n'y a plus de philosophie qui tienne. Le fédéralisme transformé en cantonalisme, chaque canton, chaque commune proclamant son autonomie, d'incessantes attaques contre la propriété, les lois abolies ou violées, les horreurs d'Alcoy et de Montilla, de grandes villes où tout le monde commandait et où personne n'obéissait, Séville et Cadix, Béjar et Salamanque tombées aux mains d'une populace conduite par des énergumènes, la confusion de tous les pouvoirs, nulle autre autorité que celle de gardes nationales ou de volontaires qui ne savaient pas toujours ce qu'ils voulaient, deux sortes d'anarchistes dont les uns rêvaient d'organiser l'anarchie, tandis que les autres n'en sentaient pas le besoin, le désordre considéré comme un bonheur et comme une institution, et ce qui est pire encore, l'indiscipline dans l'armée, des officiers abandonnés, trahis ou assassinés par leurs soldats, tel était l'état de la Péninsule quand les cortès fédérales, prises d'une soudaine inquiétude, cédant à la peur plus qu'au remords, nommèrent M. Castelar chef du pouvoir exécutif, en lui donnant carte blanche, et par une heureuse inspiration, la seule qui leur fût jamais venue, décidèrent que leurs séances seraient suspendues jusqu'au 2 janvier 1874.

Autant que M. Houghton, nous admirons tout ce qu'entreprit, tout ce qu'osa ce grand orateur pour remettre sur pied une maison qui croulait. Il avait été un fervent fédéraliste, mais il préférait son pays à son utopie, et désabusé par l'événement, il la maudit. Plus sage que le fabricant d'idoles du prophète Isaïe, il dit à sa chimère : « Tu n'es plus mon Dieu. Mon cœur s'était repu de cendres, et je sauverai mon âme en m'écriant : N'est-ce pas du mensonge que j'avais dans la main ? » M. Castelar sauva son âme, et il s'honora par son courage, par son tardif bon sens, par son intrépide et chevaleresque générosité ; mais quand les cortès intransigeantes l'auraient laissé faire jusqu'au bout, aurait-il sauvé la république espagnole ? Quoi qu'en dise M. Houghton, cela me semble douteux. Rien n'est plus grand dans l'ordre moral qu'un homme qui a le courage de dire : Je me suis trompé. Mais le repentir n'est pas une vertu politique. Un gouvernement qui désavoue son principe et réagit contre lui est sans autorité, sans prestige. Aussi bien peut-il traiter rigoureusement des erreurs qu'il a partagées, des fous dont il fut l'inspirateur ou le complice ? Désormais, tout ce qu'il fera pour réparer sa faute se retournera contre lui et ne servira qu'à préparer et à faciliter le règne de ses successeurs. En politique, les pénitens ne travaillent que pour les autres. Vous avez dit : « N'est-ce pas du mensonge que j'avais dans la main ? » Vos ennemis vous diront : « De votre propre aveu, vous vous étiez trompé; êtes-vous bien sûr de ne pas vous tromper encore ? Vous ressemblez à un pharmacien qui a vendu du poison et dont la méprise a été funeste;

il ne vous reste plus qu'à fermer boutique. » C'est ainsi que M. Castelar eut toute la gloire de son repentir, et n'en eut pas le profit.

Au surplus, ce ne furent pas ses ennemis, mais ses amis qui le renversèrent. Les cortès fédérales, honteuses d'avoir été sages pendant quelques mois, étaient résolues à se débarrasser de lui dès le jour de leur rentrée. Rien n'égale l'aveuglement d'une majorité intransigeante; les dangers, l'événement de demain, l'épée suspendue sur sa tête, elle ne voit rien que sa passion. Les intransigeans sont de tous les hommes ceux que l'expérience éclaire le moins; ils la méprisent et elle se venge. Si les cortès fédérales avaient eu le sens commun, il ne tenait qu'à elles de savoir qu'un capitaine-général avait juré de ne pas laisser le soleil se coucher sur leur triomphe.

Ce capitaine-général s'appelait don Manuel Pavia y Rodriguez de Albuquerque, et il était né sous le beau ciel de l'Andalousie. M. Houghton nous le peint comme un homme un peu corpulent, au-dessus de la taille moyenne, au teint coloré, aux traits froids et durs, et dont l'œil vif étincelait derrière son lorgnon. Toujours mis avec soin, ganté de frais, parlant par saccades, il était fort empressé, fort assidu auprès des jolies femmes, et il aimait la musique, l'art, la littérature. Quand on aime la musique, on n'aime pas l'anarchie, et quand on est un homme d'épée, on souffre impatiemment le règne des indisciplinés et des braillards. Le général Pavia avait prouvé tout récemment qu'il savait se faire obéir. Quand le 19 juillet 1873, on l'avait chargé d'aller mettre à la raison les anarchistes andalous, M. Salmeron lui avait dit : — « Si vous parvenez à décider un seul soldat à tirer sur un cantonal, l'ordre est sauvé. » — Peu de jours lui suffirent, et il eut sa petite armée dans la main. Il était entré avec elle à Séville, à Cadix, à Malaga, et si on ne l'avait pas rappelé, si on ne l'eût soupçonné de vouloir trop sauver l'Espagne, Carthagène ne se serait pas soulevée. Nommé capitaine-général de Madrid, il avait décidé qu'une république très unitaire et très conservatrice était le seul régime possible en Espagne, que tant que M. Castelar serait au pouvoir, il le servirait loyalement, mais que le jour où les cantonalistes le renverseraient, le général Pavia balaierait les cantonalistes.

Au préalable, il se présenta un jour auprès du chef du pouvoir exécutif et l'engagea à proroger indéfiniment les cortès, se faisant fort de maintenir l'ordre à Madrid. Comme il le raconta à M. Houghton, M. Castelar lui répondit qu'il voulait être le martyr de la légalité : — « Le 2 janvier, je me présenterai devant les cortès, je leur expliquerai ma conduite et si je suis battu, je me retirerai le cœur plein d'amertume pour pleurer chez moi les malheurs de ma patrie. » Peut-être comptait-il encore sur un miracle de son incomparable éloquence ; mais le plus grand orateur du monde a-t-il jamais converti un intransigeant?

Le 2 janvier, il était renversé et le 3 janvier, à la première heure, la garde civile de Madrid dispersait cette incorrigible assemblée. Ce coup de force fut exécuté avec une courtoisie vraiment castillane. Les aides-de-camp du capitaine-général signifièrent à M. Nicolas Salmeron, président des cortès, « qu'ils se trouvaient, bien à regret, dans la cruelle nécessité de le prier avec insistance d'être assez bon pour ordonner aux députés de sortir du congrès. » Ils ajoutèrent, avec la même politesse, « que le capitaine-général se trouvait bien malgré lui dans la triste obligation d'assigner aux députés de la nation un délai fort court pour évacuer leur palais... » — En Espagne, l'émeute a rarement les jambes avinées et elle rougirait de ne pas observer certaines formes, et, de son côté, le *pronunciamiento* croirait se déshonorer, s'il ne sauvait sa brutalité par les procédés et les gestes d'un parfait hidalgo.

Ce coup d'état, préparé de longue main et sans beaucoup de mystère, parut tout naturel à l'Espagne et ne fut une surprise pour personne, sauf pour ces intransigeans qu'on balayait et qui, après avoir fait mine de mourir sur leurs sièges, aimèrent mieux sortir par la porte que par la fenêtre. L'un après l'autre, ils se retirèrent, en demandant des explications au caporal, qui d'habitude ne se croit pas tenu d'en donner. Mais ce qui étonna toute l'Espagne, ce pays qui ne s'étonne de rien, ce fut l'incroyable désintéressement du vainqueur. Il était de bonne foi, il avait voulu sauver la République en la rendant conservatrice et unitaire. Il convoqua chez lui les chefs des partis modérés, il leur exposa ses vues, les exhorta à se concerter pour donner à leur pays un gouvernement qui lui fît honneur, et il leur déclara que pour sa part il ne voulait rien, qu'il ne serait de rien.

On eut beaucoup de peine à l'en croire. On contemplait avec autant de défiance que de stupeur ce personnage miraculeux. On croyait rêver, on se frottait les yeux, on s'avançait avec inquiétude dans ce pays des songes, comme dans un bois où à chaque pas on croit trouver un piège à loups. Mais enfin il fallut se rendre à l'évidence. Le généra Pavia ne voulait être de rien; il avait décousu, il laissait aux autres le soin de recoudre. Les hommes d'état qu'il avait mis en demeure se concertèrent, et ce fut ainsi que le maréchal Serrano, duc de la Torre, devenu chef du pouvoir exécutif et dictateur, forma un ministère recruté dans les deux fractions du parti progressiste, les unionistes et les radicaux, et dans lequel figurait un républicain de la veille. Quant au général, son épée était rentrée d'elle-même dans le fourreau sans qu'il eût besoin de l'essuyer, et de ce jour les femmes l'appelèrent en riant « le héros du 3 janvier, » et quelquefois aussi « fleur d'un jour. » Dans l'admiration qu'inspire la vertu politique en Espagne, il entre toujours une pointe d'ironie. Fleur d'un jour! cela signifie une plante que le soleil de l'Andalousie a séchée avant qu'elle eût donné son fruit,

un général capable de vaincre et qui ne sait que faire de sa victoire, un chasseur qui a tiré et tué l'oiseau, et qui, ne sachant comment s'y prendre pour le manger, dit : « Le voilà, je vous le donne. »

Les hommes d'état à qui le général Pavia avait fait présent de sa victoire auraient-ils pu, par une politique à la fois énergique et habile, se maintenir au pouvoir et retarder indéfiniment la restauration des Bourbons? M. Houghton estime que, si le maréchal Serrano était parvenu à rétablir l'ordre, à porter un coup définitif au carlisme, à délivrer l'Espagne et de la guerre civile et de l'anarchie, il dépendait de lui, son œuvre faite, de convoquer des cortès qui l'auraient nommé président à vie ou pour dix ans. Beaucoup d'Espagnols pensent au contraire que ni la vigueur, ni l'habileté n'aurait pu le sauver, que son sort était écrit dans les étoiles, qu'il y a des pentes fatales qu'on ne remonte pas, que, la république s'étant à jamais discréditée, perdue par ses fautes, la restauration était un de ces événemens inévitables qu'on ne peut tout au plus retarder que d'un jour ou d'une heure.

M. Houghton est devenu philosophe, mais il n'est pas devenu fataliste, il croit que les hommes font eux-mêmes leur destinée. Il convient cependant que la situation était périlleuse, qu'il y avait beaucoup à faire et que les ressources manquaient. Les caisses étaient vides, on ne percevait plus d'impôts dans une dizaine de provinces occupées par les carlistes ou exposées à leurs incursions. Le commerce se mourait, les douanes ne rendaient presque plus rien. On avait suspendu le paiement des arrérages de la dette et tout amortissement, et on ne réunissait qu'à grand'peine des sommes suffisantes pour l'administration du pays et pour les dépenses des armées en campagne. On n'avait pas seulement affaire aux carlistes, il fallait réprimer l'insurrection créole de Cuba, et même après la reddition de Carthagène, on devait entretenir des forces nombreuses dans le midi pour contenir les fédéraux, que les comités carlistes et alphonsistes poussaient à rentrer en campagne, en leur fournissant en secret des armes et de l'argent. « Le plus grand danger, dit M. Houghton, auquel la république du maréchal Serrano eut à parer fut cette incessante campagne de pessimisme que les partisans des deux branches rivales de la famille de Bourbon poursuivaient parallèlement et sans relâche pour miner le sol sous ses pieds. Tous avaient le même objectif : paralyser toute réorganisation des ressources du pays et retarder la pacification des esprits, que le gouvernement provisoire voulait faire marcher de front avec les opérations militaires. »

Si le maréchal avait eu le génie politique, ce courage d'esprit qu'aucune difficulté ne rebute, cette autorité du caractère qui s'impose aux partis, cette confiance en soi qui se communique, cette ambition dévorante qui ose tout, que sait-on ? Le duc de La Torre avait le courage

du soldat; toujours prêt à jouer sa vie, on l'avait vu conserver toute sa tranquillité sous un feu terrible; mais il n'avait pas le sang-froid de l'homme d'état; et s'il n'eût pas été marié, l'amour du repos eût prévalu peut-être sur son ambition. Au surplus, ses aventures, son passé, le gênaient un peu pour prêcher aux autres les principes et le respect de la légalité. Son grand air, sa superbe prestance, faisaient illusion. Dans le fond, il ne croyait qu'à moitié en lui-même. Il n'avait pas conquis le pouvoir, il devait son élévation à un coup de fortune, et se sentant inférieur à sa destinée, on eût dit qu'il s'en remettait au hasard du soin de conserver ce que le hasard avait fait. Dans une situation périlleuse, il ne prit que des demi-mesures. Il semblait vouloir racheter quelques actes de vigueur par de longues nonchalances, il déroutait ses ministres par ses inégalités et ses contradictions, il vivait au jour le jour, sans avoir d'autres vues d'avenir que celles qui conviennent à la modestie d'un gouvernement provisoire. Il n'avait pas l'air d'un propriétaire; il n'était qu'un locataire principal, et il n'était pas bien sûr que son bail fût en règle.

Assurément, il tâchait de se défendre; provisoire ou non, tout gouvernement a l'instinct de la conservation. Mais il ne cherchait pas ses ennemis où ils étaient. Sa seule crainte était que quelque soldat ambitieux ne devînt assez puissant et assez populaire pour le supplanter. Un officier général s'était-il signalé par quelque action d'éclat contre les carlistes, il le rappelait, l'écartait ou lui refusait les ressources nécessaires pour poursuivre son succès, admirable moyen d'éterniser la guerre civile. Et pendant qu'il se défendait ainsi contre un péril imaginaire, il laissait la taupe creuser la terre sous ses pas. Dans tous les chefs-lieux de province, dans toutes les villes de quelque importance, les alphonsistes avaient établi des juntes pour diriger la propagande, créé des cercles où se réunissaient les partisans de la famille exilée. Ils avaient pour eux et la plupart des évêques et les femmes surtout, qui travaillaient avec zèle à préparer le retour de leur *señor y rey*. « Elles apportaient, dit M. Houghton, dans leurs efforts auprès de leurs maris, de leurs frères, de leurs fils, de leurs fiancés, de leurs simples connaissances et de leurs amis, une ardeur et une ténacité qui frappaient les étrangers. A les entendre parler, on aurait cru l'Espagne encore sous le joug des fédéraux intransigeans et des cantons insurgés. Elles affectaient de croire leur religion, leurs propriétés menacées, si l'on ne mettait pas vite un terme à la révolution... On était frappé d'ostracisme dans les salons, dans le monde, dans les familles, quand on passait pour un partisan trop tiède de la restauration, à plus forte raison si l'on avouait encore quelque penchant pour le provisoire Serrano. » Plus les ennemis du maréchal se montraient audacieux, actifs et résolus, plus le zèle de ses amis, découragés par ses incertitudes,

se refroidissait de jour en jour. Les uns disaient mélancoliquement : *Eso se va*. Les autres préparaient de loin des excuses à leur défection. Que d'abandons déjà commencés ! Que de trahisons qui couvaient dans l'ombre ! Que de fidélités douteuses où les vers se mettaient !

Les alphonsistes avaient déjà tout organisé pour le jour de leur triomphe. Dix-huit mois auparavant, M. Canovas del Castillo avait reçu du jeune roi exilé un blanc-seing qui l'autorisait, le cas échéant, à former un gouvernement provisoire. M. Canovas est un de ces hommes qui ne cueillent pas l'orange avant qu'elle soit mûre ; mais il la voyait mûrir d'heure en heure. Une dictature qui ne se justifie pas par son action et ses bienfaits se perd ; un dictateur inutile a rendu d'avance son épée. Le duc de La Torre s'était enfin résolu à aller prendre en personne le commandement de l'armée du nord et à porter au carlisme ce coup décisif qu'on annonçait depuis si longtemps. Il était trop tard ; les rigueurs d'un hiver neigeux devaient le condamner à piétiner sur place, à faire dire une fois de plus : Il ne peut rien ou il ne veut rien.

Dès le 1er décembre, M. Canovas avait fait écrire ou signer par son prince un manifeste qui était un chef-d'œuvre de modestie fière ou de fierté modeste. Ce jeune roi de dix-sept ans insinuait « que la monarchie constitutionnelle pouvait seule mettre un terme à l'oppression, à l'incertitude, aux troubles cruels dont souffrait l'Espagne. » — « On n'écrit qu'avant longtemps tous les gens de bonne foi seront avec moi, quels que soient leurs antécédens politiques, comprenant tous qu'ils n'ont pas à craindre des exclusions ni d'un monarque jeune et sans parti-pris, ni d'un régime qui s'impose aujourd'hui précisément parce qu'il représente l'union et la paix. Je ne sais, moi, ni quand ni comment cette espérance se réalisera, ni même si elle se réalisera jamais. » Après cela, enflant la voix, il promettait à l'Espagne tous les biens du ciel et de la terre, le relèvement rapide de son crédit, de longues années de prospérité glorieuse, des garanties de bonheur pour tout le monde et particulièrement « pour les honnêtes et laborieuses classes populaires, » la concorde, l'ordre et la liberté, et appelant à lui tous les partis, il leur donnait à entendre qu'il y aurait autant d'élus que d'appelés. Puis, baissant de nouveau le ton : « Il ne faut pas croire que je déciderai rien sur-le-champ ou arbitrairement. Les princes espagnols, là-bas, dans les anciens temps de la monarchie, ne décidaient pas les affaires difficiles sans les cortès. Une fois l'heure arrivée, il sera facile pour un prince loyal et un peuple libre de s'entendre et de se concerter sur toutes les questions à résoudre... Quel que soit mon sort, je ne cesserai d'être bon Espagnol, et comme tous mes ancêtres bon catholique, et comme homme de mon siècle libéral. »

Ainsi parlait M. Canovas par la bouche de son prince. S'il avait eu

le choix des moyens, ce n'est pas à l'armée, c'est à une assemblée constituante qu'il eût laissé le soin de terminer cette affaire. qu'il avait si bien conduite. M. Canovas est un libéral trop sincère et un homme d'ordre trop convaincu pour ne pas avoir horreur des *pronunciamientos*, et il n'est pas de ceux qui disent: « Encore un! Ce sera le dernier. » Mais quand on ne commande pas aux vents, quel que soit celui qui souffle, il faut lui prêter sa voile et ne pas sacrifier le succès à une doctrine. Il était écrit que, cette fois encore, l'épée déciderait des destinées de la péninsule. A la vérité, sa tâche fut aisée; elle n'eut qu'à se montrer, et l'Espagne presque tout entière lui obéit comme à la baguette d'une fée. Le 29 décembre, le général Martinez Campos proclamait Alphonse XII à Sagonte. Le lendemain, le général Primo de Rivera signifiait aux ministres que la garnison de Madrid adhérait au *pronunciamiento;* le même jour, à Logrono, le général Laserna convoquait les officiers supérieurs de l'armée du nord, et dans cette junte on arrêtait la résolution d'avertir « loyalement et franchement » le duc de La Torre qu'il n'eût pas à compter sur ses soldats pour réprimer une insurrection qu'ils approuvaient.

Étrange et triste situation que celle de ce chef d'État, qui, occupé de combiner une campagne contre les carlistes, se voit abandonné par tout son monde et mis en demeure de déposer son commandement. S'il pensa à résister, il n'y pensa pas longtemps. De la station de Tudela, il avait pendant deux heures causé par le télégraphe avec Madrid et ses ministres. Cette conversation peut se résumer ainsi : « Nous ne pouvons plus rien, lui disaient-ils; nous sommes à la merci du capitaine-général et de la garnison. Si vous pouvez quelque chose, nous sommes à vos ordres. — Hélas! je ne peux rien, et puisque vous êtes dans le même cas que moi, le mieux que nous puissions faire est de ne rien faire et de nous résigner aux événemens. — Nous admirons votre patriotisme, et nous vous embrassons. — Recevez de votre côté, mes nobles et chers amis, tous mes remercîmens pour votre amitié. Rappelez-moi, avec tendresse, au souvenir de vos familles; je vous recommande mes enfans chéris et ma chère épouse. — Adieu. La duchesse et vos enfans sont en sûreté. Nous prenons congé de vous les larmes aux yeux. »

O courtoisie castillane! La maréchale n'avait jamais vu chez elle tant de monde qu'à sa dernière réception. Ses salons étaient trop petits pour contenir la foule très bigarrée qui s'y pressait, et à laquelle s'étaient mêlés les chefs de tous les partis. Pas un mot blessant! Ceux qui parlaient haut n'avaient garde de dire ce qu'ils pensaient; la vérité ne se disait que dans les coins, à voix basse, « comme il convient dans la chambre d'un moribond qui n'a pas encore perdu le sens de l'ouïe, » et la belle duchesse, à la fois indifférente et agitée, promenait au milieu de ces courtisans du malheur ses grâces hau-

taines et sa dédaigneuse clairvoyance. Ce fut aussi avec une extrême politesse que les officiers chargés de signifier au maréchal qu'il n'était plus leur chef, s'acquittèrent de leur délicate commission. Son attitude fut noble, son langage digne et sévère. Il leur déclara qu'il rougirait d'infliger à l'Espagne, en face des carlistes en armes, le fléau d'une nouvelle guerre civile, que deux gouvernemens, c'était beaucoup, que trois, c'était trop, et que désormais on n'avait plus à compter avec le sien. M. Castelar avait sauvé son âme, le duc de La Torre sauvait sa dignité. Dans ce beau pays, heureux jusque dans ses malheurs, le décor sauve toujours la pièce.

Je doute que le maréchal, se fût-il montré plus énergique ou plus habile, eût pu demeurer longtemps le président d'une république conservatrice ; j'en crois les Espagnols qui affirment qu'après de funestes expériences, l'Espagne, déchirée et dégoûtée, retournait par une pente fatale à la monarchie. Ce sont les mœurs qui décident de la forme des gouvernemens, et, à tel moment donné, il y a pour toute nation un gouvernement naturel qui tend par la force des choses à se maintenir ou à se rétablir. Dans un pays où tous les partis sont intransigeans et où l'opinion publique, trop souvent indifférente, n'a pas la force de leur faire la loi, ils ont besoin d'un modérateur, d'un arbitre, et si cet arbitre n'est pas un roi, aura-t-il l'autorité nécessaire ? Livré à lui-même, le parti qui est aux affaires exerce un tel empire sur le corps électoral qu'il ne tiendrait qu'à lui de perpétuer sa domination si le grand arbitre n'y mettait ordre. C'est au souverain de remplacer à propos un cabinet conservateur par un cabinet libéral, de modérer les prétentions des vainqueurs, de donner des espérances aux vaincus : refusez-leur ce pain du ciel, ces affamés ne garderont plus ni loi ni mesure. Tel est l'office propre de la royauté constitutionnelle en Espagne : elle représente l'opportunisme de la raison s'imposant à des partis qui n'écoutent que leur passion et leurs nerfs. Ce rôle, qui demande autant de résolution que de discernement, est glorieux, mais difficile. Que le caprice, la prévention ou l'orgueil gouverne, les catastrophes sont proches.

Après quelques années de règne, Alphonse XII avait déjà compromis gravement sa situation. Ses fautes ont été réparées par la reine régente. Cette étrangère avait compris l'Espagne ; elle a su jusqu'aujourd'hui, selon les cas, se servir des libéraux et des conservateurs, exercer avec prudence son droit d'initiative ; elle a prouvé qu'elle avait le génie de l'à-propos. Elle peut se dire que, sans elle, l'inévitable restauration de 1874 aurait été peut-être, comme le général Pavia, une fleur d'un jour.

G. Valbert.

# REVUE LITTÉRAIRE

## LA PHILOSOPHIE DE SCHOPENHAUER
## ET
## LES CONSÉQUENCES DU PESSIMISME.

*Le Monde comme volonté et comme représentation*, traduction de M. A. Burdeau
Paris, 1888-1890; F. Alcan.

Il n'y a pas encore très longtemps qu'ici même, annonçant la première traduction française, par M. J.-A. Cantacuzène, du principal ouvrage de Schopenhauer : *le Monde comme volonté et comme représentation*, nous en prenions prétexte pour justifier le philosophe de quelques imputations ridicules, et pour dégager de son système ce qu'il nous paraissait contenir d'essentiel, de plus original, et de vraiment durable. Nous avions cependant peu parlé de son pessimisme. C'est qu'on en parlait beaucoup alors, autour de nous ; et, sans doute, on sait assez qu'il n'y a rien de plus fâcheux pour une doctrine philosophique que d'être, comme l'on dit, à la mode. Non pas, assurément, que tout le monde n'ait le droit d'en juger, et le devoir même, quand elle n'est, à vrai dire, comme le pessimisme, qu'une conception ou qu'une théorie de la vie. Mais le propre de la mode est, si j'osais risquer ce barbarisme expressif, de *futiliser* tout ce dont elle s'occupe, afin de le pouvoir commodément traiter dans ses salons ou dans ses journaux; et je n'en voudrais pour preuve, au besoin, que les plaisanteries qu'on entend faire encore quelquefois sur le pessimisme, ou que la manière dont on parle de Schopenhauer dans *la Vie parisienne* et dans *le Charivari*. Ce qu'elle a de moins bouffon n'a pas consisté, j'imagine, à tra-

vestir en un pédant de philosophe l'homme du monde qui a le plus détesté « les professeurs de philosophie, » et à faire de son nom, qui est celui du plus spirituel des Allemands, le synonyme d'obscurité métaphysique, de lourdeur, et d'ennui savant. Mais maintenant qu'il semble que la mode se soit détournée de Schopenhauer et du pessimisme vers d'autres objets qui lui conviennent mieux, c'est le moment d'y revenir, et pour cela de profiter de l'excellente et toute récente traduction de M. A. Burdeau. Parmi tant d'autres occupations qu'il a, si le savant député de Lyon a consacré trois ans de ses loisirs à traduire de nouveau *le Monde comme volonté et comme représentation*, c'est probablement qu'il a cru qu'on avait assez mal jugé Schopenhauer, en France, et que le procès du pessimisme n'était pas encore terminé. Nous qui le croyons comme lui, nous ne nous pardonnerions pas de laisser échapper l'occasion de le dire ; — et, si nous le pouvons, de le prouver.

« Les recherches de morale, a dit quelque part Schopenhauer lui-même, présentent une importance incomparablement supérieure à celle des recherches de physique, ou de toute autre recherche en général ; » et en le disant, il a bien indiqué ce qui fait le caractère original de sa philosophie, comme aussi la supériorité du pessimisme sur toutes les doctrines qu'on essaie de lui opposer. Le pessimisme est une morale ; l'optimisme, — et je n'entends pas ici l'optimisme vulgaire, celui de Béranger, par exemple, ou de Paul de Kock, mais l'optimisme philosophique, celui de Spinosa, si l'on veut, ou celui de Leibniz, — l'optimisme, n'est et ne peut être qu'une métaphysique. Lorsque Leibniz proclame que « tout est au mieux dans le meilleur des mondes, » il n'en sait rien. Il ne dit rien, au moins, qui soit fondé sur l'expérience actuelle de la vie. C'est une conséquence qu'il tire d'une certaine idée qu'il s'est formée de Dieu, dont la « toute-puissance » ne serait qu'un leurre, et la « bonté » qu'un mot, si ce monde, qui passe pour être le chef-d'œuvre de ses mains, était radicalement mauvais. Il fait de la métaphysique. Pareillement, pour suivre Hegel à travers les détours et les obscurités de sa *Philosophie de la nature* ou de sa *Philosophie de l'histoire*, il faut qu'on commence par lui consentir ou par lui passer un certain nombre de définitions et d'axiomes. Il fait toujours de la métaphysique. Mais ce qui fait la force du pessimisme, c'est que, s'il se couronne, en quelque sorte, aussi lui, d'une métaphysique, elle est induite, non déduite ; ultérieure à la connaissance de l'homme et de la vie, non pas antérieure ; tirée du spectacle et de l'expérience des choses, au lieu de leur être comme imposée et superposée du dehors. Schopenhauer ne nous demande que de jeter avec lui les yeux sur ce qui nous entoure, de considérer le train ou les accidens de la vie quotidienne, et, quoi qu'il avance ou qu'il affirme, nous ne le comprenons pas, si nous n'entendons pas qu'il nous invite à le contrôler, en nous

en procurant lui-même les moyens. *Être ou ne pas être*, lequel des deux vaut mieux? La vie est-elle bonne ou est-elle mauvaise? La nature est-elle une mère pour nous, ou la spectatrice impassible de nos misères et de nos souffrances? Autant de questions de fait, qui ne se résolvent point par d'autres, sur lesquelles nous ne pouvons qu'interroger la nature, la vie, et l'être même. Il ne saurait y en avoir de mieux posées, plus simplement, plus clairement. Il est vrai qu'en revanche il n'y en a pas non plus que les hommes aiment moins à se faire, parce qu'il n'y en a pas dont ils sachent mieux quelle sera la réponse. Par des chemins où les plaisirs mêmes sont des pièges tendus à notre étourderie, nous allons insensiblement à la mort, et la mort ne nous sert que d'un sanglant passage, non pas même peut-être au néant, mais à un inconnu plus formidable encore que la vie.

C'est ici, je le sais bien, que toutes les sortes d'optimistes triomphent. Cette conception de la vie ne leur paraît pas conforme à la réalité, disent-ils, et d'ailleurs ils la trouvent désolante. Avec tout ce qu'elle traîne de maux après elle, la vie n'est pas à leurs yeux si mauvaise, et quand ils repassent la leur en mémoire, ils disent qu'ils la recommenceraient volontiers. Si la douleur est réelle, le plaisir ne l'est-il pas aussi? Boire, manger, dormir, et le reste, cela ne vaut-il pas la peine d'être né? Puisque d'ailleurs les pessimistes trouvent la vie si triste, que n'en sortent-ils donc? Mais ils s'en donnent bien de garde, et même on ne voit pas qu'ils soient moins empressés que les autres à courir aux plaisirs!.. Mais j'aurais honte, en vérité, si j'insistais sur de semblables argumens. Qui ne voit, en effet, qu'ils ne sont que le développement plus ou moins ingénieux du vers :

Quand Auguste avait bu, la Pologne était ivre?

Les plaisirs de quelques-uns ne suffisent pas au bonheur des autres, et, pour le vrai pessimiste, la question n'est pas du bonheur d'Auguste, mais des souffrances des hommes, ou plus généralement, de la misère inhérente à notre condition. Il faudrait, d'ailleurs, examiner de quel prix nous payons nos prétendus plaisirs, et peut-être alors nous aviserions-nous qu'il convient d'en changer le nom. C'était l'opinion de Swift, dans ses *Voyages de Gulliver*, qu'il ne semble même avoir écrits que pour la démontrer. Le plaisir n'est qu'à la surface, mais le mal est à la racine. Quand ils nous opposent de semblables réponses, les optimistes ne prouvent qu'une chose, qui est qu'ils n'entendent pas la doctrine qu'ils croient réfuter. Mais ils le prouvent bien plus éloquemment encore, quand ils se récrient sur les conséquences du pessimisme, et c'est ce que je voudrais surtout essayer de leur faire voir. Bien loin d'être capable d'aucune conséquence que l'on doive redouter, le pessimisme ne saurait être, et n'a été, en fait, qu'utile et bienfai-

sant dans l'histoire, pour l'individu, pour la société, et pour l'humanité.

Admettons, en effet, que la vie soit mauvaise, et la condition d'homme radicalement misérable. C'est ici, pour le dire en passant et d'abord, le principe même de tout changement, et de tout progrès, par conséquent. Qui se trouve bien ne change pas de place; et le grand danger de l'optimisme est de limiter en tout temps nos aspirations aux bornes de la vie présente. Mais il fait pis encore, comme le remarque Schopenhauer, quand il s'élève jusqu'au panthéisme. Car alors il devient la théorie même de l'immoralité. « Si le monde est une théophanie, — c'est-à-dire si son histoire n'est que celle des manifestations de la divinité, — toutes les actions de l'homme et même de l'animal même sont également divines et excellentes, il n'y a plus de blâme, plus de préférence possible. Il n'y a plus de morale. De là provient, à la suite du renouvellement du spinosisme et du panthéisme en nos jours, ce profond abaissement de la morale; de là ce plat réalisme qui a conduit à en faire un manuel de la vie régulière dans l'état et dans la famille, et à placer dans un philistinisme parfait, méthodique, tout occupé de ses jouissances et de son bien-être, la fin dernière de l'existence humaine. » Le quatrième livre du *Monde comme volonté et comme représentation* est plein de semblables passages, dont la signification n'est pas douteuse, et que nous recommandons aux lecteurs, comme aussi les *Appendices* qui le complètent ou qui l'éclaircissent... Mais il semble malheureusement que, pour parler chez nous de Schopenhauer, on ait généralement commencé par négliger de le lire; à moins encore que l'on n'en ait lu précisément que ce que l'on pouvait se passer d'en lire, pour n'en point lire ce qui contient l'expression de sa véritable pensée : la *Théorie de la négation du vouloir vivre*, par exemple; ou l'*Ordre de la Grâce;* ou son *Épiphilosophie*.

Car, de ce que la vie est mauvaise, on aurait alors compris que ce qui résulte, c'est qu'elle n'a point sa raison d'être ni sa fin en elle-même; que c'est, par conséquent, son dénoûment qui la juge; et qu'elle n'est quelque chose de plus qu'une agitation sans cause qu'en devenant la constante méditation de la mort. On peut comparer la façon dont Schopenhauer a parlé de la mort, avec celle de notre Bourdaloue, dans un de ses plus beaux et plus solides sermons : sur *la Pensée de la mort*. Pour le philosophe comme pour le prédicateur chrétien, c'est de la mort même que nous apprenons à mépriser la mort, mais aussi, par un juste retour, à ne pas estimer au-delà de ce qu'elles valent réellement les satisfactions de la vie. La mort seule donne à la vie son intérêt et son sens; elle seule en détermine le prix et la valeur. Parce que nous sommes les seuls de tous les êtres qui connaissions la mort, c'est pour cela que nous sommes hommes; et quelque ressemblance qu'on puisse trouver d'ailleurs entre l'homme

et l'animal, c'est cette connaissance de la mort qui met entre eux un abîme. On pourrait définir l'homme : un animal qui connaît la mort, et qui, sans la certitude et l'effroi qu'il en a, ne serait rien de ce qu'il est, si, comme le dit Schopenhauer, « la mort est proprement le génie inspirateur de la philosophie. » C'est à quoi ne songent pas ceux qui trouvent la méditation de la mort inélégante, comme ils disent, et même volontiers un peu vile. Mais nous, avec Schopenhauer et avec Bourdaloue, c'est au contraire la méditation de la vie que nous trouverions bien courte et bien grossière. Car, à quoi sert-elle, en développant en nous la volonté de vivre, qu'à y nourrir en même temps tout ce qu'il y a d'instincts bas et vulgaires? qu'à nous rendre les esclaves affairés de nos sens et de nos passions? qu'à rétrécir l'horizon de notre pensée? Seulement ce que Bourdaloue, dans le sermon sur *la Pensée de la mort*, n'établit que sur la confiance qu'il met dans sa religion, Schopenhauer y arrive par un autre chemin. Nous dirons tout à l'heure l'avantage qu'il y a trouvé.

Pour le moment, c'est assez si l'on voit la conséquence toute morale qui découle de cette conception de la mort. Aspirer à la mort, dans le langage de Schopenhauer, ce n'est point se suicider soi-même, ni conseiller aux autres d'en faire autant, — comme on l'a dit en croyant ainsi ridiculiser la doctrine, — mais c'est leur conseiller, et c'est soi-même s'efforcer d'anéantir en soi ce qu'il appelle la volonté de vivre. Or, la volonté de vivre, c'est la volonté sourde et instinctive de persévérer dans notre être; c'est la tendance que nous avons de tout ramener à nous comme au centre du monde; c'est la disposition que nous tenons de la nature à considérer les autres, l'univers entier, si nous pouvions nous en rendre maîtres, comme autant de *moyens* mis à notre portée pour la réalisation de la *fin* que nous sommes nous seuls pour nous-mêmes. Qu'en résulte-t-il donc? sinon que tout ce que nous gagnons sur la volonté de vivre, nous le gagnons sur l'instinct et sur l'égoïsme? A chaque effort que nous faisons pour nous déprendre et nous dépouiller de nous-mêmes, c'est un vice que nous attaquons dans sa source, et c'est une vertu dont nous commençons l'apprentissage. Nous commençons par mettre leur juste prix aux biens qui n'en sont point, tels que la fortune et la gloire, — ce qui ne signifie pas que nous ne les poursuivions pas, puisqu'enfin la société des hommes est fondée en partie sur l'estime commune qu'ils en font, — mais nous n'y mettons plus le même empressement, la même ardeur, la même âpreté. C'est la justice qui triomphe en nous de l'égoïsme. Faisons un pas de plus, si nous en sommes capables. Renonçons à ces biens qu'on estime, et quittons-en, pour ainsi dire, aux autres, la part que nous aurions pu, si nous l'avions voulu, nous attribuer. C'est la charité qui s'ajoute à la justice, qui la complète, et qui l'achève. Poussons plus loin encore; élevons-nous plus haut :

« reconnaissons notre être propre dans toute autre créature » et ne demandons pas d'autre destinée pour nous « que celle de l'humanité en général. » La charité est devenue dévoûment, le dévoûment abnégation, et l'abnégation sacrifice. C'est alors que la mort peut venir, ou plutôt c'est justement là ce que les hommes appellent la mort, quoique ce ne soit, si l'on y réfléchit, que le terme de la perfection. J'aimerais que l'on me dît ce que l'on trouve de « dangereux » dans une telle doctrine ; ce que signifient les éloquens anathèmes que l'on a lancés, que beaucoup de nos philosophes lancent encore tous les jours contre elle ; — et si l'on a fait attention qu'ils retombaient d'abord sur presque toutes les religions.

Nous objectera-t-on qu'en la résumant nous altérons peut-être la doctrine de Schopenhauer ? De peur qu'on ne le prétende, il faut donc ici que nous citions ses propres termes, et que nous le laissions lui-même nous montrer, dans la conformité de ses principes avec ceux du bouddhisme ou du christianisme, une confirmation de la vérité de son pessimisme. Il vient de comparer sa théorie de l'affirmation du vouloir vivre avec celle du *Péché Originel,* et sa théorie de la négation de la volonté avec celle de la *Rédemption;* et il s'exprime ainsi : « Ces dogmes de la religion chrétienne ne se rattachent pas directement à la philosophie, mais, en les appelant ici en témoignage, mon intention a été de montrer que la morale issue de mes études pourra bien paraître neuve et singulière dans son expression : elle ne l'est point dans le fond. Bien loin d'être une nouveauté, elle s'accorde pleinement avec les véritables dogmes chrétiens, qui la contiennent en substance et qui la résument. Et les dogmes chrétiens eux-mêmes s'accordent non moins parfaitement, malgré la radicale diversité des formes, avec les doctrines et les préceptes moraux qui sont contenus dans les livres sacrés de l'Inde. » On ne saurait mieux dire. C'est l'honneur du pessimisme que de faire le fond des religions supérieures qui se partagent encore aujourd'hui le monde. Mais, réciproquement, celles des religions que l'on peut appeler inférieures, comme le judaïsme, ou qui ne sont qu'à peine des religions, comme le naturalisme grec, c'est ce qu'elles contiennent d'optimisme qui en fait l'infériorité. Une religion qui n'est pas pessimiste est à peine une morale ; elle n'est tout au plus qu'une discipline, ou pour mieux dire une observance ; elle est rarement une philosophie ; elle n'est jamais une religion.

« Que si d'ailleurs le christianisme, dans ces derniers temps, ainsi que l'écrivait Schopenhauer lui-même aux environs de 1818, a oublié sa première signification, et a dégénéré en un plat optimisme, nous n'avons pas à nous en soucier ; » non plus que de la dégradation du bouddhisme, tel qu'on l'observe de nos jours au Thibet ou en Chine. C'est en effet le sort de toutes les orthodoxies que, corruptibles dans

les mœurs de ceux qui les représentent, elles aillent toujours en dégénérant de leur pureté primitive; et cette nécessité même, à laquelle on ne voit pas qu'aucune d'elles ait échappé dans l'histoire, ne pourrait-elle pas servir encore d'une preuve indirecte à la vérité du pessimisme? Ce qu'en tout cas on ne peut nier, à moins de nier l'évidence même, c'est qu'à leur origine, dans leur fond et en soi, le bouddhisme et le christianisme soient des religions pessimistes. Elles le sont, quant à leur origine; — comme étant l'une et l'autre sorties, à cinq ou six cents ans d'intervalle, de l'excès de la souffrance humaine et du dégoût ou de l'horreur de la vie. Elles le sont, quant à la manière dont elles se sont propagées, répandues, établies dans le monde; — par la conspiration de tout ce qu'il y avait de misérables aux yeux de qui leurs promesses sont venues faire luire l'espérance d'une condition meilleure. Elles le sont quant à leur enseignement; — si ce que Jésus en Palestine, et Çakya-Mouni dans l'Inde ont prêché l'un et l'autre aux hommes, c'est le détachement des biens de ce monde, c'est la mortification de l'égoïsme, c'est le renoncement à soi-même. Elles le sont enfin quant à leur discipline; — dont les observances, quand on les entend bien, n'ont d'autre objet, en rappelant aux hommes qu'ils sont égaux devant la souffrance et la mort, que de faire vivre l'individu d'une vie qui ne soit pas la sienne, mais celle de l'humanité tout entière. Qu'importe après cela que, depuis deux mille ans, elles aient dû l'une et l'autre pactiser avec le monde, et donner quelque chose, pour ainsi dire, à la faiblesse humaine? Il suffit que l'on voie ce qu'elles ont voulu faire. J'ose affirmer qu'elles n'en auraient jamais pu concevoir la pensée sans la complicité de l'universelle persuasion que la vie est mauvaise. Et je puis bien ajouter qu'elles ont atteint le but qu'elles se proposaient, si nous ne pouvons être impunément optimistes aujourd'hui que grâce à ce qu'elles ont introduit de pessimisme dans la conception de la vie, dans le jugement de la conduite humaine, et dans la règle de la morale.

Il n'y a rien, dans tout son livre, sur quoi Schopenhauer ait insisté davantage ni qu'il ait plus fortement exprimé. Lisez plutôt encore ce passage caractéristique sur le protestantisme. « Le protestantisme, par l'exclusion de l'ascétisme et de ce qui en est le centre, le côté méritoire du célibat, a renoncé proprement à la substance intime du christianisme, et ne peut être ainsi regardé que comme un rameau détaché de ce tronc. Ce caractère s'est manifesté de nos jours par la transformation insensible du protestantisme en un plat rationalisme. Ce pélagianisme moderne aboutit en dernier lieu à la doctrine d'un père aimant qui a créé le monde, pour que tout s'y passe à la satisfaction et à l'agrément de chacun, — en quoi, à la vérité, il n'aurait guère réussi, — et qui, dans la suite, pour peu que nous nous accommodions à sa volonté sur certains points, nous ouvrira un monde plus agréable encore. Ce

peut être là une bonne religion pour des pasteurs protestans, aisés, mariés et éclairés, mais ce n'est pas un christianisme. Le christianisme enseigne que la race humaine s'est rendue gravement coupable du fait même de son existence, que le corps aspire à en être affranchi, mais ne peut gagner son salut qu'au prix des plus lourds sacrifices, du renoncement à soi-même, et par suite au prix d'une conversion totale de la nature humaine. » C'est ce qu'enseigne aussi Schopenhauer, et en vérité j'admire qu'on ait pu s'y méprendre. Mais ce que j'admire bien davantage encore, c'est qu'on n'ait pas pris garde, en affectant de railler une semblable doctrine, de quelles autres doctrines, sous le nom d'optimisme, basses et plates, comme il a raison de les qualifier, on faisait les affaires.

C'est comme encore quand on a dénoncé le danger social du pessimisme. Il l'avait dit, pourtant, en propres termes, que « notre erreur fondamentale à tous, consistant à nous croire réciproquement les uns pour les autres des non-moi, se montrer au contraire juste, noble et humain, ce n'était pas autre chose que traduire sa métaphysique en actions. » Et il avait également dit, en termes plus généraux encore, dont sa philosophie tout entière n'est que le commentaire ou le développement, que « la morale est le contraire de la nature. » Que trouve-t-on là de dangereux? ou plutôt le danger n'est-il pas dans la doctrine adverse? et pour n'en citer ici qu'un seul exemple, si jamais on réussissait à persuader aux hommes que « la vie est bonne, » où trouverait-on des bornes et des restrictions au droit de jouir que chacun de nous apporte en naissant, sinon dans ce qu'il y a de moins respectable et de plus odieux au monde, c'est-à-dire dans l'égoïsme et dans la tyrannie de ceux qui détiennent les biens de ce monde? Oui, si « la vie est bonne, » si son objet est en elle-même, si l'unique fin qu'on nous propose est de nous satisfaire et de jouir, nous avons tous les mêmes droits sur les biens de la vie; et comme d'ailleurs le nombre en est toujours moins grand que le désir de les posséder n'est ardent, c'est entre nous et ceux qui en prennent notre part la ruse et la perfidie, la force et la violence qui seules décideront. Les optimistes y ont-ils quelquefois songé? que depuis cent cinquante ou deux cents ans que leurs principes, — renouvelés de ceux de l'antiquité classique, où quelques milliers de citoyens vivaient des loisirs que leur faisaient quelques millions d'esclaves, — ont gouverné le monde, c'est depuis lors qu'il n'y a plus eu d'autre morale que celle du succès? Mais comment ne voient-ils pas qu'en transportant dans l'ordre social, qu'en essayant du moins d'y transporter, les lois de l'ordre naturel, c'est l'égoïsme dont ils ont fait la règle des actions humaines, comme il est celle des actions de l'animal? Comment surtout ne se rendent-ils pas compte que, si jamais le poids de la vie n'a pesé plus lourdement sur les hommes

que dans le siècle où nous sommes, c'est depuis que nous avons cessé de croire que la vie est mauvaise en son fond ?

On pourrait ajouter bien d'autres réflexions encore. En voici une qui touchera peut-être quelques démocrates. C'est que nulle part ailleurs que dans le pessimisme on ne saurait trouver de fondement solide au dogme de l'égalité. Car l'inégalité est la loi de nature ; ni en force, ni en intelligence, ni en courage nous ne sommes tous égaux ; à peine même peut-on dire que nous le soyons en besoins. Mais quelque différence qui sépare un homme d'un autre homme, elle s'évanouit, et l'égalité reparaît dans la souffrance et devant la mort. C'est encore ce que Bourdaloue, dans le beau sermon que nous rappelions, a éloquemment développé. « Quand, selon l'expression de l'Écriture, nous descendons encore tout vivans et en esprit dans le tombeau, et que le savant s'y voit confondu avec l'ignorant, le noble avec l'artisan, le plus fameux conquérant avec le plus vil esclave, même terre qui les couvre, mêmes ténèbres qui les environnent, mêmes vers qui les rongent, même corruption, même pourriture, même poussière : *Parvus et magnus ibi sunt, et servus liber a domino suo...* C'est alors, mes chers auditeurs, que la mort nous remet devant les yeux *la parfaite égalité* qu'il y a entre les hommes et nous... » Mais, à défaut de la méditation de la mort, le spectacle de la souffrance n'y pourrait-il pas suffire ? Et quand nous voyons ce que la douleur ou la maladie peuvent faire du plus courageux, du plus intelligent et du plus puissant d'entre nous, un accès de goutte ou une colique obscurcir l'esprit le plus lucide et anéantir la volonté la plus ferme, n'est-ce pas alors que nous comprenons la vanité des distinctions humaines ? que nous sentons la solidarité qui lie les plus orgueilleux aux plus humbles ? et que nous acceptons enfin cette égalité « que nous oublions si volontiers, mais dont la vue nous est si nécessaire pour nous rendre plus équitables et plus traitables ? » Que dira-t-on encore qu'on trouve de funeste dans une doctrine dont le propre est ainsi de rétablir sans cesse entre les hommes l'idée de leur communauté d'origine et de faiblesse ? et quel meilleur, quel plus sûr moyen leur offrira-t-on jamais pour les faire consentir à la pratique de cette égalité, qu'ils ne reconnaissent en théorie que pour employer en fait la plus grande partie de leur vie à la rompre ?

Mais quant à l'espèce d'inertie qu'on a prétendu quelquefois que le pessimisme entretiendrait, si même il ne l'engendrait, qui ne voit qu'on s'est fait un fantôme de pessimisme pour le pouvoir plus aisément terrasser ? et que non-seulement il ne l'engendre ni ne l'entretient, mais au contraire qu'il est le principe même et le ressort de la véritable activité ? Est-ce donc vraiment agir que de satisfaire ses instincts ? ou si ce n'est pas plutôt obéir et se laisser faire à ce qu'il y

a de plus *impulsif*, et peut-être, et conséquemment, de plus paresseux en nous? Agir, c'est lutter, et lutter c'est avant tout se combattre soi-même. L'optimisme raisonne comme s'il nous était facile d'être justes et charitables; et il ne s'aperçoit pas que ce qui rend la justice et la charité si rares parmi les hommes, ce sont au contraire les sacrifices qu'elles coûtent. « Nous ne les admirons pas dans les bagatelles, » comme dit Schopenhauer : personne n'a jamais trouvé qu'il y eût rien de « noble » à danser pour les pauvres, par exemple, ni qu'on méritât un renom d'intégrité pour n'avoir pas fraudé la douane. Mais la perpétuelle et constante attention de ne rien faire que l'on ne doive faire, voilà qui est déjà plus difficile; et, ce qui l'est sans doute plus encore, c'est de prendre sur ses épaules un peu du fardeau des misères des autres. Voilà sans doute aussi des vertus vraiment actives, et c'est ce que l'optimisme n'aperçoit pas non plus. La « négation du vouloir-vivre » n'est, en réalité, que le terme idéal vers lequel tend, sans jamais y atteindre, la morale du pessimisme; mais, en le proposant à l'homme, elle développe en lui tout ce qu'il y a de ressorts et d'énergies pour l'action. Non-seulement il n'y en a pas de plus haute, parce qu'il n'y en a pas qui soit plus détachée de toute considération égoïste; mais il n'y en a pas de plus propre à tremper les caractères, parce qu'il n'y en a pas qui exige de nous un plus grand effort sur nous-mêmes. Et les optimistes peuvent se rassurer : cet anéantissement de la volonté qu'ils affectent de confondre avec son inaction ne s'obtient au contraire que par son exercice, à peu près de la même manière et pour les mêmes raisons qu'on a toujours vu, dans l'histoire, ceux qui croient le moins à leur libre arbitre, — stoïciens dans l'antiquité, calvinistes au XVI^e siècle ou jansénistes au XVII^e, — être pourtant ceux de tous les hommes qui ont le plus étroitement soumis à l'empire de la raison les impressions de leurs sens, les suggestions de leurs instincts, et le tumulte de leurs passions.

Avons-nous besoin d'ajouter maintenant que, dans ce très rapide examen des conséquences du pessimisme, il est plus d'un point qu'on s'apercevra bien que nous avons dû négliger? Et, en effet, il nous suffirait d'avoir pu mettre ici le plus important en lumière. Si peut-être on l'a reconnu, nous le définirons d'un seul mot, — qui ne sonnera pas mal aux oreilles de nos contemporains, — en disant que ce qu'il y avait de plus élevé, mais surtout de plus difficile à faire admettre aux hommes dans la morale du bouddhisme ou du christianisme, la gloire de l'auteur du *Monde comme volonté et comme représentation* est de l'avoir proprement et véritablement *laïcisé*. Bien loin d'être inouïes, ses conclusions ne sont pas nouvelles, ce qui, sans doute, est une preuve de leur solidité, mais il y est arrivé par des chemins tout nouveaux, qu'il s'est frayés tout seul, et c'est sa grande originalité. L'en-

seignement que les grandes religions pessimistes avaient dérivé, pour ainsi dire, de la révélation, et à l'origine duquel, en mettant le miracle ou le mythe, elles avaient donc aussi mis l'obligation de croire, l'abdication du sens propre, l'acte de foi; Schopenhauer l'a tiré du seul spectacle de la vie, et dépouillant la doctrine de son enveloppe théologique, il a prétendu la fonder sur la considération toute philosophique du monde et de l'humanité. C'est ce qu'il exprime encore à sa manière quand il dit quelque part que la *philosophie* ne doit pas devenir *théologie*, mais qu'elle doit demeurer *cosmologie;* et pour ceux qui entendent ce langage, on ne saurait, certes, mieux préciser ce qui rapproche et ce qui distingue à la fois son pessimisme de celui qu'on retrouve à la racine du bouddhisme ou du christianisme. Pour nous apprendre à placer l'objet et le sens de la vie en dehors et au-delà d'elle, il s'est contenté de l'étudier elle-même de plus près, plus attentivement, avec une curiosité plus sagace qu'aucun philosophe, je pense, ne l'avait fait avant lui. Il lui a paru, et il a montré comme personne, que tout était obscur, inexplicable, contradictoire dans l'homme et dans la vie, si l'on cherchait en eux ou autour d'eux, dans la bonté de la Nature ou dans la notion du Créateur, leur vraie cause et leur raison d'être. Et il a pu montrer ainsi que, bien loin d'être un mal en soi, la mort, au contraire, quelque effroi qu'elle provoque, étant le bien suprême, l'affranchissement du moi, la *restitutio in integrum*, comme il l'appelle encore, c'était vers elle que nous devions tendre, et, conséquemment, que c'est elle qui doit régler la vie. Encore une fois, à tous ceux qui trouveraient cette doctrine trop dure, qui la trouveraient surtout étrange, je me contente de répéter que, puisque nous la retrouvons au fond de toutes les religions, il faut bien qu'elle soit la doctrine idéale où l'homme aspire depuis qu'il existe et qu'il a commencé de se connaître. Schopenhauer n'a rien fait de plus que de la fonder en raison. On jugera que c'est sans doute assez pour la gloire de son nom; — et pour la durée de sa philosophie.

Car deux choses paraissent aujourd'hui presque également certaines: l'une, que si l'on a pu jadis rêver de concilier ensemble la raison et la foi, c'était un beau rêve, mais c'était bien un rêve, que l'humanité ne recommencera plus; et l'autre, que la science, non-seulement ne résoudra jamais l'énigme du monde et de la destinée, mais encore que les questions mêmes qui nous intéressent le plus demeureront toujours en dehors de ses prises. Les religions pourront donc passer, en tant que leurs mystères, sans lesquels elles ne sont que des philosophies, prétendront s'imposer à la raison, désormais et pour toujours émancipée par la science. Elles ne passeront point, en tant qu'elles sont quelque chose de plus et d'autre que la science; en tant qu'elles touchent à des problèmes qui, pour ne pas pouvoir être mis en équations, n'en sont

pas moins réels ni moins graves ; en tant qu'elles répondent à d'autres besoins, plus universels, plus profonds,— et plus nobles peut-être, — que celui de connaître.

Ne le voyons-nous pas bien depuis quelques années? Les temps ne sont plus du matérialisme et du positivisme, ni même du rationalisme. On ne croit plus qu'il soit ni permis ni possible à l'homme de se retrancher l'examen des seules questions qui l'intéressent, à vrai dire ; et chacun se rend bien compte qu'il ne lui importe guère, suspendu comme il est entre deux infinis ou entre deux néans, qu'on découvre demain l'art de diriger les ballons, ou qu'on ait achevé l'année prochaine de percer l'isthme de Panama ! De là cette renaissance de l'idéalisme. De là ce besoin de croire, qui se manifeste quelquefois d'une étrange manière, il est vrai, mais qui n'en est pas moins sincère. De là cet effort que l'on fait un peu dans tous les sens et dans toutes les directions : ceux-ci pour démontrer « la vertu morale du christianisme » et que les morceaux en sont bons ; ceux-là, dont on a tort de rire, pour acclimater parmi nous je ne sais quel bouddhisme ; d'autres encore pour établir sur des bases nouvelles les vérités qui chancellent sur les fondemens qu'on leur donnait jadis ; et tous ensemble, si l'on y veut bien regarder d'assez près, pour sauver de la religion ce qu'ils sentent bien qu'on ne pourrait en laisser périr sans laisser l'homme retourner à l'animalité. Le pessimisme en général et la philosophie de Schopenhauer en particulier nous en offrent les moyens. Croyons fermement avec lui que la vie est mauvaise ; et ainsi nous l'améliorerons, puisque, en mettant son sens et son but hors d'elle-même, nous n'y aurons plus cet attachement qui fait une moitié de nos souffrances et de nos misères. Croyons que l'homme est mauvais ; et, en conséquence, proposons-nous, pour principal objet de notre activité, de travailler à détruire en nous, si nous le pouvons, ou en tout cas d'y mortifier cette « volonté de vivre » dont les manifestations égoïstes font une autre moitié des maux qui rendent la vie si laborieuse à vivre. Et croyons que la mort, dont on nous a fait si longtemps un épouvantail, est vraiment, au contraire, une libératrice ; ce qui nous permettra de la regarder fixement, de vaincre ce que la peur que nous en avons mêle de lâcheté dans tous nos actes, et de la subir ou de la braver au besoin. Croyons-le, parce que tout cela est aisé à croire ; croyons-le, parce que tout cela est bon à pratiquer ; et croyons-le enfin parce que tout cela est maintenant court, simple, et facile à prouver.

F. Brunetière.

# REVUE DRAMATIQUE

*Le Député Leveau*, comédie en quatre actes, en prose, de M. Jules Lemaître.

On l'a dit plus d'une fois: quiconque a un peu lu, un peu vécu, et un peu retenu, n'a pas besoin de connaître le métier d'auteur pour être capable d'un bon roman ou d'un drame émouvant. Mais, de redoubler, et, après *Indiana* d'écrire *Valentine*, ou *le Demi-Monde* après *la Dame aux Camélias*, voilà qui passe l'effort d'un amateur ou d'un dilettante, et voilà ce qui n'appartient qu'à ceux qui sont nés romanciers ou auteurs dramatiques. Aussi attendions-nous, avec une vive curiosité, tempérée d'un peu d'inquiétude, le second début de M. Lemaître au théâtre. Les mérites assez rares que nous avions jadis cru voir dans *Révoltée*, allions-nous les retrouver dans *le Député Leveau?* ou la seconde épreuve allait-elle annuler la première; et la partie décisive serait-elle à recommencer? Nous craignons pour le moins qu'elle ne soit pas encore gagnée.

Non que les qualités manquent dans ces quatre actes; et d'abord on y retrouve dans le dialogue presque tout ce que le style de M. Lemaître a d'habituelle agilité, de singulière souplesse, et d'ingénieuse malice. Un ou deux caractères, bien vus, sont d'ailleurs assez habilement rendus, dans toutes leurs nuances, sans en excepter celle du léger ridicule qui se mêle, hélas! pour un observateur ironique ou seulement impartial, à ce qu'il y a de plus sincère dans l'expression de nos sentimens les plus forts. Rien de plus original, à cet égard, que certaines parties du caractère de M^me^ Leveau, si toutefois il ressemblait moins à celui de M^me^ Guérin. J'ajouterais volontiers que cette mère fait à sa fille d'étranges confidences. Mais enfin elle vit, elle est réelle, elle est vraie. M. Lemaître, qui fait profession d'ironie, semble devoir exceller à peindre un jour ce qu'il y a si souvent, sous la rudesse et sous l'insignifiance de la première enveloppe, au fond du cœur des humbles, d'humaine vérité, de sensibilité délicate, de noblesse réelle. Et il y réussira, quand il sera moins hanté de la puérile préoccupation d'être « parisien, » ou quand il aura découvert qu'un certain « sentimentalisme » est ce qu'il y a de plus parisien.

Et j'aime encore beaucoup, pour sa justesse et pour sa portée, l'idée première de la pièce de M. Lemaître. Amusé tout d'abord et ensuite un peu scandalisé, je crois, — car je viens de dire qu'il est bon homme au fond, — du caractère hybride et confus, triste et comique à la fois de l'état social au milieu duquel nous vivons; de l'inertie des classes qu'on appelait autrefois dirigeantes, de la grossièreté de celles qui leur ont pris leurs vices avec leur influence; des froissemens et des heurts qui résultent entre elles de l'obligation où elles sont de vivre ensemble, c'est un peu tout cela que M. Lemaître a essayé de nous montrer dans *le Député Leveau*. On ne saurait trop le louer d'en avoir tenté l'entreprise. Elle passe les ambitions de la plupart de nos auteurs dramatiques. Mais on ne saurait trop regretter qu'il n'y ait qu'à moitié réussi, puisque enfin, si c'était son idée, on ne s'en est pas aperçu d'abord, et il a fallu qu'il nous l'apprît lui-même.

C'est qu'il y a deux ou trois pièces, pour le moins, dans la sienne. Il y a une satire de mœurs politiques qui se joue, si je puis ainsi dire, entre le député Leveau; son collègue centre gauche, le jeune M. Deslignières; et son collègue de droite, le très nul, mais très honorable et très digne marquis de Grèges. Il y a une comédie de mœurs contemporaines : c'est celle de la séduction d'un avoué radical par une marquise authentique, et de la victoire finale du radical sur la marquise. « Le véritable sujet, nous dit M. Lemaître, c'est Leveau roulé par la marquise, puis se vengeant d'elle; c'est la lutte entre la marquise et Leveau. » Enfin, il y a un drame : c'est celui de M. Leveau tâchant d'arracher à sa femme, par d'assez laids et piteux moyens, une demande en divorce. Et il est bien vrai qu'il ne songerait pas à divorcer s'il ne prétendait épouser sa marquise, comme aussi que cette prétention n'aurait jamais germé dans sa cervelle d'avoué s'il n'avait commencé par faire avec M^me^ de Grèges une espèce d'alliance mondaine et politique. Mais ces sujets n'en sont pas moins trois, dont le dernier remplit tout le deuxième acte, comme le second remplit le quatrième; ils ne se tiennent pas nécessairement; chacun d'eux, l'un après l'autre, tire à lui toute l'attention; et cependant, chacun d'eux valait bien, à ce qu'il semble, que l'on en fît une pièce entière.

De cette indécision s'ensuit je ne sais quelle incertitude, et quelle obscurité dans le dessin des caractères. Qu'est-ce, par exemple, qu'Alphonse Leveau? Un véritable ambitieux, vraiment avide de pouvoir et prêt à tout pour la domination? Je ne pense pas qu'en ce cas, radical, populaire et millionnaire comme on nous le représente, aucune marquise l'eût détourné de son but ou seulement interrompu dans sa course. Ceux-là ne sont pas de vrais ambitieux, ou, pour me servir de l'expression de M. Lemaître, ils ne sont pas nés dompteurs d'hommes, ceux qui sont capables, à cinquante ans, de s'attarder dans les joies de l'amour; et le triomphe suprême des Leveau, c'est

de s'imposer tout entiers, — avec leur femme et leur famille, dont la médiocrité leur est comme un perpétuel témoignage de ce qu'ils valent eux-mêmes, — au monde qui les a laissés en quelque sorte s'établir sur lui. N'est-ce donc alors qu'une âme basse et vulgaire, attirée par la séduction d'un titre ou de l'élégance, un Jourdain d'aujourd'hui, qui se laisserait engluer, comme l'autre, au piège d'une coquette, et pour qui, selon le mot célèbre, une duchesse n'aurait toujours que vingt ans? Mais en ce cas, pourquoi divorce-t-il? pourquoi veut-il épouser la marquise de Grèges? Car comment ne voit-il pas, avant elle et mieux qu'elle, qu'en devenant M^me^ Leveau, elle perdra justement tout ce qui l'a séduit et tout ce qui le retient en elle : son nom d'abord, son parfum d'aristocratie, et, selon l'apparence, toutes les « relations, » tous les « entours, » toutes les habitudes qui lui ont donné la sensation de gravir en l'aimant, lui, l'avoué de Montargis, plusieurs degrés de l'échelle sociale?

Il ne serait pas impossible que, dans un roman, tout cela s'amalgamât dans l'unité d'un seul caractère. C'est qu'on y pourrait suivre de proche en proche, et pas à pas, la transformation du personnage. Ce qu'il y a d'apparemment contradictoire et d'illogique dans sa conduite, le romancier trouverait des circonstances pour nous l'expliquer et nous le rendre acceptable. Mais, de nous obliger à les imaginer nous-mêmes, tandis qu'il est là, qui parle ou qui agit sur la scène; de nous obliger à nous demander ce qui s'est passé dans l'entr'acte, c'est ce qui n'est pas du théâtre, et même c'est ce qui détruit le plaisir particulier que nous y venons chercher.

Le caractère de la marquise de Grèges n'appellerait-il pas les mêmes observations? Ce qu'il en aurait voulu faire, et ce qu'elle est dans sa pensée, M. Lemaître encore nous l'a lui-même très ingénieusement expliqué. « C'est, nous dit-il, un type très simple d'ambitieuse toute pure, ou plus exactement de dominatrice, nullement amoureuse, par conséquent, mais nullement cocotte ni aventurière. » Mais c'est ce qu'on ne voit pas très clairement dans sa pièce. Pécuniaires autant que politiques, les services qu'elle demande à son millionnaire de radical, ou qu'elle se laisse rendre par lui, ne dégagent pas assez son personnage, ne le différencient pas, ne le distinguent pas assez de celui d'une aventurière. Et, à ce propos, est-ce pour être plus vrai que M. Lemaître a mêlé cette question d'argent dans son drame? Je n'ai pas vu qu'elle y servît de rien ; et il lui était si facile de ne l'y pas introduire! Mais d'un autre côté, bien plus que comme une « ambitieuse, » ou une « dominatrice, » la marquise de Grèges ne nous a-t-elle pas d'abord été présentée, comme une « curieuse, » une de ces femmes naïvement perverses, tourmentées du désir de savoir comment vivent, de quelle sorte sont faits, et ce que peuvent penser ceux qui ne sont pas du même monde qu'elles, qui n'ont pas les mêmes origines, les mêmes

idées, le même langage. N'y a-t-il pas là de la « cocotte, » quoi qu'en dise M. Lemaître ? Le caractère, en tout cas, n'est pas « simple ; » il est au contraire « complexe, » dont je n'ai pas garde de me plaindre ; mais il est en même temps « multiple ; » et c'est ce qui le rend à la scène obscur et incertain. Lui aussi, comme le caractère du député Leveau, il appartient moins à la comédie qu'au roman.

Enfin le même embarras se retrouve dans la satire politique, et, en passant, c'est ce qui fait qu'en dépit de son titre, *le Député Leveau* n'est pas ce qu'on appelle une comédie politique. Dirai-je que j'en ai ressenti quelque surprise, et qu'habitué depuis quelque temps à voir M. Lemaître demander compte aux autres de ce qu'ils pensent, — et même de ce qu'ils « croient, » — je m'attendais qu'il prît parti ? Oui et non ! Oui ; car il semble qu'il y ait de certaines questions que l'on ne doive pas toucher sans dire nettement ce que l'on en pense. Mais non ; car, après tout, c'est le droit de l'auteur dramatique, comme du romancier, de se faire le peintre désintéressé, sinon toujours impartial, des mœurs de son temps. Puisqu'il ne prétend pas nous pousser à l'action, il lui est permis de ne pas conclure. Mais il arrive alors rarement que sa pièce en soit plus claire, et c'est le cas du *Député Leveau*. La preuve n'en est-elle pas que, tandis que le député Leveau nous paraissait à tous un assez vilain homme, égoïste et brutal, et que nous inclinions vers le député Deslignières ou vers le marquis de Grèges, il se trouve, au contraire, que dans la pensée de M. Lemaître, c'est son radical à qui nous eussions dû nous intéresser, et c'est sa victoire que nous devons considérer comme la nôtre ? Et, en vérité, nous ne l'eussions pas cru, si M. Lemaître ne nous l'eût dit lui-même.

Bien des raisons, sans parler de cette affectation de scepticisme dont M. Lemaître s'est fait une brillante originalité, peuvent d'ailleurs expliquer ce qu'il y a d'obscur ou d'équivoque dans la comédie de M. Lemaître. Je n'en toucherai que la principale. Lui aussi, comme les auteurs ordinaires du Théâtre-Libre, lassé des conventions qui règnent encore sur la scène, M. Lemaître voudrait donc mettre en action des caractères plus vrais, plus réels, moins simples, et surtout moins logiques, moins conformes à eux-mêmes que ceux qu'on y voit d'ordinaire, et qui remplissent aussi bien le répertoire d'Émile Augier que celui d'Eugène Labiche. On ne saurait trop l'en féliciter ; et depuis cinq ou six ans qu'il travaille dans son feuilleton des *Débats* à nous délivrer de ces prétendues convenances dramatiques, on ne saurait trop le louer d'avoir voulu montrer lui-même, par son exemple, qu'on peut s'en passer. Mais voici la difficulté. D'une part, selon le mot de M. Dumas, qui a le droit d'en être cru sur le sujet, la qualité maîtresse au théâtre, ou plutôt souveraine, c'est la logique. D'autre part, s'il y a quelque chose d'illogique au monde, c'est la vie, avec ses rencontres, ses hasards, ses

accidens, dont il semble qu'il y en ait si peu qui dépendent de nous. « Quand je t'ai épousée, dit durement à sa femme le député Leveau, *je ne savais pas ce que je valais.* » Chacun de nous pourrait en dire autant, ou même davantage, et si telle combinaison d'événemens venait à se réaliser, il n'y en a pas un sur dix mille qui puisse dire comment il se comporterait. Comment donc accorder le théâtre et la vie? C'est la question ou le problème que nos classiques avaient résolu jadis par la distinction des genres, en faisant ainsi du théâtre une transposition ou plutôt une interprétation de la vie. Les romantiques y ont répondu à leur tour, en mélangeant le tragique au comique, en essayant de « faire passer à chaque instant l'auditoire du sérieux au rire, des excitations bouffonnes aux émotions déchirantes, » comme ils prétendaient que cela se passe en effet dans la vie. A leur tour, les naturalistes ont mis dans le décor ce qu'ils ne pouvaient pas mettre de réalité dans le langage ou dans l'action de leurs personnages. Et il semble qu'on tâche aujourd'hui de tourner la difficulté en important au théâtre les procédés habituels du roman... Nous saurons, dans quelque vingt-cinq ou trente ans, si l'on y aura réussi.

La Comédie-Française nous a donné l'autre soir, pour les débuts de M. Marais, *le Misanthrope*, précédé d'un acte de Regnard : *Attendez-moi sous l'orme*, dont on connaît la rare insignifiance, et suivi d'un acte de Dancourt : *la Maison de campagne*.

On ne saurait rien imaginer de plus mince, de plus pauvre, de plus « incohérent » que ce méchant vaudeville où dix-huit personnages, qui ressemblent à autant de fantoches, se démènent pendant trois quarts d'heure sans rien dire ni rien faire. Si l'on voulait remettre du Dancourt au répertoire, il semble qu'on eût pu choisir autre chose; mais je me hâte d'ajouter qu'il le semble peut-être seulement, et qu'aussi bien la nécessité n'en était pas urgente. Dancourt est mort. Laissons-le donc reposer en paix, et, sous le prétexte de quelques traits de mœurs qui sont épars dans son œuvre, ne donnons pas à nos comédiens la peine d'apprendre sa prose, au public l'ennui de l'entendre, et à la critique le chagrin d'en parler.

Pour M. Marais, visiblement ému qu'il était, s'il n'a point paru « supérieur » dans le rôle d'Alceste, il ne l'a joué cependant ni sans intelligence, ni sans art, ni sans succès. Comme d'ailleurs ce n'est point dans le répertoire classique qu'il rendra le plus de services, il y aurait été moins heureux qu'il faudrait encore le louer de s'y être essayé. Mais, dans le répertoire moderne, nous pouvons être assurés, après cette première épreuve, qu'il ne tardera pas à prendre l'une des premières places; — et, de cela, ce n'est pas lui que nous féliciterons, mais plutôt la Comédie-Française.

***

# CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 octobre.

On ne peut certes pas dire que cette session qui vient de s'ouvrir en France, et qui n'a d'extraordinaire que le nom, ait fait pour son début un bien grand bruit, que ce réveil de vie parlementaire ait été accompagné de scènes particulièrement émouvantes. Tout s'est passé le plus paisiblement du monde au Palais-Bourbon comme au Luxembourg, sans incidens sérieux, sans agitation, sans qu'on y ait pris garde. Le sénat s'est réuni pour se réunir, en attendant d'avoir à s'occuper utilement. La chambre a commencé par se débarrasser, sans trop de façons, allègrement, des motions tapageuses, des propositions chimériques, des interpellations de fantaisie. Tout a été expédié en quelques heures, avec l'intention évidente d'écarter des discussions inutiles. C'était assurément ce qu'il y avait de mieux. On ne peut pas dire non plus, il est vrai, malgré ces apparences placides, que la situation soit bien changée. La vérité est au contraire que rien n'est changé, que les partis, après ces quelques mois de trêve, ont tout l'air de revenir avec leurs arrière-pensées, leurs préjugés et leurs défiances, qu'il n'en faudrait probablement pas beaucoup pour raviver des passions mal apaisées, et que si on se retient, c'est qu'on est encore sous l'influence calmante d'une opinion assez générale; c'est qu'on sent que le pays, indifférent aux vaines polémiques de tous les jours, ne demande à ceux qui le gouvernent et le représentent que de s'occuper tout simplement de ses affaires, de ses intérêts, de ses finances, de son budget. C'est peut-être tout le secret de cette paix parlementaire du moment, qui reste assez précaire, quoiqu'elle pût devenir plus sérieuse, si on voulait se décider à en accepter les conditions.

Eh bien, soit! par une sorte d'hommage rendu aux vœux évidens du pays ou par une tactique, une nécessité de circonstance, on a

commencé cette session en écartant du premier coup tout ce qui susciterait des débats inutiles et ne serait que du temps perdu. On s'est mis bravement au budget, à l'œuvre essentielle qui est restée interrompue il y a quatre mois et qu'on ne peut plus différer, à moins de retomber encore une fois dans les douzièmes provisoires. C'est le budget qu'on examine et qu'on scrute depuis quelques jours dans toutes ses parties, dans tous ses élémens, dans sa structure, dans son histoire. C'est la situation financière tout entière qu'on s'efforce d'éclaircir et de préciser dans une discussion où se sont succédé les orateurs les plus divers, — et M. l'évêque d'Angers, et M. Léon Say, le plus sensé et le plus spirituel des financiers, et M. Henri Germain, toujours vif et hardi, et un homme nouveau, M. Poincarré, et un jeune radical, aussi instruit que véhément, M. Jamais, et M. le ministre des finances lui-même, qui a clos avec talent ce débat général. On a certainement toujours beaucoup à dire sur un budget de plus de trois milliards, qui touche à tous les intérêts, à tous les ressorts de la fortune et de la puissance du pays. La difficulté est de se reconnaître dans cet amas de chiffres, de dégager une idée, une lumière de cette situation confuse. Au fond, la vraie question, c'est qu'on a, depuis dix ans, dépensé sans compter, qu'on a épuisé les expédiens et abusé du crédit, qu'on a mis dans le budget tout ce qu'on a voulu, dans un intérêt prétendu républicain, et que le moment est venu où, de toute nécessité, il faut s'arrêter, procéder à une liquidation sévère. C'est la plus grosse, si ce n'est l'unique affaire du moment, d'autant plus qu'elle résume tout le reste !

Ce n'est point, sans doute, que tout soit perdu, que les finances françaises soient irréparablement compromises, et qu'on n'ait au besoin mille explications, toutes plus ingénieuses les unes que les autres, pour pallier le fardeau qui pèse sur le pays. Non, sans doute, rien n'est perdu. On a pu dire sans forfanterie que, malgré une dette colossale et des dépenses démesurées, la signature du trésor français restait la première signature du monde. On a pu expliquer aussi que si on avait beaucoup dépensé, c'était avec profit pour la défense et l'outillage industriel du pays.

Assurément, on ne le nie pas, la signature de la France reste une des premières du monde, parce qu'elle a toujours pour dernière et souveraine garantie l'honneur et la féconde activité d'une nation laborieuse et économe. Personne ne prétend non plus que tout l'argent qui a été prodigué ait été dissipé sans qu'il en reste rien, qu'il ait été, si l'on nous permet le terme, jeté à l'eau par plaisir ou qu'il ait passé dans quelque escarcelle mystérieuse. Ce qu'on dit, ce qu'on a le droit de dire, c'est qu'à engager indéfiniment la signature de la France on risque de la compromettre, qu'à abuser du crédit et des ressources du pays on s'expose à les tarir d'avance, à les trouver épuisés au jour

d'un grand effort; ce qu'on peut dire, c'est que la plus puérile des politiques serait aujourd'hui de se dissimuler encore le danger d'un système dont les conséquences se manifestent par le déficit, par la nécessité de nouveaux emprunts et de nouveaux impôts. M. l'évêque d'Angers, sans se donner plus qu'un autre pour un financier, en jugeant simplement les choses avec sa raison, a dit le mot. Si l'on est aujourd'hui dans une situation non pas perdue, mais embarrassée, c'est que depuis dix ans on a voulu tout entreprendre à la fois, forcer tous les ressorts comme si on avait hâte de dévorer un règne d'un moment; c'est qu'on a voulu faire du budget un instrument de domination, un complice des passions de parti ou de secte, augmenter le nombre des fonctionnaires pour s'assurer une clientèle, multiplier les travaux publics par calcul électoral, faire du système scolaire un moyen de guerre religieuse. On a voulu cela et bien d'autres choses! Et c'est ainsi qu'on est arrivé à augmenter toutes les dépenses, à accroître de 118 millions le chiffre seul des appointemens civils, à emprunter en pleine paix 8 ou 10 milliards, à ajouter au budget ordinaire les budgets extraordinaires, les budgets annexes, à suppléer, par des expédiens, aux dépenses nouvelles qu'on créait. Aujourd'hui encore, depuis six mois, on a voté une série de lois dites sociales, sans savoir ce que l'exécution coûtera. On est occupé à faire avec le budget une sorte de socialisme d'état qui doit forcément imposer des charges nouvelles dont on ne peut pas même calculer l'importance.

Le résultat, c'est cet embarras où l'on se trouve aujourd'hui; c'est cette situation où l'on sent qu'il faut s'arrêter, remettre un peu d'ordre dans des finances publiques par trop poussées à bout. Que fera-t-on pour reconquérir cet ordre financier livré en ce moment à toutes les contradictions? Oh! sûrement, on n'en est plus à la vieille formule imaginée il y a quelques années : « Ni emprunt, ni impôts nouveaux! » Il faut malheureusement des emprunts, d'abord cet emprunt de liquidation qui a été laissé en suspens il y a quatre mois. Il faut aussi des impôts nouveaux si l'on veut ne rien laisser à l'imprévu. Ce qu'il faudrait surtout, ce serait se décider courageusement, comme le propose d'ailleurs M. le ministre des finances, à en finir avec la confusion des dépenses ordinaires et des dépenses extraordinaires, avec les subterfuges, avec les faux équilibres. Ce qu'il faudrait vraiment, ce serait un budget tel que l'a défini M. Léon Say, un budget ayant purement et simplement un objet financier, s'équilibrant par des moyens réguliers, « dépensant le plus justement possible les sommes mises à sa disposition dans l'intérêt de l'État, c'est-à-dire de tout le monde, » se prêtant si l'on veut aux réformes possibles, précises, mais écartant résolument les expériences chimériques. Oui, sans doute il le faudrait; le malheur est que les partis qui ont le plus contribué à créer la situation embarrassée où l'on se débat aujourd'hui ne veulent pas avouer

qu'ils ont pu se tromper. Ils conviendraient à demi si l'on veut, qu'il y aurait quelque chose à faire; ils prétendent ne rien abandonner de leurs idées, de leurs œuvres, même les plus irritantes et les plus hasardeuses. Ils craignent, pour tout dire, d'avoir l'air de se désavouer, de paraître désarmer devant des adversaires qui ont été plus prévoyans: de telle sorte que même dans ces affaires de budget, les partis restent en présence, et que l'ordre financier aura de la chance s'il sort amélioré, raffermi de ces discussions où l'on sent toujours des passions prêtes à se réveiller.

A travers ce mouvement des choses du jour, trop souvent mêlé d'incidens vulgaires et d'agitations factices, notre mal le plus sensible, ce qui nous menace le plus, peut-être, c'est moins encore la violence ou l'inconséquence des partis qu'une certaine dépression morale. On dirait parfois que tout se rapetisse dans les idées, dans les esprits. Pour tout dire, la médiocrité nous envahit. On le sent, — on ne s'y résigne pas heureusement dans une société qui a connu toutes les grandeurs des lettres comme de la politique, et en dépit des mauvaises influences qui règnent, il y a toujours dans ce facile pays de France un généreux instinct d'idéal prompt à se réveiller. On se sent comme dédommagé des vulgarités du jour et plus à l'aise toutes les fois qu'on se retrouve devant une grande mémoire, dès qu'on a l'occasion de s'honorer en relevant des disgrâces passagères d'une mode frivole un de ces hommes qui ont été les vrais héros de la pensée ou de l'action. Les entrepreneurs de commémorations banales auront de la peine à nous faire prendre au sérieux toutes ces statues élevées par le fétichisme des partis à des personnages inconnus ou trop connus, à des renommées équivoques ou médiocres, comme celle de ce jeune Camille Desmoulins, héros bruyant d'un jour, qu'on fêtait récemment, et qui aurait peut-être bien assez de l'indulgente pitié de l'histoire; l'instinct public, au contraire, va de lui-même à ces fêtes par lesquelles on vient de célébrer à Mâcon le centenaire de Lamartine, de raviver l'éclat d'une des plus pures gloires de la nation et du siècle. Celui-là, on peut le relever sur son piédestal et célébrer par les commémorations l'anniversaire de sa naissance; la France, en saluant en lui un des plus prodigieux magiciens de l'imagination et de la parole, ne risque pas de s'abaisser par un fétichisme de circonstance devant la médiocrité usurpatrice. En honorant l'*altissimo poeta*, elle se relève elle-même.

Le pauvre grand homme, il a été depuis quelque temps, il a paru du moins, un peu délaissé et oublié. Il eut la mauvaise fortune de disparaître à la veille d'une tragédie nationale qui a tout changé, comme aussi à un instant où grandissaient déjà des générations nouvelles nourries d'autres idées, quelque peu détachées du respect du passé. Il mourait, d'ailleurs, dans les cruelles et humiliantes anxiétés de la détresse qui attrista ses vieux jours. Ni par son éducation, ni par sa na-

ture, ni par ses idées, ni par la libéralité de ses mœurs, il n'était l'homme du moment. Il entrait, dès lors, pour un temps dans cette phase ingrate à laquelle n'échappent pas les plus grandes renommées. On semblait oublier que ce mort de la veille avait eu comme poète, comme orateur, comme chef de révolution, ses heures de règne par le génie en France. Les *Méditations*, les *Harmonies*, *Jocelyn*, l'*Histoire des Girondins*, l'*Histoire de la Restauration*, les *Entretiens*, l'éloquence prodiguée au courant d'une prodigieuse carrière, qu'était-ce que tout cela dans l'ère nouvelle? C'est tout au plus si cette mémoire, objet d'un pieux culte domestique, restait sous la garde de quelques contemporains fidèles, — et comme, en ce temps-ci, tout se traduit par des chiffres, on disait même que les œuvres de Lamartine ne se vendaient plus. Ce n'était qu'un oubli d'un moment, l'affaire de quelques années. La réaction favorable n'a pas tardé à venir pour cet heureux génie; depuis quelque temps déjà, elle est pour ainsi dire dans l'air, et ce centenaire de Mâcon, célébré avec une sorte de spontanéité, semble n'être qu'une occasion ou un signe de plus de ce réveil de popularité pour Lamartine. Il s'est trouvé que ces cérémonies mâconnaises ont été à la fois une fête de famille et une fête nationale. Et, comme pour mieux en marquer le caractère, tous les dissentimens ont à peu près fait silence; tout le monde a voulu s'associer à ces fêtes, et les municipalités et les sociétés littéraires locales, et l'Académie française, représentée par M. Jules Simon, qui a charmé ses auditeurs par son éloquence, et le gouvernement, représenté par M. le ministre de l'instruction publique, qui a su parler avec tact, et l'Église elle-même, représentée par M. l'évêque d'Autun, qui s'est si heureusement inspiré de ce vers du poète :

O Dieu de mon berceau, sois le dieu de ma tombe!

Un siècle après sa naissance, vingt ans après sa mort, Lamartine revit dans ces fêtes, dans ces discours, dans ces hommages, dans cette commémoration due à son génie.

C'est qu'en effet, par la séduisante puissance de sa nature et de ses dons, Lamartine est au-dessus de toutes les contestations et des caprices éphémères de la popularité. Depuis le jour où il est apparu pour la première fois, du soir au lendemain, comme le créateur d'une poésie, il n'a pas cessé d'être l'enchanteur de son siècle, un enchanteur sans effort, sans laborieux artifice. Il n'a pas été seulement un poète, il a été la poésie vivante. Il a eu en lui-même une source inépuisable d'inspiration, d'images, d'harmonie, d'émotion et de tendresse. Il a donné à tous ces paysages d'Italie, des lacs, des montagnes, de son pays natal qu'il a dépeints, des couleurs ineffaçables, comme il a

donné aux plus intimes sentimens humains une expression d'un charme indéfinissable et profond. Il n'a rien inventé, il a dégagé la poésie de tout, de la nature et des cultes domestiques, de l'amour terrestre et des tourmens de l'idéal. C'est son originalité, et quelles que soient les prétentions des écoles qui passent, quelles que soient les fantaisies de la mode, il reste le poète des âmes qui souffrent, des cœurs attendris, de tous ceux qu'agitent les nobles inquiétudes et qui tournent leur regard vers l'infini. C'est la poésie d'hier qui sera encore la poésie de demain, parce qu'elle jaillit spontanément du plus profond de l'âme humaine.

Que Lamartine ait été plus contesté comme politique que comme poète, et qu'il ait été plus exposé, dans son rôle public, aux reviremens, aux abandons de l'opinion, c'est possible. Il est certain qu'il a eu dans sa vie de dangereuses hardiesses et qu'il n'a pas toujours craint les aventures, que l'imagination, en lui, domina parfois la raison. Il y a eu cependant deux ou trois circonstances des plus décisives, — le retour des cendres de l'empereur, les fortifications de Paris, — où il a vu plus clair que tout le monde, parce qu'avec son imagination, avec son intuition, il voyait de plus loin ou de plus haut. Il avait un sentiment profond des grands courans du siècle, et, en fin de compte, s'il s'est laissé quelquefois abuser, s'il lui est arrivé un jour, le 24 février 1848, de céder aux fascinations d'un joueur audacieux, il gardait assez de hauteur d'âme pour refuser de plier devant les factions qu'il avait déchaînées, pour ne descendre jamais aux capitulations avilissantes ou aux basses manœuvres. En se donnant à la république, il ne lui avait sacrifié ni son indépendance, ni le sentiment du droit, ni la dignité de son libéralisme, et ce n'est pas lui qui aurait consenti à faire de la république une petite domination intéressée, une persécution organisée des consciences. Lamartine relevait tout, même ses erreurs, ses banalités ou ses faiblesses, dans sa politique comme dans sa poésie, parce que l'homme, en lui, avait tous les dons innés d'élévation et de noblesse.

Ce fut assurément un des mortels les mieux doués, pour qui la nature et l'éducation avaient tout fait; elles lui avaient donné, avec la grâce et la fécondité du génie, l'art de charmer et de subjuguer les hommes. Il avait été gâté par la fortune, trop gâté peut-être. Il ne sut jamais compter ni avec lui-même ni avec les autres. Il l'expia cruellement par un déclin assombri après une éclatante popularité, par la ruine qui attrista sa vieillesse après l'aisance ou le faste de sa jeunesse. Tout ce qu'on peut dire, c'est que cette prodigalité qui lui a été souvent rappelée, qu'il a si durement expiée, il l'avait pour les autres encore plus que pour lui. Il ne résistait pas au plaisir d'un bienfait. Il aimait à répandre autour de lui ces libéralités dont le souvenir se réveillait

récemment dans son pays natal comme pour justifier ce qu'il avait dit un jour à un de ses détracteurs, à l'auteur de *la Némésis*, qui lui reprochait sa fortune prodigue :

> Tu peux sans le ternir me reprocher cet or.
> D'autres bouches un jour te diront sur ma tombe
> Où fut enfoui mon trésor!

Tout cela est passé ; il ne reste de Lamartine que le souvenir d'une grande nature, et c'est pourquoi on peut voir un bon signe, un signe salutaire dans ce retour vers un homme qui ne représente que l'idéal, la spiritualité dans la poésie, la justice et la tolérance libérale dans la politique.

Les affaires des nations, surtout les affaires générales de l'Europe, ne se font pas sans doute avec des ovations, des manifestations et des anniversaires. Elles sont trop compliquées, elles embrassent trop d'intérêts qui ne sont pas toujours faciles à concilier, elles impliquent trop de résolutions diverses pour se décider par des discours et des cérémonies qui sont un peu le luxe de tous les pays. Les anniversaires et les manifestations ne laissent pas cependant d'avoir leur place, même parfois une certaine importance dans les affaires du temps, et la ville de Berlin vient d'avoir une de ces cérémonies significatives ; elle vient de célébrer ou de voir célébrer avec tout un appareil militaire le quatre-vingt-dixième anniversaire de la naissance du vieux maréchal de Moltke, redevenu le héros du jour. Celui-là n'est point, certes, un personnage bruyant. Il ne recherche pas les manifestations, il n'a jamais parlé au Reichstag que par exception et toujours sur les affaires militaires. Depuis quelques années déjà, depuis qu'il a quitté le grand état-major général, il vit d'une vie simple et silencieuse, avec ses souvenirs, dans la retraite, dans ses terres de Silésie. L'empereur Guillaume II, en le ramenant un instant sur la scène, en donnant un éclat extraordinaire à la fête de sa quatre-vingt-dixième année, a tenu visiblement à faire une démonstration, en même temps qu'il a voulu honorer le grand serviteur de la Prusse. Le roi de Saxe, quelques autres princes de l'empire, les chefs de l'armée allemande, se sont trouvés rassemblés à Berlin pour faire cortège au vieux soldat. Le jeune empereur s'est plu à visiter M. de Moltke, à lui remettre un bâton de maréchal enrichi de pierreries, et ne pouvant plus rien pour lui, il a voulu l'entourer dans sa demeure des étendards impériaux qui restent d'habitude déposés dans le palais des souverains. Les discours et les complimens n'ont pas manqué ; les télégrammes de félicitations sont aussi venus de toutes parts. C'est tout simple. Ce qu'on a voulu honorer dans le vieux maréchal, c'est tout un passé militaire, c'est l'homme

qui a eu la chance d'attacher son nom à des victoires prodigieuses et peut-être inespérées.

Quel sera en définitive le rang de M. de Moltke parmi les hommes de guerre ? Ce serait pour le moment une chose assez oiseuse de tracer des parallèles, de chercher des ressemblances ou des différences. Il a réussi, — et il est certain qu'il n'a dû une partie de ses succès qu'à une série de circonstances inouïes, qu'il eût été peut-être moins heureux s'il avait trouvé devant lui une défense mieux préparée ou quelque chef assez hardi pour déconcerter ne fût-ce qu'un instant ses combinaisons. Lui-même il a dit un mot aussi modeste que profond en répondant, un jour où il recevait des complimens sur ses succès, qu'il ne fallait pas s'enorgueillir, qu'on n'avait pas vu encore l'armée allemande sous le coup d'une défaite, que c'était là l'épreuve décisive. — Dans tous les cas, il reste assurément un des plus puissans organisateurs d'armée, un administrateur aussi habile que méthodique, un calculateur patient, et c'est par là qu'il a préparé les agrandissemens de la Prusse, la formation de l'empire nouveau d'Allemagne. C'est là certainement ce que l'empereur Guillaume a voulu relever en entourant d'honneurs le vieux maréchal ; c'est là aussi ce que les Allemands ont vu dans ces fêtes. Ce qu'il y a de curieux, c'est que parmi ces princes, ces chefs militaires, ces ministres, ces habits brodés réunis à Berlin, il n'y avait qu'un absent, et cet absent était justement celui qui aurait semblé devoir être le premier auprès du vieux maréchal. M. de Bismarck n'a pas été invité, ou s'il a été invité, il ne s'est pas rendu à Berlin : sa place est restée vide dans une fête de l'empire ! On conviendra bien cependant que, si M. de Moltke a été un habile organisateur, s'il a façonné une armée pour des guerres depuis longtemps méditées, M. de Bismarck lui a préparé la voie et par sa diplomatie a plus fait pour l'empire que les chefs militaires eux-mêmes. Telle est la fortune des cours ! Aujourd'hui, M. de Moltke est entouré, fêté, comblé d'honneurs; M. de Bismarck vit retiré dans la disgrâce, morose, déjà presque oublié. C'est la philosophie des nouveaux règnes qui, en flattant toujours l'armée dont ils ont besoin, se passent fort bien des conseillers devenus gênans pour leur orgueil, pour leur liberté, pour la politique qu'ils se promettent d'inaugurer.

Le fait est qu'on ne voit pas bien où en est, où va cette politique nouvelle si bruyamment engagée par les voyages impériaux et par les rescrits socialistes du printemps dernier. On le voit d'autant moins que, si le gouvernement ne paraît pas avoir des idées bien nettes, un plan bien arrêté, les socialistes, profitant de la liberté que leur laisse la disparition récente des lois de répression, recommencent à s'agiter, à se réunir, à concerter leurs programmes et leur action. Les socialistes viennent de tenir à Halle un congrès qui, au premier abord, semblait

devoir les diviser et qui a fini par une concentration plus énergique du parti pour une prochaine campagne électorale. Ce socialisme teuton, qui va toujours en grandissant et en s'étendant, pourrait promettre plus d'une difficulté à un gouvernement qui a la naïveté de croire qu'avec des rescrits et des démonstrations il peut désarmer des adversaires redoutables ou tout au moins rallier une partie de la population ouvrière. D'un autre côté, on ne voit pas mieux ce que l'empereur Guillaume II a gagné pour sa politique générale avec ses voyages multipliés. Il est allé partout, on le sait, sans laisser des traces bien vives de son passage. Après lui son chancelier, M. de Caprivi, a continué et continue ses excursions. Il a vu l'empereur François-Joseph, il a vu le comte Kalnoky; il paraît être attendu ces jours prochains à Monza, où il doit voir le roi Humbert et M. Crispi. Il n'est pas facile de saisir la signification de ces déplacemens, si tant est qu'ils aient une signification. Ce qui semble assez clair, c'est que la triple alliance n'est pas pour le moment bien florissante, que les alliés ont leurs soucis intérieurs, que si l'Allemagne a ses socialistes, l'Autriche, l'Italie ont assez à faire avec leurs embarras. L'Autriche, pour sa part, est engagée dans une sorte de crise qui peut avoir son influence, non-seulement sur la paix des nationalités dans l'empire, mais sur l'existence même du cabinet du comte Taaffe, réduit aujourd'hui à se demander s'il aura une majorité à la prochaine session du Reichstag.

C'est toujours cette inextricable affaire du compromis tchèque qui traîne depuis près d'un an et qui semble moins que jamais près d'une solution. Peut-être, à la rigueur, le comte Taaffe, le négociateur de cette douteuse réconciliation entre Tchèques et Allemands, aurait-il pu se promettre une apparence de succès, en procédant avec résolution, en faisant accepter sur le moment son œuvre par la diète de Prague. Il a temporisé, il a laissé les mois s'écouler, il a ajourné tant qu'il l'a pu la réunion de la diète. Au lieu de s'apaiser, le conflit n'a fait que s'envenimer. Les Allemands, impatiens de reprendre l'ascendant à la faveur du traité de paix conclu l'hiver dernier à Vienne, mais non ratifié, ont recommencé à se défier et à s'irriter. Les jeunes Tchèques, un instant surpris et déconcertés, ont eu le temps d'agiter l'opinion, de soulever les passions contre un acte qu'ils ont représenté comme la violation ou l'abandon des droits historiques et nationaux de la Bohême. Les vieux Tchèques, qui avaient négocié le compromis par esprit de conciliation, dans l'intérêt de la paix, se sont vus désavoués, dédaignés par le sentiment populaire, presque sommés de donner leur démission; ils se trouvent encore dans une position d'autant plus difficile que leur chef le plus éminent, M. Rieger, a vainement essayé récemment d'obtenir à Vienne une dernière concession, l'emploi de la langue tchèque dans les tribunaux des circonscriptions où la population slave est en majorité. Aujourd'hui la diète vient de se réunir enfin à

Prague, et cette session nouvelle n'a fait naturellement que mettre à nu le ressentiment des partis, une situation devenue presque violente. Les Allemands, représentés par M. Schmeykal, ont engagé aussitôt la lutte, réclamant la discussion immédiate et la sanction du compromis, accusant les vieux Tchèques de manquer à leurs engagemens, menaçant de se retirer, de ne prendre aucune part à la prochaine exposition de Prague. Ils ont rencontré une invincible résistance, leurs motions ont été repoussées. Les jeunes Tchèques, M. Gregr en tête, appuyés par l'opinion populaire, se sentent maîtres de la situation, et les vieux Tchèques eux-mêmes, découragés, émus par l'opposition du pays, sont peut-être tout près de renoncer à l'œuvre de conciliation qu'ils avaient cru pouvoir tenter.

En réalité, le compromis est fort menacé. La question est d'autant plus grave que l'échec du compromis, c'est l'échec du comte Taaffe et que ce qui se passe à Prague peut modifier singulièrement toutes les conditions parlementaires dans le Reichsrath, à Vienne. Le chef du cabinet viennois est exposé à n'avoir plus de majorité. Depuis dix ans déjà le comte Taaffe vit d'expédiens, de compromis, de temporisations. Il a réussi jusqu'à présent; le système semble épuisé. On ne peut se dissimuler seulement qu'un changement de ministère à Vienne ne serait pas aujourd'hui sans importance pour toute la politique de l'Autriche.

Quant à l'Italie, elle est peut-être assez peu occupée de la triple alliance, ou, si elle y songe, c'est avec quelque distraction, non sans des doutes croissans sur les avantages de ses grandes relations. Elle est, pour le moment, tout entière à ses élections désormais prochaines pour le renouvellement d'une chambre qui n'avait plus d'ailleurs, dans tous les cas, que quelques mois à vivre. La question même de la date de ce scrutin paraît avoir été l'objet de discussions assez vives dans le conseil, entre le chef du cabinet, M. Crispi, et le ministre de la justice, M. Zanardelli; elle a été tranchée par le décret qui fixe décidément au 23 novembre cette consultation du pays. A dire vrai, avant que la date fût fixée, la période électorale était déjà commencée; elle a été ouverte réellement l'autre jour, à Florence, par le discours habilement calculé, retentissant, de M. Crispi, et par le discours véhément qu'un des chefs radicaux, M. Cavallotti, a opposé dès le lendemain au président du conseil. Les deux politiques se sont rencontrées à Florence dans un premier combat; elles vont se rencontrer partout, du nord au midi, de Milan à Palerme, pendant quelques semaines. De toute façon, c'est une assez sérieuse affaire pour l'Italie, pour le ministère lui-même, d'autant plus que cette lutte s'engage dans des circonstances peut-être particulièrement ingrates, et au point de vue extérieur, et au point de vue intérieur.

Lorsque M. Crispi parlait récemment à Florence d'un ton si assuré

et si superbe de sa politique, de ses alliances, en ayant soin, d'ailleurs, de ménager tout le monde, il ne prévoyait sûrement pas le petit mécompte qui l'attendait au lendemain de sa harangue. Le fait est que des négociations étaient engagées entre l'Italie et l'Angleterre au sujet de l'est africain, de cette fameuse « délimitation des sphères d'influences, » qui est devenue un des euphémismes de la diplomatie contemporaine, — et que les deux cabinets n'ont pas pu s'entendre. M. Crispi désirait étendre la domination de l'Italie jusqu'à Kassala, lord Salisbury ne s'est pas cru obligé de livrer aux ambitions italiennes un point qui a son importance sur le haut Nil, qui appartient à l'Égypte et qui relève d'ailleurs encore de la suzeraineté du sultan. S'il y a eu autre chose, on ne l'a pas dit; on s'est séparé faute de s'entendre sur Kassala. Que la négociation puisse se rouvrir, comme l'a laissé entrevoir M. Crispi, qu'il y ait encore quelque moyen de pallier ce mécompte, c'est possible : il est douteux que l'Italie obtienne le droit de s'établir à Kassala, et ce n'est pas dans tous les cas un succès diplomatique fait pour relever le président du conseil devant les électeurs; mais ce qu'il y a de plus grave, c'est la situation intérieure, et à bien dire, il n'y a dans cette situation qu'une seule question, c'est la crise économique et financière qui sévit au-delà des Alpes. Ici, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Il est certain que l'Italie souffre dans son industrie, dans son commerce, dans toutes ses affaires, que ses exportations, depuis le 1er janvier, ont baissé de plus de 70 millions. Chose plus sérieuse encore! un homme pourtant ami du gouvernement, M. de Vincenzi, publiait récemment des statistiques, prouvant que depuis quelques années la production des céréales est tombée de 78 millions à 61 millions d'hectolitres, que la production de l'huile est également en décroissance, que la consommation diminue dans la même proportion, qu'il y a 1,700 communes où l'on ne connaît pas le pain de blé. Le malaise est réel. Que M. Crispi, dans les discours qu'il prononcera encore, s'étudie à pallier, à atténuer la crise, qu'il promette des économies, les faits sont toujours des faits. On les voit et on les sent au-delà des Alpes. On ajoute, de plus, que ces faits n'ont d'autres causes que l'excès des armemens, les dépenses exagérées, et que ces dépenses sont elles-mêmes la conséquence d'une politique dangereuse.

C'est là le point délicat et douloureux, c'est la question qui est portée devant les électeurs. M. Crispi eût-il au prochain scrutin la majorité qu'il espère, et qu'il aura sans doute, la situation ne resterait pas moins ce qu'elle est, et pour lui, comme pour tout autre chef de ministère, le problème serait de revenir à la politique des réalités, moins brillante peut-être, mais plus sûre, que la politique des chimères.

CH. DE MAZADE.

# LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE.

La plus grande partie de la seconde quinzaine d'octobre s'est passée, pour notre marché financier, à attendre une élévation du taux de l'escompte à Londres et subsidiairement à Paris, et une liquidation mensuelle détestable sur les places anglaises et allemandes. La Banque d'Angleterre a pu maintenir le taux de son escompte officiel à 5 pour 100, et la liquidation s'est faite sans trop d'embarras apparens au Stock-Exchange et à Berlin. Notre marché a donc été délivré, en partie au moins, de ses appréhensions, et les cours de la rente française se sont, en effet, légèrement raffermis pendant quelques jours.

Cependant les conditions mêmes auxquelles ont pu être évitées les catastrophes que l'on redoutait doivent peser encore un certain temps sur les transactions financières. Si le taux de l'escompte n'a pas dépassé 5 pour 100 à Londres et 5 1/2 à Berlin et a été maintenu à 3 pour 100 à Paris, ce résultat est dû à l'abandon que la Banque de France a consenti à faire d'une centaine de millions de son stock d'or. D'un autre côté, la situation a été réellement critique à Londres. De puissantes maisons ont ressenti une gêne extrême de la baisse simultanée des valeurs argentines, des actions de chemins de fer de l'Amérique du Nord et des titres de mines de toute espèce et de tous les pays. Des capitaux énormes se sont trouvés immobilisés, et des positions de spéculation n'ont pu être liquidées que par des arrangemens à termes plus ou moins éloignés, conclus hors du marché et avant la liquidation officielle. D'autre part, il a été vendu, pour des sommes considérables, à Paris, des valeurs qui se négocient régulièrement sur les deux marchés français et anglais, et le Stock-Exchange s'est ainsi créé des ressources qui ont encore facilité les opérations de dégagement du 27 au 29 courant. Les mêmes causes ont produit les mêmes effets à Berlin, où, le jour de la liquidation, tout s'est passé avec une facilité qui pouvait faire illusion sur le véritable état des affaires, mais d'où vont venir, ces jours prochains, des livraisons de titres avec lesquelles aura à compter notre liquidation.

C'est la crainte de ces livraisons de titres d'Angleterre et d'Allemagne qui arrête tout essor sur le marché de Paris. Notre spéculation semble très chargée à la hausse, et l'on s'attend à une tension sérieuse

des reports, principalement sur les fonds d'état internationaux et sur les valeurs d'arbitrage. Au point de vue de nos affaires intérieures, le marché n'a pu que se montrer statisfait de l'accord établi entre le gouvernement et la commission du budget sur les moyens de combler les dernières insuffisances que présentait le projet de loi de finances pour 1891. La chambre des députés n'a pas perdu son temps cette fois en discussions stériles sur des questions de politique et d'intérêts de parti. Elle a commencé la discussion du budget, et ne paraît point devoir la prolonger outre mesure. La question de l'emprunt sera prochainement abordée, l'opération pourra avoir lieu en janvier ou février. L'emprunt sera libérable en versemens espacés jusqu'en 1892. Il ne pèsera donc pas sensiblement sur le marché de notre 3 pour 100.

Ce fonds, après avoir baissé dans la première partie du mois de 94.75, dernier cours de compensation, à 93.50, ne s'est relevé encore que partiellement à 94.50 et a reperdu au dernier moment la moitié de cette avance. Les prix ont été cependant soutenus par les achats effectués chaque jour pour la Caisse des dépôts et consignations.

Les fonds internationaux ont eu quelque peine à se maintenir aux cours où la réaction de la première quinzaine d'octobre les avait déjà ramenés. Quelques-uns même ont encore reculé. L'Italien, longtemps soutenu au-dessus de 94 francs, a fini par rétrograder à 93.80 sur l'échec de toutes les tentatives faites en vue de placer à l'étranger les nouvelles obligations 4 pour 100 des chemins de fer, et sur la résolution prise par le gouvernement italien de substituer ces titres à la rente 5 pour 100 dans le portefeuille des caisses d'épargne. La rente 5 pour 100, devenue ainsi disponible, serait négociée à Paris, à Londres et à Berlin, perspective qui a été immédiatement saluée par 30 centimes de baisse.

Le 3 pour 100 portugais, abaissé brusquement de 61 à 57, même à 56, ne s'est relevé encore qu'à 58. Les vendeurs ont allégué le conflit anglo-portugais et surtout les embarras financiers du royaume, un emprunt étant indispensable pour le paiement du prochain coupon de la rente. Le conflit paraît entrer dans une voie d'apaisement. D'autre part, le nouveau cabinet de Lisbonne a réussi à obtenir une avance de 75 millions de francs pour six mois, d'un groupe financier international où figurent le Comptoir national d'escompte de Paris et la maison Mendelssohn de Berlin.

L'Extérieure d'Espagne a été maintenue à 75 1/2 par les résultats satisfaisans de l'émission de 340,000 billets hypothécaires de Cuba. La Banque d'Espagne ayant en outre obtenu du groupe de la Banque de Paris et des Pays-Bas une avance éventuelle de 100 millions de francs, le Trésor espagnol est délivré de soucis immédiats et peut préparer avec quelque loisir la grande opération d'emprunt qui ne saurait plus

être retardée au-delà du printemps de 1891. La disparition à peu près complète de l'épidémie a contribué au maintien des cours de la rente espagnole et raffermi en même temps ceux du Nord de l'Espagne et du Saragosse.

Le rouble a subi de nombreuses fluctuations à Berlin ; mais la situation budgétaire de la Russie restant excellente à tous égards, les divers fonds 4 pour 100 de création récente ont conservé une tenue de grande fermeté. On a beaucoup remarqué, dans le discours prononcé par M. Germain à la chambre à l'occasion du budget, un passage où il montre la puissance du marché français poussant de 80 pour 100 au pair la rente russe, alors que celle-ci venait d'être en quelque sorte proscrite du marché de Berlin, tandis que la rente italienne, ayant perdu les sympathies françaises, a reculé du pair à 94 francs.

Les valeurs turques ont été constamment faibles sur l'ajournement de tous les projets attribués à la Banque ottomane, entre autres de celui qui visait la création d'une banque syndicataire ou Trust pour le relèvement ou la transformation des divers titres composant la dette de la Turquie.

Le Rio-Tinto et la Banque ottomane ont baissé lentement, par suite des réalisations successives du marché anglais. Plusieurs de nos valeurs nationales, au contraire, ont atteint, pendant ces deux dernières semaines, des cours plus élevés, la Banque d'escompte notamment, qui s'est avancée de 545 à 572.50. Cet établissement a émis, de concert avec le Comptoir national d'escompte, des actions de la compagnie des chemins de fer à voie étroite. On ignore encore le résultat de la souscription qui était, d'ailleurs, limitée aux actionnaires de ces deux institutions de crédit.

La Banque de Paris a été portée à 860, le Crédit lyonnais à 778.75. Le Comptoir d'escompte ancien, après avoir atteint le cours de 300 francs, a reculé à 280. Plusieurs sociétés de crédit, Banque d'escompte, Crédit mobilier, Banque internationale, ont constitué un syndicat pour l'acquisition des usines de l'ancienne Société des métaux dont le Comptoir d'escompte en liquidation est le principal créancier.

L'action de la Compagnie parisienne du gaz s'est élevée de 1,445 à 1,475, sur la probabilité d'une entente entre la Société et le conseil municipal de Paris, au sujet d'une prorogation de la concession et de l'abaissement du prix du gaz. La Banque de France, le Crédit foncier, les actions des chemins de fer français et du Suez, les obligations de chemins de fer et du Crédit foncier, toutes nos premières et solides valeurs de placement, se sont tenues sans variations à leurs plus hauts cours.

*Le directeur-gérant :* CH. BULOZ.